

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

UN MOUVEMENT TRANS AU QUÉBEC ?

DYNAMIQUES D'UNE MILITANCE ÉMERGENTE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MICKAEL ENRIQUEZ

OCTOBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tenais d'abord à remercier tous les militant-es qui s'impliquent dans la lutte contre la cisnormativité et pour plus de justice sociale, je leur dédie ce mémoire. Plus particulièrement, aux douze militant-es trans qui ont participé à ma recherche avec leurs trippes. L'engagement militant vient d'une soif de justice sociale qui nous habite de l'intérieur, et vous me l'avez encore prouvé.

Toute ma gratitude à mes deux directrices, qui m'ont illuminé de leur brillance intellectuelle tout au long de mon processus : Maria Nengeh Mensah et Line Chamberland. Elles ont en grande partie financé ma recherche en me fournissant du travail, notamment au sein de la formidable Chaire de recherche sur l'homophobie. Grâce à elles, mon cheminement tout au long de ma maîtrise s'est avéré un véritable plaisir. Je tiens particulièrement à remercier Nengeh pour son soutien émotionnel et Line pour sa disponibilité sans faille.

Un gros merci à ma mère, Martine Enriquez, qui a joué le rôle de parachute financier. Grâce à elle, j'ai évité l'énormes stress d'avoir à choisir entre payer mon loyer ou me nourrir.

Alexandre Baril et Billy Hébert ont assuré une présence incroyable, en me nourrissant théoriquement tout au long de mon processus. Ils sont des collègues et camarades très chers à mon cœur.

Finalement, un merci en rafale à ceux et celles qui ont partagé ma vie ces dernières années et m'ont soutenu à leur manière : Nathou Bouh, Jean-Philippe Ung, Philippe Voyer, Marc-André Fortin P., Bruno Dion, Sylvain Chartier, Michael Hawrysh, Barbara Legault, Andréanne Boudreau, Janik Bastien-Charlebois, Béatrice Chateauvert-Gagnon, la bande de la Commune et les copines du P!NK BLOC.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
 CHAPITRE I CARACTERISER LA MILITANCE TRANS.....	6
1.1. La militance trans	6
1.1.1. Aux États-Unis	7
1.1.2. En France.....	10
1.1.3. Au Québec.....	11
1.2. Les enjeux de la militance trans : changer d'identité de genre et combattre la cisnormativité.....	12
1.2.1. Une vision systémique de la transphobie : la cisnormativité	13
1.2.2. Changer d'identité de genre.....	15
1.2.3. Exclusion, marginalisation et reconnaissance des personnes trans	22
1.3. La diversité des transidentités	25
1.4. Conclusion.....	29
 CHAPITRE II ANALYSER UN MOUVEMENT SOCIAL REMETTANT EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, SEXE ET SEXUALITE.....	32
2.1. Analyser un mouvement social à partir de ses militant-es	32
2.1.1. Qu'est-ce qu'un mouvement social ?	33
2.1.2. L'espace des mouvements sociaux et l'approche sociologique de la militance...34	
2.1.3. La construction d'une identité collective au sein d'un mouvements social	36
2.1.4. L'importance de constituer des communautés	40
2.1.5 La place du secteur communautaire dans les mouvements sociaux au Québec....42	
2.2. Mouvement social et normes de genre, sexe et sexualité.....	44
2.2.1. Quelques conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes.....	46
2.2.2. Les conceptions du rapport entre genre et sexe en études trans	49

2.2.3. Les liens entre la cisnormativité et les autres oppressions régulant le genre, le sexe et la sexualité	52
2.3. Analyser les alliances au sein des mouvements sociaux.....	53
2.3.1. S'allier pour renforcer la dimension collective	54
2.3.2. Les alliances avec les militant-es LGBTQ.....	55
2.3.3. Les alliances avec les militant-es féministes	58
2.3.4. Les alliances avec les militant-es appartenant à d'autres populations marginalisées	59
2.4 Conclusion et questions de recherche	61
 CHAPITRE III DEMARCHE METHODOLOGIQUE	64
3.1. Une recherche engagée.....	64
3.1.1. Une recherche inspirée de l'épistémologie féministe.....	64
3.1.2. La connaissance située des militant-es trans	67
3.1.3. Mon positionnement en tant que chercheur.....	69
3.2. L'approche qualitative.....	72
3.2.1. L'entrevue.....	74
3.2.2 L'échantillonnage	76
3.2.3 Déroulement des entrevues.....	78
3.2.4. Organisation et analyse des données	80
3.3. Limites de l'étude.....	81
3.4. Considérations éthiques.....	83
 CHAPITRE IV PRESENTATION DES PARTICIPANT-ES, DES ORGANISMES TRANS ET DES TENSIONS AU SEIN DE LA MILITANCE.....	85
4.1. Portrait des militant-es rencontrés	85
4.1.1. L'influence du changement d'identité de genre sur la militance	88
4.1.2. L'importance de la militance dans la vie des participant-es.....	89
4.2. Les organismes et regroupements trans	92
4.2.1. Les organismes spécifiquement trans	94
4.2.2. Les organismes trans ayant un mandat orienté vers la santé	96
4.2.3. Les organismes trans ayant un mandat orienté vers les LGBTQ	101

4.2.4. Les regroupements d'organismes trans	105
4.3. Les tensions au sein de la militance trans	107
4.3.1. Les tensions transidentitaires.....	108
4.3.2. Les tensions liées à d'autres caractéristiques	111
4.4. Conclusion.....	115
 CHAPITRE V LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA CISNORMATIVITE....	117
5.1. Définir la cisnormativité.....	117
5.2. Améliorer l'accès à la santé et aux services sociaux.....	119
5.2.1. Un accès limité	120
5.2.2. Les stratégies militantes	122
5.3. Changer de prénom et de mention de sexe.....	128
5.4. La reconnaissance politique	131
5.5. La reconnaissance sociale	134
5.6. Les alliances avec d'autres militances	140
5.6.1. Les alliances avec les militant-es LGBTQ.....	140
5.6.2. Les alliances avec les militantes féministes	145
5.6.3. Les alliances avec d'autres populations marginalisées	149
5.6.4. Les stratégies de rapprochement	152
5.7. Perception du changement social	154
5.8. Conclusion.....	156
 CHAPITRE VI ANALYSE DU MOUVEMENT TRANS AU QUEBEC.....	158
6.1. Construire une identité collective et une communauté	159
6.1.1. La construction d'une identité trans collective.....	160
6.1.2. La formation d'une communauté trans.....	163
6.2. Contester la cisnormativité et remettre en cause les normes de genre, sexe et sexualité.....	166
6.2.1. La lutte contre la régulation du changement d'identité de genre	168
6.2.2. La reconnaissance des personnes trans.....	171
6.2.3. La remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité.....	174
6.3. L'espace des mouvements sociaux au Québec	176

6.3.1. Un secteur communautaire prédominant.....	177
6.3.2. L'évolution du secteur communautaire au Québec.....	181
6.4. Les alliances avec d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité.....	184
6.5. Conclusion.....	188
CONCLUSION	193
APPENDICE A Manifeste de revendications trans de <i>PolitiQ-queers solidaires</i>	201
APPENDICE B Tract du Rassemblement du 17 juin 2010	203
APPENDICE C Affiche de recrutement de participant-es.....	205
APPENDICE D Formulaire de consentement éclairé.....	206
APPENDICE E Canevas d'entrevue.....	209
APPENDICE F Plan de revendications du comité trans du <i>CQGL</i>	213
BIBLIOGRAPHIE	216

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
4.1. Profil des militant-es rencontrés.....	87
4.2. Liste des organismes trans.....	93

RÉSUMÉ

Tout comme aux États-Unis et en France, la militance trans est en plein essor au Québec depuis ces vingt dernières années. Cela se voit par la création ou l'expansion d'organismes trans et le développement de projets trans au sein d'organismes de santé ou au sein d'organismes LGBTQ (lesbiens, gais, bis, trans, queers)..

Les militant-es trans combattent la cisnormativité, c'est-à-dire l'oppression qui réprime les individus qui franchissent la frontière du genre et ainsi encourage la plupart des personnes à s'accommoder du genre assigné à leur naissance. Elle s'exprime d'une part par la régulation du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques, d'autre part par la marginalisation et l'exclusion des personnes trans de l'espace médiatique et des milieux de travail, scolaire, familial et de la santé et des services sociaux.

En prenant appui d'une part sur des concepts de la sociologie des mouvements sociaux, d'autre part sur des concepts issus des études féministes et des études trans, cette recherche a pour objectif d'explorer les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. Douze entrevues semi-structurées ont été réalisées en 2010 avec des militant-es trans appartenant à trois générations. Trois axes d'analyse ont été privilégiés : 1. Les dynamiques de la militance trans; 2. Les sens que les militants et militantes donnent à leurs actions; 3. Les liens entre cette militance et d'autres militances.

Cette recherche démontre qu'il y a bien un mouvement trans émergent au Québec. Celui-ci a acquis une dimension collective à travers la création d'une identité trans et la formation d'une communauté trans, deux éléments constitués d'une façon dynamique et traversés par des tensions. Le mouvement trans revêt également une dimension conflictuelle et s'oriente vers le changement social, en combattant la cisnormativité et en remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité. Ce mouvement s'inscrit dans l'espace des mouvements sociaux québécois, en développant des stratégies liées à l'action communautaires et influencées par son évolution. Enfin, le mouvement trans a mis en place des alliances avec le mouvement gai et lesbien, le mouvement queer, le mouvement féministe et les luttes d'autres populations marginalisées.

Mots clés : Transidentités, mouvement social, cisnormativité, militance, genre, études féministes, alliances, action communautaire, Québec.

INTRODUCTION

The old LGBT movement is splintering, and the transgender issues are now clearly the cutting edge of the social justice agenda. The growing acceptability of transgender representation in mass media, and the increasing comfort younger people seem to have with transgender and genderqueer identities and behaviours, suggest that sometime in the future – perhaps the near future – transgender people will finally be accepted as full, equal members of society. But much work remains to be done.

Stryker, 2008, p. 153

Depuis les 20 dernières années, les personnes trans¹ sont de plus en plus visibles dans l'espace public. Cette présence s'observe dans le milieu universitaire, où la recherche trans représente aujourd'hui un champ d'étude à part entière. Les personnes trans sont de plus en plus présentes dans l'espace médiatique, les journaux, les films et les séries télévisées. La visibilité trans se retrouve également dans l'espace des mouvements sociaux, où la militance trans s'organise de mieux en mieux, augmentant sa visibilité et allant chercher le soutien d'autres militances.

En m'impliquant dans les mouvements LGBT, féministe et queer, j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de militant-es trans. C'est ainsi que je suis devenu un de leurs alliés, d'abord en France où j'ai participé à plusieurs manifestations *Existrans* et à des actions du *Groupe Activiste Trans*, et où j'ai organisé plusieurs campagnes locales contre la transphobie sur mon campus universitaire, au sein de l'association *Étudions Gayment*.

J'ai choisi en 2008 de m'installer à Montréal au Québec. En rencontrant des militant-es trans, j'ai été surpris de voir la rigidité des règles de changement d'identité de genre et la marginalisation que subissaient les personnes trans dans la société. J'ai alors participé à la fondation de la commission trans de l'organisme *PolitiQ-queers solidaires*, et ai aidé à

¹ Le terme « personnes trans » est défini au début de la section 1.2.2.

l'organisation de plusieurs réunions publiques, du Rassemblement du 17 juin 2010, ainsi qu'à l'écriture d'un manifeste de revendications trans (voir appendice A). Après plusieurs mois d'implication, je me suis rendu compte qu'il y avait très peu de recherches et d'outils permettant de comprendre la militance trans et son émergence. Une recherche sur la question m'a alors semblé un excellent moyen de soutenir cette lutte.

Cette recherche cherche ainsi à comprendre les objectifs, pratiques et stratégies des militant-es trans, afin d'étudier l'émergence du mouvement trans. Les militant-es trans rencontrés dans le cadre de cette recherche m'ont impressionné par leur soif de justice sociale. Dean Spade (2011), activiste et théoricien trans, souligne à quel point l'oppression que subissent les personnes trans est répandue dans la société :

Trans people are told by the law, state agencies, private discriminators, and our families that we are impossible people who cannot exist, cannot be seen, cannot be classified, and cannot fit anywhere. We are told by the better-funded lesbian and gay rights groups, as they continually leave us aside, that we are not politically viable; our lives are not a political possibility that can be conceived. (p. 41)

Ainsi, l'existence même des personnes trans est niée. Militer contre la transphobie, et plus largement la cisnormativité, demande donc beaucoup de courage.

Pour mener à bien ma recherche, j'ai utilisé des concepts de la sociologie des mouvements sociaux, qui offre beaucoup d'outils permettant d'analyser l'engagement des militant-es sous divers angles. En effet, la sociologie permet d'apporter un nouveau regard sur la militance, comme l'illustre le sociologue français Lilian Mathieu (2004) :

Il ne s'agit en aucun cas ici de révéler aux militants ce qu'ils ignoreraient et de se poser à leur égard en conseiller ou en donneur de leçons, mais de rendre compte, avec les outils conceptuels forgés par les sciences sociales, de mécanismes et de processus dont ils ont généralement une connaissance d'ordre avant tout *pratique*, et ainsi de susciter un déplacement du regard que l'on espère enrichissant, mais en aucun cas une « conversion » de ce regard. (p. 11-12)

Ce positionnement de sociologue des mouvements sociaux est particulièrement inspirant, car il montre qu'une recherche sur la militance trans peut aider à la comprendre et à la rendre visible d'une nouvelle manière, qui apporte une complexification de la connaissance, sans retirer quoi que ce soit aux pratiques actuelles des militant-es.

Les études féministes m'ont outillé méthodologiquement grâce à l'épistémologie de la connaissance située féministe (Harding, 2007). Elles aident également à faire une analyse critique des normes de genre, sexe et sexualité (Butler, 2006, 2005; Mathieu, 1991). Mener une recherche sur le mouvement trans dans un cadre d'analyse féministe est particulièrement intéressant, car le cœur de la lutte des militant-es trans est la facilitation du franchissement de la frontière du genre. En effet, une frontière est érigée de manière à assurer que les individus demeurent dans le genre assigné à leur naissance, et ainsi de manière à assurer une adéquation entre genre, sexe et sexualité. Les personnes trans, en faisant une transition de genre, qu'elle soit sociale, médicale ou juridique, franchissent cette frontière. Le point de vue des militant-es trans permet ainsi d'apporter de nouveaux éclairages à la théorie féministe. À ce propos, plusieurs théoricien-nes trans ancrent leurs recherches dans un cadre d'analyse féministe (Stryker, 2008; Espineira, 2008; Thomas, 2007; Califia, 2003) : cela illustre la pertinence du lien entre ces deux champs d'études.

Enfin, j'ai ancré ma recherche au sein des études trans. Ce champ d'étude se concentre actuellement sur les expériences et vécus des personnes trans (Stryker, 2006). Il m'a ainsi offert de nombreux concepts et outils permettant de mieux cerner la militance trans (Stryker, 2008; Espineira, 2008), les différents mécanismes d'oppression combattus (Spade, 2011; Bauer *et al.*, 2009), la diversité des stratégies utilisées par les activistes (Thomas, 2007; Califia, 2003), les tensions entre militant-es trans (Davidson, 2007) ainsi que les alliances avec d'autres mouvements sociaux (Baril, 2009; Namaste, 2005b; Broad, 2002).

Mon mémoire a pour objectif de répondre à la question : « Y a-t-il un mouvement trans émergent au Québec ? Si oui, qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? ». Il est composé de six chapitres. Le premier chapitre aborde la problématique de cette recherche en caractérisant la militance trans dans divers contextes, en se basant sur une partie de la littérature disponible aux États-Unis, en France et au Québec. Ce chapitre développe ensuite les enjeux de la militance trans, c'est-à-dire la régulation du changement d'identité de genre et la lutte contre la cisnormativité. Il se termine par une présentation de la diversité des transidentités, qui conduit à des tensions entre militant-es.

Le second chapitre présente l'orientation théorique. Il commence par une présentation des concepts de la sociologie des mouvements sociaux utilisés pour analyser la militance trans : les trois dimensions d'un mouvement social selon Lilian Mathieu, l'espace des mouvements sociaux, l'identité collective, la communauté et la place du secteur communautaire. Dans un second temps, il aborde la remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité dans les études féministes et dans les études trans. Dans un dernier temps, il se penche sur les alliances entre militant-es trans, avec des expert-es, et avec les mouvements LGBTQ, féministes et d'autres populations marginalisées.

Le troisième chapitre explique en quoi mon positionnement de chercheur cis engagé, allié à la lutte des militant-es trans, m'a poussé à privilégier une démarche qualitative, inspirée de l'épistémologie de la connaissance située féministe, respectueuse de l'évolution des études trans en se concentrant sur les expériences des douze militant-es trans rencontrés. Il présente ensuite la technique d'entrevue semi-dirigée, comment l'échantillon a été déterminé, le déroulement des entrevues et les techniques d'organisation et d'analyse des données. Ce chapitre se termine en exposant les limites de la recherche et les considérations éthiques.

Les quatrième et cinquième chapitres explorent les résultats de mes entrevues avec les douze militant-es trans. Le chapitre IV présente les participant-es, les différents organismes trans identifiés, ainsi que les tensions qui traversent la militance trans. Le chapitre V présente plusieurs enjeux qui traversent la militance trans, dont les objectifs et les stratégies de résistance, ainsi que les alliances avec d'autres mouvements sociaux.

Dans le dernier chapitre, j'analyse plusieurs dimensions afin de savoir en quoi il y a un mouvement trans émergent au Québec. Je me penche d'abord sur la dimension collective du mouvement trans, en examinant la construction d'une identité trans collective et la formation d'une communauté trans. Je m'intéresse ensuite à la dimension conflictuelle, en analysant en quoi les objectifs de la militance trans s'inscrivent dans un combat contre la cisnormativité, et ainsi dans une remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité. Puis, j'aborde l'espace des mouvements sociaux au Québec, en examinant l'influence de l'action

communautaire et de son évolution sur le mouvement trans. Enfin, je me penche sur les alliances entre le mouvement trans et les mouvements LGBTQ, féministe et d'autres populations marginalisées.

CHAPITRE I

CARACTERISER LA MILITANCE TRANS

Dans ce chapitre, je vais aborder plusieurs éléments importants à savoir sur la militance trans pour dresser les balises de ma problématique de recherche. L'objectif est de la caractériser, en explorant les enjeux² autour desquels les militant-es trans semblent se réunir ou se diviser. En effet, la mise en jeu de revendications dans l'espace public, par certaines pratiques, certaines stratégies et certaines formes d'engagement est fortement discutée par les militant-es trans.

Je commencerai par présenter quelques informations concernant l'émergence de la militance trans aux États-Unis, en France et au Québec. Ensuite je présenterai les enjeux traversant cette militance, qui semblent centrés autour du changement d'identité de genre et de la lutte contre la cisnormativité. Pour terminer, j'explorerai la diversité des transidentités, qui représente des enjeux internes de tensions entre activistes.

1.1 La militance trans

La militance ou l'activisme³ trans est définie par Alexandre Baril (2011a), un théoricien trans québécois, ainsi :

Le terme transactiviste est un nom et un qualificatif général permettant de désigner une diversité de personnes trans ou encore des personnes cis⁴ alliées des trans qui dénoncent la cisnormativité et qui défendent publiquement et politiquement les droits des personnes trans. Les transactivistes peuvent s'investir politiquement de différentes façons : au plan théorique (publication d'articles, de livres, de guides, de pamphlets), sur le terrain (actions directes, manifestations), dans les diverses sphères professionnelles et institutionnelles (partis politiques, syndicats, milieux communautaires et de la santé), etc. (p. 20)

² J'utilise le mot « enjeu » dans son sens commun.

³ Le mot « activiste » est l'acception anglaise du mot « militant ».

⁴ Le terme « personne cis » est défini au début de la section 1.2.1.

Cette définition place la militance au cœur de la lutte contre la cisnormativité et pour la reconnaissance des personnes trans. De plus, elle expose les différents champs d'implications envisageables. En revanche, cet auteur considère comme militant-es trans les personnes cis alliées, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas trans mais s'investissent dans le combat contre la cisnormativité. Il s'agit d'une position qui fait débat au sein des études trans, et d'un enjeu de la militance trans. Je traiterai de cet enjeu dans le chapitre suivant quand j'aborderai l'alliance entre militant-es subissant une oppression et militant-es participant au combat contre cette oppression mais ne la subissant pas. Mais pour le moment, regardons plutôt ce que dit la littérature existante à propos de la militance trans. Le mouvement trans états-unien est bien documenté, alors que le mouvement trans français l'est relativement, et le mouvement trans québécois l'est très peu.

1.1.1 Aux États-Unis

Pour caractériser la militance trans états-unienne je m'appuierai principalement sur les livres de Pat Califia, un écrivain trans, et de Susan Stryker, une chercheuse et théoricienne trans, ainsi que sur la thèse de doctorat de Megan E. Davidson. Cette dernière a mené une recherche sur l'activisme trans aux États-Unis, basée sur 15 mois d'observation participante et une centaine d'entrevues avec des militant-es trans. Elle présente les objectifs de la militance que les personnes qu'elle a rencontrées ont identifiés :

« The specific goals listed by trans activists as part of their vision of social change included fighting for the rights of youth to be supported in their families and schools. [...] Pushing for legal and legislative was another frequently cited goal, including changes to adoption and marriage laws, the creation of new birth certificate and identity document policies, coverage for trans related health care, and changes that would make discrimination based on gender identity and expression illegal in employment and housing, including the passage of a gender inclusive Employment Nondiscrimination Act, for example. Further, some activists stated that success would in part be the removal of the diagnosis Gender Identity Disorder and an end to the evaluation of trans people based on normative stands of binary sex and gender. Finally, an end to the fear and violence that trans people experience was also an agreed upon goal for activists. » (Davidson, 2007, p. 282)

À partir de ces objectifs, on peut dégager une diversité d'enjeux qui guident la militance trans américaine. Pour Davidson, la compréhension de ces objectifs et des enjeux qui en découlent permettrait de dessiner les contours du mouvement trans en exposant ce que les activistes

jugent prioritaires. Elle soutient notamment qu'on peut parler d'un mouvement trans justement parce qu'il y a des visions, des valeurs et des enjeux partagés (p. 272).

Califia (2003) a rédigé un livre sur le mouvement trans états-unien à partir d'une recension d'écrits. Pour lui, un premier type d'activisme s'est orienté vers l'accès au changement d'identité de genre :

Depuis la fin des années 1960, un nombre grandissant de travestis et de transsexuels se tourne vers l'arène politique afin d'améliorer leur condition et celle de leurs communautés. Au début, l'activisme transgenre se mobilisait sur plusieurs fronts : lutter contre les lois interdisant le travestisme et les politiques qui rendent difficile aux transsexuels l'obtention de documents administratifs (papiers d'identité et autres) conformes à leur genre de préférence ; faire pression pour une plus grande accessibilité à la réassignation sexuelle ; former des groupes pour les travestis et leurs partenaires ; informer le grand public sur le travestisme et le transsexualisme ; faire de l'action sociale afin que les personnes souffrant de dysphorie de genre aient plus facilement accès aux soins dont ils ont besoin pour supporter leur souffrance. Ce type d'activisme transgenre marche toujours très fort. (Califia, 2003, p. 301)

Dans les années 1990, quatre éléments semblent avoir entraîné des évolutions et une diversification de la militance trans. Le premier élément est l'émergence du mouvement queer qui aurait permis, selon Califia (2003), le développement d'un second type d'activisme, privilégiant une remise en cause des catégories de genre :

Jusqu'à la fin des années 1990, l'activisme transsexuel cherchait surtout à mieux faire accepter les transsexuels socialement, après réassignation. [...] Plus récemment, des activistes transgenres ont remis en question tout le système de genre, trop binaire et polarisé. Des dirigeants de la communauté de genre ont appelé les transsexuels à orienter leurs efforts politiques vers la mise en question radicale des notions d'« homme » et de « femme » plutôt que de s'attacher à être perçu comme membre de l'un ou l'autre des sexes par les non-transsexuels. Ceci coïncide avec l'augmentation du nombre de ceux qui se disent prêt à se déclarer d'un troisième sexe, transgenre, des deux genres, d'aucun genre ou intersexués, en insistant sur leur droit à vivre sans ou hors des catégories de genre que notre société s'efforce de rendre obligatoires et universelles. (Califia, 2003, p. 335)

Susan Stryker (2008), dans son livre sur l'histoire du mouvement trans américain, estime aussi que l'apparition du mouvement queer aurait aidé à former une alliance entre gais, lesbiennes, féministes et trans au sein de la lutte contre le VIH. Il s'agirait d'un « new kind of unabashedly progay, nonseparatist, antiassimilationist alliance politics to combat AIDS »

(p. 134). Un signe de cette nouvelle forme de militance est la création du groupe *Transgender Nation* au sein de *Queer Nation*⁵ (p. 135).

Le second élément est l'apparition du VIH/sida, qui aurait permis aux groupes militants d'être financés, en orientant leurs mandats vers la santé, comme l'illustre cette citation :

« From the public health perspective, transgender populations had come to be seen as « vulnerable » populations [...]. AIDS funding thus became an important mechanism from bringing needed social and financial resources to trans communities. [...] AIDS agencies and service organizations became centers of transgender activism – hosting support groups, facilitating community gatherings, and providing employment to trans people engaged in health outreach and peer support work. » (Stryker, 2008, p. 132-133)

Il semblerait que, grâce à ce financement public, plusieurs organismes ont pu développer un travail en direction de certaines populations trans marginalisées, qui sont plus susceptibles d'être touchées par le VIH/sida, particulièrement celles qui exercent le travail du sexe.

Le troisième élément est la mise en place de campagnes pour dénoncer la violence contre les personnes trans. Plusieurs vigiles ont été organisées devant les cours de justice par le groupe états-unien *Transsexual Menace*, à chaque fois qu'un cas de violence anti-trans était jugé (p. 141). Ils auraient réussi à obtenir une forte attention médiatique. Cette orientation contre la violence et les crimes donnera naissance au début des années 2000 au *Transgender Day of Remembrance*, célébré internationalement chaque année pour commémorer les personnes trans mortes au cours de l'année (p. 148). Il s'agit d'un évènement que des militant-es peuvent utiliser pour dénoncer la violence transphobe un peu partout à travers le monde.

Le quatrième élément est l'arrivée d'Internet. Pour Stryker (2008), l'expansion incroyable du mouvement trans dans les années 1990 n'aurait pas été possible sans l'arrivée d'Internet. Eve Shapiro (2003), une chercheuse états-unienne, a mené une recherche sur les

⁵ *Queer Nation* connaîtra une ascension fulgurante au début des années 1990, avec la création de sections dans beaucoup de villes des États-Unis. Son existence est jugée brève, mais son influence sur les mouvements sociaux travaillant sur les enjeux de genre et de sexualité serait très importante (Stryker, 2008, p. 134).

usages d'Internet par les militant-es trans à partir de 10 entrevues. Elle explique qu'Internet a transformé la militance des personnes trans de deux manières : 1. Internet est un outil, utilisé aussi bien par les activistes que les organisations, pour réduire les couts et informer rapidement et efficacement; 2. Internet est un espace qui permet le réseautage et le développement d'une identité collective, notamment par la plus grande facilité de se dévoiler sur le net. (p. 171)

1.1.2 En France

La militance trans française a été documentée par Maxime Foerster, qui a écrit un livre sur l'histoire des transsexuels en France, et par Karine Espineira, une chercheuse trans française ayant travaillé sur la visibilité médiatique des personnes trans. Selon Foerster (2006) on remarque, comme dans le contexte états-unien, une première effervescence à la fin des années 1960, notamment au sein du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (p. 115), et une seconde dans les années 1990. Dans cette dernière période, trois groupes sont créés, montrant ici aussi une diversité au sein de la militance trans. Le premier est l'*Association du Syndrome de Benjamin* (ASB) :

L'action [de l'ASB] est diverse : soutien psychologique avec réunions et permanences téléphoniques, diffusion de l'information avec mise en place de dossiers pratiques et constitution d'une liste de médecins et avocats recommandés pour la qualité de leurs services. (p. 150)

Leurs activités semblent refléter un travail d'entraide et de sensibilisation de la communauté trans et de certains expert-es. Le second groupe, le *Centre d'Aide, de Recherche et d'Information sur la Transsexualité et l'Identité de Genre*, se serait créé en opposition aux notions psychiatrisantes auxquelles renvoie l'ASB⁶. La troisième association créée est le *Groupe de prévention et d'action pour la santé et le travail des transsexuel(le)s* (PASTT), une association de prévention du VIH/sida en direction des femmes trans travailleuses du sexe, qui est parvenue à être financée.

⁶ L'*Association du Syndrome de Benjamin* porte dans son nom une charge psychiatrisante, en associant les transidentités à une affection qui porte le nom du sexologue Harry Benjamin.

Si les années 1990 ont vu émerger une diversité de pratiques et d'organismes au sein de la militance trans en France, la littérature reflète trois changements importants dans les années 2000. Le premier est l'arrivée d'Internet qui aurait permis le développement fulgurant de la militance trans en France :

Les années 2000 sont marquées par une « explosion » du nombre de collectifs et d'associations transidentitaires. Ce phénomène semble lié à l'internet à travers la multiplication des sites associatifs, pages persos, chats, forums et blogs. (Espineira, 2008, p. 26)

Le second élément, lié au premier, est la régionalisation, Foerster (2006) souligne la multiplication des groupes militants et insiste sur son développement en région :

Les récents développements du mouvement trans' indiquent que le réseau associatif devient de plus en plus dense à la fois par le nombre des adhérents mais aussi par sa médiatisation et sa répartition géographique : la création de plusieurs associations siégeant en province [...] souligne un rééquilibrage salutaire au profit des villes de province. (p 163)

Enfin, la lutte pour la dépsychiatisation des transidentités semble occuper une place de plus en plus importante au sein de la militance trans. À ce propos, Maude-Yeuse Thomas, une militante et théoricienne trans française, considère qu'il y a deux périodes dans l'activisme trans, la première maintenant la binarité des genres et la seconde la remettant en cause :

Nombre se revendiquant désormais d'une identité trans en rompant définitivement avec la binarité essentialiste régulant les comportements et le clivage homo/hétérosexualité qui devient ici sans objet. (Thomas, 2007)

La création du *Groupe Activiste Trans* (GAT) dans les années 2000, un groupe influencé par le mouvement queer américain, semble être significative de cette nouvelle tendance de la militance trans en France. En effet, cet organisme composé de 4 activistes aurait organisé de nombreuses actions publiques de perturbation contre des psychiatres jugés transphobes (Espineira, 2008, p. 30; Foerster, 2006, p. 162).

1.1.3 Au Québec

La militance trans au Québec est très peu documentée. Viviane Namaste (2005a), une chercheuse trans québécoise, a publié un livre sur la première génération de transsexuelles au Québec, basé sur quatorze entrevues avec des femmes qui ont vécu en tant que transsexuelles entre 1955 et 1980. Elle soutient que le milieu des cabarets et les bars liés au travail du sexe

« remplissaient à la fois des fonctions de travail, de loisir et de rassemblement communautaire » (p. 54). C'est à partir de ces réseaux sociaux que les femmes transsexuelles auraient pu s'échanger de l'information sur le processus de changement de sexe, se référer des médecins, et développer un marché *underground* de distribution d'hormones (p. 77). La chercheuse ajoute que la création de l'*Association des Transsexuels et Transsexuelles du Québec* (ATQ), en 1980, a « comblé beaucoup de lacunes importantes dans ce domaine en offrant une écoute attentive, de l'information et une aide précieuse aux transsexuelles du Québec » (p. 98). Peu de recherches récentes ont abordé la militance trans au Québec, c'est pourquoi j'ai choisi d'interroger des militant-es trans.

Dans les contextes états-unien et français, la militance trans aurait connu beaucoup d'évolutions et de changements au cours des années 1990 et 2000. On pourrait parler d'une émergence de la militance trans, qui s'exprime de différentes manières, avec des objectifs et des enjeux pluriels. Par exemple, certains militant-es semblent privilégier une facilitation du changement d'identité de genre afin de passer d'une catégorie de genre à l'autre, alors que d'autres préfèrent remettre en cause l'existence même des catégories binaires de genre. Ces objectifs apparemment différents nous amènent à penser qu'il est pertinent d'approfondir ce que la littérature analyse quant aux enjeux qui traversent la militance trans.

1.2 Les enjeux de la militance trans : changer d'identité de genre et combattre la cisnormativité⁷

Je vais aborder dans cette partie les enjeux de la militance trans exposés dans la littérature. Je commencerai par présenter différentes visions de la cisnormativité et de la transphobie en tant que système d'oppression. J'aborderai ensuite le changement d'identité de genre, sa régulation par les institutions médicales et juridiques. Je terminerai en exposant d'autres questions liées à la marginalisation des personnes trans qui soulèvent à leur tour d'autres enjeux pour les militant-es.

⁷ Cette partie a été rédigée en même temps qu'un article, beaucoup d'éléments présents ici s'y retrouvent (Enriquez, 2013).

1.2.1 Une vision systémique de la transphobie : la cisnormativité

Le concept de transphobie recouvre à la fois une dimension institutionnelle et médico-légale, et une dimension personnelle, inscrite dans les rapports interindividuels (Cope et Darke, 1999). Certains auteur-es tendent à privilégier cette seconde dimension, en parlant d'hostilité et d'aversion (Krikorian, 2003, p. 406), de sentiment de malaise, voire de révolusion (Lombardi, 2009, p. 979), ou encore d'attitudes négatives comme la haine, le dégoût, la rage ou l'indignation morale (Bettcher, 2007, p. 46). Plusieurs recherches statistiques montrent en effet l'importance de la violence contre les personnes trans (Grant *et al.*, 2011, p. 124; MAG et HES, 2009; Courvant et Cook-Daniels, 1998). Celle-ci s'en prendrait particulièrement aux personnes trans dont l'apparence, l'anatomie ou les papiers d'identités seraient différents de leur genre d'identification (Hébert *et al.*, à paraître).

D'autres auteur-es ont développé de nouvelles notions afin de mettre de l'avant la dimension systémique de cette oppression⁸, comme la cis(genre)normativité (Bauer *et al.*, 2009; Baril, 2009). En effet selon Baril, les néologismes « cisgenres » et « cissexuels » désignent les personnes dont le genre et le sexe correspondent au sexe qui leur a été assigné à la naissance. Pour lui, « la cisgenre normativité postule que les personnes qui s'accommodent du genre assigné à la naissance sont plus normales que les personnes qui décident de vivre dans un autre genre et qui effectuent des transitions de sexe » (p. 283). La cisnormativité expliquerait ainsi la marginalisation des personnes trans et la lutte contre cette oppression serait au cœur de la militance trans.

Cette définition est relativement similaire à celle du projet de recherche communautaire ontarien *Trans Pulse* (Bauer *et al.*, 2009), pour qui la cisnormativité modèlerait les politiques et les pratiques des individus et des institutions, de manière à rejeter l'existence ou la visibilité des personnes trans. Les auteur-es expliquent que deux formes d'invisibilisation sont présentes dans les institutions médicales : une première informationnelle correspondant au manque d'information sur les personnes trans dans la

⁸ Selon Iris-Marion Young (1990), cinq aspects peuvent caractériser une oppression : l'exploitation, la marginalisation, l'impuissance, la domination culturelle et la violence.

production et la diffusion du savoir médical (p. 352), une seconde institutionnelle marginalisant les personnes trans en ne développant pas des politiques et pratiques qui accommodent les personnes trans (p. 354). Les auteur-es expliquent :

« The processes of erasure in information production and dissemination and in institutional protocols, practices, and policies create a system that produces further social marginalization of trans people. » (p. 359)

Les chercheur-ses mettent ainsi en évidence comment des politiques cisnormatives excluent et marginalisent les personnes trans de manière indirecte en omettant leur existence.

Par ailleurs, un théoricien et activiste trans états-unien, Dean Spade (2011), propose une définition de la transphobie à partir d'une vision foucauldienne⁹, prenant appui sur trois modes de pouvoir : agresseur/victime, disciplinaire et gestion de la population. Le premier aspect est défini comme un mode de pouvoir agresseur/victime (p. 102-103) : une personne commet des actes de transphobie qui excluent ou réduisent l'accès des personnes trans à des opportunités, à la santé, voire à la vie. Il s'agit d'une première conception de la transphobie ancrée dans les rapports interindividuels et composée d'une variable intentionnelle, ce que critique l'auteur, jugeant cette vision trop limitée. Elle révèle toutefois comment les interactions entre les individus peuvent être le lieu de problèmes vécus par les personnes trans et pourquoi ces interactions constituent un enjeu pour les militant-es qui luttent contre la cisnormativité.

Le second aspect est caractérisé par un mode de pouvoir disciplinaire. Selon Spade, certaines institutions, comme la médecine, seraient au cœur de ce mode de pouvoir, en apprenant aux personnes comment modifier leur manière d'être afin de mieux s'ajuster aux normes de genre (p. 104). L'intériorisation des normes pousse les personnes à agir de manière à s'adapter aux standards de « bon comportement », et à encourager et contraindre autrui à les suivre (p. 120). Le contrôle par les institutions des normes de genre, et des règles de changement d'identité de genre représenterait ici un second enjeu pour les activistes trans. Spade ajoute que les stratégies de résistances au mode de pouvoir disciplinaire se concentrent

⁹ Spade (2011) s'inspire de la conception du pouvoir de Foucault : « Power is not a matter of dominant individual or institution, but instead it manifests in interconnected, contradictory sites where regimes of knowledge and practice circulate and take hold » (p. 22).

sur la mise en relief des normes, afin de concevoir comme légitimes des manières alternatives d'être (p. 108). Enfin, une autre stratégie serait de re-signifier certains actes ou certaines identités que d'autres considèrent comme un crime ou une maladie, par exemple les transidentités (p. 109).

Le troisième aspect est un mode de pouvoir basé sur la gestion de la population. En obligeant les personnes à définir leur genre à chaque fois qu'elles remplissent un formulaire administratif, les institutions créent des barrières qui excluent certaines catégories de personnes, ici celles qui ne sont pas clairement identifiées comme homme ou femme (p. 110-121). Spade invite ainsi à concevoir l'utilisation du genre comme catégorie administrative par toute une série d'institutions comme problématique pour les personnes trans (p. 123).

Les différentes utilisations des concepts de cisnormativité et de transphobie montrent que cette oppression peut s'exprimer de manière interindividuelle ou institutionnelle, directe ou indirecte. La régulation du changement d'identité de genre semble se situer au centre de la cisnormativité.

1.2.2 Changer d'identité de genre¹⁰

Comme mentionné au début de ce chapitre, la lutte pour l'accès et la facilitation du changement d'identité de genre, par des actions d'entraide et de sensibilisation, semble occuper une place importante dans le combat des personnes trans. L'expression « personnes trans », ou parfois « personnes transidentifiées », englobe un large éventail de personnes dont l'identité ne correspond pas, ou du moins pas exclusivement, au genre qui leur a été assigné à la naissance (Hébert, Chamberland et Enriquez, à paraître). Ces personnes effectuent un changement d'identité de genre, aussi appelé transition. Selon Thomas (2007), celle-ci doit

¹⁰ L'identité de genre est conçue comme dynamique, elle est composée d'un sentiment d'unité personnelle (identité pour soi) et d'un travail d'adaptation à un environnement (identité pour autrui) (Dubar, 2001, p. 4). Bien que certaines personnes trans considèrent ne pas changer d'identité de genre, car elles s'identifient depuis toujours à un genre différent de celui assigné à leur naissance, elles pourront opérer certaines modifications sociales, médicales ou juridiques afin d'être considérées par autrui comme appartenant au genre auquel elles s'identifient.

être comprise comme « une composante du développement de l'identité socio-subjective et non un processus limité dans le temps, un simple passage ».

Dans le cadre du projet de recherche-intervention sur les aîné-es trans au Québec, Billy Hébert, Mickael Chacha Enriquez et Line Chamberland (à paraître) considèrent que la transition de genre peut s'effectuer sur les plans social, médical ou juridique. Au plan social, la transition peut inclure le dévoilement à son entourage de la volonté de changer d'identité de genre, des demandes d'utiliser un prénom et des pronoms différents de ceux utilisés jusqu'à présent, ainsi que le port de vêtements associés au genre d'identification. Au plan médical, la transition peut être constituée de traitements hormonaux permettant une féminisation ou une masculinisation du corps et de traitements chirurgicaux changeant l'anatomie physique des personnes trans. Au plan juridique, la transition peut être composée d'un changement de prénom et d'un changement de la mention de sexe sur les papiers d'identité. Les différentes étapes possibles de la transition semblent représenter autant d'enjeux autour desquels les militant-es trans peuvent s'entraider et agir afin de les rendre plus accessibles.

Il est important de préciser que chaque parcours de transition est unique, selon l'*Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec (ASTT(e)Q)* :

[L]es priorités dans le contexte d'une transition varient à tel point d'un individu à l'autre qu'il n'y a pas de formule unique pour mener à bien une telle démarche. Certaines personnes subissent de nombreuses chirurgies, d'autres une ou deux. D'autres encore n'en subissent aucune. Les facteurs déterminants quant à la façon dont une personne transitionne médicalement comprennent ses préférences personnelles, ses capacités, sa santé, sa situation financière, et son statut au pays s'il est immigrant. (2011, p. 43)

Bien qu'on retrouve une diversité importante de parcours de transition, les personnes qui transitionnent rencontrent des obstacles semblables. Ceux-ci sont régulés par la marginalisation sociale des personnes trans, ainsi que par des institutions médicales et juridiques. Cela pourrait expliquer pourquoi faire sa transition semble représenter un enjeu si important pour les militant-es trans.

1.2.2.1 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques aux États-Unis

Le changement d'identité de genre est régulé et contrôlé par plusieurs institutions médicales et juridiques. Cette régulation est remise en cause par de nombreux chercheurs-es et militant-es trans (Espineira, 2008; Stryker, 2008; Thomas, 2007; Reucher, 2006; Lev, 2005; Krikorian, 2003), puisqu'elle donne un pouvoir décisionnel important aux divers professionnel-les de la santé, notamment ceux en santé mentale. On pense à la quatrième édition révisée du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM) publié par l'Association américaine de psychiatrie, et la *Classification Internationale des Maladies*¹¹ de l'Organisation mondiale de la santé. Au sein de ces documents de références pour les soins de santé, il est prescrit qu'une personne trans doit recevoir un diagnostic psychiatrique de « trouble de l'identité de genre¹² » (*gender identity disorder*) pour faire sa transition, basé sur des critères précis (APA, 2000, p. 535-538). Cette pathologisation permet aux individus diagnostiqués d'avoir accès aux traitements médicaux liés à la transition et, dans de nombreux contextes, au changement de prénom et de la mention de sexe. Mais pour ce faire, ils doivent d'abord être considérés comme malades.

À ce propos, Stryker (2008, p. 16) explique que le diagnostic de trouble de l'identité de genre est très controversé aux États-Unis. D'un côté, ce diagnostic pousse à considérer les transidentités comme psychopathologiques, en obligeant les personnes trans à le recevoir pour accéder aux procédures médicales et juridiques de changement de genre (traitements hormonaux et chirurgicaux, changement de prénom et de mention de sexe). De l'autre, il représenterait un moyen d'obtenir des remboursements pour certaines procédures médicales. Dans le cadre du *National Transgender Discrimination Survey*, le *National Center for Transgender Equality* (NTCE) et la *National Gay and Lesbian Task Force* (NGLTF) ont interrogés 6450 personnes trans vivant aux États-Unis. Cette recherche a permis de mettre en évidence la dimension quantitative du problème. En effet, seulement 21 % des répondant-es

¹¹ Pour plus d'information : who.int.

¹² La cinquième édition du DSM, qui paraîtra en 2013, devrait renommer la catégorie de TIG en « dysphorie de genre ». Cela s'inscrirait dans une volonté de ne plus considérer les transidentités comme un trouble mental, tout en conservant une catégorie au sein de ce manuel.

ont modifié l'ensemble de leurs papiers d'identité et 33 % n'en ont modifié aucun (Grant *et al.*, 2011, p. 139). Ces difficultés à changer ses papiers d'identité peuvent avoir des conséquences importantes : 40 % ont reporté avoir été agressés quand ils ont montré une pièce d'identité qui ne correspondait pas à leur identité de genre, 15 % ont été exclus d'un lieu et 3 % ont subi des violences (p. 153). Par ailleurs, une thérapeute spécialisée dans les besoins des personnes LGBT (Lesbiennes, Gais, Bisexuels et Trans), Arlène Istar Lev (2005), conçoit le diagnostic de trouble de l'identité de genre comme un instrument de contrôle social basé sur des préjugés sexistes et hétérosexistes, en renforçant la binarité des genres. Par ailleurs, ce diagnostic stigmatiserait les personnes trans en les considérant toutes comme des malades mentales.

1.2.2.2 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques en France

En France, il semble y avoir plus d'unanimité sur la question de la psychiatisation. Eric Macé (2010) souligne justement que « c'est sur la base de cette catégorie psychiatrique que se fonde encore de nos jours l'institution médico-légale du transsexualisme : le diagnostic permet d'accéder aux traitements hormono-chirurgicaux » (p. 505). Deux militantes et théoriciennes trans françaises, Maude-Yeuse Thomas et Karine Espineira, placent la psychiatisation des transidentités au cœur de la cisnormativité, par la volonté de maintenir en place le système binaire de genre. Thomas considère le DSM comme « un instrument étatique d'un type de pensée et de société générant discrimination, inégalité et infériorisation, d'autant plus efficace que son pouvoir est nié et son impact décisif » (Thomas, 2007). Espineira s'oppose vivement à la littérature psychologique et psychiatrique en général, qui serait devenue une instance de contrôle de la binarité des sexes et des genres, en maintenant le groupe des personnes trans comme une exception permanente (Espineira, 2008, p. 27). Ainsi, il semble que, selon ces auteur-es français, les manifestations les plus pesantes de la transphobie proviendraient du rapport des personnes trans aux expert-es détenant le pouvoir de déterminer qui a accès à une transition médicale et juridique (Krikorian, 2003 : 408), rapport auquel les militant-es trans tentent de s'opposer en prenant la parole et en créant des associations de défense des droits (Reucher, 2006).

1.2.2.3 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques au Québec

Après avoir abordé la vision de la régulation du changement d'identité de genre par des auteur-es états-uniens et français, je vais aborder le cas du Québec, grâce à un guidé de l'ASTT(e)Q et le peu de documentation universitaire trouvable sur le sujet. Plusieurs institutions gouvernementales sont au centre des politiques de changement de genre : la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et l'Agence de la santé et des services sociaux contrôlent l'accès au système de santé public et le Directeur de l'état civil (DEC) détermine les règles de changement de prénom et de mention de sexe. Ces institutions sont de juridiction provinciale, elles sont donc administrées par le gouvernement du Québec.

L'ASTT(e)Q, dans son guide de référence créé afin d'outiller les personnes trans dans leur processus de transition, décrit les règles en place au Québec à propos du changement d'identité de genre.

- Tous les médecins sont autorisés à prescrire des hormones, cependant la plupart d'entre eux envoient les personnes trans vers des spécialistes qui exigent une lettre d'évaluation d'un professionnel-le en santé mentale confirmant que la personne a bien reçu un diagnostic de trouble de l'identité de genre. Ces lettres peuvent uniquement être acquises lors de consultations payantes et non remboursées par la RAMQ (ASTT(e)Q, 2012, p. 26-27).
- Afin d'avoir accès aux traitements chirurgicaux au sein du système de santé public québécois, deux lettres d'évaluation de professionnel-les en santé mentale sont exigées, ainsi qu'une preuve de traitement hormonal.
- À la suite d'une consultation chirurgicale, une demande d'approbation gouvernementale sera envoyée par le chirurgien-ne à l'Agence de la santé et des services sociaux. Une fois l'approbation confirmée, la personne trans peut avoir accès aux traitements chirurgicaux qu'elle souhaite recevoir (p. 47-48).
- Pour le changement de prénom, une lettre d'un professionnel-le en santé mentale ainsi qu'une preuve de transition médicale (traitement hormonal ou chirurgical) sont

exigées par le DEC. Il existe une autre manière de changer de prénom, en montrant des preuves d'utilisation d'un prénom pendant cinq ans; cette seconde règle est universelle à la population québécoise et ne concerne ainsi pas spécifiquement les personnes trans (p. 62-65).

- Pour changer de mention de sexe, le DEC demande une preuve qu'il y a eu « modification structurale des organes génitaux »¹³, soit une hystérectomie pour les hommes trans et une vaginoplastie pour les femmes trans.

Cela signifie qu'en suivant la voie institutionnelle, il faudra être capable d'accéder à un traitement hormonal puis chirurgical, avant de pouvoir entamer les démarches pour changer sa mention de sexe. La régulation par les institutions médicales et juridiques semble ainsi rendre le changement de genre long et complexe, surtout pour les personnes ne souhaitant pas recevoir de traitements chirurgicaux ou n'ayant pas les moyens financiers de rencontrer des professionnel·les de la santé mentale afin de recevoir les lettres d'évaluation nécessaires.

Quelques recherches au Québec se sont penchées sur la régulation du changement de genre par les institutions médicales et juridiques. Sur le plan médical, la recherche sur les aîné-es trans révèle les barrières à l'accès aux soins de transition :

Pour les personnes amorçant leur transition en tant qu'ainé-es, nous estimons qu'il existe quatre sortes de difficultés : 1) les délais associés à l'obtention de lettres de la part des intervenant-es en santé mentale et la tendance de certains à faire attendre les aîné-es inutilement, 2) la rigidité des processus d'obtention de ces lettres et l'approche des professionnel·les en santé mentale souvent basée sur la confrontation, 3) le manque de soutien holistique offert par ces intervenant-es et 4) le fait que les intervenant-es en santé offrant des soins de transition se plient au modèle d'obtention d'un diagnostic, et leur attitude parfois condescendante face à leurs patient-es et client-es de tous âges. (Hébert, Enriquez et Chamberland, à paraître)

Les chercheur·ses précisent également que ces barrières identifiées auprès d'une population d'ainé-es trans sont valables pour toute personne entamant une transition. La régulation médicale du changement d'identité de genre semble ainsi poser problème à de nombreux égards aux personnes trans.

¹³ Pour plus d'information : etatscivil.gouv.qc.ca.

Sur le plan juridique, deux études ont été identifiées. Nathalie Duchesne (2009), dans son mémoire de maîtrise sur les politiques du Directeur de l'état civil quant au changement de prénom et de mention de sexe, explique : « Une violence indirecte étatique de normalisation se retrouve dans les politiques qui gèrent le changement de mention du sexe et du nom au Québec » (p. 3). Selon l'auteure, les personnes qui veulent modifier leur désignation de sexe doivent se plier à des protocoles qui limitent les formes d'expression de leur sexe ou de leur genre.

Par ailleurs, deux juristes, Marie-France Bureau et Jean-Sébastien Sauvé, se sont penchés sur la question du changement de la mention de sexe d'un point de vue juridique. Ils expliquent que les exigences de modification corporelle équivalent à rendre obligatoire la stérilisation pour obtenir son changement de mention de sexe :

[N]on seulement la modification structurale des organes sexuels, et destinée à changer les caractères sexuels apparents est exigée, mais également des chirurgies beaucoup plus intrusives menant nécessairement à la stérilisation de la personne trans. La stérilisation devient donc une condition inavouée, mais bien présente, puisque sans celle-ci, le Directeur de l'état civil refuse la demande de changement de la mention du sexe. (Bureau et Sauvé, 2011, p. 15)

Ainsi, les personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas avoir recours à ces traitements médicaux se retrouvent avec une mention de sexe sur leurs papiers d'identité qui ne concorde pas avec leur identité de genre. Cela peut avoir pour conséquence un dévoilement involontaire de leur transidentité quand elles doivent présenter des documents d'identification, et éventuellement à des humiliations et de la violence.

Le changement d'identité de genre est régulé, par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques au Québec, d'une manière jugée problématique par les quelques recherches existantes sur la question. La régulation et le contrôle des processus de transition représentent un enjeu fondamental de la militance trans, car elle est au cœur de la cisnormativité, en rendant les parcours de transition longs et complexes, ce qui a pour conséquence d'encourager à ne pas faire de transition. D'autres enjeux, liés à la marginalisation des personnes trans, semblent occuper une place importante au sein de cette militance.

1.2.3 Exclusion, marginalisation et reconnaissance des personnes trans

D'autres enjeux que l'accès à la transition semblent important au sein de la militance trans, ils sont liés à la marginalisation des personnes trans qui a pour conséquence de les rendre inaudibles, de les criminaliser et de leur faire subir violences et discriminations.

Souvent sans papiers d'identité, les membres de cette communauté constituent une population non-institutionnelle, hors des réseaux officiels de la société québécoise. À cause de cette marginalisation, la voix des transsexuelles est négligée. Trop souvent les transsexuelles n'ont pas droit à la parole : les psychiatres, les intellectuels, les professionnels de la santé et les journalistes s'en chargent, déformant la réalité de leur vie quotidienne. (Namaste, 2005a, p. 7)

Selon cette chercheuse, la marginalisation rendrait inaudible la voix des personnes trans au profit des expert-es parlant de leurs réalités. L'exclusion des personnes trans des institutions serait liée, selon elle, à la politique de l'état civil, aux barrières aux soins de santé, à la criminalisation de la « prostitution » et aux pratiques abusives de la police (Namaste, 2005b, p. 3). L'exclusion et la marginalisation peuvent s'exprimer également au sein des milieux de travail, scolaire, familial, de la santé et des services sociaux, et de l'espace médiatique.

Dans le milieu du travail, Krikorian (2003) explique qu'une des expressions les plus claires de la transphobie se trouve dans l'accès à l'emploi. En effet, la visibilité de la transidentité provoque le plus souvent l'exclusion du monde du travail : « renoncer à son emploi, ne plus en trouver parce que le nom ou la photo d'identité ne correspondent pas à l'apparence, parce que la transformation du corps est amorcée et ne peut plus être dissimulée » (Krikorian, 2003, p. 408). La marginalisation des personnes trans aurait pour conséquence une exclusion du marché du travail légal¹⁴. Dans ce contexte le recours au

¹⁴ La recherche états-unienne, *National Transgender Discrimination Survey*, montre un « near universal harassment on the job » avec 90 % des personnes interrogées ayant reporté des expériences de harcèlement ou de mauvais traitement, ou qui ont agi pour les éviter. 26 % des répondants disent avoir perdu leur travail du fait de leur transidentité. Par ailleurs, le nombre de personnes trans ayant des revenus inférieurs à 10 000 \$ est quatre fois supérieur que dans la population générale. 71 % des répondants disent avoir tenté d'éviter de subir des discriminations en cachant leur transidentité, alors que 57 % disent avoir retardé leur transition pour les mêmes raisons. Enfin, 16 % des répondants disent avoir eu recours à du travail clandestin pour avoir des revenus, dont 11 % qui ont pratiqué le travail du sexe (Grant *et al.*, 2011, p. 51).

travail non-déclaré, marginalisé ou au travail du sexe est la seule issue possible pour beaucoup de femmes transsexuelles. Le système d'exclusion aurait ainsi tendance à s'autoalimenter.

Dans le milieu scolaire, une recherche récente sur les expériences de neuf jeunes trans au Québec révèle :

[L]es jeunes trans participant à notre étude, tout comme ceux présentés dans les recherches nord-américaines ou françaises, expérimentent diverses formes de discrimination, de harcèlement et de violences, et ce, particulièrement au niveau secondaire. Les jeunes trans présentés ici en ont rapporté plusieurs : qu'il s'agisse de l'exclusion et du rejet dont ils sont victimes, du harcèlement verbal et des agressions verbales (injures, insultes, rumeurs, menaces, *name calling*, etc.) ou encore du harcèlement et des agressions physiques (se faire suivre, se faire enfermer dans les casiers, se faire lancer des objets, se faire battre, etc.). (Chamberland et Duchesne, 2010, p. 40)

Les chercheur-ses précisent que la transphobie présente en milieu scolaire peut avoir une influence négative sur le bien-être psychologique et le cheminement scolaire des jeunes trans.

La transphobie serait également présente au sein du milieu familial. À ce propos, plusieurs guides ont été produits en Ontario afin de soutenir les parents trans (Pyne, 2012) ou les enfants trans (CTYS, 2008). Par ailleurs, la recherche menée auprès de 90 jeunes trans en France montre le rôle de la famille pour les jeunes en transition :

Interrogés sur les situations de transphobie dans la famille et avec les amis, les jeunes personnes trans témoignent à la fois d'une forte protection de leur famille et de leur proche mais aussi pour une autre part d'actes de transphobie extrêmement violents comme par exemple le reniement et l'exclusion (20% d'entre eux) ainsi que du déni qui prend la forme d'indiscrétions insultantes et de non-dit. (MAG et HES, 2009, p. 3)

La famille semble ainsi être un milieu où du soutien peut être trouvé, mais également où de la transphobie peut être vécue.

Dans le milieu de la santé et des services sociaux un problème majeur est l'accès aux services, au soutien et à l'information. Ceci peut également constituer un enjeu de la militance trans. Les résultats du projet de recherche communautaire *Trans Pulse*, présentés plus tôt, montrent comment la cisnormativité présente au sein des milieux de la santé

provoque une invisibilisation et une marginalisation des personnes trans (Bauer *et al.*, 2009). Par ailleurs, le projet de recherche sur les aîné-es trans a identifié trois barrières à l'accès aux milieux de la santé et des services sociaux :

- 1) l'inconfort de certains intervenant-es face aux personnes trans, 2) leurs préjugés et la curiosité dont certains font preuve face aux personnes trans, et 3) les gestes et paroles perçues comme homophobes ou transphobes.

Les intervenant-es de la santé et des services sociaux peuvent ainsi avoir des comportements transphobes de manière directe ou indirecte.

L'espace médiatique semble représenter un autre enjeu de la militance trans. En effet, dans sa recherche sur la première génération de transsexuelles à Montréal, Namaste insiste sur le rôle clé qu'a tenu la médiatisation internationale de deux femmes transsexuelles, Christine Jorgensen et Coccinelle, dans le processus d'acceptation du désir de changer de sexe (Namaste, 2005a, p. 72). La publication de l'autobiographie Christine Jorgensen en 1967 aux États-Unis, aurait « déterminé les conditions de compréhension et de discussion de la transsexualité par le grand public pour les décennies à venir » (Califia, 2003, p. 28). Pour sa part, Coccinelle, une figure de la culture cabaret transgenre parisienne, « incarne tout au long des années 1950 et 1960 la condition transsexuelle aux yeux du grand public » (Foerster, 2006, p. 71). Durant cette période, il semblerait que seules les femmes trans soient médiatisées. Selon Califia (2003), la première autobiographie d'un homme trans est publiée par Mario Martino en 1977, il explique que le « manque de notoriété [de cet ouvrage] illustre à lui seul les différences de regards portés sur les transsexuels MTF et FTM » (p. 61). Par ailleurs, Espineira (2008) a mené une recherche sur la place des personnes trans et du discours sur les transidentités dans les médias télévisés en France.

Via le prisme du tube cathodique, l'énoncé d'une transition fera finalement toujours plus appel à l'émotion de la compassion qu'à la réflexion de l'interrogation comme vecteur d'acceptation ou d'intégration. (p. 167)

Cette citation illustre comment la visibilité télévisée a tendance à reproduire la marginalisation des personnes trans.

Les personnes trans semblent donc exclues et marginalisées de l'espace médiatique et des milieux de travail, scolaire, familial et de la santé et des services sociaux. Ces espaces

représentent autant d'enjeux traversant la militance trans, autant de lieux où des stratégies peuvent être mises en place afin de combattre la cisnormativité et d'obtenir une reconnaissance sociale.

1.3 La diversité des transidentités¹⁵

Après avoir abordé les enjeux de la militance trans liés au changement d'identité de genre et à la cisnormativité, qui montrent que beaucoup de personnes trans partagent des expériences similaires, je vais me pencher sur les rapports de pouvoir internes, qui permettent de révéler la diversité des transidentités, représentant des tensions internes à la militance trans. J'ai identifié dans la littérature quatre facteurs de tensions : les différentes lectures de l'identité trans, le genre d'identification, l'orientation sexuelle et le statut économique et social.

Le premier facteur de tension est composé des différentes identités trans existantes. En effet, les transidentités peuvent inclure des personnes transsexuelles, transgenres, travesties ou encore genderqueers. Certaines définitions incluent également des personnes intersexes¹⁶, des femmes butches et des hommes efféminés. On assiste au sein des études trans à la création d'un terme permettant d'unifier ces différentes catégories. Le terme « *transgender* » apparaît au milieu des années 1990 dans le contexte anglo-américain (Stein, 2004, p. 206; Stone, 2000, p. 1966). Le terme « transidentité » apparaît au courant des années 2000, dans le contexte francophone (Espineira, 2000, p. 16, 35), il lui est parfois préféré l'adjectif « trans » qui représente un « qualificatif général permettant de désigner une diversité de personnes trans, sans pour autant prétendre en faire une catégorie homogène » (Baril, 2011a, p. 20).

¹⁵ J'approfondirai les enjeux abordés dans cette partie dans le chapitre suivant, quand j'aborderai la question des alliances entre militant-es trans.

¹⁶ Les personnes intersexes naissent avec une ambiguïté sexuelle, dans le sens où « les organes génitaux de la personne ne correspondent pas aux standards mâle et femelle » (sur le site asso.orfeo.free.fr). Selon Stryker, les militances trans et intersexes aux États-Unis sont relativement différentes (p. 9), mais se rejoignent (139). Selon Foerster (2006), plusieurs associations trans françaises ont pris en charge les questions liées à l'intersexuation (p. 163).

Les différentes catégories de personnes trans ont tendance à se former en fonction de leur rapport au changement d'identité de genre. Les personnes transsexuelles effectueraient une transition d'un genre à l'autre avec traitements hormono-chirurgicaux, les personnes genderqueers et transgenres à changer de genre sans forcément utiliser de traitements (ASTT(e)Q, 2011, p. 10) ou à se considérer à la fois homme et femme ou ni l'un ni l'autre, et les personnes travesties à changer de genre de manière intermittente.

Deux recherches menées aux États-Unis auprès d'activistes trans ont exploré les tensions liées à l'identité trans. Selon Davidson (2007), « Defining, expanding, collapsing, and questioning the category transgender is a theme that reoccured throughout this dissertation » (p. 270). Elle explique qu'une partie des personnes *intersexes* et des *séparatistes transsexuel-les* demandent à être retirées de la catégorie *transgender*, alors que les personnes genderqueers ne sont pas sûrs d'être les bienvenus sous ce terme-parapluie (p. 272). Par ailleurs, Kendal L. Broad (2002) a rédigé un article sur les processus de (dé)construction identitaires au sein du mouvement trans états-unien dans les années 1990, à partir de 47 entrevues informelles. Selon elle, il y a des tensions entre les différents sous-groupes de la communauté trans, qui se sont souvent exprimées par des débats et ont participé au processus de création de normes et de régulations par rapport à ce que cela signifie d'être trans et à quelles expériences sont partagées (p. 250-251). Ainsi, la catégorie trans n'est pas homogène, et les sous-catégories ne le sont pas non plus.

Le second facteur de tension est le genre d'identification. Les processus de transition des femmes trans et des hommes trans¹⁷ sont très différents, notamment au niveau social et médical. Les premières veulent généralement se féminiser, et les seconds, se masculiniser. À ce propos, le *National Transgender Discrimination Survey* rapporte à de nombreuses reprises des différences de vécu de discrimination entre les hommes et femmes trans (Grant *et al.*, 2011). Étant donné que les processus de transition et les expériences de transphobie sont

¹⁷ Je parlerais de « femmes trans » pour désigner des personnes assignées au sexe masculin à la naissance, ayant féminisé leur genre (aussi nommés MTF), et d'« hommes trans » pour désigner des personnes assignées au sexe féminin à la naissance, ayant masculinisé leur genre (aussi nommés FTM). Cette conception est celle des études trans, elle s'oppose au champ scientifique et médical qui a tendance à nommer les personnes trans par leur sexe assigné à la naissance (Baril 2011a).

différents, on pourrait penser que les activistes trans n'ont pas toujours les mêmes priorités et peuvent développer des réseaux sociaux différents. De plus, la lutte contre le sexisme pourrait représenter un enjeu important pour les femmes trans, qui vivent des expériences de sexisme en plus de la cisnormativité, voire pour les hommes trans qui ont vécu du sexisme auparavant (Baril, 2009, p. 287).

Le troisième facteur de tension est lié à l'orientation sexuelle. Les personnes trans peuvent être homosexuelles, hétérosexuelles, bisexuelles, queers, ou autre. Avec le changement d'identité de genre, il y a un changement d'orientation sexuelle. Par exemple une femme cissexuelle lesbienne deviendra un homme trans hétérosexuel si son désir sexuel n'évolue pas au cours de sa transition ou pourra également voir son désir évoluer vers la bisexualité ou l'homosexualité masculine. Il semble, en effet, que beaucoup de personnes trans voient leur désir sexuel évoluer au cours de leur transition. Par ailleurs, les personnes trans formeraient un groupe majoritairement LGBTQ¹⁸ (NTCE et NGLTF, 2011), on peut ainsi penser que la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la biphobie représente un enjeu de la militance trans.

Le quatrième facteur de tension est lié au statut économique et social. Selon Stryker (2008), la militance trans était divisée par des enjeux de classe et de race dès les années 1970 (p. 46-72). Dans un essai, Namaste (2005b) insiste sur la place qu'ont occupé historiquement les personnes trans ayant un statut économique et social précaire au sein de la militance trans :

« This history of transsexual activism in Canada is a history of prostitutes organizing themselves to get their peers the services they require. It's a history of TS negotiating with the police and prisons. It is a history of individuals educating service providers of detoxification programs. » (p. X)

Selon elle, les personnes trans ayant une expérience du travail du sexe tiendraient une place historiquement déterminante dans le développement de la militance (p. 72). Non seulement, elles seraient à l'origine même de l'activisme trans, mais elles ont lutté aux côtés d'autres populations trans marginalisées et criminalisées, notamment en lien avec l'usage de drogue et

¹⁸ 23 % de l'échantillon se revendique hétérosexuel, alors que 25 % se revendique bisexuel, 23 % gai ou lesbienne, 23 % queer, 4% asexuel et 2% d'une autre sexualité (NTCE et NGLTF, 2011, p. 28).

la séropositivité. Elle interview, dans le même livre, Mirha-Soleil Ross, une militante trans canadienne, qui explique :

« We were hoping that through the creation of « peer-run » services, we would not only build a stronger community, but would also develop personal and professional skills within the « target » population. However, the results in this regard were our most spectacular failure. With very few exceptions, most trans-identified « peers » providing services do not share the sex/gender, class, cultural, sex work background of the population that they serve. » (p. 88-89)

Cette militante montre très bien l'importance du travail communautaire entre pairs, et comment l'interaction entre différentes oppressions peut rendre difficile l'entrée en militance des personnes trans précarisées.

Enfin, il est intéressant de noter que les enjeux liés au statut économique et social et à la criminalisation des personnes trans peuvent occuper une place importante dans la militance et représentent un facteur de tension, comme l'illustre cette citation :

« Eight activists advocated a vision of success in which trans people would become 'not an issue,' 'unnoticed,' or assimilated. [...] More common were visions of broadly felt social changes including those that would benefit trans people specifically and those that would be felt much more widely. Calls for reproductive freedom, an end to police brutality and the prison industrial complex, disability rights, economic justice, universal health care, access to education including job training, repealing current drug policies, creating affordable housing, and changes to immigration laws and policies, among others, were cited by trans activists as part of their visions of success. » (Davidson, 2007, p. 283)

La vision du succès du mouvement trans est ainsi liée pour un certain nombre de militant-es à des enjeux touchant également d'autres populations.

Plusieurs enjeux semblent diviser la militance trans. D'un côté, les différentes lectures de l'identité trans semblent créer des tensions et rendre difficile la constitution d'une catégorie unifiée. De l'autre, le vécu d'autres oppressions que la transphobie sont susceptibles d'émerger au sein de cet activisme, notamment la lutte contre le sexisme, les LGB-phobies, pour la défense des droits des travailleuses du sexe, des personnes racisées, à faible revenus, utilisatrices de drogue ou encore prisonnières.

1.4 Conclusion

La littérature montre que la militance contre la cisnormativité et pour la reconnaissance des personnes trans s'est diversifiée au cours des années 1990 et 2000 aux États-Unis et en France. De nombreux organismes se sont créés durant ces vingt dernières années, notamment grâce à l'arrivée d'Internet, qui a permis de briser l'isolement en constituant des réseaux sociaux en ligne, et grâce à l'émergence de la lutte contre le VIH/Sida qui a permis d'avoir accès à du financement public.

Plusieurs stratégies ont vu le jour : de l'entraide entre personnes trans, la constitution de liens avec des expert-es, la remise en cause de leur pouvoir sur les parcours de transition, la dénonciation publique des violences et meurtres transphobes, ainsi que des batailles pour la facilitation du passage d'un genre à l'autre et d'autres batailles pour remettre en cause les normes de genre. Les stratégies et actions des militant-es trans au Québec durant ces vingt dernières années demeurent très peu documentées, c'est pourquoi j'ai fait le choix de les rencontrer dans le cadre de cette recherche.

La littérature explore également toute une série d'enjeux qui semblent occuper une place au sein de la militance trans. Au centre de celle-ci se trouverait la lutte contre la cisnormativité, qui s'exprime tout d'abord à travers la régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques, ensuite par une marginalisation des personnes trans des milieux de travail, scolaire, familial, de la santé et des services sociaux, ainsi que de l'espace médiatique. Cette marginalisation peut avoir pour conséquence d'appauvrir les personnes trans et de les pousser vers des activités criminalisées comme le travail du sexe ou l'usage de drogue. Enfin, une violence directe s'en prend aux personnes trans visibles.

De plus, la constitution d'un groupe trans unifié semble représenter un enjeu car les personnes trans forment un groupe diversifié au sein duquel plusieurs identités (transsexuel, transgenre, genderqueer, travesti, etc.) cohabitent, sans se sentir toujours à l'aise de partager une même maison. En effet, bien qu'ils partagent beaucoup d'expériences en commun du fait

de leur changement d'identité de genre, leurs parcours de transition et besoins peuvent être très différents. Il en va de même pour les hommes et les femmes trans, dont la masculinisation ou la féminisation du corps conduit à des besoins très différents.

Enfin, des enjeux liés à d'autres oppressions semblent émerger au sein de la militance trans. Les femmes trans expérimentent le sexisme, et les hommes trans l'ont généralement expérimenté auparavant. L'homophobie, la lesbophobie et la biphobie seraient également vécu par beaucoup de personnes trans qui ne sont pas hétérosexuelles. Des enjeux liés au racisme, au classisme semblent également émerger, notamment pour les personnes trans travailleur-ses du sexe, utilisatrice de drogue ou prisonnier-es. J'aborderais les liens avec d'autres oppressions plus en détail dans la partie sur les alliances du chapitre suivant.

Dans ma recherche, je tenterais de comprendre en quoi la militance trans constitue un mouvement social au Québec. Plus spécifiquement, quelles dynamiques sont à l'œuvre dans l'émergence de cette militance? Quels sens les militant-es donnent-ils à leurs pratiques? Quels objectifs mettent-ils de l'avant? Quelles stratégies utilisent-ils?

Cinq éléments soulignent la pertinence de ma recherche : documenter, conceptualiser, visibiliser, renforcer les capacités individuelles et collectives, enfin situer. Premièrement, je consignerais par écrit l'ensemble de lectures que j'ai faites et des points de vue que j'ai rencontrés lors de mes entrevues. Ma recherche permet ainsi de documenter l'émergence de la militance trans au Québec, au cours des 20 dernières années. Cela a très peu été fait jusqu'à présent.

Deuxièmement, je dresserais les contours de la militance trans, ses combats, ses stratégies, ses tensions et ses alliances. Cela aidera à conceptualiser l'expression de ce qui ressemble à un mouvement social

Troisièmement, rendre visible l'ensemble des enjeux rapportés par les douze activistes trans rencontrés permettra d'outiller autant les militant-es trans que leurs allié-es. En effet, ils pourront avoir une vision globale des sujets qui semblent importants à traiter et

mettre de l'avant, ainsi que du travail déjà entamé sur la question. La visibilité apportée par ma recherche facilitera donc la reconnaissance des personnes trans comme sujets revendiquant du changement social, et mettra de l'avant les changements souhaités.

Quatrièmement, au niveau individuel, ma recherche peut tout d'abord avoir une influence sur les personnes qui participent aux entretiens, en leur donnant une occasion de réfléchir sur leurs pratiques et leurs points de vue. Seront présentés l'étendue du champ d'action des militant-es trans rencontrés, la présentation des différents organismes et espaces où la militance trans se situe, ainsi que des enjeux qui leur semblent importants. Cela permettra aux nouveaux activistes de choisir plus consciemment et facilement les formes de militance qui leur conviennent le plus, les organismes au sein desquels ils ont envie de s'impliquer et les enjeux qu'ils veulent prioriser. L'arrivée de nouveaux militant-es mieux outillés pourra permettre un renforcement collectif, aussi bien quantitativement que qualitativement. De plus, je travaillerais à la mise en place d'une réflexivité de la militance trans. Les groupes pourront mieux se connaître, et les tensions se réduire en étant nommées. Il est primordial d'ouvrir un dialogue sur ces divisions, en apportant une meilleure compréhension du rôle et de la militance de chacun. Cela permettra de renforcer le travail en commun et l'unité au sein de la communauté trans.

Cinquièmement, en situant la militance trans, les alliances avec d'autres militances seront facilitées. Ainsi, ma recherche permettra de mieux comprendre les dynamiques de rapprochement et d'éloignement, voire de résistance, entre différents mouvements sociaux. L'objectif sera d'ouvrir des dialogues entre les différentes luttes, afin d'entraîner plus de soutien à la lutte des personnes trans, mais également plus de soutien des militant-es trans à d'autres luttes. L'unité d'action que cela permettra est profondément porteuse de changement social.

CHAPITRE II

ANALYSER UN MOUVEMENT SOCIAL REMETTANT EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, SEXE ET SEXUALITE

Mon cadre théorique s'inspire d'une part de la sociologie des mouvements sociaux, de l'autre des études féministes, des études queers et des études trans. Dans un premier temps, je développerai des concepts permettant d'analyser l'émergence du mouvement trans. J'aborderai ensuite différentes conceptions des normes de genre, sexe et sexualité pour analyser en quoi le mouvement trans remet en cause ces normes, et j'exposerai finalement un outillage conceptuel afin d'analyser les alliances entre ce mouvement et d'autres mouvements sociaux.

2.1 Analyser un mouvement social à partir de ses militant-es

Les mouvements sociaux ou actions collectives faisant aujourd'hui partie intégrante de la société, un courant de la sociologie s'est penché sur leur analyse. La sociologie des mouvements sociaux cherche à comprendre les différents facteurs qui influencent l'engagement des militant-es, nommée militance, afin de comprendre « sa logique et sa dynamique propre » (Mathieu, 2004, p. 11). Pour pouvoir analyser un mouvement social, il semble ainsi déterminant de connaître les pratiques et les analyses portés par les acteur-rices qui y sont impliqués. À ce propos, Megan E. Davidson (2007), dont la thèse de doctorat porte sur le mouvement trans états-unien, explique :

« I have argued that visions of success are not only tied to how a better future is imagined but also to how a movement is imagined and how it continues to take shape: where it began, who the movement participants are, who is intended to benefit from the movement, what the movement priorities should be, and how activists should work towards social change. » (p. 280)

Davidson pense que c'est en se basant sur la vision des activistes d'un mouvement social, qu'on peut dessiner ses contours, sa structure, ses enjeux, ses tensions, ses alliances.

Je vais, tout d'abord, définir ce qu'est un mouvement social pour ensuite faire émerger une approche sociologique de la militance, c'est à dire une approche qui se concentre sur l'examen des parcours et des caractéristiques des personnes qui militent. Puis je m'intéresserai aux concepts d'identité et de communauté présents au sein des analyses des mouvements sociaux. Enfin, je présenterai quelques analyses de l'espace des mouvements sociaux québécois, centré autour de l'action communautaire.

2.1.1 Qu'est-ce qu'un mouvement social ?

Lilian Mathieu est un sociologue français qui travaille depuis une quinzaine d'années sur l'analyse des mouvements sociaux. Je m'inspire grandement de ses œuvres pour mener ma recherche. J'aurais pu ancrer ma recherche au sein de la sociologie du militantisme (Ion, 1997) ou de l'engagement (Filleule, 2005; McAdam, 1988). L'intérêt d'utiliser Lilian Mathieu est qu'il permet de tracer le contour d'un mouvement social en analysant l'engagement militant. Selon lui, un mouvement social revêt trois dimensions fondamentales : collective, conflictuelle et orientée vers le changement social (Mathieu, 2012). La *dimension collective* est, à ses yeux, essentielle à l'émergence d'un mouvement social car

[U]ne cause qui ne parvient pas à se doter d'une telle dimension en se ralliant le soutien d'autres personnes ne pourra accéder au statut de « vraie » mobilisation. En effet, la stature collective de toute mobilisation n'est pas un donné, mais à la fois son enjeu et son produit. (Mathieu, 2004, p. 17).

Erik Neveu (2005), un autre sociologue français des mouvements sociaux, abonde dans le même sens. Il soutient qu'une « variable d'intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri » (p. 6) entre ce qui peut ou non être considéré comme de l'action collective. Les militant-es convergeraient vers ce qu'ils se représentent comme une même cause, en fonction d'expériences passées, de définition de la situation, de priorités et d'objectifs politiques très disparates (Mathieu, 2004, p. 19). La dimension collective d'un mouvement social est ainsi conceptualisée de manière dynamique, étant traversée de nombreuses tensions, comme l'illustre la citation de Davidson (2007) :

« While activists within this movement shared a commitment to organizing for political and social changes within the category 'transgender,' coming from different sets of experiences and privileges, what this meant to each activist or organization

varied. Analysis of social movements should not aim to create an image of a movement as more unified, cohesive, or stable than it actually is. » (p. 18)

Les divergences quant à la dimension collective d'un mouvement social ont par conséquent une influence sur sa *dimension conflictuelle*, laquelle est définie par Mathieu (2004) ainsi :

Le sens et les objectifs d'un mouvement ne sont jamais donnés d'emblée, mais sont le produit de la concurrence à laquelle ses différentes composantes se livrent en son sein pour l'imposition de leur propre définition de la lutte. [...] Le recours à l'action collective comporte en effet une dimension conflictuelle, une relation d'opposition, d'antagonisme et de confrontation avec un adversaire plus ou moins clairement identifié. (p. 19)

Analyser la conflictualité du mouvement trans signifie se pencher sur la lutte contre l'oppression que les personnes transidentifiées subissent, la cisnormativité, qui est ancrée dans les normes de genre, sexe et sexualité.

Par ailleurs, Mathieu (2004) explique que la dimension conflictuelle est liée à l'*orientation vers le changement social* (p. 24). Selon Neveu (2005), un mouvement social

peut viser à des changements profonds ou, au contraire, être inspiré par le désir de résister à des changements ; il peut impliquer des modifications de portée révolutionnaire ou ne viser que des enjeux très localisés. (p. 9)

S'inscrirait ainsi dans la lutte contre la cisnormativité la visée d'un nouvel ordre social. J'analyserai les dimensions collective, conflictuelle et la visée de changement social, grâce à différents outils et concepts que je vais développer dans la suite de ce chapitre.

2.1.2 L'espace des mouvements sociaux et l'approche sociologique de la militance

Mathieu place l'action collective au cœur de son analyse, en l'appréhendant à travers son concept central, *l'espace des mouvements sociaux* (Mathieu, 2004, 2007, 2009) :

Cet espace autoréférentiel se distingue des autres univers constitutifs du monde social en ce qu'il propose aux acteurs individuels ou collectifs qui le composent des enjeux spécifiques tout en étant organisé par des temporalités, des règles et des principes d'évaluation propres, qui contraignent leurs pratiques, prises de positions, anticipations et stratégies. (Mathieu, 2007, p. 134)

Il explique qu'au sein de cet espace, il y a un rapport d'interdépendance entre mouvements sociaux, qui va de l'alliance à la concurrence, voire au conflit ouvert. À ce propos, Davidson

(2007) explique que l'émergence d'un mouvement social est influencée par l'histoire des autres mouvements sociaux :

« Rather, their [les militant-es] visions take shape in relation to a long history of political organizing and social change in the US. The social changes trans activists are pushing for today are only relevant and possible because of the past work of activists who made changes to the US American social landscape and opened up possibilities for a movement based on gender freedom. [...] Previous activist work not only frames the possibilities for social change available to contemporary activists, it also motivates models for creating social change that activists draw from. » (p. 223)

Par ailleurs, certaines mobilisations peuvent à certains moments apparaître comme plus pertinentes ou légitimes, tandis que d'autres seront dépassées ou illégitimes. Cela aura une influence extrêmement importante sur les autres mobilisations qui pourront par exemple emprunter des stratégies de résistance à d'autres militances.: c'est pour ces raisons que Mathieu (2007a) qualifie l'espace des mouvements sociaux *de zone d'évaluation mutuelle* (p. 135).

Par ailleurs, le concept d'espace des mouvements sociaux permettrait ainsi de situer les actions collectives en lien direct avec les expériences des militant-es. À ce sujet, l'auteur explique que

La pleine appartenance à l'espace suppose la maîtrise des compétences requises par les différentes pratiques qui y ont cours, ainsi que la connaissance des principes de classement des multiples mouvements qui le composent, principes qui permettent de s'y repérer et de s'évaluer mutuellement entre organisations rivales ou concurrentes. Ces compétences et connaissances définissent le degré d'intégration à l'espace et sont acquises lors d'une carrière militante au travers d'un processus de socialisation spécifique. (Mathieu, 2009, p. 80)

Mathieu distingue deux types de *compétences*. D'un côté, les compétences pratiques - comme rédiger un tract, organiser une assemblée générale ou encore exposer ses revendications devant les médias - qui s'acquièrent de manière implicite et informelle dans la conduite et la participation aux luttes. De l'autre, les compétences cognitives qui « permettent aux acteur-rices de s'orienter au sein de l'espace par la maîtrise du langage et des principes de classement qui y ont cours et qui permettent de distinguer les différentes nuances de traditions ou de courants en présence » (Mathieu, 2007a, p. 146).

De plus, l'évolution de ces mouvements peut être appréhendée grâce à la *multipositionnalité* des acteur-rices : beaucoup sont membres de plusieurs organisations ou défendent plusieurs causes. On peut même parler de *carrière militante* afin de développer une approche sociologique de la militance :

La dynamique propre au militantisme explique en grande partie ces carrières, en ce que s'engager dans une cause amène très vite, par la connexion entre terrains de lutte proches ou la participation à des réseaux d'associations, à rejoindre une multiplicité de mouvements. Les militants sont ainsi souvent « multiscartes » et « multicausés ». En d'autres termes, le militantisme est fréquemment à lui-même son propre moteur et sa pratique conduit à multiplier les engagements. (Mathieu, 2004, p. 82)

À ce propos, un autre concept qu'il paraît pertinent d'utiliser dans ma recherche est le concept de *capital militant*, qui est défini ainsi :

[I]ncorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir, ou tout simplement obéir, il recouvre un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exportables, convertibles dans d'autres univers, et ainsi susceptibles de faciliter certaines reconversions. (Matonti et Poupeau, 2004, p. 8)

Ce concept permet d'appréhender l'acquisition des compétences au sein des mouvements sociaux, mais également l'utilisation de ces compétences au sein d'autres sphères, comme la sphère professionnelle.

Le concept d'espace des mouvements sociaux permet donc d'appréhender comment les militant-es s'investissent au sein des mouvements sociaux, ce qui dessine une approche sociologique de la militance. Ce concept aidera également à analyser comment les mouvements sociaux se structurent au Québec.

2.1.3 La construction d'une identité collective au sein d'un mouvement social

L'identité semble tenir une place importante au sein des mouvements sociaux. Claude Dubar (2001), dans son ouvrage sur la crise des identités, propose une conception interactive et non figée de l'identité. Il explique :

Ce qui existe, ce sont des modes d'identification, variables au cours de l'histoire collective et de la vie personnelle, des affectations à des catégories diverses qui dépendent du contexte. Ces manières d'identifier sont de deux types : les

identifications attribuées par les autres (ce que j'appelle « *identité pour autrui* ») et les identifications revendiquées par soi-même (« *identité pour soi*¹⁹ »). (p. 4)

Cet auteur met l'emphasis sur la relation entre ces deux types d'identification, de la même manière qu'il n'oppose pas identités collective et individuelle.

Michael Voegtli (2010) définit les *identités collectives* dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Il y dépeint lui aussi une conception mouvante de l'identité :

L'analyse de l'identité collective implique en effet d'être attentif à la fois à la manière dont elle est construite, tout en étant un enjeu de luttes constant aussi bien sur les plans externe qu'interne au mouvement. (p 294)

Ainsi la construction d'une identité au sein d'un mouvement social se joue à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de celui-ci, et permet la constitution d'un « nous ».

Les groupes stigmatisés sont particulièrement concernés par la construction collective d'une identité, comme l'illustrent ces deux citations de Mathieu (2004) :

Les mouvements sociaux de groupes stigmatisés placent la dimension identitaire au centre de leurs préoccupations : l'enjeu est pour eux de parvenir, par leur action, à contester l'image défavorable qui imprègne les représentations ordinaires et de lui substituer une image plus positive, même de susciter davantage de tolérance de la part de la majorité. (p. 141)

Dans les cas de populations stigmatisées ou réprimées, le simple fait que leurs membres osent afficher publiquement leurs revendications dans une action collective est en soi une réussite, fondatrice de l'existence politique du groupe : il y a quelques dizaines d'années, la revendication publique de son homosexualité ou que l'on a subi un avortement ont constitué de tels actes transgressifs, particulièrement risqués pour celles et ceux qui les ont accomplis mais qui ont permis à leurs pairs d'acquérir suffisamment de confiance en soi pour s'engager dans un mouvement revendicatif de plus grande ampleur. (p. 175)

Je retiens de ces citations l'importance et la difficulté de revendiquer une identité stigmatisée comme celle de personne trans. Ainsi, l'affirmation publique d'une identité stigmatisée contribue à former un groupe social, et ainsi à renforcer la dimension collective d'un mouvement social. Cet auteur soutient également que les groupes stigmatisés peuvent faire un usage stratégique de l'identité en mettant de l'avant soit ce qui les distingue de la majorité dont ils recherchent l'acceptation, soit ce qui les rapproche d'elle. Il précise que ces deux

¹⁹ Souligné dans le texte.

options peuvent être présentes au sein d'un même organisme (p. 142-143). Plusieurs tensions sont ainsi observables quant à l'affirmation transidentitaire dans l'espace public.

Il semble également pertinent de se pencher sur la « transformation des identités » au cours des processus d'engagement (Filleule, 2010, p. 87), notion associée au concept de carrière militante. En effet, Roger V. Gould (1995), dans son analyse de la construction d'une identité collective en France lors de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris en 1871, explique que le premier mouvement mobilisait une identité de classe, et le second, une identité parisienne. Il soutient ainsi une conception dynamique de l'identité collective : « identities shape and are shaped by the mobilization of social protest » (p 200). Ainsi, l'identité jouerait un rôle déterminant dans le recrutement des militant-es et serait redéfinie par ceux-ci au cours de l'action collective. Un autre élément pertinent amené par Gould est l'interdépendance entre l'identité collective et les réseaux sociaux dans l'émergence des mouvements sociaux : « But if major events and quick-witted activists set the stage for particular collective identities to emerge as salient, network of social ties determine who sees fit to take part in the action » (p 201). Je développerai sur ce sujet dans la section suivante et analyserai ces deux dimensions conjointement.

Par ailleurs, une autre grille d'analyse de l'identité qui se construit au sein des mouvements sociaux aux États-Unis s'articule autour de la tension entre politique identitaire et déconstructive. Kendal L. Broad (2002) explique que ce mouvement est traversé à la fois par des politiques d'affirmation identitaires et des politiques de déconstruction identitaire (p. 249). La première se caractérise par la création de frontières créées par les revendications individuelles et collectives d'une identité trans, ensuite par la constitution d'une conscience trans à travers le combat contre l'oppression subie et pour l'obtention de droits trans, enfin par la négociation quotidienne d'une identité trans (p. 254). La seconde emploie des stratégies de déconstruction identitaires en revendiquant le statut de personne stigmatisée, ainsi que le fait de pouvoir rester situé entre homme et femme plutôt que de passer de l'un à l'autre, et en refusant les frontières qui peuvent limiter qui est trans et qui ne l'est pas (p. 259). Elle conclut que les deux tendances sont présentes au sein de la militance trans et ne sont pas antagonistes :

« At heart, this article substantively shows that transactivism in the United States during the mid-1990s were a complex combination of *both* identity (collective identity construction) and queer (deconstructive) politics. » (p. 259)

Broad (2002), en s'appuyant sur les travaux de sociologues des mouvements sociaux et d'historiens, poursuit en expliquant que la construction d'une identité tient une place centrale dans les mouvements sociaux liés au genre et à la sexualité. Elle propose ainsi de parler de politique d'affirmation identitaire complexe, basée sur des allers-retours entre politiques identitaire et déconstructive :

« However, if we conceive the identity in today's gender/sexuality movements as being constructed through collective action (thus continually negotiated and created), we can begin to understand how and why "identity work" remains central. [...] we must understand the *simultaneous* interplay of identity claims and deconstructions as part of the negotiation and revising of a complex political identity (Melucci, 1996; Phelan, 1994; Taylor and Rupp, 1999). In sum, the (de)constructions of identity in transactivism are processes by which a movement creates a specific, complex identity (of difference) in today's socio-political context that requires collective identity but also makes it consequential (Collins, 1998; Gamson, 1995; Phelan, 1994; Melucci, 1996). » (p. 261)

Davidson confirme la place centrale de l'identité dans le mouvement trans états-unien, en prenant en compte la tension entre politique d'affirmation identitaire et déconstructive :

« Through ethnographic accounts of trans activism, I evidence the gap that exists between the actual practices of activists engaged in movements for social change and the discourses that frame identity politics as hurtful, exclusionary, and incapable of creating systemic changes. As such, I inform scholarly investigations of social movements and argue for more nuanced readings of the role and uses of identity in US American movements. » (p. 277)

« Insights into the role and uses of identity in this movement inform larger questions about social organizing and social change because nearly all movements today are framed around the politics of identity. Even those movements making claims to a post-identity or anti-identity politics continue to take as a reference point concepts of identity. » (p. 277)

Le rapport à l'identité semble donc tenir une place fondamentale au sein des mouvements sociaux. En construisant un *nous*, la militance forme une identité collective et crée ainsi le sujet du mouvement social. C'est pourquoi les tensions pour définir cette identité collective sont très intéressantes à analyser. La formation de cette identité collective se base sur des communautés, permettant l'entrée en militance.

2.1.4 L'importance de constituer des communautés

Il y a plusieurs définitions de *communauté*. Pour ma part, je retiendrai celle de Karine Espineira (2008), qui utilise cette notion « au sens de communauté de destin, de partage, de souffrance, de réflexion, etc., de ce qui engage des individus à souhaiter et organiser une mise en commun » (p. 13). La formation de réseaux sociaux²⁰ semble déterminante dans l'émergence d'un mouvement social, car celle-ci est au cœur de la *socialisation politique* et de la *sociabilité*. En effet, pour Mathieu (2004),

la socialisation politique est décisive pour l'engagement, en ce qu'elle dote d'une aptitude à définir certains éléments du monde social ou de sa propre condition comme relevant du registre politique – et non des registres individuel ou moral –, et donc à les concevoir comme susceptibles d'un traitement d'ordre lui aussi politique. (p. 76)

Ainsi, la socialisation participe au processus de subjectivation que Jocelyne Lamoureux (2001) définit comme

le travail qu'une personne (ou un groupe) entreprend pour transformer son vécu en expérience, [...] convertir le fait de subir (souffrir) en une pratique lui permettant d'accoucher d'elle-même comme actrice. (p. 40)

L'acquisition de connaissances semble ainsi déterminante dans l'engagement, de même que l'engagement semble permettre aux activistes de développer leurs connaissances.

Cet apprentissage s'effectue souvent au côté d'autres militant-es. Doug McAdam (1988) démontre l'importance de la sociabilité dans l'engagement dans son ouvrage sur l'implication d'étudiant-es d'États du Nord des États-Unis dans une campagne anti-raciste au Mississippi. Il détermine trois variables influençant l'engagement : plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'action militante; plus sa situation professionnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales; plus ses projets d'engagement reçoivent l'aval de ceux dont il est affectivement proche, plus la probabilité de le voir militer s'accroît. Dans le même ordre d'idées, Mathieu (2004) explique que « c'est au travers des interactions avec d'autres personnes, et donc par des connexions avec d'autres membres d'un réseau, que s'opère l'engagement individuel dans un mouvement social » (p. 118).

²⁰ Je considère qu'une communauté peut être formée de plusieurs réseaux sociaux. Un réseau social est un réseau de relations interindividuelles.

Florence Passy (2003), une chercheuse suisse, a rédigé un article sur l'importance des réseaux au sein des mouvements sociaux. Elle distingue trois fonctions assurées par un réseau dans le processus d'engagement : premièrement, une fonction de socialisation politique; deuxièmement, une fonction de connexion structurelle lorsque son réseau informe l'individu des occasions de mobilisations; enfin, une fonction de production de la décision, les interactions avec d'autres militant-es ayant une influence sur le fait ou non de participer à une action collective (p 27-28). Les réseaux sociaux auraient ainsi une influence décisive sur l'entrée en militance, par l'intermédiaire de la socialisation politique et de la sociabilité qu'on peut y retrouver.

Par ailleurs, en se basant sur la conception du stigmat de Goffman, Mathieu souligne l'importance de la constitution de communautés pour les groupes stigmatisés, qui « entretiennent leur cohésion par des codes culturels et des lieux réservés échappant au contrôle et à la stigmatisation des normaux où se consolide le groupe par le plaisir de se retrouver « entre-soi » » (Mathieu, 2004, p. 142). À ce propos, Viviane Namaste (2005a), dans son livre sur l'histoire des artistes transsexuelles à Montréal, expose l'importance des lieux fréquentés par les travestis et transsexuelles qui « remplissaient à la fois des fonctions de travail, de loisir et de rassemblement communautaire » (p. 54). C'est dans ces lieux que les personnes trans pouvaient s'entraider et éventuellement entamer des processus d'action collective, ce qui expliquerait la place historique des femmes trans travailleuses du sexe à Montréal. D'autres auteures expliquent que l'arrivée d'Internet a entraîné une expansion incroyable de la communauté trans, et, ainsi, du nombre d'organismes trans, aux États-Unis dans les années 1990 (Stryker, 2008, p. 146; Shapiro, 2003, p. 170), et en France dans les années 2000 (Espineira, 2008, p 28).

Au même titre que l'identité est mouvante et évolue au sein d'un mouvement social en fonction de plusieurs tensions, les communautés construisent et sont construites par les mouvements sociaux, étant traversées par plusieurs tensions. Irène Demczuk et Frank Remiggi (1998) ont coordonné un recueil de textes sur l'histoire des communautés gaies et lesbiennes au Québec entre 1950 et 1990. Selon eux, les communautés gaie et lesbienne

montréalaises forment deux communautés culturelles distinctes (p. 20). On remarque également que cette tension entre gais et lesbiennes a entraîné des affrontements, les gais tenant une position dominante dans ce qu'ils nomment « la communauté gaie et lesbienne », et la mixité représentant un problème politique majeur pour bon nombre de lesbiennes (p. 17). Ils considèrent que le regain des luttes gaies et lesbiennes des années 1990 a permis une « plus grande visibilité des lesbiennes et des gais [qui] s'accompagne de discours, de pratiques et d'actions qui prônent l'idée d'une communauté unique » (p. 401). Ils remarquent également des rapports souvent difficiles entre anglophones et francophones (p. 16). Par ailleurs, un des textes du recueil, écrit par René Lavoie, analyse l'émergence du militantisme VIH/Sida chez les gais. Il montre une tension forte de l'engagement chez ceux-ci :

La première génération de militants sida avait décidé de se battre pour une seule cause, au même titre justement que ceux qui ont choisi simultanément de se joindre à des groupes gais à mission unique. Or cette tendance à la spécialisation ne fera que s'accroître dans les années subséquentes. (p. 351)

Je retiens de ce recueil qu'il semble important de concevoir la constitution d'une communauté comme un processus influencé par diverses tensions.

La constitution de réseaux sociaux et d'une communauté trans serait donc déterminante dans l'émergence d'un mouvement trans, en assurant une fonction de socialisation politique et de sociabilité. Elle permet également d'asseoir l'articulation d'une identité collective propre. La perception dynamique de la formation d'une communauté m'incite à analyser l'influence des tensions entre militant-es trans sur celle-ci, afin de cerner la consistance collective de cette militance. Il est d'ailleurs pertinent de savoir qu'au Québec, un important secteur communautaire s'est développé.

2.1.5 La place du secteur communautaire dans les mouvements sociaux au Québec

Henri Lamoureux (2010) analyse l'émergence de l'action communautaire au Québec²¹ et son évolution. Sa conception des mouvements sociaux place les organismes communautaires comme des antennes locales et régionales (p. 78). Pour lui, la formation des

²¹ Beaucoup d'auteur-es se sont penchés sur l'action communautaire au Québec. Il s'agit d'un secteur de la société complexe, avec de multiples facettes. J'ai fait le choix d'utiliser la typologie d'Henri Lamoureux qui m'a semblé la plus pertinente dans le cadre de ma recherche.

mouvements sociaux naît d'une alliance entre l'action communautaire, l'action syndicale et l'action culturelle (p. 15), alimentée par les théoricien-nes universitaires (notamment dans le cadre du mouvement féministe) (p. 32).

Il explique que l'action communautaire s'est constituée autour de quatre axes principaux : la livraison de services non rendus ou mal rendus par l'État; l'éducation populaire; la revendication d'un élargissement du rôle de l'État; la mobilisation des personnes afin d'influencer des choix politiques ou économiques jugés incohérents ou inappropriés (p. 3). Aujourd'hui, l'action communautaire

compte des milliers de groupes locaux fédérés en dizaines de regroupements nationaux et régionaux. Parfois, certains de ces regroupements entretiennent des liens internationaux. Cette mosaïque emploie des milliers de personnes au Québec, la plupart non syndiquées, lesquelles encadrent des centaines de milliers de bénévoles et disposent d'un soutien financier, largement étatique, qui frôle le milliard de dollars. (p. 4)

On comprend ainsi en quoi les organismes communautaires tiennent une place prédominante dans les mouvements sociaux au Québec.

La citation précédente met également en relief des changements dans le rapport à l'État de l'action communautaire et des mouvements sociaux. En effet, il semblerait que l'évolution du secteur communautaire soit marquée par « une recherche de stabilité, voire d'intégration, à un État qu'on ne dénonce plus que du bout des lèvres mais avec qui l'on veut plutôt collaborer à la gestion des problèmes dans une perspective, il faut le dire, de progrès social » (p. 40). Par ailleurs, Diane Lamoureux (1990), dans un article sur l'évolution des services féministes au Québec, explique que « la politique de subventions périodiques et non nécessairement consécutives entraîne des hauts et des bas dans les disponibilités financières des groupes et surtout une incapacité de prévoir à long terme » (p. 38). Elle ajoute que l'accès au financement a permis la salarisation, ce qui peut entraîner un fonctionnement à deux vitesses : d'un côté la vitesse des permanents, de l'autre celle des bénévoles qui doivent combiner implication militante et emploi rémunéré (p. 39).

Ainsi, l'accès aux subventions publiques semble avoir eu un effet direct sur les groupes communautaires au niveau organisationnel. Une des conséquences est la professionnalisation :

Le milieu communautaire est devenu un milieu de travail de moins en moins atypique qui se structure de plus en plus selon le modèle classique de la division des tâches et des rapports pyramidaux d'autorité, voire en fonction d'une concurrence pour l'obtention de parts de marché dans les différents secteurs subventionnés de l'industrie des problèmes sociaux. Ceux et celles qui y œuvrent possèdent une scolarité équivalente à celles de leurs pairs du public et du privé avec, en prime, une connaissance plus sensible de la réalité des milieux où ils pratiquent et de la problématique particulière qu'ils y trouvent. (Lamoureux, 2010, p. 48)

Enfin, les organismes communautaires auraient changé leur orientation, en ayant tendance à centrer leurs activités sur la fonction de services de première ligne (Lamoureux, 2010, p. 81; Lamoureux, 1990, p. 41). Selon ces auteur-es, les trois autres axes de constitution de l'action communautaire ont eu tendance à progressivement prendre une place de moins en moins importante, voire parfois à disparaître.

L'ensemble des concepts développés ici m'outille pour analyser l'émergence de la militance et du mouvement trans. En effet, une approche sociologique des pratiques des militant-es permet de mettre en évidence ce qui se joue au sein d'un mouvement social. Un autre élément important dans la compréhension de cette militance et de ce mouvement est le rapport entretenu avec les normes de genre, sexe et sexualité.

2.2 Mouvement social et normes de genre, sexe et sexualité

Plusieurs mouvements sociaux remettent en cause le rapport entre sexe, genre et sexualité. Ce rapport a été analysé par plusieurs champs d'études : les théories féministes, gaies et lesbiennes, queers et trans. En effet, penser l'articulation entre genre, sexe et sexualité représente un lieu d'effervescence théorique important au sein de ces différents champs d'études. Elsa Dorlin (2008), une théoricienne féministe queer française, a rédigé une synthèse sur la conceptualisation du genre, du sexe et de la sexualité dans ces différents champs d'études. Elle explique que

Le *sexe* désigne communément 3 choses : le sexe biologique, tel qu'il nous est assigné à la naissance – sexe mâle ou femelle –, le rôle ou le comportement sexuels

qui sont censés lui correspondre – le *genre*, provisoirement défini comme attributs du féminin et du masculin – que la socialisation et l'éducation différenciées des individus produisent et reproduisent ; enfin la *sexualité*, c'est-à-dire le fait d'avoir une sexualité, d'« avoir » ou de « faire » du sexe²². (p. 5)

Le fait que le « sexe » puisse désigner ces trois différentes notions montre qu'elles sont interreliées.

Alexandre Baril (2011b), un chercheur québécois s'identifiant comme transactiviste et queer, soutient que les études féministes ont tendance à se centrer sur les expériences des femmes, là où les études trans se centrent sur les expériences des personnes trans, alors que les études queers représentent un courant à la fois présent au sein des études féministes et des études trans. Les études queers sont également présentes au sein des études gaies et lesbiennes, qui centrent leurs analyses sur les expériences de ces deux populations.

L'importance des normes de genre, sexe et sexualité au sein du mouvement trans a été souligné par Davidson (2007) :

« Normative constructions of sexed bodies, gender identities, and sexualities frame trans identities and embodiments as unnatural and unintelligible such that the category transgender and a trans social movement are necessary. » (p. 278)

Ces normes seraient ainsi au cœur de la cisnormativité, rendant nécessaire la création d'un mouvement trans. Dans un premier temps, j'aborderai les conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité de deux théoriciennes féministes, une matérialiste et une post-structuraliste, en soulignant le débat sur la portée politique de la transgression des normes de genre, sexe et sexualité. Dans un second temps, j'évoquerai quelques conceptions des normes de genre et sexe en études trans à la lumière des courants constructivistes et essentialistes, ainsi que le débat sur la notion d'(in)visibilité. Enfin j'exposerai quelques liens entre la cisnormativité et d'autres oppressions liées aux normes de genre, sexe et sexualité.

²² Souligné dans le texte.

2.2.1 Quelques conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes

Je vais ici présenter deux conceptualisations de l'articulation genre/sexe/sexualité présentes en études féministes. D'abord, Nicole-Claude Mathieu, ethnologue française, présente une synthèse des différentes conceptualisations de cette articulation dans un texte où elle développe du même souffle sa vision en tant que féministe matérialiste. Ensuite, Judith Butler, une des théoriciennes post-structuralistes états-uniennes les plus influentes, propose une conceptualisation du rapport entre genre, sexe et sexualité à la fois similaire et différente de celle de Mathieu²³. J'ai choisi ces deux auteures car leurs conceptions de l'articulation sexe/genre/sexualité ont très importantes dans la constitution du courant féministe matérialiste (Mathieu) et du courant féministe queer (Butler)²⁴. Ces deux conceptions seront utiles pour comprendre en quoi la lutte contre la cisnormativité s'inscrit dans une remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité.

Mathieu (1991) a rédigé un texte important pour les études féministes, au sein duquel elle expose trois modes de conceptualisation du rapport entre genre, sexe et sexualité. Tout au long du texte, l'auteure prend des exemples concernant les femmes, les homosexuel·les ainsi que les personnes trans, ce qui illustre que ces différentes populations sont liées par les normes de genre, sexe et sexualité.

Dans le premier mode de conceptualisation, qu'elle nomme *l'identité « sexuelle »*, il y a une correspondance homologique entre sexe et genre : « *Le genre traduit le sexe*²⁵. [...] La différence des sexes est conçue comme fondatrice de l'identité personnelle, de l'ordre social et de l'ordre symbolique » (p. 232). Mathieu considère que, dans ce mode, l'hétérosexualité reproductive prime sur le genre (p. 238). Prenant l'exemple des personnes transsexuelles, elle explique également que le sexe doit s'adapter au genre : « plier le

²³ J'ai choisi d'utiliser deux auteur·es féministe constructivistes, et de laisser de côté les perspectives essentialistes.

²⁴ J'aurais pu utiliser beaucoup d'autres auteur·es en études féministes. L'objectif ici est d'apporter un éclairage féministe à ma recherche et non pas de faire une recension complète des articulations sexe/genre/sexualité en études féministes.

²⁵ Souligné dans le texte.

biologique (ou au moins l'anatomique) au vécu psychique, ou à la norme culturelle » (p. 235).

Dans le second mode de conceptualisation, qu'elle nomme est celui de *l'identité « sexuée »*, il y a une correspondance analogique entre sexe et genre : « *le genre symbolise le sexe. [...] on s'intéresse davantage à l'expression dans le social de la différence biologique, à l'élaboration culturelle de la différence*²⁶ » (p. 239). Contrairement au premier mode, dans lequel l'homosexualité est réprimée et conçue obligatoirement comme une inadéquation entre sexe et genre, elle peut, dans ce second mode, être intégrée grâce à un changement de genre sans changement de sexe, comme c'est le cas pour beaucoup de personnes travesties (p. 251-252). Il y aurait ici un maintien de l'hétérosexualité sociale.

Selon Mathieu, le troisième mode de conceptualisation, celui de *l'identité de « sexe »*, ne considère pas que le sexe biologique est traduit ou symbolisé par le genre, comme dans les deux précédent modes, mais le conceptualise plutôt à l'inverse : « *le genre construit le sexe*²⁷ » (p. 256). Le genre est ici perçu non pas « comme le marqueur symbolique d'une différence naturelle, mais comme l'opérateur du pouvoir d'un sexe sur l'autre » (p. 258), pouvoir qui repose sur l'hétérosexualité obligatoire²⁸. L'homosexualité est ici conçue par Mathieu comme une stratégie de résistance.

La conceptualisation de l'articulation genre/sexe/sexualité de Butler ressemble beaucoup à celle de Mathieu. En effet, selon la théoricienne post-structuraliste, « le « sexe » est une construction au même titre que le genre » (Butler, 2005, p. 69), et le second précède le premier : le genre, en tant que construction culturelle, produirait le sexe comme étant naturel ou biologique (p. 70). De plus, Butler explique que la sexualité produit le genre :

L'institution d'une hétérosexualité obligatoire et naturalisée a pour condition nécessaire le genre et le régule comme un rapport binaire dans lequel le terme masculin se différencie d'un terme féminin, et dans lequel cette différenciation est réalisée à travers le désir hétérosexuel. (p. 93)

²⁶ Idem

²⁷ Idem

²⁸ L'obligation d'avoir une sexualité reproductive hétérosexuelle serait ainsi au cœur des normes de genre, sexe et sexualité (Wittig, 2001).

À ce propos, elle nomme *matrice hétérosexuelle*, l'alignement entre genre, sexe et sexualité, qu'elle conçoit de manière performative : « Dans la mesure où les normes de genre sont *reproduites*²⁹, elles sont invoquées et citées par des pratiques corporelles qui ont alors la capacité d'altérer les normes » (Butler, 2006, p. 69). Les normes de genre, sexe et sexualité seraient ainsi imposées et construites culturellement. À ce propos, elle explique :

Alors, si certaines féministes se sont publiquement inquiétées de ce que le mouvement trans constitue un effort de déplacement ou d'appropriation de la différence sexuelle, je crois que c'est une vision qui oublie que les mouvements trans et féministes sont nécessairement amenés à se rencontrer par un ensemble de valeurs communes. [...] comprendre le genre comme une catégorie historique, c'est reconnaître qu'en tant que manière de configurer culturellement un corps, le genre est ouvert à un refaçonnement continu et que ni l'« anatomie » ni le « sexe » n'échappent au cadre culturel. (Butler, 2006, p. 284)

On voit ainsi que, selon cette auteure, les mouvements trans et féministes sont liés par leur remise en cause de ces normes.

Mathieu et Butler se distinguent sur plusieurs plans : elles n'analysent pas les transgressions des normes de genre, sexe et sexualité de la même manière et n'ont pas les mêmes objectifs politiques. En effet, la première considère l'homosexualité comme une « attitude politique (consciente ou non) de lutte contre le genre hétérosexuel et hétérosocial qui fonde la définition des femmes et leur oppression » (Mathieu, 1991, p. 260), ce que l'on pourrait analyser comme une stratégie de résistance par la transgression des normes. Toutefois, dans son analyse ethnologique, elle explique qu'il est « presque toujours possible de déceler un fonctionnement asymétrique du genre en fonction du sexe, y compris dans les transgressions apparentes » (p. 262), les troisièmes genres auraient tendance à confirmer, selon elle, l'efficacité de la bi-catégorisation, et non à la remettre en cause (p. 266).

Butler, quant à elle, met l'accent sur les transgressions comme stratégie de résistance :

L'identité étant fixée par des concepts stabilisants tels le sexe, le genre et la sexualité, l'idée même de personne est mise en question par l'émergence culturelle d'êtres marqués par le genre de façon « incohérente » ou « discontinue », des êtres qui apparaissent bel et bien comme des personnes, mais qui ne parviennent à se

²⁹ Souligné dans le texte.

conformer aux normes de l'intelligibilité culturelle, des normes marquées par le genre et qui définissent ce qu'est une personne. (Butler, 2005, p. 84)

Elle appelle ainsi à déconstruire et dénaturer les catégories de genre (Butler, 2006, p. 59). Les objectifs politiques de cette auteure se dissocient ainsi de ceux de Mathieu. À ce propos, Baril (2011b, p. 13-14) a rédigé une excellente synthèse des différents paradigmes de sexe et de genre en études féministes et en études trans. Il explique que les catégories de sexe et de genre sont conceptualisées en termes de « classes » par le courant féministe matérialiste, ici illustré par Mathieu, alors qu'elles « le sont en terme de catégories identitaires qui, malgré leur caractère normatif et coercitif, n'en demeurent pas moins constitutives des sujets », pour le courant féministe post-structuraliste, ici illustré par Butler. Il explique que le premier courant aspire à éradiquer les catégories de sexe et de genre, alors que le second vise « la reconnaissance des catégories multiples de sexes et de genres existantes et leurs divers alignements possibles ».

Je viens d'aborder différentes conceptions de l'articulation sexe/genre/sexualité en études féministes, en mettant l'accent sur la perspective matérialiste de Nicole-Claude Mathieu et la perspective post-structuraliste de Judith Butler. Ces perspectives s'accordent sur le fait que le sexe est construit par le genre et la sexualité, mais s'opposent quant à la portée politique des transgressions des normes de genre, sexe et sexualité par les personnes trans. J'analyserai, dans ma recherche, si les militant-es trans transgressent ou non les normes de genre, sexe et sexualité.

2.2.2 Les conceptions du rapport entre genre et sexe en études trans

Pour les études trans, je vais me centrer uniquement sur le rapport entre genre et sexe, en me basant principalement sur les travaux d'Alexandre Baril. Dans une de ses synthèses, le théoricien transactiviste explique qu'il y a deux paradigmes présents en études trans. Le premier est le paradigme du *déterminisme genré*, qui a été développé par les professionnel·les de la santé qui étudiaient les personnes trans et intersexes à partir des années 1950³⁰, afin de justifier leur traitement. Pour eux, le genre déterminerait le sexe, il y

³⁰ Je pense ici notamment à Harry Benjamin et John Money.

aurait ainsi une malléabilité du sexe et du genre, mais le maintien de la binarité demeure extrêmement importante (Baril, 2011b, p. 9). Cette conception de l'alignement entre sexe et genre est relativement similaire au premier mode de conceptualisation développé par Mathieu (1991), mais en étant inversée. Elle a toujours une résonance aujourd'hui chez les auteur-es trans se référant à un cadre essentialiste. Le second est le paradigme du *constructivisme social subversif*, développé par les théories queers présentes à la fois au sein des études féministes et des études trans (Baril, 2011b, p. 20). Butler représente une de ses théoricien-nes principales.

Baril (2011c) ajoute dans une autre synthèse, qu'à ces deux conceptions du rapport entre sexe et genre, correspondent deux perspectives en études trans : essentialiste et constructivistes. En se basant sur de nombreux auteur-es, il dit :

D'un côté se trouvent des théoricien-nes qui conceptualisent cette IG [identité de genre] comme un «core gender identity» propre à l'individu, non façonné à partir des dimensions culturelles sociales, politiques (Prosser, 1998; Namaste, 2000; 2005; Green, 2004; Serano, 2007) et, de l'autre, celles et ceux qui refusent de penser la possibilité d'un accès non médiatisé par les conceptions sociales et politiques à ce «noyau identitaire» (Bornstein, 1994; Halberstam, 1998a; 1998b; Wilchins, 2004; Butler, 2005a; 2005b; 2006; 2009a; 2009b; Stone, 2006). (p. 1)

Cette tension est également illustrée par les propos de Califia (2003) :

[L]e conflit continuera peut-être entre les transsexuels qui voient le processus de réassignation sexuelle comme confirmation de leur vrai genre, et les transgenres qui croient que leur seul espoir de libération se trouve dans le démantèlement du sexe biologique lui-même. [...] Si le concept de liberté de genre doit avoir un sens, il doit être possible pour certains d'entre nous de nous accrocher à notre sexe biologique et au genre qui nous a été assigné à la naissance, pendant que d'autres voudront adapter leur corps à leur genre de préférence, et que d'autres encore choisiront de mettre en doute le concept même des sexes polarisés. (p. 378)

Cet auteur invite ainsi à reconnaître la légitimité des divers rapports individuels au genre et au sexe.

De plus, les conceptions exposées des normes de genre et sexe en études trans permettent de situer le franchissement de la frontière du genre comme central dans la lutte des militant-es trans. Ainsi, que leurs perspectives soient essentialistes ou constructivistes, qu'elles remettent en cause ou non la binarité du genre et du sexe, les théoricien-nes en

études trans semblent s'accorder sur l'importance du combat contre la cisnormativité. À ce propos, Thomas (2007) inclut la lutte contre la cisnormativité dans une remise en cause des normes de genre et de sexe :

Le mode cisgenre synthétise le mode le plus courant de la construction socio-identitaire sur un schéma binaire et oppositionnel : une femme féminine, un homme masculin, et se caractérise par le lien au sexe biologique (dit naturaliste) et à un développement (et une identité) linéaire et fixé. [...] Puisqu'il n'y a que deux sexes et deux genres, que le sexe produit le genre – et surtout pas l'inverse bien entendu ... –, tout ce qui dépasse, y compris l'introuvable continent noir de l'androgynie psychique, est potentiellement un trouble, un flou, une affection.

Cela est confirmé par Davidson (2007) :

« Trans identities framed both within normative conceptualizations of sex, gender, and sexuality and outside of these understandings ultimately challenge and change the social imaginary and US American conceptualizations of bodies, identities, and personhood. » (p. 275)

Les activistes trans remettent en cause les normes de genre, sexe et sexualité, que leur perspective individuelle se situe à l'intérieur ou à l'extérieur du cadre normatif.

Par ailleurs, un débat a lieu au sein des études trans autour de la notion de *passing*³¹ des personnes trans. Il s'agit de « passer » ou non comme homme ou femme, et de rendre sa transidentité (in)visible. Baril, dans son texte sur les privilèges masculins des hommes trans, précise que l'(in)visibilité représente un enjeu important qui traverse la militance trans :

La volonté de *passing* est donc parfois un réflexe de survie ou un besoin de vivre une vie un peu plus régulière. Elle constitue un refuge contre différents types de discriminations, d'agressions, de marginalisations. En ce sens, le *passing* est nécessaire. Néanmoins, un certain nombre de FTM considèrent qu'il est important de s'identifier comme transsexuels. [...] le *passing* favorise l'isolement parce qu'il coupe les personnes transsexuelles des ressources, des appuis et du support émotif et informationnel qu'elles pourraient trouver au sein de la communauté trans. (Baril, 2009, p. 281-282)

Le fait de « passer » pour un homme ou une femme semble à la fois permettre aux personnes trans de subir moins de violence transphobe et les isoler de la communauté trans. Ainsi, le débat sur la portée politique de la transgression des normes de genre, sexe et sexualité par les personnes trans est ici déplacé vers un débat sur l'(in)visibilité trans.

³¹ Sandy Stone définit le *passing* ainsi : « Passing means to live successfully in the gender of choice, to be accepted as a "natural" member of that gender » (Stone, 2006, p. 231).

On voit donc qu'il y a deux perspectives du rapport entre genre et sexe en études trans, une constructiviste et une autre essentialiste. Cependant les théoricien·nes s'inscrivant dans ces deux perspectives semblent s'accorder sur le combat contre la cisnormativité. En effet, elles envisagent toutes deux un franchissement de la frontière du genre. Elles informent également la débat sur l'(in)visibilité trans que j'analyserais dans ma recherche.

2.2.3 Les liens entre la cisnormativité et les autres oppressions régulant le genre, le sexe et la sexualité

Plusieurs mouvements sociaux remettent en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, et cela parce que différentes oppressions régulant ces trois dimensions s'enchevêtrent. Plusieurs auteur·es ont réfléchi aux liens entre la cisnormativité et d'autres oppressions, principalement avec le sexisme et l'hétérosexisme. Cela permet de réfléchir aux liens théoriques qui pourraient unir différentes militances remettant en cause ces normes.

Julia Serano (2007), une militante et écrivaine trans américaine, considère que le *cissexisme*, la transphobie et l'homophobie sont issus du « sexisme oppositionnel » :

« While often different in practice, cissexism, transphobia, and homophobia are all rooted in oppositional sexism, which is the belief that female and male are rigid, mutually exclusive categories, each possessing a unique and nonoverlapping set of attributes, aptitudes, abilities, and desires. Oppositional sexists attempt to punish or dismiss those of us who fall outside of gender or sexual norms because our existence threatens the idea that women and men are « opposite » sexes. » (p. 13)

Un autre écrivain trans américain, Pat Califia (2003), considère que la transgression du genre est une des causes de l'homophobie :

La culture hétérosexuelle interprète beaucoup de choses de l'expression identitaire gay comme une transgression de genre. Pour eux, nous appartenons au même tas d'ordures de la poubelle sexe-et-genre. Ce sont des points concrets comme celui-ci qui peuvent rapprocher plus facilement les activistes queers et trans. (p. 351)

Il invite ainsi à se baser sur les liens entre les oppressions pour nouer des liens entre militant·es. De plus, la cisnormativité et l'hétérosexisme ont tendance à se confondre quand ils s'expriment, car « on peut répertorier une kyrielle d'insultes adressées indifféremment aux transsexuels ou aux travestis : pédé, travelo, tapette, sale gouine, pédale, fiotte, etc. »

(Krikorian, 2003, p.407). Cela renforce d'ailleurs l'idée de l'appartenance à une communauté, que Gaëlle Krikorian qualifie de « communauté d'insultes ».

Par ailleurs, une étude récente de Line Chamberland *et al.* (2011) sur l'homophobie en milieu scolaire montrent que le fait d'être un garçon efféminé ou une fille masculine a plus d'incidence sur le vécu de discriminations que l'homosexualité ou la bisexualité. Ainsi l'homophobie semble s'attaquer en priorité à la transgression du genre, comme indicateur d'une sexualité autre qu'hétérosexuelle.

Les oppressions liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité semblent ainsi s'enchevêtrer, un élément mis de l'avant par Baril (2009) pour analyser les liens entre sexisme et cisnormativité :

Le sexisme et la transphobie sont enchevêtrés et se renforcent mutuellement. [...] Cela démontre la pertinence, à la fois pour le mouvement féministe et trans, d'entrer en dialogue afin de créer et consolider des alliances théoriques et politiques. (Baril, 2009, p. 21)

Il y aurait ainsi un intérêt conceptuel à constituer des alliances entre militances remettant en cause ces normes.

2.3 Analyser les alliances au sein des mouvements sociaux

Réfléchir aux alliances au sein des mouvements sociaux signifie réfléchir sur les liens unissant les militant-es à travers trois aspects. Le premier est l'alliance entre militant-es subissant une oppression commune. Le second est l'alliance entre activistes subissant une oppression et activistes participant au combat contre cette oppression mais ne la subissant pas. Le dernier est l'alliance entre mouvements sociaux. J'élaborerai ces trois aspects dans un premiers temps, puis je porterai mon attention sur trois alliances qui semblent importantes pour les militant-es trans : celle avec les militant-es LGBTQ, celle avec les militant-es féministes, enfin celle avec les militant-es appartenant à d'autres populations marginalisées.

2.3.1 S'allier pour renforcer la dimension collective

Le premier aspect des alliances est constitué des liens unissant les activistes subissant une oppression commune, il sera abordé grâce à l'analyse de la constitution d'une identité et d'une communauté trans, deux concepts développés au début de ce chapitre.

Le second aspect est l'alliance entre militant-es subissant une oppression et ceux participant à la lutte contre cette oppression sans la subir. À ce propos, Lilian Mathieu (2004) explique qu'il faut opérer une distinction entre bénéficiaires d'une lutte et militant-es par conscience :

Parce qu'elles font se rejoindre des individus dont les compétences scolaires, les conditions d'existence, le degré de politisation, la maîtrise des savoir-faire militants, voire la connaissance de la langue et de la culture du pays sont très différents, il n'est pas rare que des tensions apparaissent. De plus, les engagements dans une même lutte des membres par conscience et de ses bénéficiaires potentiels ne sont pas toujours guidés par les mêmes logiques, et ne répondent pas nécessairement aux mêmes objectifs. (p. 101)

Deux éléments importants émergent de cette citation. Le premier questionne la position de pouvoir que peuvent éventuellement occuper les militant-es par conscience. Le second permet de penser les logiques qui poussent les militant-es par conscience à s'investir dans une lutte qui ne leur apportera pas d'avantages directs d'un éventuel succès, mais des avantages indirects (p. 99). Il s'agit ici notamment du rôle des « expert-es » au sein de la militance trans : les professionnel-les de la santé, les universitaires, les juristes, voire les célébrités. Il s'agit également des activistes appartenant à d'autres mouvements sociaux.

Ensuite, au niveau des alliances entre mouvements sociaux, Mathieu (2009) pense qu'au sein de l'espace des mouvements sociaux, il existe « des liens de dépendance mutuelle qui unissent en son sein les différentes causes et les organisations et militant-es qui les portent » (p. 79). Il a ainsi développé une manière de comprendre la formation de ces alliances, en appréhendant notamment leur « consistance collective » comme étant le produit et l'enjeu des processus d'alliance et en les considérant comme « un partage ponctuel de ressources entre groupes maintenant des existences distinctes » (p. 95). Les alliances renforcent ainsi la dimension collective des mouvements sociaux.

Davidson (2007) soutient que la vision du succès des militant-es trans états-unienne qu'elle a rencontré serait liée d'une part à l'inclusion ou l'exclusion au sein d'autres mouvements sociaux, notamment LGBTQ, et d'autre part à la prise en compte d'intersections des oppressions au sein de cette militance (p. 248). Ainsi, les alliances semblent opérer dans un double sens : avoir une place au sein d'autres mouvements sociaux, mais également donner une place à ces mouvements au sein du mouvement trans. À ce propos, l'auteure explique que plus de la moitié des militant-es trans ayant participé à sa recherche défendent une vision plus large de la justice sociale :

« More than 50% of the activists interviewed framed their vision of success around broad views of social justice, stating that the goal of their activism was not only to improve the lives of trans people, although everyone agreed that this was part of the vision, but rather to create social changes that they believed would benefit everyone. Two central, and often overlapping, ways that activists framed their visions of broad reaching changes were around, first, changing understandings of sex, gender, and sexuality in US American society and, second, linking the movements of oppressed peoples nationally and internationally in a struggle for social justice. » (p. 250)

La militance trans chercherait, selon cette recherche, à s'allier avec d'autres militances qui remettent en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, mais également avec d'autres populations marginalisées. J'analyserai les alliances entre la militance trans et d'autres militances à la lumière des dynamiques de rapprochement et des éloignement.

2.3.2 Les alliances avec les militant-es LGBTQ³²

Les liens entre cisnormativité et hétérosexisme, que j'ai développés dans la section précédente, auraient aidé à constituer une alliance entre trans, gais et lesbiennes basée sur des expériences communes d'oppression. Une première vague d'alliance semble s'être mise en place à la fin des années 1960, tant en France (Foerster, 2006, p. 112-113) qu'aux États-Unis (Stryker, 2008, p. 62, 82)³³. Susan Stryker explique que cette alliance sera de nouveau d'actualité au courant des années 1990 par l'émergence du mouvement queer aux États-Unis,

³² Il s'agit des lesbiennes, gais, bisexuels et queers.

³³ D'un point de vue historique, Stryker (2008) explique : « In practice, the distinctions between what we now call « transgender » and « gay » or « lesbian » were not always as meaningful back then as they have since become. Throughout the 2nd half of the 19th century and the 1st half of the 20th century, homosexual desire and gender variance were often closely associated » (p. 34).

qui alliait personnes trans et personnes LGB au sein de la militance contre le VIH/Sida (p. 132). Par ailleurs, l'émergence du mouvement LGBT, dans les années 1990 et 2000 partout en Occident, est significatif des liens unissant ces diverses militances.

L'émergence du mouvement « LGBT » est considérée par deux auteures états-uniennes avec ambivalence. Stryker et Broad expliquent toutes deux que d'un côté, ce mouvement engage, appelle à une alliance claire entre ces différentes populations, ce qui représente un élargissement des préoccupations du mouvement gai et lesbien devenu mouvement LGBT; de l'autre, elles la critiquent, car elle représenterait le passage d'un mouvement queer radical à un mouvement LGBT minorisant :

« This shift in nomenclature toward an "LGBT" community, rather than a "queer" one, marked the beginning of a new phase in the social history of sexual and gender identity politics in the US. It represented a retreat from the more radical concept of alliance, resistance, and rebellion by different groups against the same oppressive structures in the dominant culture and the adoption instead of a liberal model of minority tolerance and inclusion [...]. While some "LGBT" organizations genuinely addressed transgender concerns in addition of those of sexual orientation minorities, efforts at TG inclusion often represented a failure to grasp the ways in which TG identity differed from sexual orientation as well as misconception about how they were alike. » (Stryker, 2008, p. 137)

« We might view the addition of the T to indicate that transgender politics is just another form of exclusionary identity politics being tacked onto mainstream gay/lesbian politics. We might also view the addition of the T as symbolizing the queer turn, an extension of the "queer" umbrella. This article suggests, however, that the T (transgender politics) is not simply one or the other. T (transgender) politics is, at the same time, neither identity politics *nor* queer politics, and also both. » (Broad, 2002, p. 261)

Il semblerait ainsi que certains organismes ayant adopté l'acronyme LGBTQ mettent de l'avant uniquement les enjeux liés à l'orientation sexuelle, passant sous silence les enjeux liés à l'identité de genre. Par ailleurs, aucune politique d'accueil des personnes trans n'est mise en place dans certains groupes se disant LGBTQ (Stone, 2009, p. 335).

Cependant, Davidson (2007) montre qu'une grande partie des activistes trans états-uniens qu'elle a rencontrés voient l'inclusion de leurs enjeux au sein des organisations et agendas LGB comme une priorité, parce qu'ils voient le succès du mouvement trans lié au succès d'un mouvement LGBTQ plus large (p. 235).

Par ailleurs, Amy L. Stone (2009), une autre chercheuse états-unienne, s'est intéressée aux attitudes d'allié-es des militant-es gays et lesbiens envers les enjeux trans. Selon elle, il existe trois types de rapprochements : 1. des rapprochements d'empathie (*borrowed approximations*) qui reposent sur le fait de connaître une personne appartenant à un groupe marginalisé et d'être témoin de l'oppression qu'elle subit; 2. des rapprochements d'analogie (*overlapping approximations*) par rapport à des oppressions qu'ils ont subies; 3. des rapprochements globaux (*global approximations*) liés aux positions politiques (p. 338). En se basant sur 32 entrevues, sa recherche montre que les gays et les lesbiennes ont des comportements différents par rapport à l'inclusion des personnes transidentifiées :

« Gay men in this study struggled the most with transgender inclusion; they had difficulty cultivating approximating experiences, movement connections, and space for transgendered individuals. Unlike the stark contrast between supportive and skeptical gay men, lesbians were more likely to be ambivalent about transgender inclusion. Lesbians often made connections between feminism, privilege, social justice and transgender issues, particularly connections between butch gender variance and transgender issues. They described their understanding of transgender issues as both rooted in feminism and their personal interactions with transgendered individuals. However, this feminist consciousness and personal experience also made many lesbians wary of transgender inclusion, particularly what they perceived to be the invasion of women's space. » (p. 349)

Ainsi, les hommes gays occupant une position de pouvoir au sein du mouvement LGBT auraient tendance à s'opposer à l'arrivée de nouveaux groupes au sein de ce mouvement (p. 346), excepté pour les militant-es gays plus âgés qui luttent pour la justice sociale et opèrent des rapprochements globaux. Les lesbiennes, quant à elles, seraient préoccupées par les enjeux de genre et les rapports de pouvoir au sein du mouvement LGBT, elles auraient ainsi plus de facilité à soutenir les militant-es trans (p. 335). Cette conscience féministe les pousserait également à craindre une prise d'espace trop grande de la part des personnes trans, ce qui représenterait un risque de perte d'espace pour les lesbiennes au profit des personnes trans.

Au Québec, l'alliance LGBT semble être née en 2004 pendant les États Généraux des communautés LGBT, qui, pour la première fois, incluaient les personnes trans et bisexuelles,

les deux éditions précédentes ne concernaient que les gais et les lesbiennes³⁴ (TCLGQ, 2004). Dans ma recherche, j'analyserai les dynamiques de rapprochement et d'éloignement entre la militance trans et les militances LGBTQ.

2.3.3 Les alliances avec les militant-es féministes

Les rapprochements entre la cisnormativité et le sexisme, vus dans la section précédente, montrent la pertinence de mener un combat commun contre ces deux oppressions. À ce propos, plusieurs auteur-es parlent de transféminisme. Emi Koyama (2003), une militante et théoricienne trans états-unienne, le définit ainsi :

« Transfeminism is primarily a movement by and for transwomen who view their liberation to be intrinsically linked to the liberation of all women and beyond. [...] We believe that it is imperative that more trans women start participating in the feminist movement alongside others for our liberation. [...] It stands up for trans and non-trans women alike, and asks non-trans women to stand up for transwomen in return. Transfeminism embodies feminist coalition politics in which women from different backgrounds stand up for each others, because if we don't stand for each other, nobody will. » (p. 245)

Le transféminisme représenterait ainsi une alliance entre femmes trans et cissexuelles, dans une volonté de libération commune. Baril (2009) défend lui aussi le transféminisme, en adoptant une vision de celui-ci qui inclut également les hommes trans :

Cette liste (qui pourrait s'allonger) d'oppressions communes aux femmes cissexuelles et transsexuelles, de même qu'aux personnes transsexuelles en général (incluant ici les transsexuels, victimes de violence sexuelle par exemple lorsque leur statut transsexuel est découvert), démontre l'importance de faire front commun dans la lutte contre le sexisme et la transphobie. Le transféminisme est un courant féministe inclusif de multiples personnes, dont les femmes et les hommes transsexuels, qui offre un potentiel heuristique encore trop peu exploité à cet égard. (p. 24)

Le transféminisme offrirait de nouvelles perspectives de redéfinition du genre, ce qui, selon cet auteur, illustre l'intérêt de cette alliance.

Par ailleurs, il semblerait qu'au sein du mouvement féministe, il y ait d'un côté une transphobie très présente, de l'autre une volonté d'intégration et de travail en commun,

³⁴ Les gais étant beaucoup plus nombreux que les lesbiennes lors de ces deux premières éditions selon une informatrice-clé.

comme l'illustrent les citations de Stryker (2008) dans le contexte états-unien et Dorlin (2008) dans le contexte français :

« Second wave feminism was not uniformly hostile to TG and TS people. [...] There was nothing monolithic about the second wave feminist attitudes toward trans issues. The feminist 2nd wave simultaneously espoused some of the most reactionary attitudes toward trans people to be found anywhere while also offering a vision of TG inclusion in progressive feminist movements for social change. » (Stryker, 2008, p. 108)

La pensée et la politique féministe ont longtemps été méfiantes à l'égard des personnes trans, les soupçonnant de renforcer la binarité sexuelle (soit homme, soit femme), au lieu de la contester ou de la renverser [...]. Or, pour légitimer cette relation de méfiance, certaines féministes ont souvent mobilisé des définitions plus ou moins naturalistes du sujet politique du féminisme (« *Nous, les femmes* » = nous, les femmes « nées femmes » ou « biologiques »), alors même qu'elles s'engageaient dans un processus de dé-naturalisation du sexe grâce au concept critique de rapport de genre. (Dorlin, 2008, p. 150)

L'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe représenterait ainsi un enjeu et des débats depuis longtemps. Baril (2009, p. 24) considère que le féminisme est désormais beaucoup plus conscient de l'importance de prendre en compte la diversité des expériences des femmes, ce qui permet de travailler à l'alliance entre les militantes trans et féministes, ce qui demeure un défi à relever à ses yeux. Il semblerait également que beaucoup de féministes, et de lesbiennes, ont des craintes quant à l'accès des personnes trans aux espaces non mixtes. Au Québec, un débat sur cette question a eu lieu au sein de la Fédération des Femmes du Québec en 2003 (Namaste, 2005b, p. IX; Conradi, 2004). J'analyserai les dynamiques de rapprochement et d'éloignement de la militance trans avec la militance féministe.

2.3.4 Les alliances avec les militant-es appartenant à d'autres populations marginalisées

Comme je l'ai montré dans le premier chapitre, les systèmes d'oppression ont tendance à s'alimenter, poussant les personnes trans à l'extérieur du marché du travail légal et conduisant beaucoup de femmes trans à pratiquer le travail du sexe (Krikorian, 2003, p. 407). Par ailleurs, certaines études montrent que le VIH/Sida toucherait particulièrement les femmes trans³⁵ (Namaste, 2011). Étant donné que beaucoup de femmes trans sont concernées

³⁵ Le VIH/sida semble très présent au sein de certaines catégories de personnes trans, qui sont marginalisées également par d'autres critères : « People of color reported HIV infection at significantly

par le travail du sexe et le VIH/Sida, les militances liées à ces deux dimensions représenteraient des espaces d'alliance pertinents, d'autant plus que leur régulation sociale s'inscrit au sein des normes de genre, sexe et sexualité.

Plusieurs auteur-es ont insisté sur l'importance de l'alliance avec d'autres populations marginalisées. C'est le cas de Namaste (2005b) qui remet en cause l'importance de s'allier au mouvement gai et lesbien (p. 2) et au mouvement féministe, en privilégiant des alliances avec d'autres populations marginalisées. Se positionnant sur le débat sur l'inclusion des femmes trans au sein du mouvement féministe, elle dit :

« This history of transsexual activism in Canada is a history of prostitutes organizing themselves to get their peers the services they require. It's a history of transsexuals negotiating with the police and prisons. It is a history of individuals educating service providers of detoxification programs. [...] what is at stake is not an acceptance or rejection of transsexuals within feminist communities. What is at stake is the conception and implementation of a feminist program committed to social change, one that takes seriously the lives and realities of poor people in Canada, truly integrates racial and ethnocultural diversity, and understands and challenges the working of imperialism. » (Namaste, 2005b, p. X-XII)

Cette auteure trans met en exergue l'importance du vécu historique des personnes trans, qui serait marqué par le travail du sexe, la répression policière, l'incarcération et l'usage de drogues. Elle défend une vision de la militance trans et féministe inclusive des personnes pauvres et racisées. Une perspective similaire ressortirait également de la recherche de Davidson (2007) :

« Each of these visions of success for a trans movement, necessitating social changes in areas that may seem unrelated – such as drug policy, immigration laws, job training, the prison industrial complex, abortion rights, affordable housing, and anti-poverty work – rely on a vision of a trans movement in which justice does not 'trickle down.' Fighting for the rights of the most socially palatable people or pushing for mainstream tolerance does not account for intersectional identities (such as being trans, poor, a youth, and a person of color) and the overlapping issues of oppression these intersections create. » (p. 258)

higher rates: 24.90% of African- Americans, 10.92% of Latino/as, 7.04% of American Indians, and 3.70% of Asian-Americans in the study reported being HIV positive. This compares with national rates of 2.4% for African Americans, .08% Latino/as, and .01% Asian Americans. Non-U.S. citizens in our sample reported more than twice the rate of HIV infection of U.S. citizens (2.41%), with documented non-citizens at 7.84% and undocumented at 6.96%. [...] of all the people in our sample who had engaged in sex work, 15.32% reported being HIV positive. Among survey participants, 91% of those who reported being HIV positive identified as either MTF or gender-non-conforming on the male-to-female spectrum » (NTCE et NGLTF, 2011, p. 80).

Le travail d'alliance avec d'autres populations marginalisées semble ainsi lié à la tension entre personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celles ne l'étant pas. Certains auteur-es penseraient qu'il faut mettre de l'avant les intersections d'oppression pour guider le mouvement trans vers plus de justice. J'analyserai les liens constitués entre la militance trans et les militances d'autres populations marginalisées au Québec.

2.4 Conclusion et questions de recherche

La sociologie des mouvements sociaux fournit des outils théoriques essentiels à la compréhension de la militance et du mouvement trans au Québec. Ainsi, en me penchant sur les pratiques et les analyses des militant-es, je peux dessiner le contour du mouvement trans, mais également sa structure, ses enjeux, ses tensions et ses alliances. Par ailleurs, les études féministes, queers et trans me permettent de conceptualiser l'articulation genre/sexe/sexualité, qui semble se situer au cœur de la cisnormativité, et ainsi de réfléchir aux alliances entre différentes militances remettant en cause ces notions.

J'ai présenté les trois dimensions essentielles à tout mouvement social selon Lilian Mathieu : la dimension collective, la dimension conflictuelle et la visée de changement social. J'ai également esquissé une approche sociologique de la militance permettant d'appréhender un mouvement social, grâce aux concepts d'espace des mouvements sociaux, de compétences et de capital militant. À partir des expériences des militant-es trans, quelles sont les dynamiques d'émergence du mouvement social trans au Québec ?

La dimension collective du mouvement trans québécois sera plus précisément analysée à partir de la formation d'une identité collective et d'une communauté trans. Les militant-es appartenant à un groupe stigmatisé semblent pouvoir opter pour une stratégie identitaire ou déconstructive. Comment l'identité trans collective se construit-elle ? La constitution d'une communauté assure une fonction de sociabilité entre militant-es et de socialisation politique. À la lumière des points de vue des activistes et des différentes tensions qu'ils identifient, comment la communauté trans se forme-t-elle et s'organise-t-elle ?

De plus, au Québec, le secteur communautaire semble tenir une place prédominante au sein des mouvements sociaux. En quoi le mouvement trans s'inscrit-il au sein de l'action communautaire au Québec ?

J'ai ensuite présenté différentes conceptualisations des normes de genre, sexe et sexualité présentes au sein des théories féministes et des théories trans. Pour le premier champ d'études, je me suis concentré sur la vision d'une féministe matérialiste et d'une féministe post-structuraliste. Si elles s'accordent sur le fait que le genre précède le sexe, et que la sexualité précède le genre, elles divergent quant à la portée politique de la transgression des normes de genre, sexe et sexualité par les personnes trans. J'ai par la suite montré les deux paradigmes de conceptualisation du genre et du sexe en études trans. La perspective constructiviste s'oppose ici à une perspective essentialiste, en remettant en cause la binarité du genre et du sexe. On remarque que ces deux perspectives s'accordent sur le combat contre la cisnormativité, en conceptualisant un franchissement de la frontière du genre. De plus, ces deux perspectives informent un débat sur l'(in)visibilité des personnes trans. À partir de ces différentes perspectives, j'analyserai la dimension conflictuelle et la visée de changement social du mouvement trans. En quoi la lutte contre la cisnormativité remet-elle en cause les normes de genre, sexe et sexualité ? Quel rôle tient la transgression de ces normes et l'(in)visibilité dans la militance trans ?

Enfin, j'ai exposé plusieurs concepts permettant d'appréhender les alliances au sein des mouvements sociaux à travers trois aspects. Le premier est constitué des alliances entre militant-es, qui sera analysé en se centrant sur ce qui se joue dans la constitution d'une identité collective et d'une communauté trans. Le second est composé des alliances avec ceux que Lilian Mathieu appelle des militant-es par conscience, incluant notamment les professionnel·les de la santé. D'après les activistes trans, quel rôle jouent les expert-es cissexuels au sein du mouvement trans ? Le troisième aspect se centre sur les alliances entre mouvements sociaux, le regard est ici porté sur l'inclusion et l'exclusion de la militance trans au sein d'autres mouvements sociaux et d'autres militances au sein du mouvement trans. Qu'ont à dire les militant-es trans sur les alliances avec les militant-es LGBTQ, féministes et

appartenant à d'autres population marginalisées ? Quels sont les dynamiques de rapprochement et d'éloignement entre le mouvement trans et d'autres mouvements sociaux ?

CHAPITRE III

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Ma démarche méthodologique qualitative s'inscrit dans une perspective engagée, inspirée de l'épistémologie féministe et cohérente avec l'évolution des études trans. J'aborderai, dans un premier temps, l'ancrage de ma recherche dans une méthodologie féministe, qui permettra de révéler la connaissance située des militant-es trans, et de réfléchir à ma position en tant que chercheur allié. Dans un second temps, je détaillerai les aspects qualitatifs de ma recherche : ma technique d'entrevue, l'échantillonnage, le déroulement des entrevues et l'organisation et l'analyse des données. Je me pencherai, dans un dernier temps, sur les limites de la recherche et les considérations éthiques.

3.1 Une recherche engagée

Ma perspective se veut engagée, elle prend le parti des populations opprimées, ici les personnes trans qui militent afin de combattre la cisnormativité. Les études féministes et les études trans offrent un certain nombre d'outils afin de mener une recherche qui allie engagement et objectivité, notamment l'épistémologie de la connaissance située féministe (*feminist standpoint*). J'aborderai d'abord la méthodologie féministe, pour montrer ensuite les points de convergence avec l'évolution des études trans, et en quoi mener des entrevues avec des militant-es est ancré dans une perspective d'engagement inspirée du féminisme. Finalement, j'aborderai mon positionnement de chercheur allié, et l'influence que celui-ci sur ma recherche qualitative de terrain, à la lumière des notions d'insider et d'outsider.

3.1.1 Une recherche inspirée de l'épistémologie féministe

Ma recherche s'inspire de l'épistémologie féministe, présentée à partir d'un ouvrage sur la méthodologie de la recherche féministe rédigé par Michèle Ollivier et Manon Tremblay, deux chercheuses canadiennes, et d'un article sur la connaissance située féministe

écrit par Sandra Harding, une philosophe et épistémologue américaine ayant fortement contribué aux réflexions sur cette théorie.

Selon Ollivier et Tremblay (2000), la recherche féministe repose sur une critique de l'androcentrisme du savoir scientifique :

Les critiques féministes du savoir scientifique ont ainsi montré que loin d'être neutre et objectif, le savoir produit par les sciences humaines et sociales s'est construit à partir d'une perspective androcentrique qui néglige, invente ou infériorise (Mura 1991) de nombreux aspects de la vie des femmes et naturalise les sources de leur oppression. (p. 68)

La réponse des méthodes de recherche féministe serait de valoriser les expériences et vécus des femmes comme point de départ à la recherche, en utilisant une méthodologie qualitative.

En effet, ces auteures insistent sur l'intérêt d'utiliser des entrevues, afin

de pouvoir accéder au monde de l'interviewée selon ses propres termes et non selon les paramètres de la chercheuse ou de « grandes théories abstraites ». [...] Elles sont les témoins privilégiées de leurs expériences de vie, la chercheuse se limitant à recueillir leurs propos et, parfois, à en suggérer un sens, c'est-à-dire à en faire une lecture interprétative à la lumière de théories féministes. (p. 130)

Harding (2007) abonde dans le même sens. Elle explique que les sciences sociales ont tendance à développer et maintenir le pouvoir des oppresseurs en exposant celui-ci comme naturel, inévitable et désirable (p. 50). La méthodologie de la connaissance située proposerait ainsi d'entamer la recherche, non pas à partir des trames conceptuelles dominantes dans les disciplines de sciences sociales, mais à partir des expériences des personnes opprimées (p. 49), les méthodes qualitatives permettant de mieux saisir ces expériences.

Par ailleurs, la méthodologie féministe semble s'inscrire dans une perspective d'engagement et de changement social. Ollivier et Tremblay (2000) remettent en cause la séparation entre objet et sujet présente en science sociale, en y opposant la notion d'engagement.

À la séparation radicale entre objet et sujet de recherche, la recherche féministe oppose la notion d'engagement : engagement personnel de la chercheuse envers son objet de recherche, engagement théorique envers une perspective féministe, engagement pratique pour une transformation des rapports sociaux. (p. 11)

Ces auteures remettent ainsi en cause la séparation entre objectivité et subjectivité, elles proposent de les combiner :

La recherche féministe n'exclut pas l'objectivité ; elle la combine avec la subjectivité. Certes, elle ne se cache pas de critiquer une certaine compréhension de l'objectivité, celle qui nie que les théories scientifiques sont nécessairement ancrées dans des visions du monde propres à une société, à une époque, à un groupe social donné. Mais puisqu'elle adopte une façon de faire qui est rigoureuse et systématique, la recherche féministe est objective. (p. 47)

La subjectivité se situerait ici dans la reconnaissance de l'influence potentielle de la vision du monde du chercheur-se sur la recherche. L'objectivité, quant à elle, est tirée de la rigueur éthique et scientifique avec laquelle est menée cette recherche.

Harding (2007) insiste elle aussi sur la notion d'engagement, en expliquant que le projet de recherche lui-même devrait fournir des ressources pour les personnes opprimées (p. 52). Selon l'épistémologie de la connaissance située féministe, l'engagement permettrait d'améliorer la qualité de la production de savoirs :

« Standpoint methods recognize that some kinds of passions, interests, values, and politics advance the growth of knowledge and that other kinds block or limit it. [...] The hypothesis standpoint analyses make plausible is that vigorous commitments to democratic inclusiveness, fairness, and accountability to the "worst off" can also advance the growth of knowledge. » (p. 55)

L'engagement augmenterait ainsi la qualité de la recherche en permettant l'inclusion d'expériences de personnes qui pourraient ne pas être incluses dans une recherche sans perspective d'engagement.

L'épistémologie féministe repose ainsi sur une critique de la manière dont sont menées les recherches, qui a tendance à reproduire les structures de domination. La méthodologie qualitative, notamment les entrevues, semblent constituer une bonne réponse en se concentrant sur les expériences des populations opprimées. La notion d'engagement présente au sein de la recherche féministe permettrait de combiner subjectivité et objectivité, en améliorant la qualité de la recherche. Par ailleurs, l'épistémologie féministe semble transposable à d'autres populations opprimée, je vais maintenant me concentrer sur l'utilisation de ces méthodes dans ma recherche auprès de militant-es trans.

3.1.2 La connaissance située des militant-es trans

Peu de littérature existe sur l'épistémologie en études trans, mais les études féministes aident à définir les principes d'une recherche engagée qui se concentre sur les expériences des activistes trans. Je vais montrer comment certains principes de l'épistémologie féministe se marient avec l'évolution des études trans d'abord aux États-Unis, puis en France. J'exposerai par la suite une épistémologie de la connaissance située des militant-es, afin de souligner comment la démarche méthodologique féministe a influencé mon choix de rencontrer des militant-es trans.

Susan Stryker (2006), dans son introduction aux *Transgender Studies Reader*, a analysé l'évolution de la recherche auprès des personnes trans aux États-Unis :

« Academic attention to transgender issues has shifted over the span of those ten years from the fields of abnormal psychology, which imagined transgender phenomena as expression of mental illness, and from the field of literacy criticism, which was fascinated with representations of cross-dressing that it fancied to be merely symbolic, into fields that concern themselves with the day-to-day workings of the material world. « Transgender » moved from the clinics to the streets over the course of that decade, and from representation to reality. » (p 2)

Selon elle, on serait ainsi passé de « l'étude du phénomène trans » aux études trans (p. 12). Ce passage du statut d'objet à celui de sujet illustre la cisnormativité présente historiquement dans l'étude des personnes trans qui aurait justifié leur psychiatrisation et marginalisation. En effet, il semblerait qu'au même titre que les études féministes critiquent l'androcentrisme en sciences sociales, les études trans critiquent la cisnormativité présente au sein des disciplines. Ainsi, de la même manière que l'épistémologie féministe le prône, l'épistémologie en études trans se concentrerait sur les expériences des personnes trans dans leur vie de tous les jours.

Un autre chercheur, Salvador Vidal-Ortiz (2008), a retracé l'utilisation de l'analyse sociologique dans le champ des études trans aux USA. Il abonde dans le même sens que Stryker (2006) en soutenant que les recherches actuelles auraient tendance à se concentrer sur les problèmes qui ont une influence sur la vie des personnes trans dans une perspective sociologique (Vidal-Ortiz, 2008, p. 444). De la même manière qu'en études féministes, cette nouvelle orientation de la recherche trans serait de plus en plus menée par des chercheur-ses

trans qui placent les expériences des personnes trans au centre de leurs recherches : « Transgender studies focuses more on the everyday experience of trans people » (p. 446). Les méthodes de recherche qualitatives semblent ici aussi les meilleures méthodes afin de faire émerger les expériences quotidiennes des personnes trans.

En France, Karine Espineira (2011) remarque d'un côté un intérêt de plus en plus fort pour ce champ d'études en formation; de l'autre côté, elle montre les résistances académiques importantes, limitant les possibilités des étudiant-es de mener des recherches trans. Par ailleurs, elle explique que plusieurs chercheur-ses cis travaillant sur les personnes trans disqualifient la voix des personnes trans qui mènent des recherches en les accusant d'être militant-es : « Si les trans sont militants alors les détracteurs d'une expertise transidentitaire sont tout aussi militants dans leurs arguments ». Au même titre que l'ont démontré les études féministes, Espineira (2011) soutient que toute production du savoir est située. En réponse, elle affirme l'importance de l'engagement au sein des études trans, ainsi que la nécessité d'accorder une place conséquente à la connaissance située des personnes trans : « Si l'on prétend pouvoir faire des *Trans Studies* sans les trans alors ces *Studies* là, se placeront dans le Panthéon des impostures scientifiques ».

Quelques auteur-es aident ainsi à mettre en relief certains principes pour mener une recherche auprès des personnes trans, qui ont également été développées au sein de l'épistémologie féministe. Toutefois, ma recherche s'intéresse à des personnes trans particulières, celles qui s'impliquent en tant que militant-es sur les enjeux trans. À ce propos, Sarah Maddison (2007), une chercheuse australienne, a rédigé un article sur les perspectives féministes dans l'analyse des mouvements sociaux. Elle propose une épistémologie de la connaissance située des activistes, basée sur l'exploration des expériences de résistance à l'oppression des militant-es (p. 394). Elle insiste sur l'utilisation de méthodes de recherche qualitative, notamment les entrevues semi-dirigées, qui offrirait plus de souplesse et de profondeur d'information permettant de découvrir les expériences et interprétations de la réalité des répondants (p. 399). Elle conclut ainsi son article :

« Considering the study of social movement from an activist standpoint can give activists themselves a voice in articulating their commitment, highlighting their

strategic and fluid engagement with a differential consciousness and revealing the processes by which they construct their collective identity. » (p. 404)

À ce propos, Megan E. Davidson (2007), dans la préface de sa thèse de doctorat portant sur le mouvement trans, explique qu'elle a pour objectif de produire un savoir utile aux activistes trans dans leurs efforts pour changer la culture états-unienne (p. 5). L'épistémologie de la connaissance située féministe semble ainsi pouvoir s'adapter à ma recherche auprès des militant-es trans.

Harding (2007) précise quatre moments de la recherche où un rapport de domination entre chercheur-se et sujet de la recherche peut prendre place, et où l'épistémologie de la connaissance située peut permettre l'émergence de l'influence des participant-es (p. 54) : Le premier est le choix du sujet et du design de la recherche. Pour ma part, c'est mon engagement au sein du mouvement trans qui m'a amené à choisir d'interroger des militant-es trans, grâce à l'influence de certains activistes trans rencontrés. Ces activistes sont devenus des informateurs-clés qui m'ont donné des conseils lors de l'ensemble des démarches de ma recherche. Le second moment est la conduite de la recherche. Il a été important d'être attentif aux critiques et questions des participant-es, qui m'ont permis de reformuler certains termes de mon questionnaire, comme je l'illustrerai plus loin. Le troisième moment est l'analyse des données, qui s'est faite en deux étapes afin de mettre en relief ce qui était exprimé par les participant-es sans imposer le cadre théorique dominant de la sociologie des mouvements sociaux. Enfin, le dernier moment est la diffusion de la recherche, qui s'est faite et se fera à la fois au sein des milieux universitaire et communautaire. Certains de ces éléments seront détaillés dans la suite du chapitre.

3.1.3 Mon positionnement en tant que chercheur

L'épistémologie en études féministes et en études trans invite les chercheur-ses à se situer afin de ne pas reproduire des mécanismes de dominations, en reconnaissant sa propre subjectivité. Pour ce faire, les notions d'insider et d'outsider semblent utiles afin de discerner dans quelle mesure j'appartiens et je n'appartiens pas à la catégorie que j'étudie. Je

développerai par la suite ce que signifie être un chercheur-se allié en me penchant sur la prise en compte des privilèges cis.

Sonya Corbin Dwyer et Jennifer L. Buckle, deux chercheuses canadiennes en psychologie, ont rédigé un article sur les avantages et les inconvénients de mener une recherche en tant qu'insider et outsider. Selon ces auteures, l'appartenance à la population étudiée semble permettre au chercheur-se une acceptation plus rapide et complète des participant-es, en offrant un niveau de confiance et d'ouverture important de leur part. En revanche, cette position d'insider pourrait influencer la perspective du chercheur-se, car certains éléments peuvent être pris pour acquis et les participant-es pourraient ne pas entièrement expliquer leurs expériences individuelles, en présupposant un vécu partagé (Dwyer et Buckle, 2009, p. 58). Selon elles, la non appartenance à la catégorie étudiée pourrait amener, à l'inverse, plus de difficultés dans la constitution d'un lien de confiance, mais moins de présupposition entre chercheur-se et participant-es. Le plus important pour mener une recherche ne serait pas le statut d'insider ou d'outsider du chercheur, mais sa rigueur scientifique, comme l'illustre cette citation :

« [W]e posit that the core ingredient is not insider or outsider status but an ability to be open, authentic, honest, deeply interested in the experience of one's research participants, and committed to accurately and adequately representing their experience. » (p. 59)

Ainsi, ce serait la capacité à être ouvert, authentique, honnête et profondément intéressé par l'expérience des participant-es qui compte le plus.

Par ailleurs, Dwyer et Buckle (2009) remettent en cause la binarité qui est construite entre outsider et insider, en expliquant que l'appartenance à un groupe ne signifie pas être complètement similaire à celui-ci. À l'inverse, ne pas appartenir à un groupe ne signifie pas être complètement différent de celui-ci. En effet, ces auteures soutiennent que la recherche qualitative conduit à un statut entre l'appartenance et la non-appartenance au groupe étudié :

« The intimacy of qualitative research no longer allows us to remain true outsiders to the experience under study and, because of our role as researchers, it does not qualify us as complete insiders. We now occupy the space between, with the costs and benefits this status affords. » (p. 61)

Finalement, elles invitent les chercheur-ses à noter leurs différences et ressemblances avec la catégorie étudiée.

Pour ma part, j'étais un militant gai participant au mouvement trans en tant qu'allié depuis de nombreuses années. D'abord en France, où j'ai notamment participé à l'organisation de plusieurs campagnes d'information contre la transphobie, ainsi qu'à des manifestations et actions³⁶. En arrivant au Québec en 2008, j'ai continué à m'impliquer au sein du mouvement trans, notamment en créant la commission trans de l'organisme *PolitiQ*, au sein de laquelle j'ai aidé à organiser plusieurs activités militantes (voir appendices A et B). Mon implication militante m'a permis d'explorer les milieux trans, d'en appréhender certaines dynamiques, ainsi que de construire un lien de confiance avec plusieurs militant-es trans. J'ai ainsi pu obtenir un statut d'insider au sein de la militance trans qui a facilité aussi bien le recrutement que le déroulement des entrevues. Mon statut d'immigrant d'origine française, s'impliquant auparavant au sein de la militance trans, m'a permis d'améliorer la qualité de ma recherche, en pouvant remarquer les similarités et les différences entre les deux contextes culturels d'implication.

Toutefois, en tant que personne cis, je ne partage pas les mêmes expériences d'oppressions que les personnes trans. Cela n'a pas semblé constitué un frein au dévoilement des expériences des participant-es qui me connaissaient déjà grâce à mon implication, mais a pu avoir une influence négative sur le lien de confiance de certains militant-es que je n'avais jamais rencontrés avant de les interviewer. Cette méfiance peut être renforcée par la position historique qu'ont tenue les chercheur-ses cis dans la psychiatisation et la marginalisation des personnes trans. En revanche, l'entrevue portant sur leurs expériences en tant qu'activistes trans, que je partage d'une certaine manière, et non pas sur leurs modifications corporelles, que je ne partage pas, j'ai pu réduire l'influence négative de mon identité cis.

Ma position à la fois d'appartenance et de non appartenance au groupe étudié m'a poussé à faire une recherche engagée en tant qu'allié. Mon engagement au sein de la

³⁶ J'ai participé à l'organisation d'une des manifestations annuelles *Existrans*, à quelques actions du *Groupe Activiste Trans* et à plusieurs campagnes d'information de l'association *Étudions Gayment* au sein de l'Université Paris-X.

militance trans a déjà été abordé, je vais maintenant me pencher sur ma position d'allié. Les sciences humaines ont réfléchi aux dynamiques d'alliances au sein des mouvements sociaux, notamment entre les « bénéficiaires potentiels » d'une lutte et les « militants par conscience » (Mathieu, 2004, p. 101). Ces recherches permettent de questionner le rapport de pouvoir qui peut exister entre ces deux catégories au profit des militant-es qui ne subissent pas l'oppression contre laquelle ils se battent³⁷. Un allié-e est un membre du groupe dominant ou majoritaire, qui rejette ou questionne l'idéologie dominante et combat l'oppression par un travail de soutien avec et pour la population opprimée (Washington et Evans, 2000, p. 312-313).

Par ailleurs la notion d'allié semble liée à celle de privilège. À ce propos, Alexandre Baril (2009) explique : « Ces privilèges, de la part des groupes qui en tirent profit, ont tendance à être sous-estimés ou niés, ce qui leur permet de se conforter dans une position dominante » (p. 268). La reconnaissance de mes privilèges en tant que chercheur cis en études trans semble ainsi primordiale. J'ai consulté les différentes listes de privilèges cis trouvables sur Internet³⁸, afin de pratiquer un *disempowerment*, permettant de mener une recherche qui n'est pas cisnormative.

J'ai souligné les outils que l'épistémologie féministe m'apportaient afin de mener une recherche qualitative engagée, rigoureuse et non cisnormative, et ce, en centrant ma recherche sur la connaissance située des militant-es trans et en analysant ma propre subjectivité en tant que chercheur allié. Je vais maintenant me pencher sur les différentes dimensions de ma recherche qualitative, dont la rigueur est garante de mon objectivité.

3.2 L'approche qualitative

Je présenterai les étapes de ma démarche qualitative, grâce à plusieurs ouvrages et articles portant sur la méthodologie en sciences sociales. J'exposerai d'abord ma technique

³⁷ La troisième partie du chapitre 2 donne plus d'informations sur la question.

³⁸ Pour plus d'information, voir takeupspace.wordpress.com/cis-privilege.checklist ou <http://radicalprofeminist.blogspot.ca/2010/12/radical-profeminist-analysis-of.html>.

d'entrevue, ensuite l'échantillonnage, puis le déroulement des entrevues, enfin l'organisation et l'analyse de mes données.

Ma démarche de recherche s'inscrit dans une épistémologie féministe, utilisée afin d'analyser la militance trans. Dans ce contexte, l'approche qualitative semble la meilleure pour pouvoir accéder aux expériences des activistes trans rencontrés, comme l'illustrent les deux citations suivantes :

[L'accent est placé sur] les perceptions et les expériences des personnes; leurs croyances, leurs émotions et leurs explications des événements sont considérées comme autant de réalités significatives. Le chercheur part du postulat que les personnes construisent leur réalité à partir du sens qu'elles donnent aux situations. (Mayer et *al.*, 2000, p. 57-58)

Selon cette approche, une expérience, un phénomène ou une réalité sociale (comme une institution) reste incompréhensible si on ne le met pas en relation avec le sens que les acteurs impliqués lui attribuent. (Quivy et Van Campenhoudt, 2006, p. 90)

Cette méthode de recherche se base ainsi sur une approche compréhensive qui vise à cerner les expériences, analyses et points de vue de chaque participant-e.

Par ailleurs, la démarche qualitative s'inscrit dans une perspective exploratoire. En effet, elle permet d'avoir une souplesse dans la cueillette des données, à l'inverse de l'approche quantitative beaucoup plus rigide. Il s'agit ainsi, pour Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt (2006), deux chercheurs belges, de « se mettre systématiquement et délibérément en situation d'être surpris » (p. 144), notamment en sortant de ses zones de confort. La recherche qualitative de maîtrise de Mélina Bernier (2007), qui porte sur la militance entourant le travail du sexe au Québec, offre une bonne illustration de l'intérêt d'opter pour une perspective exploratoire :

Nous n'avons nullement l'intention de déduire (approche déductive), de manière linéaire, une réponse rigide qui découlerait d'une hypothèse théorique et d'une analyse fermée des données recueillies, mais bien de construire progressivement et rétroactivement nos résultats de recherche. (p. 40)

Ancrer ma démarche de recherche qualitative dans une approche compréhensive et exploratoire semble ainsi représenter la meilleure option, afin de permettre l'émergence d'aspects inattendus.

La sociologue française Nicole Ramognino (1992) explique que « toute information – qu'elle soit déjà élaborée ou construite par l'observateur – est de l'ordre de l'expérience sociale et non de l'expérience scientifique proprement dite, et en tant qu'expérience sociale, l'information est par nature moins une information sur la « réalité » qu'une « connaissance orientée » » (p. 60-61). Il s'agit d'un problème épistémologique important à prendre en compte dans le recueil des données. Le fait qu'il s'agisse d'une expérience sociale donne la responsabilité au chercheur-se de mettre en place un cadre dans lequel les personnes rencontrées filtrent le moins possible leurs réponses, en instaurant un climat de confiance, comme l'illustre la citation de Quivy et Van Campenhoudt (2006) :

Ainsi, s'instaure en principe un véritable échange au cours duquel l'interlocuteur du chercheur exprime ses perceptions d'un événement ou d'une situation, ses interprétations ou ses expériences, tandis que, par ses questions ouvertes et ses réactions, le chercheur facilite cette expression, évite qu'elle s'éloigne des objectifs de la recherche et permet à son vis-à-vis d'accéder à un degré maximum d'authenticité et de profondeur. (p. 174)

La méthode qualitative amène ainsi plus de souplesse lors des entrevues, ce qui permet de faciliter le dévoilement des expériences des participant-es, mais doit nécessairement s'accompagner d'une grande rigueur afin de s'assurer de recentrer la personne interviewée sur les objectifs de la recherche.

3.2.1 L'entrevue

Selon le chercheur québécois Pierre Mongeau (2009), « quelle que soit sa forme (dirigé, semi-dirigé, libre ou par récit), l'entretien en face-à-face est l'une des techniques de collecte les plus riches et les plus souples qui soient » (p. 96). J'ai fait le choix d'opter pour une technique d'entrevue semi-dirigée³⁹, qui « permet d'aborder les thèmes et les questions spécifiques identifiés à partir de notre cadre théorique, tout en restant ouverte aux éléments imprévus qui pourraient être apportés par les personnes » (p. 97). Avec cette technique, on peut ainsi parvenir à trouver un équilibre entre une souplesse qui permet de laisser place à la surprise et à l'imprévu, à l'émergence d'une connaissance située des militant-es trans, et une rigueur qui sert à s'assurer que chaque participant-e répond aux thèmes de la recherche.

³⁹ Aussi nommée semi-directive.

La technique d'entrevue semi-dirigée pourrait être définie ainsi :

Généralement, le chercheur dispose d'une série de questions-guides, relativement ouvertes, à propos desquelles il est impératif qu'il reçoive une information de la part de l'interviewé. Mais il ne posera pas forcément toutes les questions dans l'ordre où il les a notées et sous la formulation prévue. Autant que possible, il « laissera venir » l'interviewé afin que celui-ci puisse parler ouvertement, dans les mots qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient. Le chercheur s'efforcera simplement de recentrer l'entretien sur les objectifs chaque fois qu'il s'en écarte et de poser les questions auxquelles l'interviewé ne vient pas par lui-même, au moment le plus approprié et de manière aussi naturelle que possible. (Quivy et Van Campenhoudt, 2006, p. 174)

Le canevas d'entrevue aide à cerner les différents éléments que l'on souhaite voir développés par les participant-es.

La version finale de mon canevas d'entrevue (voir appendice E) était composée de trois axes⁴⁰. Le premier axe portait sur l'implication personnelle des participant-es. Je leur demandais de me parler de leur engagement dans la militance trans, de retracer leurs différentes implications dans cette militance, mais également dans d'autres types de militances. Je leur demandais également ce que le militantisme leur avait apporté et si leur transition avait un lien avec celui-ci. Enfin, je voulais qu'ils me parlent des rapports qu'ils entretenaient avec différents acteur-rices, comme les médecins ou encore le Directeur de l'état civil. Ce premier axe m'a ainsi permis d'aborder leurs expériences en tant que militant-es, et de mieux comprendre le sens qu'ils donnaient à leur implication, ainsi que d'appréhender certaines associations ou certains enjeux.

Le second axe portait sur le sens de la lutte. Je cherchais à explorer les enjeux que les militant-es rencontrés identifiaient comme importants, à obtenir leur avis sur les différents groupes et associations existants, ainsi qu'à voir leur vision du changement social. Cet axe se concentrait sur leurs analyses et points de vue concernant la militance trans.

Enfin, le troisième axe portait sur les liens avec d'autres mouvements sociaux. Je m'intéressais aux liens avec les militances LGBTQ, féministes, liées au travail du sexe et à la

⁴⁰ Certains éléments du canevas ont évolué au cours des entrevues, j'en parlerai dans la section 3.2.3. sur le déroulement des entrevues.

santé (usage de drogue, VIH/Sida). Je leur demandais la prise en compte que ces différentes militances avaient des enjeux trans et comment la faire évoluer. Cet axe référait aussi à leurs analyses et points de vue, déterminés par leurs expériences de la convergence ou de la dissonance entre militances.

3.2.2 L'échantillonnage

Mongeau (2009) définit la population et l'échantillon ainsi :

« La population correspond à l'ensemble des unités (personnes ou objets) auquel on s'intéresse. [...] Quant à l'échantillon, il représente une fraction de cette population. L'échantillon correspond à la partie de la population qui est réellement étudiée » (p. 90)

Ma population représente les personnes trans qui ont milité au Québec entre les années 1980 et 2010. Elle a été constituée grâce à un *échantillonnage typique*, qui est défini par le chercheur québécois Maurice Angers (1996) ainsi :

Dans l'échantillonnage typique, les éléments choisis pour faire partie de l'échantillon apparaissent comme des modèles de la population à l'étude. On recherche un ou des éléments considérés comme des portraits types de la population dont ils proviennent. [...] on ne peut qu'espérer que les éléments de l'échantillon posséderont les traits typiques correspondant à la population, tout comme on ne peut qu'espérer que les erreurs inévitables dans la sélection se neutraliseront. (p. 237)

Ainsi, j'ai fait le choix de n'interroger que des militant-es trans, et non des témoins ou des observateurs de la militance trans.

Les critères exigés sur mon annonce (voire appendice C) pour pouvoir participer à la recherche étaient les suivants :

- Être âgé de plus de 18 ans
- Être un homme ou une femme intersexe ou trans (transsexuel-le, transgenre, travesti-e, genderqueer, etc.)
- Avoir participé à des actions pour défendre les enjeux trans dans les milieux associatifs, syndicaux, universitaires ou juridiques, et ce depuis plus d'un an.

Le choix de mes participant-es a évolué au cours de ma recherche de terrain. J'ai dans un premier temps opté pour un *tri de volontaires*, qui « fait appel à la collaboration des

individus d'une population donnée » (Angers, 1996, p. 239), recruté en fonction des critères d'inclusion défini sur mon annonce. Mon recrutement s'est effectué durant plusieurs événements comme la *Fierté Trans* 2010⁴¹ et le congrès de 2010 de l'*Association canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH)*⁴², ou encore le Rassemblement du 17 juin 2010^{43,44}. Ces moments forts de la militance trans réunissant beaucoup d'activistes m'ont permis d'afficher l'annonce de recrutement de participant-es à ma recherche, ainsi que de la distribuer à ceux avec lesquels j'avais un échange oral.

J'ai également profité de mon année d'exploration pour repérer des militant-es qui tenaient une place importante ou influente au sein de la militance trans. Je suis entré en contact avec certains d'entre eux par des discussions informelles et par des envois de courriel quand je considérais qu'un lien de confiance suffisamment fort était bâti.

Lors du recrutement, je prenais toujours le temps d'avoir un échange afin de me présenter, de présenter les grandes lignes de la recherche, ainsi que d'insister sur les avantages de participer à cette recherche :

Les gens ne sont pas forcément disposés à répondre, sauf s'ils y trouvent un avantage (parler un moment, par exemple) ou s'ils pensent que leur avis peut aider à faire avancer les choses dans un domaine auquel ils attachent de l'importance. (Quivy et Van Campenhoudt, 2006, p. 168)

Lors de cet échange, j'insistais sur l'importance que revêt, pour moi, le fait de rendre visibles les actions militantes et les analyses de ces activistes. Étant considéré comme un allié par plusieurs activistes trans, ceux-ci apportaient un soutien à ma recherche en valorisant son importance et en m'aidant à entrer en contact avec des personnes qui leur semblaient pertinentes pour ma recherche. Cela a également aidé à la constitution d'un lien de confiance, qui a permis aux entrevues de se dérouler globalement dans un climat favorable et détendu.

⁴¹ La *Fierté Trans* est un événement annuel composé d'une journée de conférence et d'un gala le soir, elle a eu lieu le 1^{er} mai 2010 à l'UQAM.

⁴² La CPATH est un regroupement canadien de professionnels de la santé qui travaillent avec les personnes trans. Leur congrès a eu lieu le 30 avril et 1^{er} mai 2010 à Montréal.

⁴³ Il s'agissait d'une action de protestation, ayant pour but de changer les règles du Directeur de l'état civil en ce qui concerne le changement de la mention de sexe et le changement de nom. Il a réuni 200 personnes, dont environ la moitié étaient des personnes trans.

⁴⁴ Je parlerais plus longuement de ces trois événements dans le chapitre suivant.

Afin de constituer un échantillonnage typique, j'ai mis en place plusieurs critères de diversification, qui permettent de « diversifier les cas de manière à inclure la plus grande variété possible, indépendamment de leur fréquence statistique » (Pires, 1997, p. 155). Un premier critère de diversification est apparu dès le début de la recherche, il s'agit du type de militance : associatif, communautaire, syndical, universitaire, juridique, auquel s'est ajouté la militance artistique. Au fur et à mesure de la réalisation de mes entretiens trois nouveaux critères de diversification sont apparus. Tout d'abord, la période d'entrée dans la militance permettait de rencontrer des activistes s'étant impliqués dans différents contextes historiques et sur une période plus ou moins longue. Ensuite, le genre et la transidentité auquel s'identifient les participant-es semblait également importants, ces critères constituant des tensions au sein de la militance trans. Enfin, la langue maternelle et d'usage, qui correspond à une autre tension identifiée par les participant-es. Afin d'assurer cette diversification, j'ai choisi d'utiliser une nouvelle méthode de sélection pour mes trois dernières entretiens, le *tri orienté*, afin de « choisir des éléments qui semblent faire partie de la population étudiée ». Cela m'a permis d'interroger des militant-es dont les expériences étaient jusqu'alors peu présentes : il s'agissait d'un jeune s'impliquant dans les organismes anglophones, d'une militante investie surtout au sein du mouvement LGBT et d'une autre qui avait milité tout au long des années 1990 auprès des personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social.

3.2.3 Déroulement des entretiens

Dans un premier temps, j'ai validé mon canevas d'entretien auprès d'une personne trans qui militait depuis un an environ sur les enjeux trans. Cette entrevue-test m'a permis de réajuster l'ordre des questions que je posais. Étant donné que cette personne correspondait aux critères de sélection et qu'il n'y a eu aucun changement majeur dans la structure du canevas d'entretien, j'ai décidé d'utiliser son entretien au sein de mon échantillon.

Il y a eu par la suite un changement majeur dans mon canevas d'entretien. J'ai commencé mes premières entretiens en leur demandant de me parler de leur participation à des « mobilisations autour des transidentités ». Les participant-es avaient de la difficulté à

identifier ce qui pouvait être considéré comme une mobilisation et ce qui ne l'était pas. J'ai donc décidé de leur demander de me parler de leur « engagement dans la militance trans », ce qui était un angle d'attaque beaucoup plus évocateur pour les personnes que j'ai rencontrées. J'ai fait ce choix, car les outils de l'épistémologie féministes m'ont incité à mettre au centre de ma recherche les préoccupations des participant-es. Ainsi, le focus de ma recherche est passé de la notion d'action collective à la notion de militance, la seconde étant au cœur de la première.

J'ai réalisé au total douze entrevues auprès de militant-es trans. Cinq se sont déroulées dans un local à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, cinq au domicile des personnes rencontrées, dont une à son hôtel, une autre s'est déroulée sur le lieu de travail de la personne, enfin la dernière s'est déroulée par téléphone car la militante ne vit plus au Québec. Je me suis à chaque fois assuré que l'entrevue pouvait se mener dans un cadre confidentiel, sans la présence d'une tierce personne, qu'aucune autre personne que la personne rencontrée et moi-même soit présente.

L'entrevue-test a été réalisée en avril 2010, huit entrevues ont été réalisées en mai et juin 2010 en utilisant un tri de volontaires. Les trois dernières entrevues ont été réalisées dans un plus long laps de temps en utilisant un tri orienté : une en août 2010, une autre en septembre 2010 et une dernière en février 2011. Les entrevues ont duré en moyenne 1h15, la plus courte ayant duré 51 minutes (mon entrevue-test), la plus longue 1h43.

Quelques participant-es ont exprimé des interrogations par rapport à certaines questions. Une personne a par exemple exprimé ses craintes concernant la question sur l'analyse qu'elle avait des différents groupes, ce qu'elle aimait et ce qu'elle n'aimait pas d'eux. En effet, les organismes trans étant déjà relativement divisés⁴⁵, cette militante craignait que les réponses divisent d'autant plus les groupes trans. Ma méthodologie s'inscrivant dans une démarche engagée, il me semble important de faire attention au traitement de ces données afin d'être capable de nommer ces tensions présentes au sein de la militance trans

⁴⁵ Comme je vais le montrer dans le chapitre suivant.

sans les creuser, mais en optant plutôt pour une démarche de résolution lors d'activités auprès des organismes trans.

3.2.4 Organisation et analyse des données

J'ai transcrit dix des douze entrevues que j'ai réalisées. J'ai embauché une personne pour transcrire les deux autres, cette personne s'est engagée formellement au maintien de la confidentialité des données et s'est assurée de transcrire les propos des participant-es le plus fidèlement possible.

J'ai par la suite éliminé les éléments des entrevues qui permettaient d'aider à l'identification des personnes liées à la recherche, de près ou de loin. Puis je me suis attelé au codage des entrevues. J'ai construit la grille de codes selon la méthode mixte (L'Écuyer, 1990), qui consiste à s'inspirer à la fois des thèmes du canevas d'entrevue et d'autres thèmes émanant des expériences des participant-es. Les trois grands thèmes du canevas d'entrevue étaient les suivants : leur engagement dans la militance trans, le sens qu'ils donnent à la lutte ainsi que les alliances avec d'autres mouvements sociaux. J'ai lu l'ensemble des entrevues afin de m'en imprégner et d'identifier les dimensions que mon cadre théorique et mes observations de départ suggéraient mais qui n'émergeaient finalement pas ou peu des entrevues, ainsi que les thématiques inattendues qui apparaissaient importantes aux participant-es.

Ma grille de code est finalement constituée de huit grands thèmes : la première concerne les différents organismes et regroupements trans; la seconde consiste à décomposer les stratégies de la militance trans; la troisième concerne les enjeux trans ainsi que la perception du changement social; la quatrième a rapport avec les tensions; la cinquième est liée à l'apport de la militance dans la vie des personnes rencontrées; les trois dernières parties sont composées des liens entre la militance trans et d'autres militances : LGBTQ, féministes, et d'autres populations marginalisées.

L'analyse des données consiste en une analyse de contenu. Selon Quivy et Van Campenhoudt (2006),

En recherche sociale, la méthode des entretiens est presque toujours associée à une méthode d'analyse de contenu. Au cours des entretiens, il s'agit en effet de faire surgir un maximum d'éléments d'informations et de réflexion qui serviront de matériaux à une analyse de contenu systématique. (p. 176)

Cette analyse a été faite à partir du logiciel Nvivo. Frédéric Descheneaux (2007), un chercheur québécois, précise l'intérêt de ce logiciel quand il explique que

Le sens dégagé par l'analyse peut servir les fins de la découverte, dans une approche inductive dans le paradigme compréhensif. Dans cette approche, l'analyste essaie de comprendre le monde de l'autre et de trouver des éléments qui permettent, une fois agencés, de comprendre le thème à l'étude. (p. 7)

Ce chercheur explique également que l'analyse de contenu s'effectue par un processus de décontextualisation-recontextualisation :

Cette décontextualisation consiste à sortir de son contexte un extrait du texte afin de le rendre sémantiquement indépendant, dans le but de créer des catégories ou des thèmes regroupant tous les extraits traitant d'un sujet en particulier. [...] La recontextualisation, quant à elle, est obtenue en amalgamant les codes ou les catégories préalablement décontextualisés pour en faire un tout intelligible et porteur de sens. (p. 8)

Grâce à l'utilisation du logiciel NVIVO, j'ai pu voir émerger les différents thèmes qui seront abordés lors des deux chapitres suivants portant sur la présentation des résultats.

3.3 Limites de l'étude

J'ai identifié deux types de limites à ma recherche. La première concerne l'échantillon, au sein duquel certains types de militances sont peu ou pas présentes, la seconde, la réalisation des entrevues. Les limites liées à l'échantillonnage semblent importants à nommer, comme l'illustre la citation de Mongeau (2009) :

Lorsque notre échantillon n'est pas parfait, l'important est de ne pas occulter les biais possibles. Au contraire, les « défauts » de notre échantillon doivent être rappelés au lecteur ou à la lectrice et être pris en considération dans l'analyse des données. (p. 95)

En effet, les différents critères de diversification ont permis à la recherche de rencontrer des militant-es ayant des postures variées. Cependant, je ne suis pas parvenu à rencontrer de militant-e intersexe, ni de militant-e s'impliquant dans les milieux syndicaux, alors que ces deux critères d'inclusion étaient indiqué dans mon annonce de recrutement. Le choix

d'inclure les personnes intersexes correspondait à mon expérience au sein de la militance trans en Connaître, où l'activisme autour des enjeux intersexes et trans sont souvent traités conjointement. Ma recherche ne me permet ainsi pas de révéler les liens entre ces deux militances, qui ont semblé peu existants.

Une autre limite de l'étude est de ne pas être parvenu à réaliser une entrevue avec un militant-e impliqué dans les milieux syndicaux. En effet, certains syndicats ont traité des enjeux trans (CTC, 2012, 2003; SCFP, 2002), et il aurait été intéressant d'intégrer les expériences d'un syndicaliste trans. Je suis entré en contact avec un militant-e trans impliqué dans les syndicats. Plusieurs problèmes, dont l'éloignement géographique n'ont malheureusement pas permis de réaliser cette entrevue.

Par ailleurs, les liens avec la lutte contre le racisme ont peu été abordés. Seulement une des personnes que j'ai rencontrées a fait mention à sa couleur de peau qui était « brune ». Il aurait pu être intéressant d'approfondir les expériences des militant-es trans racisés. Dans mon canevas d'entrevue, je ne posais pas de question sur les liens entre la militance anti-raciste et la militance trans. Cependant, quelques activistes se sont un peu exprimés sur les liens entre ces deux militances. Il s'agit d'un sujet émergent, qu'il serait pertinent de traiter plus en profondeur lors d'une prochaine recherche.

Si la diversité de l'échantillon de ma recherche connaît des manques, on remarque cependant une forte participation des militant-es francophones, et de ceux avec un fort niveau de scolarité. Sur le plan de la langue maternelle et d'usage, deux participant-es sont d'origine anglophone, trois autres sont des hommes trans d'origine francophone qui ont exprimé plusieurs concepts et idées en anglais lors de leur entrevue, parce qu'ils étudient ou militent en partie dans des contextes anglophones, enfin sept participant-es ont utilisé uniquement le français pour s'exprimer. Cela peut s'expliquer par le fait que mon annonce était distribuée uniquement en français, bien que les participant-es pouvaient s'exprimer lors des entrevues dans la langue qu'ils préféraient. Les résultats de ma recherche sont ainsi à concevoir comme représentant une diversité de langues d'usage, tout en s'orientant vers des militant-es d'origine francophone. Avec plus de temps, j'aurais pu réaliser plus d'entrevues avec des

militant-es d'origine anglophone, afin de mieux appréhender les dynamiques propres à ce contexte culturel.

De plus, mon échantillon est fortement scolarisé : sur les douze participant-es, huit ont un baccalauréat et quatre une maîtrise. On remarque également que sept des participant-es sont actuellement à l'université : quatre font un doctorat, deux une maîtrise et un autre fait un baccalauréat. À ce propos, Lilian Mathieu (2007) explique que le recours à l'action protestataire n'est pas tant le fait des plus dominées que de ceux que l'on pourrait appeler les « dominants parmi les dominées » (p. 21), ceux qui disposent au préalable d'un haut niveau de compétence politique (p. 22). Le caractère exploratoire de ma recherche m'a permis de rencontrer peu de militant-es ayant un faible niveau de scolarité.

De plus, certains participant-es avaient de la difficulté à se considérer comme activistes trans étant donné qu'ils n'appartenaient pas à une association ou un organisme trans.

Le deuxième type de limite est lié au déroulement des entrevues. Tout d'abord, celles-ci n'ont pas toutes été réalisées au même endroit. En effet, il me semblait important de pouvoir laisser aux participant-es le choix du lieu de l'entrevue, afin d'instaurer un climat de confiance. Ensuite, la maîtrise du canevas d'entrevue m'a permis de ne pas suivre l'ordre des questions de manière rigide, et d'en approfondir certaines plus tôt dans l'entrevue, si les participant-es les abordaient d'eux-mêmes, en m'assurant toujours qu'ils abordent l'ensemble des thèmes présents dans le canevas d'entrevue. Cela correspondait à une volonté de respecter les expériences que les militant-es rencontrés jugeaient les plus importantes à me confier. Les entrevues ne se sont ainsi pas toutes déroulées de la même manière, ce qui peut avoir une influence sur les résultats.

3.4 Considérations éthiques

Ma demande d'approbation éthique a été acceptée le 31 mars 2010 par le Comité de déontologie du département de sociologie de l'UQAM. Afin de respecter les exigences

éthiques de ma recherche, je faisais signer un formulaire d'information et de consentement (voir appendice D) aux militant-es interviewés. Je détaille dans ces documents les principes éthiques auxquels je me suis engagé. Tout d'abord, la confidentialité des participant-es est assurée : seuls mes directrices et moi-même ont eu accès aux enregistrements et aux verbatim des entrevues. Je me suis également engagé à détruire les enregistrements et les formulaires de consentement signés deux ans après les dernières publications concernant cette recherche. Les informations susceptibles d'aider à l'identification des participant-es ont été retirées des entrevues. Cependant, le milieu militant trans étant relativement petit, il se peut que les participant-es se reconnaissent les uns les autres.

De plus, cette recherche repose sur une participation volontaire. Je me suis assuré qu'il n'y avait aucune contrainte ou pression extérieure qui influençait leur choix de participer à l'étude. Il a également été précisé aux participant-es qu'ils pouvaient mettre fin à leur participation à tout moment.

Ma recherche ne comportait pas de risque majeur. Il était toutefois précisé aux participant-es que certaines questions pouvaient raviver des émotions désagréables liées à leurs expériences militantes passées. Pour éviter tout inconfort, il leur était précisé qu'ils pouvaient ne pas répondre à une question sans avoir à se justifier. J'avais également à ma disposition les coordonnées de la ligne d'écoute de l'Aide aux Transsexuels et Transsexuelles du Québec, ainsi que celles du Centre de Référence du Grand Montréal. Il n'est rien arrivé d'inconfortable durant les entrevues.

Par ailleurs, les militant-es rencontrés ne recevait aucune compensation financière pour leur participation. Cependant, cette étude peut également représenter une source *d'empowerment* pour les participant-es qui peuvent ainsi prendre du recul et analyser leurs pratiques. Un autre avantage était constitué par la visibilité des actions militantes auxquelles ils ont participé. Permettre une meilleure connaissance et intégration des enjeux trans au sein d'autres militances pouvait également être une source de motivation. Pour ces raisons, la diffusion des résultats au sein des organismes trans est une étape très importante de la recherche, car il s'agit de rendre accessible ces résultats.

CHAPITRE IV

PRESENTATION DES PARTICIPANT-ES, DES ORGANISMES TRANS ET DES TENSIONS AU SEIN DE LA MILITANCE

Ce chapitre présente les militant-es trans rencontrés, puis une cartographie des différents organismes impliqués dans la lutte contre la cisnormativité qui ont été nommés au cours des entrevues, enfin les tensions présentes au sein de la militance trans.

4.1 Portrait des militant-es rencontrés

J'ai rencontré sept femmes trans et cinq hommes trans. À la question « comment vous définissez-vous ? », la plupart ont insisté sur le fait que leur transidentité ne représentait qu'une des facettes de leur identité. Certains ont indiqué également leur orientation sexuelle, leur appartenance ethnoculturelle, leur statut social ou encore leur profession. On remarque une diversité en termes d'identités trans : quatre participant-es s'identifient comme trans, quatre comme transsexuel-les, un comme genderqueer, une comme transgenre, un comme queer et trans, un dernier comme trans et genderqueer. Les participant-es s'identifiant comme queer ou genderqueer sont tous des hommes trans.

Leur âge varie entre 22 ans et 66 ans, et leur militance sur les enjeux trans a débuté entre 1980 et 2009. Je divise les répondants en trois générations : trois femmes trans ont commencé à militer entre 1980 et 1997, quatre participant-es ont débuté entre 2000 et 2006, enfin cinq participant-es sont entrés en militance après 2006.

Les militant-es rencontrés sont très majoritairement d'origine francophone, seulement deux des douze participant-es étant d'origine anglophone. Cependant, trois hommes trans d'origine francophone étudient dans une université anglophone et fréquentent des milieux anglophones : ils utilisaient ainsi régulièrement des concepts en anglais lors de l'entrevue.

On remarque un très fort niveau de scolarisation chez les personnes rencontrées. Neuf des participant-es ont complété des études universitaires ou sont étudiant-es à l'université au moment de l'entrevue : quatre étudient au doctorat, deux à la maîtrise, deux possèdent un baccalauréat, un autre étudie actuellement au baccalauréat, une possède un diplôme technique de niveau collégial, les deux dernières ont arrêté leurs études à la fin du secondaire.

Neuf des participant-es ont fait partie d'au moins un organisme trans; parmi ceux-ci, quatre ont déjà eu un emploi rémunéré en tant que militant-e trans. Deux activistes n'ont appartenu à aucun groupe car ils considèrent leur implication comme « personnelle » ou « ponctuelle ». Le dernier participant commençait son implication et se concevait comme sympathisant d'un organisme à l'époque.

Le tableau 4.1. présente le profil des répondant-es : la période d'entrée en militance sur les enjeux trans, leur âge, leur transidentité, leur langue maternelle ainsi que leur niveau de scolarité.

Tableau 4.1. Profil des militant-es rencontrés

Pseudonyme	Période d'entrée dans la militance trans	Âge	Identité trans	Langue maternelle	Niveau de scolarité
Dominique	1980 à 1997	48 ans	femme transsexuelle	français	secondaire
Hélène	1980 à 1997	58 ans	femme transgenre	français	étudiante au doctorat
Monique	1980 à 1997	66 ans	femme transsexuelle	français	technique d'infirmière
Nancy	2000 à 2006	28 ans	femme trans	anglais	baccalauréat
Catherine	2000 à 2006	32 ans	femme trans	français	secondaire
Marie	2000 à 2006	35 ans	femme transsexuelle	français	étudiante à la maîtrise
Johnny	2000 à 2006	37 ans	gars trans et genderqueer	français	étudiant au doctorat
Mike	Après 2006	22 ans	queer, trans (in certain ways)	anglais	étudiant au baccalauréat
Bobby	Après 2006	24 ans	genderqueer	français	étudiant à la maîtrise
Bruno	Après 2006	30 ans	homme transsexuel	français	étudiant au doctorat
François	Après 2006	31 ans	gars trans	français	étudiant au doctorat
Julie	Après 2006	34 ans	femme trans	français	baccalauréat

Lors des entrevues, il est apparu clairement que le changement d'identité de genre affecte la militance et que la militance a une influence sur la vie des personnes rencontrées, comme en témoigne cette citation : « So transitioning has no doubt impacted my activism, and my activism has impacted my transition as well, like, I think it's in both directions » (Nancy).

4.1.1 L'influence du changement d'identité de genre sur la militance

Trois femmes trans rencontrées ont débuté leur militance sur les enjeux trans entre 1980 et 1997. Elles ont toutes commencé à militer une dizaine d'année après leur transition de genre, pour aider leurs pairs. Elles étaient parmi les premières à participer à des émissions de télévision et à répondre aux journalistes afin de rendre visibles les transidentités. Elles peuvent ainsi être considérées comme des pionnières, car elles ont ouvert la voie à une militance qui existait peu auparavant.

Plusieurs participant-es étaient militant-es avant d'entamer leur changement d'identité de genre. Bruno et Nancy sont issus des milieux universitaires féministes. Ils expliquent tous deux que leur changement de genre a eu un impact sur leur militance qui s'est alors recentrée sur les enjeux trans, outillée par une grille d'analyse anti-oppression acquise grâce aux études féministes. Johnny explique que son militantisme est passé des enjeux bis, aux enjeux LGBT, puis aux enjeux trans :

Je faisais déjà de la militance comme queer ou bi avant là, ça date des années, je faisais partie d'un groupe bi et pis je faisais de la militance là-dessus. Après ça comme plus LGBT, mais le T s'est comme amplifié avec la transition parce que j'avais une plus grande connaissance des enjeux. En faisant une transition, c'est là que j'ai vu toutes les p'tites affaires que... que j'étais pas au courant avant. (Johnny)

Un autre militant estime lui aussi que sa militance a évolué vers des enjeux plus personnels :

C'est sûr que les enjeux qui m'intéressent maintenant sont différents, parce que c'est des enjeux qui sont plus personnels qu'avant que c'était plus une question : Okay, la lutte du VIH m'intéresse. [...] Donc oui, c'est sûr que mes intérêts ont changé par rapport à ça. T'sé le personnel est politique. (Bobby)

François, qui a un passé au sein de partis politiques, abonde dans le même sens :

[J]'ai été carrément obligé de faire certaines démarches pour répondre à mes besoins qui font que je me suis frotté à des institutions, que j'ai rencontré des obstacles, qui finissent par te révolter, et tu te rends compte que ça fonctionne pas, donc qu'il faut faire quelque chose. Je pense que c'est comme ça que tu deviens un militant trans au Québec en 2010. (François)

Il voit son engagement comme individuel avant d'être collectif. D'autres participant-es ont commencé à militer au moment où ils ont entamé leur changement d'identité de genre. Pour Catherine et Julie, ce fut directement au sein d'organismes trans.

Le changement d'identité de genre représente un point tournant dans l'implication militante des participant-es, soit parce que leur militance se recentre sur les enjeux trans, soit parce qu'ils ont commencé à militer au moment de leur changement d'identité de genre. Cela conduit beaucoup de personnes à ne militer que pendant leur période de transition, cette militance peut être qualifiée de ponctuelle. Catherine déplore cette situation : « Moi, j'ai fait ma transition, je disparaissais, la communauté j'm'en calisse, excusez. J'ai l'impression que c'est ça souvent » (Catherine). Marie affirme que le fait d'avoir une pratique militante avant son changement d'identité de genre a une influence très importante sur le fait de devenir militante trans :

Y'a juste quelques rares comme moi qui disent « on va continuer », mais moi, je pense que c'est dû au fait que même avant, j'ai toujours été militante. J'ai fait du bénévolat depuis l'adolescence. [...] Ceux qui restent en général, j'ai l'impression c'est ceux que, pour eux, être militant, c'est quelque chose dans leur vie, et là ça devient une cause de plus, ou nouvelle. (Marie)

Ainsi, pour certains, la militance ponctuelle représente un frein à la mobilisation. En effet, celle-ci entraîne un roulement très important des personnes s'impliquant dans les organismes, cela requiert d'outiller constamment de nouvelles personnes. Marie déplore également le fait que les nouveaux venus ne soient en général pas informés de ce qui s'est fait par le passé. Elle affirme :

[V]u qu'il y a un très grand roulement, un des grands problèmes, c'est qu'à chaque fois qu'il y a des nouveaux, il veulent réinventer la roue, ou arrivent avec des solutions magiques, ou... euh... c'est comme si on n'avait rien fait avant. (Marie)

On voit ainsi qu'il y a une difficulté à élaborer une mémoire de la militance trans, que les nouveaux militant-es pourraient s'approprier.

4.1.2 L'importance de la militance dans la vie des participant-es.

L'implication militante est très importante dans la vie de plusieurs personnes trans rencontrées. Pour Marie, il est important de faire évoluer la société dans le bon sens. Dominique considère « avoir été un exemple pour ma communauté aussi, parce qu'il y en a beaucoup qui ont vu que si j'étais capable de le faire, eux autres aussi étaient capables de le faire ». Pour Nancy, militer est essentiel : « It's like air, it's like breathing ». J'ai identifié une

influence de la militance à trois niveaux : dans la sphère personnelle, dans la sphère sociale ainsi que dans la sphère professionnelle.

Premièrement, la militance a eu des impacts au niveau personnel chez beaucoup des participant-es que j'ai rencontré. La facilitation du changement d'identité de genre, ainsi que l'exploration d'identités de genre hors du système binaire ont été citées par plusieurs. Julie souligne à quel point l'implication l'a outillée pour faire son changement d'identité de genre, en encourageant d'autres à s'impliquer : « Ça m'a beaucoup aidée à bien faire ma transition. Donc je conseille à toutes les personnes trans en transition de faire du bénévolat et de s'impliquer (rire) ». Marie a utilisé les outils acquis dans les milieux gais et lesbiens pour s'assumer en tant que trans : « Après un an à parler de coming out pour les gais et les lesbiennes, à un moment donné je m'écoutais parler, je dis ben finalement, j'ai un nouveau coming out à faire, dire que je suis transsexuelle ».

D'autres impacts ont été nommés par quelques participant-es : Catherine exprime qu'elle a plus confiance en elle-même, François a eu le sentiment personnel d'accéder à la citoyenneté quand il a enfin eu des papiers correspondant à son identité.

Deuxièmement, les militant-es rencontrés ont également fait part des impacts sociaux de leur implication. Nancy estime que son parcours de transition lui a permis de se connaître :

I think like that I have gone to know myself in incredibly intimate ways that I feel have really influenced my activism, and have influenced the way that I see the world, influenced the way that I relate to people, the way that I care for myself and that I care for other people. (Nancy)

Pour elle, une meilleure connaissance de soi grâce au changement d'identité de genre facilite ses liens avec d'autres. Johnny explique qu'il a pu se constituer un réseau d'ami-es et de connaissances dans lequel il peut être lui-même, où tout le monde l'accepte sans qu'il ait à s'expliquer. Pour un autre militant, son implication dans un organisme lui « a permis un peu de me trouver une famille, d'une certaine façon. Je me suis créé des amis à travers ça aussi » (Bruno). Par ailleurs, une participante a noué une relation amoureuse dans un groupe militant. Pour elle, le lien qui se crée est d'autant plus fort : « C'est ben le fun de faire ça avec la

personne qu'on aime. Je trouve ça ben intéressant et agréable. On a un projet conjoint qui nous tient à cœur » (Julie).

La constitution de nouveaux réseaux militants est une autre dimension importante des apports de l'implication dans la sphère sociale. Bruno explique qu'il a pu connaître « plusieurs types de personnes trans », et que « la communauté trans, elle est diversifiée, elle est pas homogène ». Hélène, quant à elle, a pu rencontrer d'autres personnes marginalisées, elle explique :

Le fait que je me ramasse dans une situation de transgenre avec un paquet de groupes minoritaires m'a fait découvrir toute une autre réalité que je ne voyais que peu ou pas du tout. Tous des groupes sociaux, des groupes communautaires, des groupes de pauvres, des gens qui ont du bon cœur, mais qui n'ont pas d'argent pour se défendre, qui n'ont pas les connaissances pour se défendre, qui se font facilement piétiner, écraser, ça j'en ai vu beaucoup. Donc pour ça, si je veux être honnête, je peux dire que j'ai découvert toute une nouvelle société que je ne connaissais pas. (Hélène)

Nancy considère qu'il y a des liens entre les enjeux qu'elle vit et les enjeux que des personnes handicapées peuvent rencontrer. Finalement, Julie évoque les liens qu'elle a pu créer avec d'autres militant-es trans à travers le monde.

Troisièmement, la militance permet d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles, par exemple animer un groupe de discussion, faire du lobbying, renseigner d'autres personnes. Un participant explique ce que son implication lui a permis d'apprendre :

I have learned a lot about lobbying the government. It's not the major part of any of the work that I have done, but it's definitely something that I don't think I would know nearly as much about if I hadn't gotten involved. And just general advocacy I guess. Like how to not only advocate for myself, but also how to help other people advocate for themselves. (Mike)

Une autre militante a occupé différents postes sans avoir de formation préalable, c'est le milieu communautaire qui lui a permis d'acquérir ces compétences :

J'ai été autant secrétaire, que présidente, que trésorière, j'avais fait le site web, le graphisme. Le pire, c'est que j'ai pas de formation dans toutes ces affaires-là. J'apprenais tout par des mini-formations dans des organismes communautaires. (Catherine)

L'entraide entre organismes communautaires est donc importante dans les processus d'apprentissage des activistes. Julie explique que son implication lui a donné des qualités de gestionnaire : « On voit beaucoup ça aussi dans les gestionnaires d'entreprises, les gens ont

souvent commencé dans le communautaire, dans le bénévolat à gérer ». Un dernier participant se considère plus productif seul et trouve parfois difficile de travailler en équipe. C'est en organisant une action qu'il s'est rendu compte qu'il avait « vraiment besoin de l'aide des gens » et qu'il n'aurait jamais pu l'organiser seul.

En se retrouvant confronté à de nouveaux défis, les militant-es peuvent donc acquérir au cours de leur parcours de nouvelles compétences professionnelles, qui leur seront utiles dans leur implication militante et dans leur milieu de travail.

Chez les activistes trans rencontrés, le changement d'identité de genre a eu un impact dans tous les cas sur leur implication, soit en faisant évoluer leurs pratiques militantes et centres d'intérêt vers une cause plus personnelle, soit en les incitant à commencer à militer. D'ailleurs, beaucoup de personnes trans pratiquent une militance ponctuelle, qui n'a lieu que le temps de la transition. On remarque également que militer a un impact dans la vie des personnes rencontrées. La facilitation du changement d'identité de genre, la constitution de nouveaux réseaux sociaux et l'acquisition de nouvelles compétences sont autant d'évolutions importantes que les participant-es lient avec leur militance. Je vais maintenant présenter les organismes et regroupements trans qui ont été nommés par les participant-es.

4.2 Les organismes et regroupements trans

Les organismes trans sont des organismes qui desservent les personnes trans et au sein desquels des personnes trans s'impliquent ou se sont impliquées. La militance trans menée par ces organismes peut être au centre de leur action ou au centre d'un projet de l'organisme, elle peut aussi être intégrée de manière transversale aux activités de l'organisme. J'ai divisé en quatre types les organismes et regroupements trans nommés par les militant-es rencontrés, en fonction de leur mandat principal. Premièrement, des organismes spécifiquement trans ont pour mission centrale de desservir les personnes trans. Deuxièmement, un certain nombre d'organismes ont un mandat orienté vers la santé, mandat leur permettant de recevoir du financement public. Troisièmement, plusieurs organismes sont orientés vers les populations LGBTQ (Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Trans et/ou Queers), en

ciblant spécifiquement les personnes trans à de nombreux égards. Plusieurs organismes LGBTQ s'occupent également d'enjeux liés à la santé, notamment en faisant de la prévention. Quatrièmement, deux regroupements trans ont été identifiés⁴⁶. Le Tableau 4.2. présente une liste des organismes trans.



Tableau 4.2. Liste des organismes trans

Les organismes trans sont divisés en trois types. Chaque rectangle représente un organisme avec son nom, sa langue principale et ses spécificités. Les organismes situés dans des rectangles plus foncés appartiennent au Réseau de santé trans fondé à la moitié des années 2000.

⁴⁶ La quasi-totalité des organismes trans sont situés dans la région de Montréal. Je le préciserai quand un organisme est implanté dans une autre région.

4.2.1 Les organismes spécifiquement trans

Les organismes spécifiquement trans ont pour mission centrale de desservir les personnes trans. On retrouve dans cette section deux organismes, l'*ATQ* qui se concentre sur l'entraide et la *CTTQ* qui s'occupait de la défense des droits, ainsi qu'un évènement annuel, la *Fierté Trans*, organisé par un de ces deux organismes. Aucun de ces organismes n'a reçu jusqu'à présent de financement public.

L'*Aide aux Transsexuels et Transsexuelles du Québec (ATQ)* a été fondée en 1980, il s'agit du plus vieil organisme trans existant au Québec. Jusqu'à la moitié des années 2000, l'*ATQ* reposait essentiellement sur une personne qui tenait une ligne d'écoute et faisait des interviews télévisées. L'action du groupe est principalement centrée sur l'entraide, avec un peu de défense des droits et d'action politique. L'*ATQ* est structurée avec un conseil d'administration, dans lequel il y a notamment un ou deux professionnel-les de la santé depuis quelques années. Elle ne reçoit aucune subvention et tente récemment de se structurer afin de pouvoir accéder à du financement public.

L'*ATQ* organise un groupe de discussion et d'entraide hebdomadaire, des activités de réseautage plusieurs fois par année (p. ex. : épluchette de blé d'inde), la *Fierté Trans* annuellement. L'organisme tient également un site Internet et travaille à sensibiliser les professionnel-les de la santé et des services sociaux

Il s'agit du principal groupe francophone, composé majoritairement de femmes trans dont beaucoup sont âgées de plus de quarante ans. L'*ATQ* est vue comme un groupe qui tient une position de leadership au sein des milieux trans francophones.

L'organisme a également tissé des liens avec *PolitiQ* et d'autres groupes trans. Il a récemment développé des liens plus forts avec les organismes LGBTQ francophones, notamment en organisant un contingent trans lors du défilé de la *Fierté Montréal* depuis quelques années.

La *Coalition des Transsexuels et Transsexuelles du Québec (CTTQ)* est un organisme créé suite aux *États-Généraux LGBT* de 2004, grâce aux liens s'étant créés entre les militant-es trans présents. Selon plusieurs participant-es, l'objectif de l'organisme était le réseautage et la transmission d'information entre organismes et militant-es trans, dans une visée plus politique.

La *CTTQ* a participé à des négociations avec le gouvernement, elle a notamment aidé à accélérer le processus de changement de prénom auprès du Directeur de l'état civil. Elle a organisé la *Fierté Trans* pendant deux années. Elle a collaboré avec différents organismes ou projets trans comme *Projet 10* et l'*ASTT(e)Q*. Elle n'existe plus aujourd'hui.

La *Fierté Trans* est un évènement annuel composé d'une journée de conférences sur les enjeux trans et d'un gala le soir⁴⁷. Elle a été organisée pendant plusieurs années par l'*ATQ* au courant des années 1990. Son organisation a été arrêtée par manque d'effectifs. En 2004, un organisme ontarien a voulu la remonter. Puis elle a été organisée par la *CTTQ* en 2005 et 2006, et à nouveau par l'*ATQ* depuis 2007. En 2010, elle a eu lieu conjointement avec le congrès de l'*Association canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH)* afin de permettre des rapprochements entre professionnel-les de la santé et organismes trans.

Quelques militantes rencontrées m'ont expliqué que suite à des tensions internes peu de temps après sa création, quelques personnes ont décidé de quitter la *CTTQ* afin de s'impliquer à l'*ATQ*. Les tensions se sont notamment cristallisées autour de la *Fierté Trans*, les deux organismes se disputant l'organisation de l'évènement. Une participante explique ainsi les tensions qui peuvent parfois exister entre militant-es trans :

Dans le milieu trans, qu'est-ce que j'ai remarqué aussi, c'est que pour passer à travers notre transition, on doit être têtue et avoir une forte tête. Et pis dans les organismes trans, c'est peut-être ça qui est le problème des fois. C'est qu'on a la forte tête, donc on s'obstine plus facilement. (Catherine)

⁴⁷ La *Fierté Trans* se déroule généralement le premier samedi de mai, afin de commémorer le décès de Christine Jorgensen (le 3 mai 1989), une des premières femmes trans médiatisé à un niveau international.

Les liens entre l'*ATQ* et la *CTTQ* peuvent ainsi être considérés comme concurrents de par les tensions entre les groupes, mais également comme complémentaires, étant donné que l'*ATQ* se concentre sur l'entraide et la *CTTQ* sur la défense des droits mais n'existe plus.

Un thème est défini chaque année pour la journée de conférences, lesquelles sont données par des militant-es trans ainsi que par des professionnel-les de la santé et des universitaires. La *Fierté Trans* permet ainsi de sensibiliser les personnes trans et leurs allié-es à certains enjeux. Elle représente également une occasion de faire émerger certains sujets au sein des milieux trans, comme les enjeux de santé, les masculinités trans, les enjeux familiaux.

C'est aussi souvent une occasion pour les groupes de se réseauter, en fournissant de l'espace pour des stands associatifs et en permettant parfois aux groupes de se présenter devant la salle. Ces dernières années, entre 100 et 200 personnes participaient chaque année. Le gala de la *Fierté Trans* est constitué d'une remise de prix et d'un spectacle de *drag kings*. Cette remise de prix donne une position de leadership à l'*ATQ* qui détermine qui reçoit les prix.

Plusieurs autres groupes spécifiquement trans n'existant plus ont été cités : *Transgender Alliance*, *Bleu et rose* en Estrie, la *Fondation Caméléon* pour les parents d'enfants trans, un groupe de personnes transsexuel-les à Trois-Rivières ainsi qu'un groupe pour les hommes trans.

4.2.2 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers la santé

Plusieurs organismes de santé ont développé des projets ou des services en direction des personnes trans, lesquels peuvent connaître une relative autonomie. Au sein de ces organismes, plusieurs personnes trans s'impliquent ou se sont impliquées. La réunion de ces deux dimensions en fait des organismes trans. Six organismes trans dont le mandat est orienté vers la santé ont été identifiés par les participant-es : deux organismes ciblant principalement les usager-es de drogue ont développé des projets trans autonomes, l'*ASTT(e)Q* au sein de

CACTUS et *Chrysalide* au sein de *Dopamine*; *À Deux Mains* dessert les jeunes de moins de 25 ans et a développé une clinique gratuite donnant accès à l'hormonothérapie; *Stella* est un organisme par et pour les travailleuses du sexe, qui accorde depuis sa création en 1995 une place importante aux femmes trans; *Caméléon* est un projet autonome de l'*IRIS-Estrie*, un organisme de prévention du VIH/Sida et autres ITSS; la *CPATH* est un regroupement de professionnel·les en santé trans où plusieurs personnes trans s'impliquent afin de les sensibiliser et améliorer les services.

Fondé en 1989, *CACTUS* a pour mission de « réduire la transmission du VIH, des hépatites et autres formes d'infection; diminuer les méfaits associés à la consommation de drogues illégales et à des pratiques sexuelles non sécuritaires; faire disparaître le sentiment d'exclusion et de marginalité que ressentent les consommateurs et consommatrices de drogues illégales »⁴⁸. Il travaille auprès des usager·es de drogue, des jeunes de la rue, des personnes trans, ainsi que des travailleur·ses du sexe. Au début des années 1990, une femme trans travailleuse du sexe a été embauchée pour faire du travail de rue. Il s'agissait de distribuer dans certains lieux du matériel de réduction des risques comme des préservatifs et des seringues, notamment en direction de ses pairs.

En 1998, suite à une recherche sur les besoins des personnes trans, l'*Action Santé pour les Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec (ASTT(e)Q)* voit le jour. Il s'agit d'un projet orienté auprès des personnes trans, notamment celles qui sont marginalisées et entrent dans la mission de *CACTUS*. La santé, la réduction des méfaits et l'accès aux services sociaux sont au cœur de leur action. L'équipe est généralement composée d'un à trois employé·es en fonction des subventions, ainsi que d'un stagiaire étudiant·e en sciences humaines, souvent en sexologie.

L'*ASTT(e)Q* organise un groupe d'entraide et de discussion hebdomadaire, un souper communautaire mensuel avec échange de vêtements, du soutien individualisé ainsi que des ateliers (p. ex. : accès à l'aide sociale, criminalisation du VIH). Elle crée des outils comme des livres de références ou des dépliants d'information, distribue du matériel de prévention,

⁴⁸ www.cactusmontreal.org

sensibilise les professionnel-les de la santé et des services sociaux. Elle fait également du lobbying et de la défense des droits

Le groupe oriente des personnes transsexuelles, travesties, en début de cheminement et en questionnement, avec une vision diversifiée des parcours trans. Un participant explique :

[I]ls font du travail avec les populations trans qui en ont vraiment le plus de besoins. [Une de leur employée] est très préoccupée par les personnes trans à faible revenu, sans papiers, les personnes trans immigrantes, les personnes trans sans emploi, les personnes trans dans la rue, qui font du travail du sexe, qui prennent des drogues. (Bruno)

Les personnes trans séropositives représentent également un public cible. Une participante explique que des réunions hebdomadaires de femmes transsexuelles vivant avec le VIH ont déjà eu lieu dans les années 1990 à *CACTUS*.

Le caractère très large en termes de transidentités et l'orientation vers les personnes trans marginalisées, dont certaines vivent des problèmes de santé mentale, sont fortement salués par plusieurs activistes rencontrés, mais posent problème à d'autres qui ont eu de la difficulté à trouver leur place lors des activités du groupe.

L'*ASTT(e)Q* est le premier groupe trans subventionné, il dessert à la fois les francophones et anglophones, ce qui lui donne une position de leadership importante à Montréal. Il a développé des liens très forts avec *Projet 10*, notamment par sa participation au Réseau de Santé Trans. Il fait également de la représentation auprès de coalitions LGBTQ, de réseaux s'occupant des enjeux liés au VIH, au travail du sexe, à l'immigration ainsi qu'aux prisons.

Dans la foulée de l'*ASTT(e)Q*, *Dopamine*, l'équivalent de *CACTUS* agissant spécifiquement au sein du quartier Hochelaga-Maisonneuve, a créé le projet *Chrysalide*. Ce projet avait les mêmes missions et orientations qu'*ASTT(e)Q*, il organisait notamment un groupe de soutien bi-hebdomadaire. Cependant, la différence fondamentale entre les deux projets est le financement : *Chrysalide* ne recevait aucune subvention, les employés de

Dopamine s'en chargeaient parmi leurs différentes tâches. Le groupe n'est ainsi pas parvenu à se maintenir quand les employés qui s'en chargeaient ont quitté l'organisme, il y a quelques années.

À deux mains est un organisme situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. Il vise à « travailler en collaboration avec les jeunes pour promouvoir leur bien-être physique et mental »⁴⁹. L'organisme est reconnu par les militant-es trans pour sa clinique de santé gratuite, accessible aux moins de 25 ans, qui donne accès à l'hormonothérapie avec un protocole alternatif, basé sur le consentement éclairé et non le diagnostic. Une limite de ce projet est la longue liste d'attente pour accéder aux hormones, car la demande est beaucoup plus forte que ce qu'ils sont capables d'offrir.

Les participant-es ont nommé plusieurs autres projets d'*À deux mains* qui peuvent toucher certaines personnes trans, comme le projet *Sense*, qui fait de l'éducation à la sexualité dans les écoles secondaires, le service de soutien juridique, le travail de rue ou encore le programme pour jeunes parents.

Stella est un organisme qui a pour mission « d'améliorer la qualité de vie des travailleuses du sexe, de sensibiliser et d'éduquer l'ensemble de la société aux différentes formes et réalités du travail du sexe afin que les travailleuses du sexe aient les mêmes droits à la santé et à la sécurité que le reste de la population »⁵⁰. Dès sa création en 1995, *Stella* a mis en place une non-mixité incluant l'ensemble des personnes qui s'identifient comme femmes dans l'industrie du sexe, cela fait en sorte que les femmes trans sont les bienvenues.

L'organisme accueille dans ses locaux les travailleuses du sexe, fait du travail de rue, de la prévention, produit du matériel d'information, mène des campagnes de sensibilisation, de l'accompagnement et travaille à briser l'isolement. Une participante voit *Stella* comme un allié essentiel qui a « une politique et une compréhension très élaborée au niveau des

⁴⁹ headandhands.ca

⁵⁰ www.chezstella.org

problèmes et réalités des personnes trans » (Nancy). Elle ajoute que l'organisme mène parfois des campagnes dans lesquelles les femmes trans occupent une position centrale.

L'intervention Régionale et Information sur le Sida (IRIS) a pour mission « de stimuler et développer une action communautaire face au VIH/Sida et autres Infections Transmissibles Sexuellement et par le Sang (ITSS) »⁵¹ en Estrie. L'IRIS a mis en place en 2009 le projet Caméléon, qui s'occupe spécifiquement des personnes trans. Le projet *Caméléon* tient un groupe d'entraide et de discussion bi-hebdomadaire, fait du soutien individualisé et démystifie les réalités trans. Étant situé à Sherbrooke, l'organisme connaît des difficultés à collaborer avec les organismes montréalais.

Plusieurs militant-es ont fait partie d'organismes VIH/Sida, notamment *Aids Community Care Montreal* qui est considéré comme ne prenant pas suffisamment en compte les enjeux trans, par exemple en termes de diversité des corps, dans leurs campagnes de prévention. Ce manque d'inclusion des transidentités ne permet pas de considérer ACCM comme un organisme trans. Une autre participante séropositive a fait partie de plusieurs groupes de personnes séropositives dans les années 1990. Elle y faisait notamment de la représentation et de la sensibilisation, ce qu'elle a vécu difficilement au début car elle avait le sentiment que certains hommes gais ne voulaient pas être représentés par une femme trans.

*L'Association canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH)*⁵² est un regroupement de fournisseurs de soins de santé à l'échelle canadienne, créé en 2007 en s'inspirant de la World Professional Association for Transgender Health (*WPATH*), association du même type à l'échelle mondiale⁵³.

Ils organisent un congrès annuel afin d'échanger sur les nouvelles recherches et pratiques en santé trans. La *CPATH* met en place les Standards de soins pour les personnes trans à l'échelle du Canada, en se basant sur ceux établis par la *WPATH*. Certains membres

⁵¹ www.iris-estrie.com

⁵² Canadian Professional Association for Transgender Health

⁵³ www.cpath.ca

de ce regroupement sont des personnes trans. Par ailleurs, plusieurs participant-es se sont impliqués au congrès de la CPATH en 2010, qui avait lieu à Montréal.

Le lien entre la *CPATH* et les autres organismes trans est ambivalent, car ses membres peuvent à la fois être vus comme des gardien-nes des frontières qui obligent à passer par le diagnostic médical ou comme des alliés-es qu'il s'agit de sensibiliser. J'en parlerai plus en détail dans la partie sur les enjeux d'accès à la santé et aux services sociaux.

4.2.3 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers les LGBTQ

Plusieurs organismes LGBTQ ont développés des projets ou des services en direction des personnes trans, qui peuvent être ciblées spécifiquement ou incluses de manière transversales aux activités de l'organisme. Six organismes trans ayant un mandat orienté vers les LGBTQ ont été identifiés : *Projet 10* dessert les personnes LGBTQ de 14 à 25 ans; le *Centre 2110*⁵⁴ et l'*Union for Gender Advocacy* sont deux organismes queers étudiants au sein des deux universités anglophones de Montréal; *PolitiQ* est un organisme queer francophone; le *CQGL* regroupe des associations LGBT francophones et allophones; enfin *Alterhéros* anime une plateforme d'information sur Internet où les enjeux trans sont régulièrement soulevés.

Projet 10 est un organisme qui « travaille à promouvoir le bien-être personnel, social, sexuel et mental des jeunes et adultes lesbiennes, gais, bisexuel(le)s, transgenres, transsexuel(le)s, bispirituel(le)s, intersexués et en questionnement âgé(e)s entre 14 et 25 ans »⁵⁵. Au milieu des années 2000, *Projet Max* a émergé de *Projet 10*. Il s'agit d'un projet ayant pour but l'inclusion des jeunes trans au sein de *Projet 10*.

Projet 10 tient un groupe d'entraide hebdomadaire, il fait également du soutien individualisé, de la défense des droits, de la sensibilisation et de la réduction des méfaits. *Projet Max* avait produit un guide en direction des personnes trans et des professionnel-les de

⁵⁴ Son nom en anglais est *2110 Center for Gender Advocacy*

⁵⁵ p10.qc.ca

la santé, afin d'expliquer, entre autres, comment accéder aux hormones, aux chirurgies, à un changement de prénom et de mention de sexe. *Projet Max* a également travaillé à inclure les transidentités dans l'ensemble des activités de *Projet 10*, qui est un groupe LGBTQ incluant les enjeux trans de manière transversale. Le public est mixte, mais très majoritairement anglophone.

Le *Centre 2110 contre l'oppression des genres* est un organisme anglophone étudiant, au sein de l'Université Concordia. Il s'agit de l'ancien Centre des femmes de Concordia, qui a évolué pour devenir inclusif des enjeux queers et trans au début des années 2000. D'une part, il offre des services et des ressources d'entraide et de prévention, d'autre part, il mène des campagnes de sensibilisation et organise des conférences et présentations de film⁵⁶. Le groupe a trois coordonnateur-rices permanents et plusieurs bénévoles qui les aident.

L'organisme a un volet spécifique de santé trans, au sein duquel on retrouve du soutien par les pairs, de l'échange d'information, des références de professionnel-les de la santé, la distribution de matériel de prévention (notamment des seringues pour les injections d'hormones) ainsi qu'un programme d'échange de *binders*⁵⁷. Il est impliqué dans les milieux LGBTQ et féministes. Une partie de leur action est ainsi de faire de la représentation, de la défense des droits et du lobbying.

Pour plusieurs participant-es étudiant à l'Université Concordia, le *Centre 2110* représente un outil qui permet de combattre la transphobie au sein de l'université et des résidences d'habitation. Un militant rencontré souligne l'ouverture sur la diversité des réalités trans qu'il voit au *Centre 2110*, qui provient aussi de l'influence des mouvements féministe et queer : « Ils ont plus comme une ouverture envers le *gender at large* » (Johnny).

L'*Union for Gender Empowerment (UGE)* est l'équivalent du *Centre 2110* pour l'Université McGill. L'organisme se définit comme « a trans-positive feminist organization ».

⁵⁶ www.centre2110.org

⁵⁷ Un *binder* est un vêtement utilisé par les hommes trans pour compresser leur poitrine et donner l'apparence d'un torse masculin.

Il s'agit de l'ancien Centre des femmes de McGill qui a évolué afin de devenir inclusif des enjeux queers et trans dans la foulée du *Centre 2110*. Ces organismes partagent ainsi une histoire et des activités similaires, bien que l'*UGE* agisse à une plus petite échelle que le *Centre 2110*. L'*UGE* offre également des services spécifiques comme une coopérative pour acheter des *binders* et des *packers*⁵⁸, une bibliothèque ainsi qu'un système d'évaluation de l'ouverture aux transidentités des médecins de la clinique de McGill.

PolitiQ-queers solidaires est un collectif queer majoritairement francophone, qui vise à « combattre toutes les formes d'oppressions et d'exclusions hétérosexistes et cissexistes »⁵⁹. *PolitiQ* a été créé à la suite de la *Radical Queer Semaine* de 2009. Une commission centrée sur les enjeux trans a vu le jour, composée principalement d'hommes trans et d'allié-es. Le groupe a organisé plusieurs conférences sur les transidentités et a été à l'initiative de la coalition qui organisa le Rassemblement du 17 juin 2010 devant le Directeur de l'état civil. *PolitiQ* s'est rapproché de l'*ATQ*, le principal groupe trans francophone, ainsi que des organismes LGBTQ et féministes francophones.

Un participant considère que le collectif est composé majoritairement de jeunes fortement scolarisés. Un autre militant rencontré apprécie l'orientation : « C'est pas *mainstream* trans, c'est queer trans, c'est comme plus d'ouverture à différentes façon d'être trans, et pis aussi plus politisé » (Johnny).

Le *Conseil québécois des gais et des lesbiennes (CQGL)*, anciennement *Table de concertation des gais et lesbiennes du Québec (TCGLQ)*, est une coalition regroupant une vingtaine d'organismes LGBT francophones ou allophones ainsi que les comités LGBT des principales centrales syndicales québécoises. Le *CQGL* mène principalement une action de lobby et de défense des droits en direction des institutions provinciales. Le *CQGL* se veut « un lieu de militantisme, d'analyse, de réflexion, de dialogue, de débat, de sensibilisation et de formation »⁶⁰.

⁵⁸ Un *packer* est un objet placé dans les sous-vêtements afin de donner l'apparence d'organes génitaux masculins.

⁵⁹ www.politiq.info

⁶⁰ www.cqgl.ca

La *TCGLQ* a joué un rôle très important dans l'alliance entre personnes trans et LGB, quand elle a organisé les *États-Généraux LGBT* en 2004. C'était la 1^{ère} fois que les trans étaient inclus officiellement dans le mouvement gai et lesbien francophone. La *TCGLQ* puis le *CQGL* ont par la suite travaillé à inclure les enjeux trans dans les différentes négociations avec le gouvernement. Le *CQGL* représente ainsi une porte d'entrée importante pour porter des revendications trans auprès des institutions provinciales. Il embauche une personne trans depuis plusieurs années.

D'autres organismes LGBTQ ont également été cités. La troupe des *Dukes of Drag* organise des spectacles de *drag kings*, en jouant sur les identités de genre de manière politique. Leurs spectacles sont présentés à la fois au sein des milieux queers et trans, notamment lors du gala annuel de la *Fierté Trans*. La troupe anime également des ateliers permettant de s'approprier certaines caractéristiques masculines, comme se faire une fausse barbe. Plusieurs des performeurs sont devenus des hommes trans.

Un participant, professeur de cégep, a cofondé un réseau de professeur-es travaillant à l'inclusion des enjeux LGBTQ dans son cégep. Ce réseau propose notamment des formations et publie un journal afin de sensibiliser le corps professoral, et ainsi de créer un espace plus accueillant pour les étudiant-es LGBTQ. Le participant explique qu'il a rencontré beaucoup de résistance à l'inclusion des enjeux trans, mais croit être finalement parvenu à sensibiliser ses collègues.

Alterhéros a pour mission de « favoriser l'épanouissement des individus par rapport à leur orientation sexuelle, leur identité de genre et leur sexualité »⁶¹. L'organisme s'occupe essentiellement d'une plate-forme internet, qui offre des ressources en ligne, ainsi qu'un forum de discussion. Leur section « parles-en aux experts » permet de poser des questions relatives notamment aux enjeux trans depuis la moitié des années 2000. À la base, animée uniquement par des bénévoles, cette section est de plus en plus prise en charge par des étudiant-es en sexologie, en psychologie et en médecine.

⁶¹ www.alterheros.com

Jeunesse Lambda, la *Coalition jeunesse montréalaise de lutte à l'homophobie*, et le *Néo* dans Lanaudière sont trois organismes travaillant auprès des jeunes LGBTQ qui ont été nommés par une participante car travaillant spécifiquement en direction des jeunes trans.

Enfin le *Prisonner Correspondance Project* a également été cité. Il s'agit d'un collectif montréalais qui organise un programme de correspondance avec des personnes LGBTQ incarcérées en prison.

4.2.4 Les regroupements d'organismes trans

Les regroupements d'organismes trans sont des coalitions réunissant plusieurs organismes cités précédemment autour d'objectifs précis. D'un côté, le *Réseau de Santé Trans* est un regroupement permanent réunissant plusieurs organismes trans impliqués dans la santé de leur communauté; de l'autre, le *Rassemblement du 17 juin 2010* est une coalition ponctuelle réunissant presque tous les organismes cités précédemment afin d'organiser le premier et le plus gros rassemblement revendicatif trans dans l'espace public.

Le *Réseau de santé trans* est un regroupement permanent d'organismes créé dans la première moitié des années 2000, qui « vise à promouvoir la santé et la justice sociale pour les personnes trans du Québec »⁶². Il se réunit mensuellement. Chaque organisme membre apporte du soutien aux personnes trans et sensibilise les professionnel·les de la santé et des services sociaux. Sont membres du réseau l'*ASTT(e)Q*, *Projet 10*, le *Centre 2110*, *Stella*, et l'*ATQ* plus récemment. *À deux mains* en a également fait partie par le passé.

Le *Réseau de santé trans* aide au partage d'informations entre les groupes membres. Il travaille à améliorer l'accès à la santé en sensibilisant les professionnel·les, en faisant du lobbying auprès des institutions gouvernementales, en produisant de l'information en version papier et électronique (dépliants, guides, etc.). Le réseau est également impliqué dans la création du nouveau guichet clinique spécialisé en changement d'identité de genre.

⁶² santetranshealth.org

Le réseau est, d'un point de vue historique, principalement composé d'organismes anglophones. Des liens forts ont pu se tisser entre ces différents groupes, notamment entre l'*ASTT(e)Q* et *Projet 10* qui collaborent régulièrement ensemble. Cependant, une limite du réseau, nommée par plusieurs participant-es, est le fait que tous les groupes n'y soient pas invités, y compris quelques organismes qui travaillent sur les enjeux de santé trans.

Le Rassemblement du 17 juin 2010 devant le Directeur de l'état civil avait pour titre « Non aux règles stériles de l'état civil : Trans mobilisé-es pour leur citoyenneté ! ». Les revendications portées étaient les suivantes :

- Accessibilité à un changement de nom sans délai excessif, basée sur le modèle de la réglementation en vigueur dans toutes les autres provinces canadiennes.
- Accessibilité à un changement de mention de sexe sans traitements médicaux obligatoires (opérations et hormonothérapie), à l'instar de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, à partir d'une recommandation d'un-e professionnel-le (une liste de ces professionnel-les pourra être déterminée en concertation avec les communautés concernées).
- Accessibilité à un changement de nom et de la mention de sexe pour les non-citoyen-nes canadien-nes domicilié-es au Québec depuis un an.
- Accessibilité à un changement de la mention de sexe des personnes trans sur le certificat de naissance des enfants nés avant la transition de sexe.
- Indication claire, sur le site Internet du Directeur de l'état civil du Québec, des procédures liées à un changement de nom et de mention de sexe pour les personnes transidentifiées⁶³.

Ce rassemblement a été organisé par une coalition ponctuelle de militant-es et d'organismes, à l'initiative de *PolitiQ-queers solidaires*. L'ensemble des organismes trans existant en 2010 y ont participé⁶⁴, ainsi que trente sept organismes LGBTQ, treize organismes féministes et quatre centrales syndicales. On dénombre en tout 65 organismes

⁶³ Le tract du rassemblement est disponible en Appendice B

⁶⁴ Hormis la CPATH.

signataires. Les revendications ont également été soutenues par de nombreuses personnalités des secteurs politique, juridique, universitaire, de la santé et des services sociaux.

La plupart des organismes trans ont mobilisé leurs membres pour soutenir l'événement. L'ASTT(E)Q a par exemple apporté un soutien logistique en imprimant des tracts et organisé un contingent pour aller à l'événement à partir des locaux de *CACTUS*. Le rassemblement a réuni 200 personnes trans et alliées. Des slogans ont été scandés en lien avec les revendications. Par ailleurs, six personnes trans ont pris la parole et un *Die-in*⁶⁵ a été organisé. Il s'agit du plus gros rassemblement revendicatif trans dans l'espace public au Québec.

Il y a donc une diversité d'organismes trans avec des mandats différents : certains spécifiquement trans, d'autres orientés vers la santé et d'autres vers les populations LGBTQ. Ces organismes se regroupent parfois autour d'enjeux spécifiques, mais cela peut s'avérer difficile. En effet, plusieurs tensions sont au cœur de la militance trans et ont une influence sur les liens entre organismes.

4.3 Les tensions au sein de la militance trans

La communauté trans est composée de nombreux organismes, groupes et réseaux sociaux qui entrent en tension à plusieurs égards. Bruno explique que « la communauté trans, elle est diversifiée, elle n'est pas homogène, qu'il y a des débats aussi ». Les regroupements entre personnes trans peuvent parfois être difficiles du fait de ces tensions et débats. J'exposerai dans un premier temps les tensions transidentitaires, pour ensuite me pencher sur les tensions liées au lieu d'habitation, à la langue, à l'âge, au genre d'identification et au statut économique et social.

⁶⁵ Un *Die-in* est une action lors de laquelle les participant-es simulent leur mort en s'allongeant sur le sol.

4.3.1 Les tensions transidentitaires

Le premier point de tension est constitué par la délimitation entre qui est trans et qui ne l'est pas. Il s'agit de savoir qui peut revendiquer l'identité trans, qui appartient à la communauté trans et ainsi qui est susceptible de former la militance trans. À ce titre, la citation de François est particulièrement révélatrice :

Y'en a pour qui t'es pas trans si tu te fais pas opérer. Y'en a pour qui t'es pas un vrai trans si tu fais pas tel truc. Et y'en a pour qui être trans, c'est être d'aucun genre, c'est fuck le genre. [...] Où est-ce qu'on la met la frontière ? Je le sais pas, et honnêtement, c'est ce qui me dérange en fait dans les espèces de partage qu'on fait entre ça, c'est pour les trans, ça, c'est pour le reste du monde. C'est qu'il y a un faux partage du monde à mon avis. Y'a des gens qui vivent des expériences similaires et qui n'appartiennent pas au même groupe. (François)

Pour lui, les expériences sont extrêmement importantes, il explique que les butches et les hommes efféminés peuvent subir plus de violence liée à leur expression de genre qu'une personne trans avec un excellent *passing*. Lui-même dit vivre une vie de trans depuis son enfance, il se désole :

Je trouve ça dangereux qu'il y ait des gens qu'on laisse de côté comme ça. T'sé au nom du fait qu'ils ne se réclament pas du *label* trans. Pour moi, c'est le danger des identités politiques, t'sé de vouloir rassembler des gens sous un chapeau, à condition qu'ils veulent bien se rassembler sous ce chapeau-là. (François)

Pour lui, la militance trans devrait inclure les personnes qui vivent des expériences de transgression du genre, au-delà des personnes qui s'identifient comme trans.

Johnny, quant à lui, dissocie les personnes trans normatives et queers, voyant chez les premières une contrainte à la binarité :

J'ai l'impression que ma position est marginale dans la communauté trans. J'suis pas comme les autres, j'suis pas *mainstream* trans. [...] J'arrivais là pis regarde j'suis un gars socialement mais je me considère encore entre les 2 et pis j'suis bi, j'suis queer ... j'avais l'impression souvent qu'ils pensaient, ben regarde parce que « tu nous donne une mauvais image, du monde comme toi, des fuckés comme toi, tu nous donne une mauvaise image aux vrais trans ». (Johnny)

Ainsi, ce participant se sent marginalisé par son refus de la binarité. Un autre militant rencontré soutient qu'il a eu beaucoup de difficultés à trouver de l'information concernant les personnes qui se situent entre les deux genres :

[A]vant, ma connaissance des réalités trans était surtout comme gens qui sont transsexuels, qui s'identifient comme transsexuels. Et pis j'avais pas nécessairement d'accès à de l'information pour des personnes qui sont pas nécessairement identifiées comme hommes ou comme femmes, mais qui s'identifient en quelque part hors du système binaire aussi. C'est un peu où est-ce que je me situe. (Bobby)

Plusieurs personnes interviewées ont expliqué que pour certains militant-es, il n'y a qu'une manière d'être trans, qui se caractérise par le passage d'un genre à l'autre avec des étapes prédéfinies : rencontrer un psychologue, prendre des hormones et recevoir des opérations chirurgicales. Marie considère qu'il y a une contrainte à se faire opérer afin d'accéder à la catégorie homme ou femme :

Beaucoup de personnes vont encore focaliser sur la génitalité : « T'es pas opérée, donc t'es pas une vraie femme, ou un vrai homme ». [...] Je fais partie de celles qui tiennent ce discours-là, de dé-génitaliser la transsexualité. Et pis, c'est aussi bon pour les trans à l'intérieur, parce que des fois on met trop le focus, et c'est pas tout le monde qui a l'urgence de se faire opérer. Y'en a qui se font dire qu'ils sont moins trans parce qu'ils ont pas cette urgence-là, ou il y en a qui veulent même pas se faire opérer. (Marie)

Il y aurait ainsi des niveaux de transidentités et une marginalisation des personnes trans non opérées. Par ailleurs, cette contrainte à la binarité est souvent associée à une contrainte à l'hétérosexualité, qui crée une tension entre personnes trans hétérosexuelles et LGBTQ (Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Queers). Je développerai cette question dans le prochain chapitre quand j'aborderai les alliances avec les LGBTQ.

La tension entre la défense d'un modèle unique de transidentité et la reconnaissance de la diversité des identités trans est particulièrement prégnante entre certains militant-es de l'ATQ et de l'ASTT(e)Q, comme l'illustre la citation de François :

[L]a personne qui m'a répondu chez ASTT(e)Q, elle posait des questions sur où tu t'en allais, et elle te donnait de l'orientation en fonction de ce que tu voulais. Tandis que l'ATQ, y'a juste une façon d'être trans. En tout cas, pour la personne qui m'avait répondu. (François)

Cette tension entre les deux organismes se retrouve également dans la participation aux groupes d'entraide, qui, selon plusieurs activistes rencontrés, est complètement ouverte à l'ASTT(e)Q et restreinte à l'ATQ aux personnes transsexuelles « en questionnement, en démarche sérieuse de transition ou les personnes transitionnées » (Julie). Pour participer au groupe de l'ATQ, il faut également être référé par un professionnel-le en santé mentale. Cette délimitation est expliquée par le manque de financement du côté de l'ATQ, et par

l'expérience de certaines militantes de longue date qui voyaient venir au groupe de l'*ASTT(e)Q* des personnes qui érotisent les femmes trans. À ce propos, deux participantes soulignent :

Ça prend une référence pour avoir du monde qui se comprennent un peu plus là. Qu'on se retrouve pas avec des *trany-chaser*, des chasseurs de trans. C'est arrivé à l'*ASTT(e)Q* souvent. (Catherine)

T'as beaucoup de travestis fétichistes... qui veulent faire partie du groupe. Et c'est dur de monter un groupe de transsexuels, sans avoir à connaître ces gens-là, qui sont habituellement des clients de transsexuels, et qui sont là juste pour leur propre intérêt. (Dominique)

On voit que les tensions transidentitaires délimite l'appartenance aux organismes et à la communauté trans. Elle tient ainsi une place importante dans les liens entre militant-es et organismes trans. Bruno expose les difficultés qu'il a pu rencontrer quand il a travaillé à monter une coalition reconnaissant la diversité des transidentités :

Dans notre esprit, c'était clair que justement ce « personnes transidentifiées » était plus large que « personnes transsexuelles ». Donc ça pouvait inclure personne transgenre, genderqueer, non genrée, androgyne, queer, etc. Et je pense que c'est là que la coalition a eu du mal peut-être un peu à partir, du moins avec certains groupes. (Bruno)

Même s'il y a eu des difficultés à monter cette coalition au début, elle a finalement pris place, ce qui montre que la volonté de travailler ensemble peut permettre de dépasser cette tension. Un autre militant essaye de faire reconnaître la diversité des transidentités au sein de la communauté trans, il dit : « C'est comme un autre mini-combat à l'intérieur de la communauté trans, c'est de faire accepter qu'il y a beaucoup de manière d'être trans » (Johnny).

La militance trans est donc traversée par des tensions transidentitaires qui a une influence sur la construction d'une identité trans collective ainsi que sur les délimitations de la communauté trans. Celle-ci se résume à l'opposition entre les militant-es pour qui il n'y a qu'une manière d'être trans et ceux qui pensent qu'il faut reconnaître et intégrer la diversité des transidentités.

4.3.2 Les tensions liées à d'autres caractéristiques

D'autres tensions sont à l'œuvre au sein de la communauté trans, qui la divisent en réseaux: le lieu d'habitation, la langue, l'âge, le genre d'identification, ainsi que le statut économique et social.

Pour commencer, quelques participant-es notent une tension spatiale entre la région de Montréal, où on retrouve la plupart des organismes trans, et les autres régions du Québec où l'accès des personnes trans à des organismes est très faible. Les militant-es trans habitant dans ces régions doivent la plupart du temps venir à Montréal pour militer⁶⁶.

Deuxièmement, la tension entre anglophones et francophones est particulièrement importante à Montréal, une tension présente dans tous les contextes où deux langues se côtoient selon Marie. Plusieurs activistes affirment qu'il y a plus d'organismes anglophones que francophones et que ceux-ci sont plus financés, comme l'explique cette participante :

Il y a plus d'organismes anglophones qui sont financés par exemple. Il y a aucun gros groupe exclusivement francophone qui travaille avec des personnes trans qui est financé. On parle de Projet 10, Centre 2110, À Deux Mains qu'on peut dire sont beaucoup plus anglophones. Même ASTTEQ ces temps-ci, c'est plus anglophone. (Nancy)

Le décalage de financement est également soulevé par Catherine, qui remarque une autre différence fondamentale, à savoir que les milieux anglophones seraient plus ouverts à la diversité des transidentités que les milieux francophones. Elle dit :

L'ouverture d'esprit peut-être. Le milieu anglophone, c'est très queer: t'sé les travestis, transsexuels, transgenres, tout le monde se mélange. Le milieu francophone, ça se mélange moins. [...] la communauté francophone, je pense qu'elle est un peu plus fermée à la mixité de genre. Et y'a beaucoup plus de monde qui s'implique au niveau anglophone. Y'a beaucoup plus d'argent qui rentre au niveau anglophone. (Catherine)

On voit ici comment les tensions peuvent être liées les unes aux autres, formant des réseaux de militant-es ayant des pratiques différentes. Un autre élément au cœur de la tension entre anglophones et francophones est la tension par âge. Quelques participant-es ont soulevé que

⁶⁶ Selon mes observations, la mise en place d'organismes trans dans les différentes régions du Québec s'est améliorée récemment, mais demeure relativement faible comparativement à la région de Montréal.

l'*ATQ*, le principal organisme francophone, est essentiellement composé de femmes ayant plus de quarante ans. À l'inverse, François souligne que les organismes anglophones ont tendance à s'adresser uniquement ou principalement aux jeunes :

D'abord pour les anglophones à Montréal, y'a plus de ressources. Je sais qu'il y a des trucs comme Projet 10 où il y a des jeunes trans. T'as Head and Hands où t'as des jeunes aussi. T'as les associations universitaires comme 2110 à Concordia, où quand t'es un jeune universitaire trans ou genderqueer, t'as un espace. Si t'es un adulte trans anglophone, je sais pas où tu vas. Mais ça, c'est une scission que moi, j'ai constaté. (François)

Selon Nancy, il est important que ces groupes existent car les groupes de discussion de l'*ASTT(e)Q* et de l'*ATQ* sont « vraiment limités en termes de ceux qui sont à l'aise dedans, juste en termes de ce qui est représenté dans le groupe ». Une autre participante souligne l'importance des organismes trans qui s'adressent spécifiquement aux jeunes :

On a vraiment besoin de services jeunesse, parce que la transition à 50 ans et pis la transition à 19 ans, c'est pas la même chose non plus. Y'a pas les mêmes impacts. (Marie)

Bien que les besoins et les impacts de la transition ne sont pas les mêmes en fonction de l'âge, Monique explique que le fait de se battre pour une cause commune permet de créer des liens intergénérationnels :

On se rend compte que quand on est là pour une cause commune, y'a vraiment plus d'âge, y'a plus de décalage de génération, y'a plus rien hein, le sujet, c'est au niveau de l'identité. (Monique)

Elle remarque, par ailleurs, que les personnes trans qui ont fait leur transition il y a longtemps ont plus tendance à vivre *stealth*, c'est-à-dire sans dévoiler leur transidentité, ce qui pourrait créer des problèmes quand elles tenteront d'accéder à des services sociaux et de santé liés au vieillissement. Ainsi, il y a également des besoins spécifiques pour les aînés trans.

La quatrième tension est entre hommes et femmes trans. En effet, plusieurs participant-es ont expliqué que les processus de transition de femme vers homme et d'homme vers femme ne sont pas les mêmes. Les femmes trans sont notamment « plus physiquement visibles » (Johnny). Selon une autre militante, la visibilité des femmes trans entraînerait plus d'implication de leur part : « Elles ont eu un plus grand temps d'ambiguïté d'apparence, et elles s'impliquent parce que de toute façon, le monde le savent qu'elles sont trans »

(Catherine). Cette même participante remarque que les différences de processus de transition rendent parfois complexe le travail en commun :

À un moment, y'avait des hommes transsexuels, mais les sujets de conversation sont pas nécessairement les mêmes et les gars trans s'ennuient dans certains sujets de conversation féminins (rire). C'est dur des fois de faire sortir les deux classes. (Catherine)

La visibilité plus forte des femmes trans est également associée à une invisibilité des hommes trans dans l'imaginaire social, comme l'illustre cette citation de Julie :

Les gens en général ont une mauvaise image de ce que c'est qu'être trans, ils voient un gars habillé en fille mais ils voient jamais un gars. Un gars trans, c'est jamais ça qui est dans la tête du monde. (Julie)

Par ailleurs, un autre participant note des différences de rapport avec la binarité des genres entre hommes et femmes trans :

J'ai remarqué une plus grande tendance chez les femmes trans de vraiment s'hyperféminiser, surtout dans les débuts. Et pis je les comprends, parce qu'ils ont pas vécu le trip d'ado de pouvoir commencer à se maquiller et de porter plein de bijoux. [...] J'ai remarqué que la chirurgie est plus une priorité [pour elles], pour des raisons que je trouve quand même évidentes. Mais c'est pas universel là, regarde je connais des femmes trans qui s'en foutent des opérations et pis qui sont genderqueer. [...] Je connais plus de genderqueers gars trans que de femmes trans genderqueer. On dirait que c'est peut-être parce qu'on a été socialisé comme des femmes, que c'est peut-être plus facile pour nous autres d'être ouverts à la nébulosité du genre là. (Johnny)

La tension entre hommes et femmes trans est ainsi liée aux tensions transidentitaires, mais également à la tension entre anglophones et francophones. En effet, sur les quatre hommes trans d'origine francophone que j'ai rencontrés, trois étudient à l'Université Concordia et fréquentent des milieux queers anglophones. On peut supposer que ceux-ci peuvent représenter des espaces au sein desquels les hommes trans trouvent plus d'entraide qu'au sein des réseaux francophones.

Enfin, la dernière tension est liée au statut économique et social. En effet, beaucoup de personnes trans sont précarisées. Bobby estime que la marginalisation liée à la cisnormativité peut en entraîner d'autres :

Parce que t'es trans, tu peux avoir de la difficulté à trouver un emploi, tu peux avoir de la difficulté à avoir des services légaux, de santé, donc t'as peut-être plus de chance d'être moins en moyen. Donc la pauvreté peut t'affecter plus. (Bobby)

Presque l'ensemble des militant-es rencontrés ont insisté sur le nombre important de femmes trans qui pratiquent le travail du sexe et/ou qui sont séropositives, comme Julie : « Malheureusement y'a encore un gros aspect important chez les personnes trans de prostitution et de VIH très élevé. Ça, c'est triste, faudrait que ce soit adressé ». La précarisation des personnes trans peut également être liée à l'usage de drogue, au racisme et à l'enfermement carcéral.

Plusieurs participant-es ont souligné que cette tension se cristallise entre deux organismes, l'*ASTT(e)Q* et l'*ATQ*, le premier s'adressant plus aux personnes trans en situation de précarité, le second aux personnes trans ne l'étant pas, ce qui est illustré notamment par la demande de référence d'un professionnel-le en santé mentale pour pouvoir participer au groupe de discussion. Johnny déplore cette tension :

Et pis malheureusement je pense qu'il y a des personnes chez ATQ qui ont un préjugé envers ASTT(e)Q, parce que eux, ils dealent avec les fuckés. Et pis je trouve pas ça correct ce préjugé-là. (Johnny)

Une autre participante, Nancy, craint que cette tension entre ces deux organismes recrée de la marginalisation au sein de la communauté trans. Pendant plusieurs années, seuls deux organismes (l'*ASTT(e)Q* et *Chrysalide*) organisaient des groupes d'entraide auprès des personnes trans de tout âge, ces deux organismes sont des projets d'organismes de santé en direction des usager-es de drogue. Marie a trouvé difficile de participer à ces groupes et elle regrette l'association entre transidentités et marginalité qui en ressort :

Les besoins sont là pour les personnes qui sont dans le milieu, mais pour les gens qui sont pas toxicomanes, ça fait bizarre d'aller dans les locaux d'un organisme qui s'occupe de toxicomanie. [...] Ça donne un message que la transsexualité, c'est un paquet de problèmes, que tu vas te retrouver dans la rue, ou que tu vas te retrouver à prendre de la drogue. Et pis je dénigre pas le travail qu'ils font, c'est un travail essentiel, parce que ces personnes-là ont besoin de ressource, sauf que la majorité des trans n'ont pas ces besoins-là, sauf qu'on les a envoyés là. (Marie)

On voit que cette tension correspond à des besoins différents et au financement reçu ou non par les organismes. S'opposent ici deux visions de la militance : d'une part, certains militant-es veulent mettre de l'avant les personnes trans qui exerçant un travail valorisé et rejettent l'association entre transidentité et marginalité, comme l'illustrent les citations de Monique et de Julie :

[M]on idée derrière ça, c'était d'abord de changer l'image de la transsexualité, qui était prostitution, drogue, vol, prison, évasion de prison... c'était que ça les en-têtes de journaux quand qu'on mettait le titre transsexuel, on pouvait pas mettre de quoi de positif, c'était pour vendre le journal, alors c'est sûr qu'on amenait ce qu'il y avait de plus négatif par rapport à la communauté. (Monique)

Y'a beaucoup de professionnels, t'sé des médecins... qui font des transitions. On n'est pas relégué à la job de pute, on peut aussi faire notre vie. Faque c'est déjà bien, et pis je trouve que c'est intéressant que ça, ça se sache. (Julie)

D'autre part, plusieurs militant-es affirment qu'il faut mettre les personnes trans précarisées au centre du mouvement, dans une perspective de justice sociale. Nancy dit :

Si on parle d'un mouvement qui a un potentiel d'être révolutionnaire ou qui fait partie plus largement des mouvements pour la justice sociale, c'est-à-dire que les personnes opprimées qui sont marginalisées dans la société devraient être des leaders de ces sortes de mouvement. Donc pour moi, ça, c'est toujours essentiel. [...] Il faut qu'on se définisse comme mouvement à la base... selon les réalités des personnes trans plus marginalisées. Tu sais, comme l'expression : no one is free until everyone is free par exemple. Donc il faut qu'on se base sur ce principe selon moi. (Nancy)

Cette tension est ainsi liée à deux visions du mouvement, une qui veut mettre au centre les personnes trans précarisée, l'autre qui veut mettre au centre les personnes trans qui ne le sont pas.

Il y a donc plusieurs tensions qui divisent la communauté trans. Ces tensions liées à la transidentité, au lieu d'habitation, à la langue, à l'âge, au genre d'identification et au statut économique et social ont tendance à agir ensemble de manière à susciter la formation de différents réseaux militants et différents organismes, lesquels travaillent cependant ensemble pour certaines occasions ou sur certains dossiers.

4.4 Conclusion

Ce chapitre a permis de présenter les douze participant-es à la recherche, l'influence de la transition sur leur militance ainsi que les impacts de leur militance dans leur vie. Dans l'ensemble, les personnes trans rencontrées sont soit entrées en militance lors de la transition, soit ont vu évoluer leurs pratiques militantes qui se sont alors centrées sur des enjeux plus personnels. Les impacts de l'implication militante dans leur vie sont multiples : la facilitation de la transition, la possibilité de se situer hors du système binaire, le développement de

nouveaux réseaux sociaux et militants, ainsi que l'acquisition de nouvelles compétences professionnelles ont été identifiés par les participant-es comme autant de changements dans leur vie liés à leur implication.

La plupart des organismes trans ont un mandat plus large, orienté soit vers la santé, soit vers les populations LGBTQ. Ces mandats ont une importance pour recevoir du financement public, ce qui est le cas pour l'ensemble des organismes de santé, alors qu'aucun organisme spécifiquement trans n'en avait reçu au moment de ma recherche de terrain. L'entraide tient une place centrale dans la vie des organismes trans. Elle se manifeste par des groupes de discussion, des soupers communautaires, des ateliers, du soutien individualisé, la distribution de matériel de prévention (lié aux relations sexuelles ou à l'usage de drogue), la mise en place d'une clinique de santé gratuite, des programmes d'échange de vêtements ou de *binders*. L'entraide permet de construire des réseaux sociaux autour des organismes, lesquels permettent de constituer une communauté trans et ainsi de renforcer la militance trans. La sensibilisation et les actions de défense des droits représentent un autre volet de l'intervention des organismes trans. Elles se caractérisent par des conférences auprès de diverses populations, notamment les professionnel-les de la santé et des services sociaux, par de la pression politique auprès d'institutions gouvernementales ainsi que par la constitution de regroupements afin de coordonner ces actions et de s'exprimer collectivement au sein de l'espace public.

Ce travail en commun est parfois rendu difficile car il y a beaucoup de tensions qui divisent les militant-es trans. Ces tensions montrent qu'il existe une diversité de besoins et de points de vue. Elles conduisent les activistes trans à opter pour différentes stratégies dans leur combat contre la transphobie.

CHAPITRE V

LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LA CISNORMATIVITE

Je vais aborder dans ce chapitre la perception des enjeux de la lutte contre la cisnormativité chez les militant-es rencontrés. Les enjeux représentent ce que les militant-es trans ont à gagner ou à perdre en s'impliquant, les nommer permet de mieux cerner les rapports de pouvoir entre militant-es. On peut catégoriser leurs propos en six sections : définir la transphobie, les enjeux de santé et de services sociaux, le changement de prénom et de mention de sexe, la reconnaissance politique, la reconnaissance sociale ainsi que les alliances avec d'autres militances. Par la suite, j'aborderai leur perception du changement social.

5.1 Définir la cisnormativité

Le premier enjeu concerne la définition de la transphobie. En effet, comprendre et expliquer l'oppression que l'on combat permet d'orienter sa militance. Plusieurs participant-es ont défini la cisnormativité de différentes manières.

Pour commencer, plusieurs participant-es estiment que les vécus de la transphobie sont divers, il s'agit d'un sujet déjà abordé dans le chapitre précédent relativement aux tensions entre militant-es trans. Marie soutient que les personnes transgenres et les personnes transsexuelles ne vivent pas exactement la même oppression, les premières étant généralement plus visibles dans toutes les sphères de leur vie et les secondes étant moins identifiables. Elle explique :

Quand t'annonces que t'es transsexuel, une fois que tu l'as fait et pis que t'as gagné tes galons d'être une femme ou un homme, que personne [ne] discute ça, ben le dire pour une certaine partie de la population, c'est comme si tu perdais ces galons-là. T'es plus vraiment une femme, t'es plus vraiment un homme, tu deviens une trans. (Marie)

Pour elle, c'est un des éléments qui explique que beaucoup de personnes trans pratiquent une militance ponctuelle, s'arrêtant une fois qu'elles jugent que leur transition est terminée afin de ne plus être considérées comme trans.

François pense également que le fait d'être identifié comme une personne trans est à la base de la cisnormativité; cependant, pour lui, cela dépasse les tensions entre transsexuelles et transgenres :

Tu rencontres des problèmes particuliers liés à ton apparence, même si t'es parvenu à changer ton nom auprès de l'État civil, même si t'es opéré de la tête aux pieds. Si t'es identifiable comme personne trans, il est là ton problème. (François)

La correspondance au genre d'identification a une influence très importante par rapport au vécu de la transphobie, la visibilité augmentant les risques de discrimination. C'est ce qui conduit François à inscrire les enjeux trans dans un cadre plus large d'enjeux de genre : « Au fond, ce qu'on veut voir là, dans notre société, c'est des gens correctement genrés ».

Par ailleurs, plusieurs militant-es ont insisté sur l'importance de créer de nouveaux termes et concepts, comme les néologismes « cisgenre » et « cissexuel », qui désignent les personnes qui ne font pas de transition de genre et de sexe. La cisnormativité et le « cissexisme » sont des concepts récents, qui représentent pour la transphobie l'équivalent de l'hétéronormativité et de l'hétérosexisme pour l'homophobie. Bruno dit :

Parce que justement quand on commence à réfléchir en termes de privilèges en étant cissexuels et cisgenres, c'est de déterrer les choses qui sont enterrées, qui sont occultées, qui sont invisibilisées, consciemment ou inconsciemment par les gens. [...] Donc comment combattre la transphobie quand les gens ne comprennent même pas que c'est de la transphobie. (Bruno)

Pour Marie, le concept de « cissexisme » permet de questionner d'autres mouvements sociaux. Elle prend notamment l'exemple des groupes de femmes qui excluent les femmes trans : « On peut dire que c'est du cissexisme, parce que tu valorises le sexe de naissance versus le sexe choisi, ou d'arriver comme étant inférieur et n'ayant pas les mêmes droits ». Par ailleurs, ces deux participant-es insistent sur l'importance de la recherche universitaire, laquelle permet selon eux d'améliorer la compréhension des mécanismes de la transphobie.

Bobby, 24 ans, souligne certaines conséquences de la cisnormativité. Il prend l'exemple d'un organisme de prévention du VIH/sida qui mène des campagnes uniquement centrées sur les personnes cissexuelles, sans jamais parler des spécificités des corps trans. Pour lui, le langage représente un enjeu : il y a une tendance dans l'ensemble de la société à faire des suppositions sur l'identité de genre des personnes qu'on rencontre. Par exemple, il se fait régulièrement identifier comme femme. Il lui semble ainsi important de « dé-genrer » autant que possible le langage et de ne pas faire de suppositions sur l'identité de genre des personnes qu'on rencontre, ce qu'il considère beaucoup plus facile à faire en anglais.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que deux visions des institutions ont été amenées par les participant-es : d'un côté, plusieurs d'entre eux considèrent les problèmes rencontrés lors de leur transition médicale et juridique comme venant des institutions elles-mêmes, qui sont donc à changer en profondeur; de l'autre, quelques participant-es considèrent que les problèmes rencontrés ne viennent pas des institutions elles-mêmes, mais des personnes qui travaillent dans ces institutions. C'est ici que deux visions de la transphobie s'affrontent : une systémique et une interindividuelle.

En somme, ces militant-es définissent la cisnormativité de diverses façons. On voit ainsi qu'il s'agit d'un système d'oppression complexe, qui s'en prend de différentes manières aux personnes qui franchissent la frontière du genre. Dans les parties suivantes, j'exposerai de nombreux problèmes de cisnormativité spécifiques identifiés par les participant-es.

5.2 Améliorer l'accès à la santé et aux services sociaux

L'accès à la santé et aux services sociaux représente un autre enjeu majeur sur lequel les personnes rencontrées ont été particulièrement loquaces. Pour elles, il s'agit à la fois d'accéder aux soins et services répondant spécifiquement aux besoins des personnes trans (hormonothérapies, interventions chirurgicales, suivi thérapeutique), mais également de

rencontrer des professionnel·les⁶⁷ compréhensifs et respectueux à l'égard de la transidentité de leurs patient·es. L'importance de cet enjeu est illustrée par la citation de Mike :

Health care is a major one just because it's such a fundamental part of – I guess – being alive and is key to people being able to do anything else, because if you are worried about that all the time, then it makes everything else hard to do. (Mike)

Dans un premier temps, j'aborderai les problèmes d'accès aux services de santé et sociaux nommés par les participant·es, puis les stratégies mises en place par les militant·es trans et les gains obtenus.

5.2.1 Un accès limité

Les activistes rencontrés ont mentionné deux facteurs qui limitent l'accès aux services de santé et sociaux : le comportement discriminant de certains professionnel·les et la position de pouvoir qu'ils ont sur les personnes trans.

Le premier facteur identifié fait référence aux expériences négatives et discriminatoires vécues par des personnes trans dans leurs interactions avec des professionnel·les. Monique est allée visiter une de ses amies sur son lit de mort, elle a entendu deux infirmières s'adresser à elle au masculin :

[C]e qui m'a fait déborder mon vase, c'est la journée où une de mes amies qui était mourante, du nom de Christine, qui était hospitalisée à Toronto, et sur son lit de mort... j'allais à Toronto tous les mois pour lui rendre visite, et sur son lit de mort, un jour je suis allée pour entrer dans la chambre, et ils étaient deux infirmières qui lui disaient : « Now, come on, be a nice boy! ». (Monique)

Elle soutient que c'est notamment cet événement, qu'elle juge révoltant, qui l'a poussée à devenir militante trans. Un autre participant explique avoir choisi ses professionnel·les avec précaution,

T'sé je voulais pas faire face à des histoires d'horreur comme celles que j'ai entendues. J'ai entendu des gens trans, qui sont allés voir des pys et des médecins, et qui se sont fait traiter vraiment de façon horrible. (François)

⁶⁷ Je considère comme professionnel·les de la santé les médecins, chirurgien·nes, endocrinologues, psychiatres, psychologues et sexologues; et comme professionnel·les des services sociaux, les travailleur·ses sociaux.

Plusieurs participant-es ont également dénoncé les pratiques de la clinique spécialisé en changement d'identité de genre d'un hôpital de Montréal, comme discriminatoires. Selon Dominique, les travailleuses du sexe se voyaient refuser les soins de santé pour la transition par l'équipe de cet hôpital :

Si tu veux rentrer dans le comité qui suit les transsexuels à l'hôpital [spécialisé en changement d'identité de genre], faut pas que tu sois prostituée. Faut pas que t'aies été prostituée. C'est compliqué. Y'en a beaucoup qui se faisaient refuser à cause de ça, et on revendiquait le droit de faire ce qu'on veut de notre corps, soit de se prostituer ou non, ou se faire opérer ou non. (Dominique)

Monique, une autre participante, soutient qu'ils font :

des abus de pouvoir avec ça : trainer des gens en thérapie 6-7 ans, et pis fallait qu'ils payent. [Il y en a maintenant qui] sont en faillite, et y'en a d'autres, ils sont endettés terriblement parce qu'ils ont passé des années à déboursier 300 piastres par mois pour avoir une thérapie. (Monique)

Mike juge ainsi l'accès au programme de cet hôpital : « they make a lot of really unreasonable and disrespectful demands and it's also extremely expensive ». De plus, Catherine explique qu'ils refusaient de reconnaître les organismes trans, qui n'étaient pas des groupes de soutien, mais des groupes de maquillage selon eux.

D'autres éléments peuvent augmenter les risques de discrimination dans l'accès aux soins de santé et services sociaux. Dominique explique que sa séropositivité a grandement limité son accès aux soins chirurgicaux :

Ça a été toute une histoire pour me faire opérer en tant que séropositive aussi. J'en ai vu des médecins qui [ne] voulaient pas. J'en ai vu une dizaine. Même, y'a un docteur qui me chargeait 3 000 \$ de plus que le prix normal. (Dominique)

L'accès aux refuges, qui sont en général sexués, a aussi été nommé comme problématique. Les intervenant-es peuvent refuser l'entrée aux personnes trans. J'en parlerai plus en détail quand j'aborderai l'alliance avec les militantes féministes.

Le second facteur agissant comme barrière dans l'accès aux services de santé et sociaux est la position de pouvoir occupée par les professionnel·les⁶⁸. Celle-ci est dénoncée par plusieurs participant-es. À ce sujet, Bobby explique :

⁶⁸ Les exigences demandées afin de suivre un processus de transition au sein du système public sont détaillées dans le premier chapitre.

qu'il faut avoir accès à un docteur, faut avoir accès à un thérapeute, faut avoir accès à ce système médical-là pour pouvoir faire des transitions qui sont physiques. Donc c'est ça, c'est toute la question de travailler avec le DSM et pis est-ce que le diagnostic, on devrait pas faire « fuck ça ». (Bobby)

Pour Nancy (28 ans), cette nécessité d'avoir des autorisations de plusieurs professionnel-les de la santé pour commencer le processus de transition en retarde l'accès et peut conduire à aller chercher des hormones sur le marché noir, ce qui peut être dangereux pour la santé. Elle explique que ces limites sont particulièrement problématiques pour les personnes marginalisées (p. ex. : à faible revenu, sans papiers) qui ont déjà un accès limité à la santé, et dont certaines ne peuvent pas payer un psychologue ou un sexologue privé afin d'obtenir les lettres de recommandation nécessaires. Elle dit :

Dans un sens on peut dire que les professionnels de la santé ont un certain pouvoir social, politique, économique, etc. et puis en anglais, on dit que ce sont des *gate keepers*. Ce sont des personnes qui ont beaucoup de pouvoir et qui contrôlent l'accès des soins médicaux. (Nancy)

Pour elle, les professionnel-les qui possèdent ce pouvoir doivent être redevables auprès des personnes trans, en les aidant à se battre pour un meilleur accès à la santé.

5.2.2 Les stratégies militantes

Les militant-es rencontrés ont mis en place différentes stratégies afin d'améliorer l'accès aux services de santé et sociaux. J'aborderai successivement les stratégies suivantes qui ont toutes été mentionnées dans les entretiens : la remise en cause du pouvoir des professionnel-les, les rapprochements avec ceux-ci, éducation, diffusion de listes de professionnel-les alliés, production d'information, mise en place de soins de santé et de services sociaux au sein des organismes, actions de pression politique et de défense des droits pour obtenir de meilleurs soins et un remboursement plus important.

La première stratégie identifiée est la remise en cause du pouvoir des professionnel-les. À ce propos François remet en cause le pouvoir des psychologues, y compris de ceux qui se disent alliés :

Je [ne] l'accepterais jamais l'espèce d'obligation qui est faite aux trans d'aller voir des pys. Et j'en veux aux pys, même les trans-friendly, qui comprennent pas à quel point ça peut être aliénant, carrément aliénant cette espèce d'obligation qui est faite

d'aller les voir. Tandis que quelqu'un qui voudrait aller se faire grossir les seins [n']aurait pas l'obligation d'aller voir un psy pour se faire opérer. (François)

Bruno prône également la dépathologisation, mais soutient qu'il y a des allié-es chez les professionnel-les, y compris certains qui utilisent le diagnostic :

Je pense que le rapport au diagnostic par les professionnel-les de la santé est un rapport qui est beaucoup plus complexe que le débat qui pourrait opposer sur le plan théorique ceux et celles qui sont pour la psychiatisation, et ceux et celles qui sont contre, ou qui sont plutôt pour la dépsychiatisation. (Bruno)

Ainsi, les rapports entre militant-es trans et professionnel-les de la santé sont complexes. En effet, plusieurs militant-es peuvent prôner la dépathologisation des transidentités, c'est-à-dire la fin de l'obligation de rencontrer des professionnel-les de la santé afin d'entamer un processus de transition, et en même temps tenter d'influencer les pratiques de ceux-ci afin qu'elles soient plus inclusives et respectueuses des personnes trans.

La seconde stratégie évoquée par les participant-es est constituée des rapprochements individuels et collectifs entre militant-es trans et professionnel-les de la santé. Cela se voit notamment par la participation de plusieurs psychologues au Conseil d'Administration de l'ATQ ces dernières années. Par ailleurs, une militante interviewée explique que le site d'information LGBT d'*Alterhéros* est de plus en plus animé par des étudiant-es en sexologie, psychologie ou médecine. De plus, Monique explique qu'elle a développé des liens d'amitié avec des psychologues qui ont permis de faire évoluer leurs pratiques :

Même j'ai des amis psychologues, souvent je soupe avec des amis psychologues, et pis ils me disent : « Ha, tu me changes ma façon de faire mes thérapies, c'est épouvantable ». Mais écoute, quand t'es 30 ans à l'écoute d'une communauté, t'es pas obligé d'aller à l'université pour connaître le sujet hein. (Monique)

Il y a donc plusieurs professionnel-les qui se rapprochent des organismes et militant-es trans. Julie souligne l'intérêt qu'ils peuvent avoir à ces rapprochements : « Ils font des suivis des personnes trans, faque ils sont impliqués veut veut pas. C'est leur revenu hein, ils mangent avec ça eux autres ».

Des rapprochements ont également eu lieu entre des organismes trans et l'*Association Canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH)*. Nancy estime que ces liens sont importants pour améliorer l'accès à la santé : « Il y a, je crois, plus

de 150 membres à peu près et pis pour nous, c'est un réseau important en ce qui concerne l'amélioration d'accès au système de santé ». En 2010, le congrès de la *CPATH* a eu lieu à Montréal en même temps que la *Fierté Trans*, cela s'inscrivait dans une volonté de rapprochements entre professionnel-les et activistes trans. Cela a également été l'occasion pour l'*ASTT(e)Q* d'organiser un symposium sur les services communautaires au congrès de la *CPATH*. François explique ainsi les objectifs de la rencontre :

Le symposium avait pour objectifs : 1- de mobiliser tous ces gens-là ensemble parce qu'ils s'étaient jamais rencontrés avant; 2- de livrer aux professionnels de la santé qui étaient là un peu d'information sur ce qui se fait sur le terrain, parce que les médecins, les psy tout ça, ben ils sont pas sur le terrain. (François)

Il y a donc eu des rapprochements entre différents organismes trans et des professionnel-les en santé trans venant de partout au Canada. Le symposium a également permis de sensibiliser les professionnel-les.

La troisième stratégie, l'éducation des professionnel-les, est menée par plusieurs organismes communautaires, notamment ceux appartenant au Réseau de santé trans. Celle-ci s'organise à plusieurs niveaux : tout d'abord, les organismes orientent les professionnel-les de la santé et des services sociaux de manière individuelle : ainsi une participante estime que la ligne d'écoute de l'*ATQ* reçoit régulièrement des appels de psychologues, sexologues, travailleur-ses sociaux et médecins qui ont besoin d'outils afin de s'occuper de leurs usagers trans. Julie souligne l'importance de la sensibilisation individuelle :

C'est assez impressionnant de voir ça : que c'est la communauté qui se donne l'information et pis qui réfère et pis qui dirige un peu toutes ces personnes-là, autant les professionnels que les personnes qui ont besoin des professionnels. (Julie)

Ensuite, Nancy explique que les groupes trans organisent des ateliers et formations pour les professionnel-les :

On donne des formations pour les professionnels de la santé, des personnes qui travaillent dans les services sociaux, des centres de crise, des refuges, des organismes communautaires, les services pour les personnes vivant avec le VIH/Sida, etc. Donc toutes sortes de personnes qui sont des alliés potentiels, vu qu'il y a beaucoup de marginalisation vécue par les personnes trans, il y a un grand besoin des alliés professionnels pour améliorer l'accessibilité. (Nancy)

L'éducation est également menée en direction des étudiant-es qui deviendront des professionnel-les dans le futur, en intervenant au cours de leur formation universitaire. On

remarque que la sensibilisation peut également avoir lieu grâce à des professionnel·les alliés, comme le soutient Mike :

We had a meeting, couple of months ago, where we got a bunch of nurses and a couple of doctors to get in another doctor from the community to talk to them about prescribing hormones and how you do that and what to look for and how to get more people to be able to do that, so that there's more resources available. (Mike)

La sensibilisation permet donc de connaître les professionnel·les alliés et de développer leur nombre.

La quatrième stratégie est la tenue de listes de professionnel·les qui sont « trans knowledgeable, friendly or just respectful in general » (Mike 22 ans). Ces bases de données sont privées mais servent à donner des références : « On prend note de ceux qui sont sensibles aux besoins et réalités des personnes trans ou de certaines personnes trans pour qu'on puisse avoir des bonnes références » (Nancy, 28 ans). Cela permet aux personnes qui sont en contact avec des organismes trans de savoir vers quels professionnel·les se tourner et ainsi faciliter l'accès aux services. L'*UGE*, par exemple, distribue un formulaire à certains client·es de la clinique de l'université McGill, dans lequel ils peuvent écrire si le professionnel·le rencontré est « trans-friendly » ou non.

Certains comportements des professionnel·les ont été identifiés par les participant·es : pour construire une relation de confiance, il faut notamment ne pas sentir de jugement, que le médecin utilise le bon pronom et qu'il ne change pas d'attitude quand il apprend que son patient·e est trans.

La cinquième stratégie identifiée est la production de ressources d'information : plusieurs guides et dépliants en direction des personnes trans et des professionnel·les ont été produits au cours des années. On peut prendre l'exemple du dépliant sur l'hormonothérapie créé par Projet 10 et l'ASTT(e)Q. Par ailleurs, Nancy insiste sur l'importance de mettre des ressources en ligne disponibles dans plusieurs langues :

On est en train de mettre en place un site web qui va avoir des ressources vu qu'il y a un grand manque en ce moment des ressources disponibles sur internet sur les questions de santé trans, en français en anglais, bientôt on espère aussi en espagnol. (Nancy)

Ces outils ont une double utilité : ils permettent l'éducation des professionnel·les de la santé et des services sociaux ainsi que *l'empowerment* des personnes trans, en informant sur les règles pour prescrire des hormones, les risques de la prise d'hormones, les interventions chirurgicales, etc. Par ailleurs plusieurs militant·es ont insisté sur l'importance actuelle de la cyber-militance.

La sixième stratégie identifiée est de donner directement des soins et des services sociaux au sein des organismes. Pour ce qui est des soins de santé, *À Deux Mains* a été donné en exemple : l'organisme a mis en place une clinique pour les moins de 25 ans qui offre l'hormonothérapie sur un modèle de consentement éclairé. Une participante, infirmière à la retraite, était connue des premiers médecins qui prescrivaient des hormones : ils conseillaient à leurs patient·es trans d'aller la voir pour se faire injecter des hormones.

Les services sociaux sont la force des organismes. En effet, plusieurs des personnes que j'ai rencontrées se considèrent comme intervenant·es ou travailleur·ses sociaux. Les groupes financés peuvent ainsi embaucher des militant·es afin qu'ils offrent des services sociaux. On note parmi les services offerts les groupes de discussion, les soupers communautaires, le soutien individualisé ainsi que la ligne d'écoute. Le travail de rue a également été cité, il permet de donner des services aux personnes trans qui n'iraient pas forcément en chercher d'elles-mêmes : les femmes trans travailleuses du sexe représentent un public cible étant donné qu'il est possible d'intervenir sur le lieu de travail d'une partie d'entre elles. Monique explique les bienfaits du travail de ces groupes : « Ils distribuent des condoms dans le milieu de la prostitution, des seringues, c'est vraiment s'occuper de la santé de notre communauté ». Une autre participante explique que ce travail entraîne de la solidarité au sein de la communauté :

« Il y avait une solidarité puisque je donnais des préservatifs à tout le monde, et s'il y en a une qui arrivait après que je sois partie, les filles lui en donnait, je les laissais pour les copines » (Dominique).

Plusieurs militant·es rencontrés ont ainsi insisté sur l'importance de développer du travail social en direction des personnes trans, particulièrement des personnes trans marginalisées. À la question « quel est le plus gros impact de ton groupe », Julie répond : « Ben c'est le nombre de vies qu'on a sauvées. C'est pas compliqué, c'est clair qu'on a sauvé plein de vies ».

La septième et dernière stratégie dont les participant-es m'ont fait part est la pression politique en direction du gouvernement afin d'introduire des changements institutionnels. Mike et Nancy soulignent l'importance de cette pratique :

So some of the stuff is centered on government policy, hum, and sort of being able to influence changes that are being made, especially in the health care system. (Mike)

On participe aussi au niveau plus comme politique, dans le sens que, vu que par exemple il y a beaucoup de changements au niveau des chirurgies de réassignation sexuelle, on s'implique avec des autres groupes dans le Réseau de Santé Trans pour mobiliser, pour répondre à ces développements et pis pour vraiment mettre la pression sur le gouvernement pour assurer que les besoins des personnes trans marginales en particulier sont rejoints. (Nancy)

Cette stratégie a permis deux changements majeurs. Tout d'abord, le remboursement des opérations qui a beaucoup évolué au cours des années. Certaines participantes plus âgées ont connu l'époque où les opérations étaient remboursées dans le secteur public. Par la suite, le médecin chirurgien qui exerçait dans le secteur public est passé au secteur privé; en conséquence, les opérations réalisées au Québec ne pouvaient plus être remboursées. Pour obtenir le remboursement, les patient-es devaient aller se faire opérer en République Tchèque. Depuis peu, les opérations sont de nouveau remboursées au Québec dans le cadre d'une entente de partenariat entre le public et le privé (PPP). L'idée n'est pas ici de retracer l'ensemble des évolutions historiques liées au remboursement des opérations chirurgicales, mais de montrer qu'il y a eu beaucoup de changements au cours des vingt dernières années.

Bruno explique que le fait que ces changements soient effectués en PPP représente à la fois une avancée pour les personnes trans qui n'ont plus à aller en République Tchèque pour se faire opérer, mais également un recul pour le « système de santé québécois universel ». Par ailleurs, François questionne le fait qu'un seul chirurgien soit habilité à faire des opérations remboursées, parce qu'il se retrouve dans une situation de monopole.

Le second changement nommé par les participant-es est la création d'une nouvelle clinique spécialisée en changement de genre à l'hôpital Saint-Luc par le ministère de la Santé et des Services Sociaux. Pour les militant-es rencontrés, la mise en place de cette clinique et la possible création d'un guichet-clinique représentent une avancée importante, à condition

que les organismes trans soient consultés et inclus dans le processus d'élaboration du nouveau service, et qu'ils aient une place au sein du comité clinique qui va être constitué. À ce titre, un participant dit : « C'est important que le Réseau de Santé Trans ait une voix au chapitre dans le comité clinique qui va être constitué » (Bruno). Certains activistes ont expliqué qu'ils essayent actuellement de se faire reconnaître et consulter par les institutions. Par ailleurs, Julie m'a expliqué qu'ils allaient essayer d'obtenir le remboursement pour des thérapies de sexologie et de psychologie, mais elle demeure sceptique sur la possibilité d'obtenir l'accès gratuit à un tel service alors qu'il n'est pas remboursé dans le système de santé général.

Pour terminer sur les enjeux liés aux soins de santé et de services sociaux, quelques participant-es ont évoqué l'importance de réaliser des avancées sur plusieurs enjeux en même temps. Johnny exprime ses craintes à ce sujet :

Le Québec maintenant couvre les chirurgies, donc c'est coulé dans le béton que être trans, ça veut dire que tu vas avoir des chirurgies. Ça rend ça comme institutionnalisé. C'est le gouvernement, il donne son sceau pour dire c'est ça, une personne trans, c'est une personne qui se fait opérer. C'est pour ça que je trouvais ben regarde... élargissons la définition du genre avant pis après ça, parlons de couvrir les chirurgies. (Johnny)

Pour lui, la facilitation du changement de prénom et de la mention de sexe passe avant l'accès aux chirurgies remboursées.

5.3 Changer de prénom et de mention de sexe

Le changement de prénom et de la mention de sexe constitue un enjeu central de la militance trans qui touche l'ensemble des personnes qui font une transition juridique. Les personnes trans que j'ai interviewées m'ont beaucoup parlé des problèmes rencontrés avec le Directeur de l'état civil (DEC). Ils ont également nommé différents objectifs, certains revendiquant l'abandon de la mention de sexe et d'autres la facilitation de son changement, et plusieurs stratégies utilisées, comme la production de guides d'information, le combat juridique et la pression politique.

Les pratiques du DEC⁶⁹ ont été dénoncées par plusieurs participant-es qui les jugent discriminatoires. Bruno explique :

Quand je me suis retrouvé sur la table d'opération, à vomir le lendemain de mon opération et tout ça, je me suis vraiment dit : si je suis ici, c'est à cause que je veux mon certificat de naissance conforme à mon identité. Je me suis dit : c'est à cause d'un gouvernement trop rigide qui m'impose d'être ici. Je trouvais ça absolument inhumain, écœurant, injuste et basé complètement sur des principes discriminatoires envers les personnes trans. (Bruno)

La colère exprimée par Bruno est partagée par beaucoup de personnes trans interviewées. Il a été identifié par plusieurs d'entre elles que la rigidité du DEC a des conséquences sur plusieurs autres plans. Selon François, les autres institutions reposent systématiquement sur les décisions de la DEC pour changer, ou non, la mention de sexe ou le prénom :

[L]e principal problème avec ça, c'est toutes les institutions autour qui s'assoient sur le fait que l'état civil [DEC] a pas changé ta mention de sexe, pour se laver les mains du fait que tu continues à recevoir des lettres avec ton prénom masculin, mais avec le type de civilité « Madame ». (François).

On peut ainsi assister à des changements de prénom au sein d'institutions sans changement de mention de sexe, le premier étant plus rapide et accessible que le second auprès du DEC. Par ailleurs, Mike déplore les règles du DEC, qui rendraient les changements beaucoup plus compliqués que dans d'autres provinces du Canada. Pour lui, la difficulté d'accéder à un emploi ou à un logement est une conséquence de ces règles :

Everything that requires documentation, especially in Québec where they make it extremely hard – the rules from l'état civil – to change your documentation – even just your name – harder than any of the other provinces. There's much more paperwork. It takes much longer. And having new documents that don't match your appearance or don't match how your appearance gets perceived. I mean it's not only disconcerting for me but it's also extremely dangerous and often attacks people's ability to get jobs to housing. (Mike)

Johnny juge le passage aux douanes états-uniennes comme dangereux en termes de transphobie, à cause de ses papiers qui ne correspondent pas à son identité de genre.

Quant aux objectifs des militant-es, ils oscillent entre une volonté d'abolition et de facilitation. En effet, les différents problèmes évoqués poussent plusieurs participant-es à

⁶⁹ Pour avoir des détails sur les règles de changement de prénom et de mention de sexe, voir le chapitre I.

souhaiter l'abolition de la mention de sexe sur les papiers d'identité, ce qui permettrait de faciliter la vie de beaucoup de personnes trans :

Juste la question du genre sur les documents, du genre sur les formulaires, partout il y a une question de genre et pis c'est sûr que moi, j'ai une perspective où est-ce que je veux pas qu'il y ait un genre sur mes papiers. (Bruno)

Juste changer le prénom et pis ne rien mettre en mention de sexe, ça pourrait être simple. (Dominique)

Ce que je vois comme truc urgent pour faciliter la vie d'un tas d'individus, ce serait l'abolition de la mention de sexe sur les papiers. [...] enlever la mention de sexe, ce serait une victoire semblable à celle qu'on a obtenue le jour où on a enlevé les mentions d'état civil, marié, divorcé ou veuf, ou les mentions de race. (François)

L'analogie avec le retrait des mentions de statut civil et de race des papiers d'identité que fait François lui permet de questionner l'utilité d'avoir une mention de sexe sur les papiers.

Ensuite, Marie et Bruno expliquent qu'il leur semble plus intéressant stratégiquement de revendiquer la facilitation du changement de la mention de sexe plutôt que son abolition, car ils identifient la facilitation comme étant plus facile à obtenir sur le court terme. Marie explique que « quand on négocie avec l'appareil, c'est d'y aller toujours qu'est-ce qui est le plus urgent, et qu'est-ce qu'on pense qu'on va être capable de faire ».

Par ailleurs, plusieurs stratégies ont été identifiées, la première est la production de guides d'information afin de permettre aux personnes trans de comprendre comment elles peuvent obtenir leur changement de prénom et de mention de sexe.

La seconde est le combat juridique, qui a permis d'obtenir quelques gains. Une militante transgenre a poursuivi plusieurs institutions afin d'obtenir son propre changement de prénom. Sa victoire a eu pour effet de mettre en place la règle des 5 ans pour l'obtention d'un changement de prénom sans prise d'hormones. Elle a également obtenu la reconnaissance par les tribunaux qu'aucun prénom n'est sexué en lui-même. Un autre changement majeur est le passage d'un pouvoir arbitraire à un pouvoir règlementé dans la gestion des demandes de changements de prénom. En effet, avant sa bataille, le changement de prénom était géré au cas par cas : certaines personnes pouvaient obtenir leur changement de prénom assez rapidement et d'autres attendre très longtemps, voire ne jamais l'obtenir.

Les pouvoirs du DEC ont ainsi été balisés et le changement de prénom repose actuellement sur des critères définis.

La dernière stratégie est la pression politique, qui s'est effectuée par des discussions avec le gouvernement et un rassemblement revendicatif. Une participante explique qu'il y a eu des discussions avec le gouvernement dans le cadre du Groupe de travail mixte de lutte contre l'homophobie au milieu des années 2000. Celles-ci ont abouti à la mise en place d'un délai plus court pour le processus de changement de prénom.

Par ailleurs, au niveau du changement de la mention de sexe, il y a eu peu d'évolution, les interventions chirurgicales étant toujours requises. Selon plusieurs participant-es, la revendication de pouvoir la changer sans opération a émergé dès les années 1990, il s'agit d'une revendication qu'une partie de la communauté trans ne soutenait pas. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, cette question se situe au cœur des tensions transidentitaires. Lors du Rassemblement du 17 juin 2010, l'ensemble des organismes trans se sont mis d'accord afin de revendiquer l'obtention du changement de la mention de sexe sans traitements médicaux obligatoires. Certains participant-es voient comme une avancée importante le fait que l'ensemble des organismes trans se soient accordés sur cette question. Il s'agirait d'un premier pas vers l'obtention de changements.

La régulation du changement de genre par le Directeur de l'état civil est ainsi jugée comme particulièrement problématique par les militant-es rencontrés. Plusieurs ont identifiés la pression politique comme une stratégie de résistance, ce qui renvoie au prochain enjeu abordé : la reconnaissance politique.

5.4 La reconnaissance politique

Le quatrième enjeu nommé par les participant-es est la reconnaissance de la militance trans par le gouvernement afin notamment d'obtenir du financement public et des changements dans les institutions médicales et juridiques. À ce propos, une partie du travail de certains organismes et regroupements trans est orientée vers la défense des droits et la

pression politique. Mike évoque la place de cette pratique dans son travail au sein des organismes trans :

I have learned a lot about lobbying the government. It's not the major part of any of the work that I have done, but it's definitely something that I don't think I would know nearly as much about if I hadn't gotten involved. (Mike)

La reconnaissance politique se joue à plusieurs niveaux : d'une part, le financement des organismes par les gouvernements représente une forme de soutien à ces organismes qui agissent pour améliorer la situation des personnes trans; d'autre part, les discussions avec le gouvernement permettent d'obtenir des changements institutionnels. Cette dernière dimension est orientée principalement vers le gouvernement provincial étant donné qu'il s'agit de la structure régissant les changements de prénom et de mention de sexe, ainsi que les soins de santé et les services sociaux.

Le premier aspect de la reconnaissance par les institutions gouvernementales de la militance trans est le financement des organismes et projets trans. Grâce à une recherche sur les personnes trans démontrant leurs besoins en services, l'*ASTT(e)Q* est le premier projet centré sur cette population à avoir été financé. Le projet *Chrysalide* n'est, quant à lui, pas parvenu à obtenir un financement autonome. Par la suite, plusieurs organismes sont parvenus à obtenir des financements publics afin d'offrir des services aux personnes trans ou mener des campagnes contre la transphobie, alors que d'autres comme l'*ATQ* n'en avaient toujours pas reçu au moment de ma recherche de terrain.

Le second aspect de la reconnaissance politique est l'ouverture de discussions entre les institutions gouvernementales et les militant-es trans. Celles-ci auraient débuté au milieu des années 2000 grâce à l'alliance avec les gais et les lesbiennes. En effet, la *CTTQ*, qui est une coalition de militant-es trans ayant pour mission de faire du lobbying et de la défense des droits, a été créée à cette époque, en s'inspirant des milieux gai et lesbien. Marie explique à ce propos :

Faut qu'on fasse ce qui se fait dans le milieu gai ou ailleurs, avoir un genre de fédération, une coalition, peu importe comment on l'appellera, qui va regrouper tous ces gens là, mais qui va avoir une mission d'aller vers le haut, d'aller faire les revendications, d'aller faire valoir nos droits, faire des relations publiques, et pis aussi faire de la concertation » (Marie)

La CTTQ a joué un rôle de lobbying en direction du gouvernement provincial pendant plusieurs années, notamment en participant au *Groupe de travail mixte de lutte contre l'homophobie*, qui réunissait neuf ministères et des organismes communautaires. Des discussions ont ainsi pu s'ouvrir avec le gouvernement, ce qui a permis certains gains, comme l'accélération des procédures de changement de prénom pour les personnes transsexuelles. Cette alliance s'est poursuivie et la pression politique exercée par les organismes LGBT, réunis au sein d'une coalition dans laquelle plusieurs organismes trans sont impliqués, a permis la création du Plan de lutte à l'homophobie⁷⁰.

Les luttes pour la reconnaissance politique ont permis de développer des liens avec le gouvernement et d'obtenir un certain nombre de changements concernant les règles du Directeur de l'état civil, mais également au niveau de l'accès et du remboursement des soins de santé, comme vu précédemment. Le travail de pression politique a, entre autres, permis des rapprochements avec certains membres de la fonction publique, qui ont notamment favorisé la mise en place de la nouvelle clinique spécialisée en changement d'identité de genre.

Plusieurs participantes qui militent depuis plus de 10 ans ont noté des changements très importants : le gouvernement reconnaît de plus en plus les organismes trans comme des interlocuteurs légitimes, ce qui permet de faire avancer certains dossiers. Catherine (32 ans) affirme : « Y'a beaucoup plus d'instances gouvernementales qui communiquent avec nous quand il y a des problèmes, ou quand ils veulent faire avancer certaines choses ».

Au niveau fédéral, le dépôt du projet de loi C-389⁷¹ par le *Nouveau Parti Démocratique du Canada* est considéré par plusieurs comme une grande victoire. Il s'agit d'ajouter à la loi sur les crimes haineux, l'identité ou l'expression de genre. Monique a vécu la

⁷⁰ Le Plan de lutte à l'homophobie vient concrétiser la Politique gouvernementale de lutte à l'homophobie adoptée en 2009. Le Plan prévoit qu'une somme de 3,6 millions sera consacrée à la lutte contre l'homophobie entre 2011 et 2016. Par ailleurs, la définition d'homophobie utilisée par la coalition LGBT inclut la transphobie, ce qui a entraîné des débats au sein de cette coalition lorsque quelques militant-es voulaient que le terme « transphobie » apparaisse également.

⁷¹ Depuis les entrevues, des élections fédérales ont été déclenchées, ce qui a empêché le projet de loi d'être adopté. Une version améliorée (le Bill C-279) a été déposée au parlement du Canada en 2009.

période où les femmes trans étaient criminalisées et pouvaient se faire arrêter juste parce qu'elles marchaient dans la rue habillées en femme. Elle explique :

Le bill C-389 qui est en train de passer, c'est la libération totale. Quand tu te dis que t'es une humaine à part entière. T'es considéré comme n'importe quel autre humain. D'après moi, c'est la cerise sur le sundae. Quand tu te dis qu'avant ça, tu pouvais te faire insulter par une foule au complet et que t'avais aucun moyen de défense par qui que ce soit. (Monique)

Pour elle, ce projet de loi représente ainsi une avancée phénoménale.

Avant de passer à la partie suivante sur la reconnaissance sociale, il semble important de préciser que plusieurs participant-es remettent en cause le pouvoir de l'État, comme Nancy qui estime que :

I think that relies too much on the state and on the government to recognize our rights and I think ultimately what we need to be doing is building movements that rejects this power of the state to accord us certain kinds of rights. (Nancy)

Cette volonté de rejet du pouvoir étatique ne signifie pas que ces militant-es refusent d'entrer en discussion ou de faire du lobbying auprès des institutions gouvernementales. De la même manière que des militant-es peuvent à la fois revendiquer la dépathologisation et sensibiliser les professionnel·les de la santé, plusieurs des participant-es agissent des deux côtés : ils remettent en cause le pouvoir de l'État et du gouvernement tout en installant une pression politique afin de réaliser des changements institutionnels.

5.5 La reconnaissance sociale

Le cinquième enjeu qui a été identifié est la reconnaissance sociale, qui est liée à la représentation des personnes trans au sein de différents espaces. À ce titre, Marie dit :

Tout ce qui gravite dans la vie normale hors transition, y'a beaucoup de lacunes. Mais c'est normal d'une certaine façon, parce que déjà c'est très prenant le côté transition, mais je trouve que plus qu'on va travailler à ce que la société soit ouverte à la transsexualité, plus les gens vont vouloir faire avancer d'autres dossiers, comme ça en étant *out*. (Marie)

Selon elle, le fait de se dévoiler peut permettre une meilleure acceptation sociale. Les participant-es ont nommé quatre espaces au sein desquels la reconnaissance sociale prend place : les médias, le milieu scolaire, le milieu de travail et le milieu familial.

L'espace médiatique représente le premier espace identifié comme essentiel par les participant-es, afin d'avancer vers plus de reconnaissance sociale. Johnny remarque qu'il demeure beaucoup de transphobie dans les médias, celle-ci ayant des conséquences sur l'acceptation sociale :

Dans les médias souvent quand qu'ils parlent de trans, ils sont dans le champ là : soit c'est un stéréotype dans un film ou une émission ou aux nouvelles. Y'a beaucoup de transphobie là. Y'a de la transphobie dans les médias et ça renforce la transphobie dans le public. Donc pour moi, tu vois, combattre la transphobie, ce serait aussi passer par les médias, pis d'essayer de présenter une diversité d'images de personnes trans. (Johnny)

Julie explique que les médias ont tendance à utiliser le genre assigné à la naissance quand ils parlent des personnes trans, ce qu'elle considère comme « très irrespectueux ».

Les pionnières de la militance trans que j'ai rencontrées ont toutes été visibles dans les médias, notamment dans des émissions de télévision. Dominique a participé à plusieurs émissions « sur la transphobie, sur le travail du sexe, sur le travail de rue ». Elle explique qu'elle adaptait son propos lors de ses interventions médiatiques : « Moi, ma personnalité, je m'adapte. Je m'adapte à leur discours, et je mets mon opinion après. J'arrive pas là avec un discours militant trop fort ». Monique estime avoir participé au changement de l'image de la transsexualité dans les médias. En effet, son objectif était de donner une image plus respectable, afin d'aller à l'encontre de l'association entre transidentité et marginalité. Par ailleurs, le cas d'Hélène est particulier car elle a été médiatisée malgré elle. Elle a dû choisir entre laisser les médias dire ce qu'ils voulaient d'elle ou intervenir :

J'ai décidé la deuxième option, effectivement d'intervenir, de parler pour tenter d'éduquer les gens. Parce que la meilleure façon dans un cas comme ça de tenter d'amoindrir les chocs, c'est de montrer aux gens qu'il n'y a rien d'extraordinaire. (Hélène)

On peut considérer que ces trois pionnières ont eu une visibilité militante qui a permis de combattre la transphobie au sein de l'espace médiatique.

Plusieurs militant-es s'impliquant depuis moins longtemps ont évoqué l'importance de la visibilité de personnes trans dans les films et séries télévisées, qui est, selon eux, de plus en plus grande. Pour Johnny, cela peut aider à la banalisation des transidentités, il souhaite voir plus de films et de séries télévisées où des personnes trans tiendraient un rôle

secondaire : « Ça serait le fun de pouvoir regarder des films où qu'il y ait des personnes trans ou toutes sortes de personnes queer et pis que ça soit pas tout le temps des affaires extravagantes » (Johnny). Bien qu'il y ait plus de visibilité, Julie note que les hommes trans sont particulièrement peu visibles médiatiquement : « Un gars trans, c'est jamais ça qui est dans la tête du monde. Moi, j'aimerais ça qu'il y ait un gars trans public ».

Enfin Marie remarque qu'il y eu un changement important dans l'acceptation des personnes trans dans les médias :

Depuis que Michelle Blanc est là, qui n'a pas travaillé sa voix pantoute, qui a une voix de gars quand tu l'entends à la radio, tu [ne] sais pas que c'est une femme. On l'accepte, alors qu'il y a 10 ans, c'aurait été impossible. Elle aurait vraiment perdu sa job et sa crédibilité, alors que maintenant au contraire, ça l'a propulsée. C'est pour te dire à quel point, les choses ont évolué en 10 ans. (Marie)

Ces différents éléments montrent que, selon les personnes rencontrées, la visibilité au sein de l'espace médiatique peut jouer un rôle déterminant dans la reconnaissance sociale. Le milieu scolaire semble également jouer un rôle fondamental.

Le milieu scolaire représente le deuxième espace nommé, de l'éducation populaire peut y être faite afin de faire reculer la cisnormativité. Mike voit cet espace comme majeur dans l'apprentissage du respect des différences :

Kids can be taught to be respectful and inclusive or they can be taught to be disrespectful and hateful [...]. So, I would like to see it talked about more in all kinds of schools, starting with super young kids all the way through universities and cegeps. Because I think that's the place where so many things that people know and think in their everyday lives get taught. (Mike)

Selon lui, sans éducation aux réalités trans dès le plus jeune âge et à tous les niveaux scolaires, les élèves vont avoir tendance à reproduire des comportements transphobes. Bobby déplore qu'il n'y ait « pas beaucoup de discussions par rapport à la sexualité ou au genre, d'un point de vue plus large » à l'école. Johnny abonde dans le même sens, il regrette la disparition des cours d'éducation sexuelle :

Il y a encore des lacunes dans les écoles primaires et secondaires. Pas juste trans mais LGBT. J'veux dire... on dirait qu'ils ont peur d'en parler dans les écoles, surtout que là, ça a l'air qu'il n'y a plus d'éducation sexuelle. (Johnny)

On voit ainsi que la sensibilisation dans les écoles passe beaucoup par les enjeux et réseaux LGBT. Cependant, quelques participant-es ont affirmé qu'il y aurait encore beaucoup de

résistance des organismes gais et lesbiens à traiter des enjeux trans lors de leurs interventions. Catherine prend l'exemple du *GRIS-Montréal*, qui intervient dans les écoles secondaires. Selon elle, l'organisme aurait toujours beaucoup de lacunes en ce qui a trait aux enjeux trans :

Si tu regardes Gris-Montréal là, ils viennent juste d'embarquer les bisexuels dans leur gang. [...] Quand ils vont dans les écoles là, les étudiants si ils posent des questions sur la transsexualité, ils [ne] peuvent pas répondre avec des grosses connaissances. Ou les jeunes iront pas poser la question, si c'est pas sur le tapis là. Si c'est une trans qui y va là, ben ils vont poser les questions et les jeunes vont être beaucoup plus ouverts d'esprit. (Catherine)

Par ailleurs, on remarque que les professeur-es peuvent tenir un rôle important dans l'éducation de leurs étudiant-es aux enjeux trans. Selon Marie, la *Centrale de l'enseignement du Québec* (rebaptisée *Centrale des syndicats du Québec*), qui est surtout présente dans le domaine de l'éducation, serait un allié important :

A la CEQ, par contre, là ça fait quand même plusieurs années qu'ils s'occupent des personnes trans parce que c'est vraiment un milieu, où il est arrivé plusieurs cas de transition en milieu scolaire. (Marie)

Un autre participant est professeur dans un cégep au sein duquel il a cofondé un réseau de professeur-es sensibilisés aux enjeux LGBT, afin qu'ils puissent offrir du soutien à leurs étudiant-es LGBT.

Par ailleurs, plusieurs associations étudiantes queers existent sur les campus universitaires anglophones, comme le *Centre 2110* de l'université Concordia et l'*Union for Gender Empowerment* de l'université McGill, qui offrent à la fois des espaces dans lesquels les personnes trans sont accueillies, mais également des outils pour combattre la transphobie sur les campus universitaires, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent.

Si le milieu scolaire est un espace d'intervention important, le milieu de travail l'est tout autant. À ce titre, plusieurs participant-es m'ont partagé des expériences de transphobie en milieu de travail⁷². On remarque une difficulté d'accéder à un travail légal, notamment quand les papiers d'identité ne correspondent pas au genre d'identification de la personne. Hélène s'est faite harceler par des collègues et a perdu un emploi quand elle a fait paraître

⁷²Je me centrerai ici sur le marché du travail légal et n'aborderai pas les enjeux liés au travail du sexe, qui demeurent très importants.

son changement de prénom dans les journaux⁷³. Elle dit se battre pour « le droit à chaque personne d'avoir un emploi ».

Le travail de sensibilisation peut être mené de deux manières : par une visibilité militante et par la sensibilisation de structures (p. ex. : syndicats, entreprises). Johnny a adopté les deux stratégies : d'une part, il dévoile sa transidentité auprès de ses collègues : « J'en parle, je le normalise. J'en parle comme si c'était tellement banal qu'ils ont pas le choix de voir que c'est quelque chose 'oh dans le fond, c'est pas si dramatique que ça là' ». Le fait que plusieurs de ses collègues l'aient connu avant sa transition a eu une influence positive, de même que la posture qu'il adopte :

Faque le monde m'appréciait déjà, quand j'ai annoncé ma transition... ils savent... bon là, ils ont deux choix : soit qu'ils arrêtent de m'apprécier parce qu'ils sont contre ce que je fais ou qu'ils changent leur mentalité pour pouvoir continuer à m'apprécier. Puis la plupart des gens ont choisi l'option B. (Johnny)

D'autre part, il a cofondé un réseau de sensibilisation LGBT qui agit en direction des autres professeur-es de son cégep. Il explique qu'il a rencontré quelques résistances par rapport aux enjeux trans, mais qu'il a réussi à les dépasser et à éduquer ses collègues.

Pour ce qui est de la sensibilisation, Monique affirme que beaucoup de grandes entreprises auraient mis en place des politiques afin d'inclure les personnes trans : « C'est le bureau des relations humaines de l'endroit qui s'occupe de ça, c'est souvent les travailleurs sociaux qui sont là, qui travaillent, qui sensibilisent les gens ». Marie explique que, par rapport aux États-Unis, il y a au Québec un manque d'associations spécialisées :

Dans le milieu de travail, y'a d'excellentes associations aux États-Unis, nous, on a rien ici. Comment faire sa transition au travail ? Je dis pas que ça se parle pas dans ces organismes-là, mais aux États-Unis, y'a des organismes spécialisés juste pour ces causes-là. Et pis c'est un enjeu hyper important pour notre communauté, garder notre pouvoir d'achat (Marie)

En termes de changements, Catherine remarque « qu'il y a de plus en plus de lois dans les milieux de travail pour contrer la discrimination ».

⁷³Il s'agit d'une obligation, demandée par le Directeur de l'état civil, afin d'obtenir un changement de prénom.

Pour plusieurs participant-es, le milieu familial constitue un autre espace déterminant dans la lutte contre la cisnormativité. Certains ont relaté des événements discriminants au sein de leur famille. Julie, par exemple, s'est sentie discriminée lors d'un souper de Noël où « tous les autres étaient nommés par leurs professions, mais nous, on était trans ». Ainsi sa transidentité et celle de sa conjointe étaient ce qui les caractérisait, et non pas leur emploi.

De plus, on remarque que les parents d'enfants trans peuvent jouer un rôle important dans l'acceptation de soi, comme l'explique Monique qui a eu une expérience très positive :

Moi, ce qui m'a le plus aidée dans la vie, je vais te le dire franchement, c'est entre 0 et 6 ans, de m'être jamais fait dire que j'étais pas correct d'être la petite féminine que j'étais là. T'sé je jouais avec mes poupées, mes jeux de petites filles. Moi, mes parents [ne] m'ont jamais dit : « T'es un petit gars, joue pas avec ça ». Alors c'est sûr que de pas avoir été écrasée de 0 à 6 ans, ça m'a aidé. (Monique)

Les parents trans sont aussi au cœur des enjeux familiaux. Dans le passé, les parents trans pouvaient perdre la garde de leurs enfants, ce qui a changé :

Une des grandes batailles, c'était aussi les enfants, ceux qui ont des enfants. Souvent les femmes se servaient de ça pour que le père n'ait plus accès à ses enfants. Maintenant ça n'existe plus ça. Maintenant devant les juges, c'est pas une raison pour enlever les enfants de leur père. (Monique)

En d'autres mots, les enjeux familiaux sont liés aux interactions dans le cadre familial, à la parentalité d'enfants trans mais également à la trans-parentalité.

Quelques autres enjeux, que je ne vais pas développer, ont été nommés par certains participant-es, comme le vieillissement et le sport.

La représentation des personnes trans au sein de l'espace médiatique, dans les milieux scolaire, de travail et familial a tendance à marginaliser celles-ci. Plusieurs stratégies ont été mises en place afin d'améliorer l'acceptation sociale, notamment la visibilité et l'éducation populaire. L'alliance avec d'autres militances peut également aider à l'amélioration de cette acceptation sociale.

5.6 Les alliances avec d'autres militances

Les alliances avec d'autres militances représentent le sixième enjeu identifié par les participant-es. Il s'agit d'une part de renforcer le combat contre la cisnormativité comme l'illustre la citation de Monique : « Faut avoir une force de frappe, c'était nécessaire. Pour avoir des droits au gouvernement et tout, notre petite communauté de transsexuels là, c'était pas ben ben fort ». Cette lutte contre la cisnormativité est considérée pour plusieurs comme liée à d'autres luttes contre les oppressions. À ce titre, plusieurs des participant-es ont insisté sur l'importance de s'allier, de soutenir les différentes luttes contre les oppressions même s'il ne s'agit pas de leur premier cheval de bataille. À ce propos, Bruno explique :

Sur le terrain, on a intérêt à s'allier. Mais pour moi, ce sera toujours LGBTIQ, féministes et tralala t'sé. On a intérêt, les gens de la gauche, les gens marginalisés, les gens opprimés à se rassembler pour être forts. Et à chacun chacune, appuyer les causes des autres groupes, même s'il s'agit pas de notre cause principale que, dans le quotidien, on planche 40h/semaine là-dessus. (Bruno)

Selon Hélène, une autre participante, « chaque groupe minoritaire qui obtient une victoire la remporte pour tous les autres ». D'autre part, il s'agit de combattre la cisnormativité qui peut être présente au sein de ces divers réseaux militants. J'aborderai successivement les alliances avec les activistes LGBQ, féministes et d'autres populations marginalisées, ensuite j'exposerai les stratégies de rapprochement proposées par les participant-es.

5.6.1 Les alliances avec les militant-es LGBQ

L'alliance LGBTQ est très importante, les militant-es rencontrés ont été très loquaces à ce sujet. Je commencerai par exposer les lieux d'alliance nommés, puis les débats au sein de la militance trans quant à l'alliance avec les LGBQ, enfin j'aborderai les problèmes de cisnormativité au sein des réseaux LGBTQ identifiés par les participant-es.

Quatre lieux d'alliance ont été identifiés : le milieu VIH/sida, le milieu queer anglophone, le milieu LGBT francophone, le milieu queer francophone. Le premier lieu d'alliance se situe au sein de la lutte contre le VIH/sida. Les femmes trans sont particulièrement touchées par l'épidémie, au même titre que les hommes gais. Une militante

trans séropositive que j'ai rencontrée s'est investie dans la lutte contre le VIH/sida dans les années 1990, elle a rejoint des organismes VIH/sida au sein desquels elle a occupé des postes importants. Dominique explique qu'un de ces groupes était un « château fort gai », au sein duquel elle est parvenue à se faire une place malgré les résistances de certains hommes gais. D'autres participant-es se sont investis dans des organismes VIH/sida et ont mentionné la place importante des hommes gais, et le manque d'inclusion des personnes trans. Cette question sera approfondie plus tard.

Le second lieu d'alliance repéré se situe dans le milieu queer anglophone, fortement composé d'étudiant-es et de jeunes. Cette alliance s'est d'abord traduite par le changement de nom des *Centre des femmes* de Concordia et de McGill qui sont devenues respectivement le *Centre 2110* et l'*Union for Gender Empowerment*, dans la première moitié des années 2000. Ces changements de nom représentaient un élargissement des mandats de ces groupes, qui voulaient traiter à la fois d'enjeux féministes, queers et trans. Un autre organisme majoritairement anglophone, *Projet 10*, s'adresse spécifiquement aux jeunes (16-25 ans). Il a développé au milieu des années 2000 *Projet Max*, un projet de l'organisme ayant pour but l'inclusion des personnes trans. Il a notamment rédigé un guide pour les personnes trans expliquant comment accéder aux procédures de transition médicale et juridique. Cela a permis une inclusion beaucoup plus forte des jeunes trans, qui fréquentent cet organisme en plus grand nombre depuis.

Le troisième lieu d'alliance repéré se situe au sein du milieu LGBT francophone. L'évènement que les militant-es rencontrés jugent fondateur de cette alliance est les *États généraux des communautés LGBT* de 2004. C'était la troisième édition et la première où les personnes trans étaient incluses. Elles étaient une dizaine sur les 400 personnes présentes. Marie explique que ces États généraux ont permis beaucoup de changements au sein des communautés LGBT et au-delà :

Le milieu gai a joué un rôle très important. Parce que même si c'était pas toujours bien fait, même si c'était pas toujours l'ensemble des points qui étaient considérés, ils ont fait connaître le mot « trans » dans beaucoup de milieux où ce que les trans elles-mêmes n'avaient pas accès. Juste faire connaître un nom, c'est déjà beaucoup [...]. Donc intra-communauté LGBT, y'a beaucoup de changements qui se sont faits parce qu'il y a des gens qui ont fait le pont entre les deux, et pis qui ont dit, on va arrêter de

rester encabané. [...] Les T, c'est maintenant un acteur incontournable dans la communauté LGBT. (Marie)

Ainsi, depuis le milieu des années 2000, les participant-es ont noté beaucoup d'évolution au sein des organismes gais et lesbiens francophones devenus LGBT. Le travail d'inclusion se fait organisme par organisme, certains étant encore aujourd'hui juste LG ou LGB. Cette alliance a également permis l'accès à une reconnaissance politique de la militance trans, comme mentionné précédemment.

Le défilé de la *Fierté Montréal* est un autre évènement d'importance. En effet, depuis 2009, l'*ATQ* anime un cortège dans la parade LGBT avec des revendications spécifiquement trans, sous l'impulsion de jeunes femmes trans lesbiennes. C'est une action de visibilité jugée très importante par plusieurs participant-es.

Les caucus LGBT des centrales syndicales francophones ont également évolué vers plus d'inclusion des personnes trans. En effet, une participante explique que leur participation aux coalitions LGBT au sein desquelles elles tiennent une place importante a permis de les sensibiliser.

Le quatrième lieu repéré est le milieu queer francophone, qui s'est formé plus récemment. En 2009 s'est créé le groupe *PolitiQ – queers solidaires*, qui possédait dès ses débuts une commission trans. Julie voit le queer comme inclusif des personnes trans : « PolitiQ comme telle n'est pas trans, c'est queer, plus large, ça inclut les trans ». Quelques participant-es ont mentionné la coalition lancée par cet organisme afin d'organiser le premier rassemblement extérieur revendicatif trans, devant le Directeur de l'état civil. Le soutien des mouvements LGBT et queer a été très important, car près des deux tiers des organismes signataires proviennent de ces réseaux.

Par ailleurs, au sein des réseaux militants trans, plusieurs points de vue s'affrontent quant à l'alliance avec les LGBQ. Les discours des militant-es peuvent prôner des rapprochements ou des éloignements entre ces militances.

Les identités trans ont rapport dans le mouvement LGBT et pis ça a rapport au mouvement queer. [...] Je pense qu'au niveau des oppressions que les personnes

trans vivent, ça se rapproche aux oppressions que d'autres personnes vivent par rapport au genre et à la sexualité. (Bobby)

Pour Johnny, ces oppressions ont la même origine :

Même si nos besoins, nos réalités quotidiennes sont peut-être différentes sur des détails, la discrimination sociale à laquelle on fait face, elle vient de la même place. Faque le public *at large* là, il nous met tous dans le même panier. (Johnny)

Monique, une militante trans de longue date, abonde dans le même sens. Elle dit que « pour le commun des mortels, homosexuels, transsexuels, transgenres, Mado [une célèbre *drag queen* montréalaise], c'est tout mêlé dans le même panier ».

Un autre participant, Bruno, soutient qu'il y a des parallèles importants à faire entre ces deux oppressions, mais qu'elles demeurent différentes : « Dans un cas, y'a l'orientation et dans l'autre cas, y'a l'identité. Donc pour moi, c'est deux réalités différentes, des problématiques différentes, donc des besoins différents ». Selon Monique, les réalités trans et LG sont tellement différentes qu'elles ne sont pas comparables. Étant hétérosexuelle, elle s'est opposée pendant longtemps à l'alliance avec les LG, mais a changé d'avis depuis quelques années. Elle explique :

C'est très récent. Parce que pendant longtemps... d'abord les vieilles transsexuelles ne voulaient pas [s'allier avec les LG], et certaines jeunes aussi qui sont assez puissantes dans la communauté préféraient que les transsexuels restent un groupe autonome. (Monique)

On remarque ainsi une divergence entre les personnes trans hétérosexuelles qui se sentent moins concernées par cette alliance et celles qui sont LGBQ qui la portent, comme l'illustre la citation de Marie :

Souvent y'a un problème dans notre communauté t'sé... parce qu'il y a des trans qui veulent pas être associés aux gais, parce qu'elles sont hétéros, et l'inverse, celles qui sont plus gais et lesbiennes : « ben oui, mais c'est nos meilleurs alliés, on devrait s'associer avec eux ». (Marie)

Il y a donc des débats au sein de la militance trans sur l'alliance avec les militant-es LGBQ, lesquels sont notamment alimentés par les expériences des activistes trans au sein de ces réseaux.

Les militant-es rencontrés ont évoqué plusieurs problèmes de cisnormativité au sein des militances LGBQ, qui se caractérisent par un non-traitement des enjeux trans ou une relégation au second plan, comme l'expriment François, Julie et Johnny :

[L]es groupes qui se disent LGBT, c'est en fait des groupes gais et lesbiens. (François)

Sur LGBT, le T est tout petit à la fin d'habitude. (Julie)

Le commentaire que j'entends : « *the world isn't ready yet* », le monde est pas encore prêt. Même dans la communauté LGBT, les bis pis les trans, on se fait dire ça souvent [...]. C'est très très frustrant parce que je crois en la solidarité et puis personne n'avance sans qu'il y ait tout le monde qui avance. (Johnny)

À ce propos, un autre participant explique qu'en règle générale quand le T est ajouté, il est inclus dans des questions de sexualité, et ainsi il n'est pas réellement traité, il questionne :

[I]f it says LGBT or if it says LGBTQ, then often the question is: "Well, that's great, but where is the T? Where is the trans stuff that is part of this panel, is part of this workshop, is part of this organization?" (Mike)

Selon Bobby, les militant-es LGBQ ne remettent pas suffisamment en cause leur position de pouvoir :

Souvent les trans sont mentionnés mais y'a pas vraiment... t'sé c'est comme oh LGBT, mais le T est pas vraiment comme t'sé... en anglais on dit *accountability*. T'sé c'est comme, on le mentionne parce qu'on veut être inclusif mais c'est plus de la tolérance que de l'inclusivité vraiment. [...] D'être tolérant, ça veut juste dire, y'a rien qui change, c'est toujours les mêmes personnes qui sont en position de pouvoir, et pis ces personnes-là sont capables de dire : « ben j'utiliserais pas mon pouvoir contre toi, mais je t'en donnerais pas non plus ». Y'a pas d'échange qui se fait, y'a pas d'ouverture par rapport à laisser une place aux personnes qui sont trans. (Bobby)

Une autre participante, Catherine, pointe les conséquences de l'exclusion des enjeux trans des organismes LGBTQ :

[I]ls font des actions pour les gais et lesbiennes, mais ils en font pas en même temps pour les trans. Si il y a quelque chose pour les trans, c'est rare qu'ils aient le temps de s'en occuper. Ou comme qu'ils connaissent pas assez le dossier ou qu'ils ont pas assez d'expérience là-dedans, ben des fois s'ils s'en occupent, ils s'en occupent tout croche. (Catherine)

Pour terminer, il est intéressant de voir qu'il y a des dynamiques propres entre les différentes communautés LGBTQ. Hélène exprime cette idée tout en considérant que l'accès à l'égalité des droits pour les LG a permis de créer de l'espace pour s'ouvrir aux enjeux trans :

Pendant un bout de temps, les gais étaient les ennemis des lesbiennes, vous êtes assez vieux, vous avez peut-être connu ça, les gais étaient les ennemis aussi des transgenre, les lesbiennes ont été aussi beaucoup les ennemis des transgenres et des transsexuels;

toutes des fausses femmes pour eux. Donc au départ, c'était pas évident, ils se battaient pour leurs propres droits, mais maintenant que leurs droits sont établis, y'en a qui sont rendus beaucoup plus ouverts et regardent, justement, la question des transgenres, des transsexuels comme étant des groupes minoritaires qu'il faut aussi défendre et protéger. (Hélène)

À ce titre, le lien entre personnes trans et lesbiennes a été évoqué. Les militant-es rencontrés ont mentionné à plusieurs reprises le soutien qu'ils ont pu avoir de militantes lesbiennes, mais également les résistances des lesbiennes à leur entrée au sein de l'alliance LGBTQ, par peur de perdre du terrain et de la visibilité, comme l'illustre cette citation de Catherine :

Les lesbiennes qui disaient : « Vous autres [les gais], tout est fait pour vous autres, il nous reste plein d'affaire à faire pour nous autres, on est 10 ans en arrière sur vous autres ». Moi là, j'ai répondu, nous autres, on est 20 ans en arrière ou 30 ans en arrière. Je me faisais fusiller du regard par cette lesbienne là. (Catherine)

Si les militant-es LGBTQ semblent représenter des alliés-es d'importance dans la lutte contre la cisnormativité, ils forment également des espaces au sein desquels une certaine exclusion et marginalisation peuvent être vécues par les personnes trans. La militance féministe semble représenter un autre allié de taille dans la lutte des militant-es trans.

5.6.2 Les alliances avec les militantes féministes

Les participant-es ont identifié plusieurs lieux d'alliance avec les militantes féministes, ils ont également mentionné les débats présents au sein de la militance trans ainsi que certains problèmes de cisnormativité au sein des réseaux féministes.

Trois lieux d'alliances ont été repérés par les militant-es rencontrés : la lutte des travailleuses du sexe, les milieux queers anglophones et le mouvement des femmes francophone. Le premier lieu d'alliance identifié s'est formé au sein de la lutte des travailleuses du sexe. Beaucoup de femmes trans pratiquent le travail du sexe. Ces femmes ont constitué des réseaux autour de la pratique du travail du sexe, qu'elles exercent au sein des mêmes lieux. Cela a permis le développement d'une militance trans. À ce propos, une femme trans travailleuse du sexe a fait du travail de rue depuis le début des années 1990 en direction notamment des autres femmes trans travailleuses du sexe. Elle explique qu'à la fondation d'un organisme non mixte par et pour les travailleuses du sexe au milieu des

années 1990, *Stella*, la question s'est posée d'inclure ou non les femmes trans. Selon Dominique, il a finalement été retenu que « toute personne s'identifiant en tant que femme, même s'il est en garçon le jour et pis en femme la nuit, peut recevoir des services à [l'organisme] ». C'est ainsi un des premiers groupes de femmes au Québec à avoir mis en place une non-mixité qui incluait les femmes trans (transsexuelles et travesties). Selon une militante, beaucoup de femmes trans fréquentaient cet organisme, et c'est au sein de la lutte des travailleuses du sexe qu'on a pu voir émerger en premier des revendications trans lors de manifestations ou de rassemblements pendant les années 1990. L'importance de l'alliance entre travailleuses du sexe trans et cis est soulignée par Nancy :

On a des organismes [...] qui sont aussi, et selon moi, ça fait partie d'un mouvement féministe, qui sont des alliés essentiels, très importants dans le mouvement des travailleuses du sexe. C'est un allié très très important. Et pis, là où des femmes trans et des travesties, des travailleuses du sexe font partie pis sont comme vraiment, dans certains cas, au centre de campagnes. (Nancy)

Cette participante indique quelques critères d'inclusion comme l'offre de services aux femmes trans et la mise au premier plan de celles-ci à certains moments.

Le second lieu d'alliance repéré se situe dans le milieu étudiant anglophone queer et féministe. Ceci se traduit par le changement de nom et de mandat des *Centre des femmes* de Concordia et de McGill, comme mentionné précédemment. La citation de Mike illustre comment les deux groupes ont recomposé le sujet politique de leur féminisme en s'ouvrant à d'autres réalités qui ne concernaient pas uniquement les femmes, mais également les personnes trans.

I think both those groups and other groups work hard to re-construct people's idea about what feminism means and what it means to be a feminist organization and how feminism is not necessarily just about non-trans women, but it's actually about so many things. [...] And it's being recognized who is being left out and how to stop leaving those people out and what it looks like to work to include people who belong in the work that's already being done. (Mike)

On voit ainsi que l'arrivée du queer a permis à certains organismes de réactualiser leur vision du féminisme afin d'y inclure les personnes trans et LGBQ.

Le troisième lieu d'alliance se situe au sein du mouvement des femmes francophone. On remarque que depuis les années 2000, des discussions, des échanges et de l'éducation

populaire entre militances féministes et trans ont eu lieu. Quelques participantes ont expliqué que plusieurs groupes de femmes ont mis en place des politiques d'inclusion des personnes trans dans leur non-mixité. De plus, plusieurs hommes et femmes trans ont été pro-actifs au sein de ces discussions. Bruno, par exemple, a réussi à sensibiliser un certain nombre de militantes féministes présentes dans ses réseaux :

J'ai déjà réussi à rallier certaines personnes du milieu féministe à la cause trans, parce que ces personnes-là [ne] connaissaient pas beaucoup de choses des enjeux trans, et pis [n']avaient pas nécessairement des préjugés mais avaient peut-être certaines idées préconçues. Et puis, en me connaissant, en me voyant, en discutant avec moi de plein de choses, ben ces personnes-là ont dit : « Ah ben t'sé, je suis devenu ben plus trans-allié. » (Bruno)

Une autre participante, Marie, voit ce qu'elle identifie comme « la dernière vague du féminisme » comme plus ouverte aux enjeux trans.

Par ailleurs, les rapports entre militances trans et féministes sont jugés comme relativement conflictuels par plusieurs participant-es. Bruno affirme :

L'histoire entre le trans-activisme et le féminisme, depuis 40 ans, est une histoire de luttes et de déchirement principalement. Même si oui, y'a eu quelques féministes qui ont été alliées des trans, et quelques trans qui ont été alliées avec les féministes. Mais la principale dimension était une dimension de choc... et de déchirement, c'est le meilleur terme. (Bruno)

On voit ainsi qu'au même titre que l'alliance avec les militant-es LGBTQ, l'alliance avec les militantes féministes fait débat au sein des réseaux trans.

Des problèmes de cisnormativité ont également été identifiés au sein des réseaux féministes. En effet, plusieurs participant-es ont mentionné avoir vécu du rejet au sein de groupes féministes, comme l'illustre la citation de Monique :

Les féministes, elles [ne] sont pas tellement d'accord d'avoir des transsexuels auprès de leurs groupes. Y'en a, je pense, y'en a des transsexuels qui militent avec les féministes, mais c'est pas facile. Oh non non, je te dis, vraiment, on était dans une case à part, et très loin dans le casier du bas. (Monique)

Cette relégation des personnes trans peut prendre une tournure plus extrême et transphobe au sein de certaines franges du féminisme. Pour une participante, le discours des féministes revient à dire : « Vous êtes pas des femmes, on est femmes en premier et pis les trans après » (Julie). On voit ici une négation de l'appartenance des femmes trans à la catégorie femme.

Cela peut parfois être doublé d'une négation de l'appartenance des hommes trans à la catégorie homme. À ce propos, Marie évoque « certains groupes radicaux, qui vont jusqu'à reconnaître un *transboy* comme une femme, [...] parce que c'est vraiment le fait d'être né avec des ovaires qui compte ». On assiste ainsi à une essentialisation du sujet politique du féminisme, qui est fondamentalement cisnormative, comme mentionné dans la première partie de ce chapitre.

La question des refuges pour femmes victimes de violence représente un point de cristallisation des enjeux de l'inclusion des personnes trans au sein de la non-mixité féministe. Julie résume bien la situation d'exclusion qui peut parfois être vécue :

Je pense aux centres de femmes, t'sé pour les femmes battues, déjà une fille lesbienne qui arrive dans un centre de femmes, déjà elle est pas nécessairement bien... t'sé c'est pas évident. En plus trans, t'es aussi bien de fermer ta gueule là. Si t'es pas opéré, tu [ne] rentres pas. Si tes papiers sont en ordre et tout, tu le dis pas, tu passes, ça va. Si tu [ne] passes pas et pis que t'es pas opérée, oublie ça, ils vont te mettre dehors. (Julie)

Il y a donc une pression à « passer » et ne pas se dévoiler, ce qui, selon une autre militante, peut poser problème aux femmes trans pauvres qui ont moins accès aux modifications corporelles (comme l'électrolyse), et qui sont celles qui ont le plus besoin de services. Elles peuvent ainsi se retrouver sans aucune ressource. Nancy, quant à elle, explique que l'accès aux refuges se joue toujours au cas par cas.

De temps en temps, on trouve des travailleuses spécifiques qui sont des alliées fortes, qui travaillent dans un refuge, qui ont milité à l'intérieur pour l'accessibilité pour les femmes trans par exemple, et pis tout va bien. Mais dès que la personne quitte l'organisme, ben vu qu'il [n']y a pas de politique en place, ça peut changer complètement l'accès. (Nancy)

Pour terminer, cette même participante explique que le mouvement féministe représente une grille d'analyse importante pour lier différentes populations marginalisées ensemble :

And feminist movements, I think, have a really important role in bringing together alliances between sex workers, people with disabilities, trans people, women and trans people of color especially, and indigenous people in these ways to... that really understand and locate oppression both in our day-to-day lives, in our communities and then situational kind of systemic sense as well. (Nancy)

La prochaine partie se centrera d'ailleurs sur l'alliance entre les militant-es trans et d'autres populations marginalisées.

5.6.3 Les alliances avec d'autres populations marginalisées

Il s'agit de la plus ancienne alliance identifiée par les participant-es. Elle prend place essentiellement au sein des organismes de santé en direction des personnes marginalisées. Les cinq populations marginalisées avec lesquelles des alliances ont été identifiées sont les usager-es de drogue, les travailleur-ses du sexe, les personnes séropositives, les personnes racisées et finalement les personnes incarcérées.

La première population identifiée est formée par les organismes s'adressant aux usager-es de drogue. En effet *CACTUS* et *Dopamine*, deux organismes ciblant cette population, ont développé, dès les années 1990, de la prévention, du travail de rue et mis en place des groupes d'entraide pour les personnes trans. Ces organismes visent également d'autres populations marginalisées, ils sont au cœur des alliances abordées dans cette partie⁷⁴.

La seconde population est composée des travailleur-ses du sexe. J'ai déjà mentionné la place importante qu'occupent les femmes trans au sein de la militance des travailleuses du sexe, une place qu'elles ont commencé à occuper dès la création de l'organisme *Stella*.

La troisième alliance avec une population marginalisée identifiée par les participant-es se situe au sein de la lutte contre le VIH/sida. En effet, plusieurs militant-es rencontrés se sont investis dans des organismes VIH/sida, dont deux femmes séropositives. Une d'entre elles occupait des postes de responsabilité dans plusieurs organismes VIH/sida au courant des années 1990, comme mentionné précédemment. Cela lui a permis de faire beaucoup de conférences à travers le Canada. Elle a même mis en place un groupe d'entraide entre femmes transsexuelles séropositives qui se rencontrait une fois par semaine. Mike, un autre participant, explique que d'autres organismes trans comme *À Deux Mains*, le *Centre 2110* et *Projet 10* s'occupent de prévention et d'éducation sexuelle, en se préoccupant souvent d'inclure les personnes trans : « For example, talking about using safer sex stuff like

⁷⁴ *Chrysalide* n'existant plus au sein de *Dopamine*, c'est l'*ASTT(e)Q* au sein de *CACTUS* qui joue seul ce rôle aujourd'hui.

condoms and whatever, for trans folks. Making sure that that specific information is being included ». Bobby partage cette préoccupation d'inclusion des personnes trans dans la prévention VIH/sida. Il a quitté un organisme au sein duquel il s'impliquait car il ne le trouvait pas assez inclusif des personnes trans et trop composé d'hommes gais.

C'est comme on accepte les personnes trans, mais on [ne] change pas rien de pratique pour faire l'espace comme vraiment inclusif et pis pour que nos pratiques, et nos désirs d'interventions soient représentatifs de leurs réalités. Faque c'est un peu le cas avec [un organisme VIH], c'est un peu mon *beef* avec eux autres. (Bobby)

Une autre militante abonde dans le même sens, mais au niveau de la militance liée au VIH/sida en général :

Les personnes trans séropositives sont une des dernières vraiment comme... on parle des utilisateurs de drogues, on parle des travailleurs et travailleuses du sexe, des migrants... y'a certaines populations ou minorités toujours à côté, ou qui sont complètement invisibles. Et pis ce sont ceux qui sont le plus touchés en même temps. (Nancy)

On peut penser que le lien qui s'est constitué dans les années 1990 ne s'est pas nécessairement maintenu et n'a pas permis une inclusion de plus en plus grande des personnes trans au sein de la militance liée au VIH/sida. À ce-propos, un militant rencontré estime qu'il y a eu très peu d'organismes VIH/sida signataires de l'appel du 17 juin 2010.

La quatrième population à laquelle certains militant-es trans tente de s'allier est composée des personnes migrantes et racisées. Il s'agit d'une alliance qui est beaucoup plus présente dans les milieux anglophones que francophones, elle demeure cependant encore trop limitée aux yeux de plusieurs. Bobby regrette le manque d'organismes pour les personnes queers et trans racisées :

C'est la question des personnes racialisées aussi. Et pis je veux dire, y'a pas beaucoup de liens qui sont fait par rapport à ça [à Montréal], mais je sais qu'à Toronto y'a une grosse population de gens qui sont trans et des personnes de couleur aussi, et pis des... comme QPOC là, queer people of color, qui discutent beaucoup beaucoup de la questions trans. (Bobby)

Nancy souligne qu'il y a encore trop peu de personnes racisées dans les organismes trans, alors que les enjeux d'immigration et de racisme s'expriment beaucoup dans son expérience du travail de rue :

Ce qui concerne beaucoup des personnes que je rencontre quand je fais le travail de rue par exemple, ce sont des questions juridiques, des questions d'accès à l'hormonothérapie, des questions d'accès à des papiers d'immigration, des différentes

réalités qui sont influencées par le racisme par exemple. [...] On est la plupart tous des organismes blancs aussi, qui répondent pas aux besoins des personnes trans racisées, migrantes, les latinas en particulier si on parle de travail du sexe. Y'en a beaucoup. Et pis aucun service qui répond directement à leurs besoins. (Nancy)

Elle s'implique au sein de cette militance afin de pouvoir y amener la voix des personnes trans racisées.

La cinquième population marginalisée identifiée est composée des personnes incarcérées. En effet, Nancy soutient que cette lutte est beaucoup influencée par le mouvement pour l'abolition des prisons aux États-Unis. Elle explique que les personnes trans sont souvent enfermées dans les prisons correspondant au genre assigné à leur naissance : « Ça arrive ici au Canada aussi, que les personnes trans sont incarcérées, que les femmes trans sont dans le milieu des hommes et pis vice-versa » (Nancy). Deux organismes semblent concernés par cette question-là : l'*ASTT(e)Q* qui organise des visites pour les prisonniers trans et le *Projet de correspondance pour les prisonnier-es* qui développe une correspondance spécifique pour les personnes queers et trans.

Pour terminer cette partie, je dois préciser que la tension entre les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celle ne l'étant pas a une influence très importante sur le travail d'alliance avec d'autres personnes marginalisées. En effet, les militant-es qui pensent que les personnes trans précarisées doivent être au centre de la militance trans sont celles qui travaillent le plus à ces alliances. Nancy souligne l'importance de ce travail d'alliance et de représentation au sein de mouvements d'autres populations marginalisées.

Les personnes trans font partie du mouvement des travailleuses du sexe, du mouvement pour la Justice des migrants, sont des personnes pauvres, sont des personnes incarcérées, etc. Donc on devrait avoir la représentation des personnes trans dans ces sortes de milieux aussi, donc c'est pour ça qu'on s'implique. [...] Donc pour moi, il y a plusieurs mouvements où il faut qu'on s'implique, et pis où il faut faire des liens. Parce que pour moi, le risque, c'est que si on parle juste du mouvement trans, on met le focus sur les besoins, les réalités des personnes les plus privilégiés. (Nancy)

On voit ainsi que l'alliance avec d'autres populations marginalisées est développée inégalement. Certaines alliances ont débuté dès les années 1990, avec des liens qui se sont ou

non maintenus. D'autres alliances sont plus récentes et semblent demeurer trop peu développées aux yeux de plusieurs participant-es. Leurs réflexions quant aux stratégies afin de rapprocher la militance trans d'autres militances peuvent constituer de bons éléments de réponse.

5.6.4 Les stratégies de rapprochement

Quatre stratégies de rapprochement entre la militance trans et les autres militances ont émergé des entrevues : l'adoption par la militance trans des enjeux d'autres militances et inversement, l'ouverture de dialogue, la sensibilisation ainsi que l'acquisition d'une position de leadership par les militant-es et organismes trans.

La première stratégie est la double adoption : par la militance trans, des enjeux d'autres militances et par les autres militances, des enjeux trans. Comme je viens tout juste de le mentionner, Nancy considère que la participation et la représentation des personnes trans aux militances d'autres populations marginalisées est très importante, au même titre qu'elle pense qu'il faut mettre au centre de la militance trans, les personnes précarisées à cause de leur statut économique et social. De plus, Marie met de l'avant le double traitement des questions d'identité de genre et d'orientation sexuelle par les militances LGBTQ :

Une chose qui est difficilement comprise dans le milieu trans, c'est que si on veut qu'on soit vraiment LGBT, ça veut dire que les organismes à la base pour gais et lesbiennes s'ouvrent aux réalité trans, donc à l'identité de genre, ben faudrait que les groupes pour trans s'occupent aussi de l'orientation sexuelle de leurs membres, dans le sens qu'on est pas juste trans, on a aussi une orientation sexuelle. (Marie)

Pour elle, l'accueil des personnes trans hétérosexuelles au sein des organismes LGBT représente un indicateur de l'inclusion des personnes trans.

Par ailleurs, Johnny évoque une idée similaire quand il explique que les personnes trans ou alliées, et féministes devraient beaucoup plus s'exprimer. Cela permettra des rapprochements par une ouverture de dialogue, qui constitue la seconde stratégie. En effet, selon Johnny, ouvrir un dialogue basé sur le respect permet de sortir de l'aspect émotionnel que le féminisme peut engendrer pour les personnes trans et inversement :

C'est en dialoguant, mais en dialoguant d'une manière qui invalide pas l'expérience de l'autre. Parce que ce que je trouve souvent dans ces affaires là, c'est que c'est pas juste des débats intellectuels, c'est vraiment des grosses émotions qui sortent et pis les gens des deux bords se sentent justement invalidées par l'autre coté. (Johnny)

Il évoque le même type d'idée par rapport au mouvement LGBTQ. Pour Bruno aussi, l'ouverture d'un dialogue semble une bonne stratégie. Il explique qu'il faut ouvrir la communication avec des bons arguments « justes à la fois pour les féministes et pour les trans », « qui respectent l'ensemble des identités ». Il préconise ainsi d'éviter les tensions : « ça sert à rien de parler plus fort, ça sert à rien d'écraser les autres ».

La troisième stratégie, directement liée à la seconde, est la sensibilisation. Pour Bobby, les organismes LGBT, queers, féministes et VIH/sida doivent travailler à inclure les personnes trans, notamment en évitant les réactions défensives quand un problème de transphobie est nommé :

Des changements concrets pour moi, ça serait vraiment une question que dans les organismes LGBT, il y ait vraiment une éducation qui est faite pour les personnes qui travaillent dans ces organismes-là, pour rendre les services vraiment inclusifs. [...] Même si ça l'a pas rapport nécessairement avec les organismes qui font de la prévention VIH ou de l'éducation par rapport au VIH, ben si t'adresses pas ce problème-là, tu viens de couper plein de gens de tes services dans le fond, des gens qui se sentiront pas confortables avec tes services. Donc je pense que ces enjeux-là doivent être adressés et pis si tu te fais dire quelque chose que tu fais est problématique, ben c'est de dire « okay, qu'est ce que je peux faire pour régler la chose », rentrer dans un dialogue plutôt que d'être défensif. (Bobby)

Ainsi, il affirme que ne pas rendre les organismes inclusifs pour les personnes trans empêche celles-ci d'accéder à ces services. Par ailleurs, la sensibilisation d'organismes importants, ayant du poids est considérée par plusieurs militant-es comme utile pour influencer de plus petits organismes, comme l'illustre la citation de Bruno par rapport aux militances LGBT et celle de Marie par rapport à la militance féministe :

Quand on va réussir à gagner des gros organismes comme Gai Écoute, GRIS-Montréal sur les questions trans, ben je pense que là ça va être une question de peu de temps pour rejoindre tous les petits organismes aussi, pour que le T soit réellement intégré. Pour ça, ça prend des trans sur le terrain qui vont parler, et qui font des conférences. (Bruno)

Si ça passe par la Fédération des Femmes [du Québec], c'est une instance assez haute pour que ça puisse avoir des répercussions et que ce soit plus facile de faire passer le message dans certains groupes de filles ou de femmes récalcitrantes. (Marie)

Ainsi, ces organismes sont jugés comme très influents au sein de ces militances et pourraient permettre des changements plus profonds.

Enfin, la quatrième stratégie de rapprochement est l'acquisition d'une position de leadership par les activistes et organismes trans. Nancy explique que le mouvement féministe devrait donner une place plus importante aux voix des femmes trans : « Something that I see feminist movement really need to do is to re-assert the importance of trans women being really visible and having power and leadership within these movements ». Julie, quant à elle, estime que les organismes trans peuvent acquérir du leadership qui leur donnera de la crédibilité :

Faque si l'organisme voisin regarde par-dessus son balcon vers l'organisme à coté trans pis « sacrifice, ils en brassent des affaires, les trans t'sé », hé ben, c'est du leadership, c'est le pouvoir que les autres veulent bien nous accorder. Donc les autres communautés vont voir qu'on est crédible, qu'on fait des affaires, qu'on avance, que nos dossiers sont sérieux, pis qu'on a de vraies revendications. (Julie)

Le fait que les organismes trans soient jugés sérieux permettra, selon elle, d'obtenir plus de soutien de la part des autres militances et organismes.

Les différentes stratégies de rapprochements entre la militance trans et d'autres militances permettraient ainsi une inclusion plus forte des personnes trans au sein de ces réseaux. Cela signifierait y faire reculer la cisnormativité. Les alliances permettent également d'accroître le nombre de personnes combattant la cisnormativité.

5.7 Perception du changement social

Les participant-es ont perçu un certain nombre de changements sociaux concernant les personnes trans, dont une grande partie a été révélée tout au long de ce chapitre. On remarque une différence de perception importante en fonction du temps d'implication, ce qui est logique étant donné que plus on milite depuis longtemps, plus on a eu l'occasion de voir se réaliser des changements. Selon Dominique, il y a de plus en plus de personnes trans visibles : « Moi, je pense que les gens [ne] sont plus aussi surpris, parce qu'il y en a partout.

Y'en a de plus en plus. Les gens se cachent moins qu'avant ». Une autre militante, Catherine, évoque des changements sur de nombreux plans :

Ça a changé, oui, c'est sûr. Y'a eu beaucoup plus de présence à la télévision. [...] Ça se voit... avec le temps, on voit qu'il y a beaucoup plus de lois dans les milieux de travail, pour contrer la discrimination. Y'a beaucoup plus d'instances gouvernementales qui communiquent avec nous quand il y a des problèmes, ou quand ils veulent faire avancer certaines choses. Les organismes nous appellent plus souvent aussi, pour pouvoir les aider sur certains sujets. Et quand on va faire des conférences, on voit que le monde est déjà plus ouvert d'esprit qu'avant, ils posent des questions un peu moins stupides. (Catherine)

Selon elle, il y a plus de visibilité et une connaissance et reconnaissance plus grandes de la militance et des enjeux trans. Marie, quant à elle, note des changements en termes organisationnels et d'alliances :

On a fait beaucoup de rattrapage depuis 10 ans, [...] surtout au niveau organisationnel, dans le sens que je trouvais qu'il y avait une grosse lacune, c'est que des organismes trans par les trans et pour les trans, y'en avait pratiquement pas. (Marie)

Pour elle, le développement d'organismes trans ainsi que le soutien des organismes gais et lesbiens, comme vu précédemment, représentent une dimension extrêmement importante dans l'avancée du changement social lié aux enjeux trans.

Plusieurs militant-es espèrent voir ces différentes dimensions continuer à évoluer, notamment en termes de visibilité, d'accès aux soins de santé et d'inclusion dans les milieux LGBT et féministes. Deux participants m'ont fait part de leur visée de changement social à long terme. Bruno, tout d'abord, espère voir la transphobie disparaître et les personnes trans accéder à la reconnaissance sociale :

Ben moi, demain matin, on élimine toute la transphobie. C'est ce que je veux, c'est ce que je souhaite de tout cœur. Non seulement éliminer la transphobie, mais la reconnaissance à part entière. C'est pas juste bien de ne pas être discriminé, il faut aussi être reconnu t'sé. Pour moi, c'est un enjeu majeur, la question de la reconnaissance. (Bruno)

Ensuite, François espère parvenir à une société où chacun pourra choisir le genre qu'il souhaite :

[M]on idéal à moi là, ce serait un monde où tu peux te dire du genre que tu veux, tu peux avoir l'air de ce que tu veux. Tout est possible. Ce serait un monde où tout est possible en matière de genre, sexe, sexualité. Je veux dire tout est possible actuellement, tu peux bien vivre comme tu veux, sauf que concrètement, y'a plein

d'incitatifs à ne pas vivre comme ça. Parce que dans mon monde idéal, ben y'aurait pas ça. (François)

Ainsi, la lutte contre la transphobie a permis des changements sociaux importants mais demeure toujours d'actualité.

5.8 Conclusion

À la lumière des entrevues, la cisnormativité demeure encore très présente au Québec. Définir celle-ci représente un enjeu fondamental de la lutte. Le changement d'identité de genre se situe au cœur des enjeux de la militance trans. En effet, beaucoup de stratégies ont été développées afin d'améliorer l'accès aux soins de santé et aux services sociaux, et de faciliter le changement de prénom et de mention de sexe. Les règles de changement d'identité de genre sont régies par des institutions gouvernementales provinciales, c'est pourquoi la reconnaissance politique de la militance trans représente un enjeu essentiel pour obtenir des changements sociaux. La reconnaissance sociale des personnes trans semble également être un enjeu important mais jugé moins prioritaire par la plupart des participant-es. Finalement, les alliances avec d'autres militances jouent un rôle important dans la lutte contre la cisnormativité, en sensibilisant ces militant-es pour qu'ils combattent la transphobie à la fois au sein de leurs propres réseaux militants et de la société en général.

Les militant-es trans ont obtenu un certain nombre de gains en mettant en place toute une série de stratégies : faire de la recherche et produire du discours afin d'amener une compréhension plus fine de la cisnormativité et remettre en cause le pouvoir des institutions médicales et juridiques; organiser la défense des droits et exercer une pression politique en direction du gouvernement, afin de faire évoluer les règles du changement d'identité de genre et l'accès des personnes trans à celui-ci; produire des guides d'information afin d'outiller les personnes trans dans leur parcours de transition, jugé long et complexe; organiser des conférences et des ateliers d'éducation populaire afin de sensibiliser toutes sortes de milieux aux réalités trans; offrir des services de santé et sociaux pour pallier aux manques de l'intervention publique; se rendre visibles en tant que militant-es trans dans différentes

sphères de la société afin d'augmenter l'acceptation sociale; entrer en dialogue avec des professionnel·les de la santé et des services sociaux et des militant·es alliés afin de faire évoluer leurs pratiques vers plus de connaissance et d'inclusion des personnes trans; intégrer les revendications et préoccupations d'autres militances et occuper une position de leadership au sein de celles-ci afin de construire des alliances solides; enfin mener des batailles juridiques pour faire respecter ses droits et voir les comportements transphobes condamnés.

CHAPITRE VI

ANALYSE DU MOUVEMENT TRANS AU QUÉBEC

Les rencontres avec les douze militant-es trans ont été l'occasion d'aborder leur engagement au sein du mouvement trans et le sens qu'ils lui donnent, ainsi que leur analyse de la militance trans et de ses alliances avec d'autres militances. Ces entrevues permettent d'appréhender la militance trans sous divers angles : l'implication individuelle des activistes, les différents organismes existants, les tensions entre militant-es, les enjeux de la lutte contre la transphobie et les alliances. L'intérêt de cette démarche est d'être en mesure de dessiner les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. En effet, l'objectif de cette recherche est de savoir si on peut parler d'un mouvement social trans. Or précisément, c'est en examinant les pratiques et les analyses des militant-es rencontrés que l'on peut répondre à cette question.

Dans ce chapitre, j'analyserai d'abord la consistance collective du mouvement trans, qui est considérée par Lilian Mathieu comme une dimension fondamentale d'un mouvement social. Selon lui, la dimension collective n'est pas comme un donné, mais est produit au sein d'une mobilisation (Mathieu, 2004, p. 17). Je me pencherai sur la construction d'une « identité collective » et d'une « communauté », grâce aux concepts de Mathieu et d'autres auteurs.

Ensuite je m'intéresserai à la dimension conflictuelle d'un mouvement social et son corolaire, l'orientation vers le changement social, qui sont les deux autres dimensions fondamentales à un mouvement social selon Mathieu (2004). En effet, selon lui chaque mouvement social entretiendrait une relation d'opposition et de confrontation avec un adversaire et s'inscrirait dans la visée d'un « nouvel ordre social » (p. 19). J'analyserai la contestation de la cisnormativité dans la seconde partie de ce chapitre. J'inscrirai ensuite le combat des militant-es trans dans une remise en cause des normes entrecroisées de genre,

sexe et sexualité qui existe actuellement au Québec, à la lumière des études féministes et des études trans.

De plus, ce sociologue a développé le concept d'espace des mouvements sociaux, désignant ainsi un espace autoréférentiel au sein de la société, qui possède notamment ses propres règles, pratiques et stratégies (Mathieu, 2007a, p. 134). J'analyserai, dans la troisième partie de ce chapitre, l'inclusion du mouvement trans au sein de l'espace des mouvements sociaux québécois, à la lumière de la conception de l'action collective d'Henri Lamoureux. Je m'intéresserai alors à l'influence du secteur communautaire québécois et de son évolution sur le mouvement trans.

Enfin, j'aborderai les dynamiques d'alliances entre le mouvement trans et d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Je me pencherai spécifiquement sur les possibles redéfinitions des mouvements sociaux dont ces alliances peuvent être porteuses, en me basant sur les trois dimensions d'un mouvement social développées par Mathieu.

6.1 Construire une identité collective et une communauté

Érik Neveu (2005) met de l'avant l'intention de coopération comme une variable permettant d'établir un premier tri entre ce qu'est un mouvement social et ce qui ne l'est pas. La présentation des différents organismes trans a révélé qu'ils font un travail commun et coopèrent les uns avec les autres. Ceci est un premier indicateur de cette dimension collective. En effet, plusieurs regroupements ont été identifiés : le *Réseau de santé trans*, le Rassemblement du 17 juin ou encore la production de matériel d'information rassemblant plusieurs organismes, comme les dépliants sur les traitements hormonaux associant *Projet 10* et l'*ASTT(e)Q*.

Mathieu invite à analyser la dimension collective d'un mouvement social de manière dynamique, complexe. En effet, celle-ci doit être réfléchie avant tout comme un processus. L'objectif de cette partie est d'analyser la formation des liens au sein de la militance trans, en

se penchant sur la construction d'une identité trans collective et la formation d'une communauté trans.

6.1.1 La construction d'une identité trans collective

Selon Mathieu (2004, p. 141), le caractère identitaire d'un mouvement social serait central pour les militant-es appartenant à un groupe stigmatisé. Il s'agirait de contester l'image défavorable qui imprègne la représentation des personnes trans. À ce propos, la définition d'*identité collective* dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* insiste sur l'importance d'analyser comment celle-ci se construit, en précisant qu'elle représente un enjeu de lutte important entre activistes (Voegtli, 2010, p. 294).

Dans le cadre de ma recherche, les participant-es ont mentionné comment le changement d'identité de genre a joué un rôle dans leur implication. En effet, le fait d'entamer une transition de genre a eu une influence sur l'implication de l'ensemble des personnes rencontrées. Certains d'entre eux, comme Catherine et Julie, ont débuté leur militance au sein d'organismes trans au moment de leur transition. D'autres, comme Johnny, Bobby, Nancy, Marie, François et Bruno s'impliquaient déjà au sein de groupes militants et ont vu cette implication évoluer vers les enjeux trans qui les touchaient plus directement. La fréquentation des réseaux militants trans a par ailleurs permis à beaucoup d'entre eux d'accéder à de l'information qui les a aidés à faire leur transition. On peut ainsi penser que la transidentité de ces activistes est en partie façonnée au moment où ils commencent à s'impliquer au sein d'organismes trans, ce qui représente un premier indicateur de la construction d'une identité trans collective.

Par ailleurs, la création de cette identité trans collective semble traversée par ce que je nomme des « tensions transidentitaires ». Kendal L. Broad (2002) a analysé le processus de construction identitaire au sein du mouvement trans états-unien, en s'intéressant à la tension entre la politique d'affirmation identitaire et la politique de déconstruction, associée aux théories et pratiques queer. Selon elle, ces deux politiques sont présentes au sein de la militance trans; elle propose donc de parler d'une identité politique complexe, composée

d'allers-retours entre ces deux politiques : « T (transgender) politics is, at the same time, neither identity politics *nor* queer politics, and also both » (Broad, 2002, p. 261). Sa conception de l'usage de l'identité au sein du mouvement trans permettra de mettre en relief certaines dynamiques présentes dans la construction d'une identité trans collective au Québec.

Broad explique que la politique d'affirmation identitaire trans revêt trois aspects : la formation d'une frontière autour du groupe identitaire, le développement d'une conscience trans commune et la négociation identitaire dans la vie quotidienne. Premièrement, la création d'une frontière entre qui est trans et qui ne l'est pas est visible à travers les tensions que j'ai décrites entre les différents sous-groupes (p. 250). À ce propos, Davidson (2007) explique :

I have detailed the ways activists are constructing, challenging, changing, and organizing within (and outside of) the category transgender. I examined the politics of inclusion and exclusion in the trans social movement including: transsexual separatists rejecting the category transgender and objecting to inclusion in; genderqueer activists who wonder if they are "trans enough" and feel excluded because they challenge the commitments to binary sex and gender of many trans activists; activists who are willing to organize within this movement but unwilling to claim the identity of transgender for themselves. (p. 172)

On voit ainsi qu'une frontière se trace et permet la construction d'une identité trans collective aux États-Unis. Ses pourtours fluctuent lorsqu'on considère qui se sent inclus ou exclu et qui souhaite s'y insérer.

Dans le cadre de ma recherche, on remarque que la création de frontières entre qui est trans et qui ne l'est pas tient une place importante. Le rattachement collectif sur le plan de l'identité au Québec s'opère autour du terme « trans », qui a pour vocation unique d'être un terme unificateur. Cependant, autour de ce terme prennent place des rapports de pouvoir afin de définir ce qu'il inclut et ce qu'il exclut, et par extension qui peut se revendiquer de cette identité collective. Ainsi, certains militant-es s'adressent uniquement aux personnes transsexuelles, n'accueillent pas au sein de leurs organismes des personnes transgenres, genderqueers ou autres, et refusent de se battre pour des changements touchant l'ensemble des personnes trans. Ces militant-es délimitent les transidentités au passage strict d'un genre

à l'autre, en suivant les étapes du processus de transition médicalisée. Il y a ainsi une contrainte à se faire opérer, comme l'a évoqué François : « Y'en a pour qui t'es pas trans si tu te fais pas opérer ». On retrouve ainsi un parallèle entre le sentiment des militant-es genderqueers états-uniens de ne pas être assez trans pour entrer dans la catégorie, et la difficulté de la part de certains activistes genderqueer ou queer québécois à trouver de l'information sur les personnes se situant « quelque part hors du système binaire » (Bobby), ou se sentant marginalisées au sein de la communauté trans (Johnny).

Le développement d'une conscience trans est le second aspect. Pour ramener cette question aux travaux de Broad, la conscience trans pourrait être caractérisée par ce qu'elle nomme la subjectivité trans : une compréhension de l'oppression vécue par les personnes trans dans la société ainsi que de leur émancipation (Broad, 2002, p. 252). Cet aspect est perceptible dans le développement de la lutte contre la cisnormativité, dans les processus de compréhension et de caractérisation de l'oppression vécue par les personnes trans et la mise de l'avant de stratégies pour la combattre. Je développerai cet aspect dans la partie 6.2.

Le dernier aspect est celui de la négociation identitaire dans la vie de tous les jours. En se rendant visible en tant que personne trans, l'individu participerait à la création d'une identité collective trans (Broad, 2002, p. 253-254). À ce propos, plusieurs militant-es rencontrés considèrent que la visibilité de leur transidentité dans différentes sphères de leur vie aide à l'obtention d'une reconnaissance sociale des personnes trans. Ils participent ainsi à la création d'une identité trans collective. Par exemple, Monique assure depuis longtemps une présence dans les médias afin de « faire changer l'image de la transsexualité », Johnny a fait sa transition sur son lieu de travail, ce qui lui permet de « banaliser » les transidentités auprès de ses collègues. Ces deux exemples illustrent l'importance de la visibilité quotidienne dans la constitution d'une identité trans collective.

Après m'être intéressé à la politique d'affirmation identitaire trans, je vais me pencher sur la politique de déconstruction identitaire. Celle-ci revêt deux aspects : le premier est le brouillage des frontières, notamment celles du genre, en se revendiquant comme « both and neither », à la fois homme et femme ou ni l'un ni l'autre (p. 256-257); le second est

l'usage de l'identité à des fins de provocation (p. 258). Plusieurs militant-es se définissent comme genderqueer ou queer comme vu précédemment. Certains, comme Johnny, s'opposent à la contrainte à la binarité qu'ils ont perçue au sein de la militance trans et utilisent une visibilité en tant que personne trans dans un objectif de provocation. Par ailleurs, François a expliqué : « Y'en a pour qui être trans, c'est être d'aucun genre, c'est fuck le genre ». Il interroge ainsi la frontière entre qui est trans et qui ne l'est pas, en expliquant que des personnes ne s'identifiant pas en tant que trans peuvent vivre des expériences similaires à celles des personnes trans, comme les femmes butches qui expérimentent parfois plus de transphobie à cause de leur visibilité que des personnes trans avec un *passing* parfait.

Cependant, je dois préciser que l'usage de l'identité à des fins de provocation ressort moins dans ma recherche que dans l'étude de Broad. Cela pourrait s'expliquer par une différence de contexte national. Avec ce que j'ai pu observer dans mon étude, la politique de déconstruction identitaire dans le mouvement trans québécois se caractériserait par une volonté de créer une catégorie trans diversifiée plutôt que restrictive.

Il y a donc un jeu identitaire au sein du mouvement trans au Québec, avec des allers-retours entre une politique d'affirmation identitaire et une politique de déconstruction identitaire. On remarque que ces deux politiques peuvent également être présente chez chaque militant-e. Bruno, par exemple, ne se définit pas comme étant en dehors des catégories binaires et il ne revendique pas une identité provocante, mais il se bat au sein de la communauté trans pour l'acceptation de la diversité des transidentités. Cette construction identitaire a une influence sur la dimension collective en définissant qui appartient à la catégorie trans et qui en est exclu, et en créant ainsi une délimitation à l'appartenance à la communauté trans.

6.1.2 La formation d'une communauté trans

La formation d'une communauté trans semble au cœur de la dimension collective du mouvement trans. Karine Espineira (2008) voit la communauté trans comme un espace de partage et d'échange où s'opère une mise en commun (p. 13). Selon Mathieu (2004), les

groupes stigmatisés ont particulièrement besoin de constituer une communauté : cela permettrait de créer une cohésion au sein du groupe et d'échapper au contrôle et à la stigmatisation en créant des espaces de rencontre entre personnes vivant un même stigmat (p. 142).

L'importance de se retrouver entre personnes trans a été nommée par deux participant-es :

Juste de passer une soirée avec des semblables, des gens qui ont vécu la même chose, [...] ça donne des forces. (Monique)

Ça m'a apporté un sens de communauté [...]. Je sens quand même que je me suis formé un réseau communautaire de gens avec lesquels je peux être moi-même. (Johnny)

Par ailleurs, les différents organismes trans accordent beaucoup d'importance à l'entraide. L'*ATQ*, l'*ASTT(e)Q* et le *projet Caméléon* organisent un groupe de discussion hebdomadaire, *Chrysalide* en organisait un aux deux semaines. Ces organismes et d'autres, comme *Stella*, *À Deux Mains*, *Projet 10*, le *Centre 2110*, l'*Union for Gender Empowerment*, ont mis en place un soutien individualisé et font de la prévention en ce qui a trait aux relations sexuelles et à l'usage de drogue.

Ces pratiques d'entraide créent de la solidarité et permettent de constituer des réseaux trans, qui sont une base à l'action militante. En effet, pour Mathieu (2004), l'entrée dans la militance est liée à la sociabilité. C'est par les connexions avec d'autres membres d'un réseau que s'opère l'engagement individuel (p. 118). C'est peut-être une de raisons qui poussent les organismes trans à vouer une si grande importance à l'entraide. Plusieurs participant-es ont insisté sur l'impact social de leur implication, comme Bruno qui dit s'être trouvé une famille, ou Julie qui a noué une relation amoureuse. McAdam (1988) soutient que plus un militant-e est en contact avec d'autres militant-es et affectivement proche de certains, plus la probabilité de le voir militer s'accroît. À ce propos, certains participant-es ont expliqué que l'informel tenait une place très importante dans les rencontres de leur groupe. La sociabilité permet ainsi de consolider les liens entre activistes trans, ce qui renforce la dimension collective de la militance.

Par ailleurs, Mathieu (2004) explique que la socialisation politique est au cœur de l'engagement militant, en ce qu'elle amène à concevoir certains éléments de sa vie comme étant politiques (p. 76). Les militant-es interviewés ont noué des liens avec d'autres personnes trans au moment de leur transition, ce qui les a amenés à entrer en militance ou à faire évoluer leur militance vers les enjeux trans. On peut penser que c'est par ces liens qu'une conception de leur vécu comme politique a pu se développer. Ici aussi, on voit que la formation d'une communauté renforce l'implication des militant-es au sein du mouvement trans.

Cette socialisation politique se traduit également dans l'acquisition de nouvelles compétences au sein des organismes communautaires, ce dont Mike, Catherine et Julie m'ont fait part. On peut assimiler cette acquisition de compétences au sein de la communauté trans à une sorte de capital militant trans qui se crée (Matonti et Poupeau, 2004). Mike explique que grâce à son implication au sein d'organismes trans, il a développé des connaissances qui lui ont permis de devenir un pilier de la communauté trans, en étant capable d'informer d'autres personnes trans des moyens d'accéder au parcours de transition et de réaliser des actions militantes.

Plusieurs tensions au cœur de la communauté trans ont été identifiées par les participant-es. J'ai déjà évoqué les tensions transidentitaires. Les militant-es rencontrés ont également nommé des tensions relativement à l'espace géographique, à la langue, à l'âge, au genre d'identification et au statut économique et social. Sur le plan spatial, on remarque que la plupart des organismes trans se trouvent à Montréal. Par ailleurs, les différents organismes trans utilisent principalement l'anglais, le français ou ces deux langues. J'ai observé dans ma recherche un décalage quant au financement, les organismes anglophones ayant plus de subventions publiques et une conception des transidentités plus diverses alors que les réseaux trans francophones regroupent essentiellement des personnes transsexuelles. Une troisième tension s'opère en fonction de l'âge. Certains organismes comme l'*ASTT(e)Q* et l'*ATQ* sont considérés par plusieurs comme accueillant des personnes trans plus âgées, alors que *Projet 10*, *À Deux Mains* et le *Centre 2110* accueillent des jeunes trans. De plus, les processus de transition et les vécus de la cisnormativité diffèrent en fonction du genre d'identification, les

hommes trans et les femmes trans ne vivent ainsi pas exactement les mêmes expériences. Enfin, la dernière tension s'opère entre les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celles ne l'étant pas. Plusieurs participant-es ont évoqué un débat présent au sein de la communauté trans opposant ceux qui pensent qu'il faut mettre au centre les personnes exerçant un travail valorisé, afin de changer l'image de la transsexualité, et ceux qui estiment que les personnes trans précarisées doivent être au cœur de l'action militante dans une perspective de justice sociale.

Toutes ces tensions indiquent qu'il existe plusieurs réseaux trans, qui forment une communauté. Celle-ci se crée notamment autour des regroupements d'organismes trans tels que le *Réseau de santé trans*, qui regroupe cinq organismes trans de manière permanente, et le Rassemblement du 17 juin 2010, auquel l'ensemble des organismes trans du Québec a participé. Pendant plusieurs années, la journée de *Fierté Trans* a également exercé une fonction de réseautage entre organismes, en accueillant des kiosques d'information des différentes organisations ou en introduisant chaque organisme présent dans la salle avant de commencer la présentation des conférences.

La dimension collective du mouvement trans s'articule donc autour de la construction d'une identité trans collective et d'une communauté trans, deux aspects qui représentent à la fois un enjeu et un produit de l'action des organismes et des militant-es. Ils parviennent ainsi à se réunir et à créer du collectif, afin de résister à la cisnormativité.

6.2 Contester la cisnormativité et remettre en cause les normes de genre, sexe et sexualité

Un mouvement social se caractérise par une relation d'opposition, d'antagonisme et de confrontation avec un adversaire (Mathieu, 2004, p. 19). Cette dimension de confrontation s'inscrit dans une visée de changement social (24). L'objectif de cette partie du chapitre est d'analyser la contestation de la cisnormativité, et de l'inscrire dans une remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité.

À ce propos, des auteur-es (Baril, 2009, p. 283; Bauer *et al.*, 2009, p. 356) ont développé le concept de cisnormativité, qui peut être définie comme un système de normes réprimant les individus qui franchissent la frontière du genre et ainsi encourageant la plupart des personnes à demeurer dans le genre assigné à leur naissance. Le concept de transphobie, qui revêt à la fois une dimension interindividuelle et institutionnelle (Spade, 2011; Cope and Darke, 1999), est ainsi inscrit dans un cadre plus large, permettant de prendre en compte d'autres mécanismes d'oppression que les discriminations et violences transphobes. En effet, à un niveau plus global, la cisnormativité tend à reproduire les normes de genre, sexe et sexualité.

Dans le cadre de ma recherche, deux participant-es, Bruno et Marie, ont insisté sur l'importance de définir et de comprendre la transphobie afin de la combattre, notamment en développant de nouveaux concepts comme ceux de « cisnormativité » ou « cissexisme ».

Parce que justement quand on commence à réfléchir en termes de privilèges en étant cissexuels et cisgenres, c'est de déterrer les choses qui sont enterrées, qui sont occultées, qui sont invisibilisées, consciemment ou inconsciemment par les gens. [...] Donc comment combattre la transphobie quand les gens ne comprennent même pas que c'est de la transphobie. (Bruno)

De plus, les militant-es rencontrés soutiennent des visions différentes de l'oppression qu'ils vivent. Certains la conçoivent comme venant des institutions elles-mêmes, d'autres comme provenant des individus plutôt que des institutions. Par ailleurs, certains participant-es inscrivent cette oppression dans le cadre plus large de l'oppression de genre. François, par exemple, a expliqué qu'elle serait avant tout vécue par des personnes qui ne sont pas « correctement genrées » et Bobby a nommé l'utilisation d'un langage genré comme un mécanisme d'oppression important.

J'analyserai d'abord la lutte contre la régulation du changement d'identité de genre, ensuite la reconnaissance des personnes trans, enfin la remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité.

6.2.1 La lutte contre la régulation du changement d'identité de genre

J'aborderai ici la régulation du processus de transition médicale et juridique, afin d'inscrire les stratégies des militant-es comme une contestation de la cisnormativité. La régulation et le contrôle du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques reposent sur la pathologisation des personnes trans par la *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* de l'Association américaine de psychiatrie et par la *Classification internationale des maladies* de l'Organisation mondiale de la santé. En effet, un diagnostic d'un professionnel-le en santé mentale est exigé afin d'avoir accès aux différentes étapes de la transition médicale et juridique (*i.e.* hormonothérapie, chirurgie, changement de prénom, changement de la mention de sexe), ce qui confère aux professionnel-les un pouvoir important. Cette régulation est jugée par de nombreux théoricien-nes et chercheur-es comme étant au cœur de la transphobie. Gaëlle Krikorian (2003, p. 408) la considère comme la manifestation la plus pesante de la transphobie. De même, Arlène Istar Lév (2005) et Karine Espineira (2008, p. 27) soutiennent que le diagnostic représente un instrument de régulation de la binarité des genres, la première insistant sur son caractère sexiste et hétérosexiste, la seconde sur le maintien des transidentités comme une exception permanente.

À ce propos, le projet de recherche-intervention sur les aîné-es trans au Québec a relevé plusieurs barrières auxquelles sont confrontées les personnes trans lorsqu'elles tentent d'accéder à une transition médicale : délais associés à l'obtention des lettres de professionnel-les en santé mentale, rigidité des processus d'obtention de ces lettres, attitude de ces professionnel-les versant dans la confrontation et empreinte de condescendance (Hébert *et al.*, à paraître). Le diagnostic de trouble de l'identité de genre semble ainsi donner un pouvoir important aux professionnel-les en santé mentale et aboutit à retarder les processus de transition. Tom Reucher (2006) inscrit d'ailleurs la prise de parole des activistes trans et la création de groupes de défense des droits, en France, dans une opposition au pouvoir de ces expert-es.

Les activistes trans rencontrés ont développé plusieurs stratégies afin de répondre aux problèmes rencontrés dans l'accès à la transition médicale. Tout d'abord, plusieurs militant-es rencontrés remettent en cause le pouvoir des professionnel-les en santé mentale. François a exprimé sa colère envers les « psys, même trans-friendly, qui comprennent pas à quel point ça peut être aliénant, carrément aliénant cette espèce d'obligation qui est faite d'aller les voir ». Une autre participante, Nancy, a insisté sur les dangers du pouvoir lié au diagnostic qui peut retarder l'accès au processus de transition et pousser certaines personnes vers une prise d'hormones sans suivi médical. La situation est particulièrement problématique pour les personnes à faible revenu ou migrantes qui ne peuvent pas nécessairement payer un psychologue ou un sexologue privé, afin de recevoir les lettres nécessaires à la transition. Plusieurs participant-es ont également dénoncé les pratiques de la clinique montréalaise spécialisée en changement d'identité de genre.

Ensuite, la sensibilisation semble également être une stratégie importante. Celle-ci est pratiquée par des rapprochements individuels et collectifs avec plusieurs professionnel-les de la santé. Ces rapprochements aident à sensibiliser ces professionnel-les aux besoins et aux réalités des personnes trans. Cette sensibilisation s'effectue à la fois de manière individuelle, en orientant et en influençant ces intervenant-es de la santé, mais également de manière collective en organisant des ateliers et des formations qui s'adressent à eux. L'éducation des professionnel-les permet ainsi de développer un réseau d'allié-es, répertorié par certains organismes trans qui peuvent leur référer des personnes trans. De plus, des organismes comme *Projet 10* et *l'ASTT(e)Q*, ont produit des guides et des dépliants d'information concernant les procédures de transition médicale et juridique afin d'éduquer les professionnel-les de la santé et d'outiller les personnes trans, dans une perspective d'*empowerment*.

Par ailleurs, la plupart des organismes trans offrent eux-mêmes des soins de santé afin d'aider les personnes trans dans leur parcours de transition, comme les groupes de discussions ou les lignes d'écoute, qui apportent un soutien psychologique. De plus, l'organisme *À Deux Mains* a mis en place une clinique où les moins de 25 ans peuvent se faire prescrire des hormones. Enfin, plusieurs participant-es ont confié tenter d'exercer une

pression politique sur le gouvernement afin d'améliorer l'accès des personnes trans à une transition médicale au sein du système de santé public.

Enfin, plusieurs activistes ont mentionné l'exercice d'une pression politique sur le gouvernement afin d'obtenir des changements dans le système de santé public. Deux changements majeurs ont été nommés : l'amélioration du remboursement des opérations chirurgicales et la création d'une nouvelle clinique spécialisée en changement d'identité de genre.

Sur le plan de la transition juridique, deux recherches ont mis en relief les problèmes liés aux politiques du Directeur de l'état civil (DEC) quant au changement de prénom et de la mention de sexe. Nathalie Duchesne (2009) parle d'une « violence indirecte étatique de normalisation » (p. 3). Marie-France Bureau et Jean-Sébastien Sauvé (2011) expliquent que la stérilisation est obligatoire pour obtenir un changement de mention de sexe : les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se faire opérer doivent vivre avec des papiers d'identité non conformes à leur identité de genre, ce qui peut avoir pour conséquence un dévoilement involontaire et augmente leurs risques de subir de la violence transphobe (p. 15). Plusieurs militant-es rencontrés ont jugé les politiques du DEC comme étant discriminatoires. À cet égard, la citation de Bruno est particulièrement révélatrice de la colère présente chez certains participant-es :

Quand je me suis retrouvé sur la table d'opération, à vomir le lendemain de mon opération et tout ça, je me suis vraiment dit : si je suis ici, c'est à cause que je veux mon certificat de naissance conforme à mon identité, je me suis dit c'est à cause d'un gouvernement trop rigide qui m'impose d'être ici. Je trouvais ça absolument inhumain, écœurant, injuste et basé complètement sur des principes discriminatoires envers les personnes trans. (Bruno)

Ainsi, plusieurs militant-es trans remettent en cause l'existence même de la mention de sexe sur les papiers d'identité. Selon François, Dominique et Bruno, le retrait de la mention de sexe permettrait de faciliter la vie de beaucoup de personnes trans, car l'information sur le sexe est constamment demandée dès qu'un formulaire administratif doit être rempli.

D'autres stratégies de résistance face à la régulation juridique du changement d'identité de genre ont été identifiées : la pression politique afin d'obtenir la facilitation du

changement de prénom et de mention de sexe, une bataille juridique qui a permis de baliser et faciliter le changement de prénom pour les personnes qui souhaitent faire une transition sociale et juridique mais non médicale, enfin la production de guides et de dépliants d'information comme mentionné précédemment.

Il semble pertinent de se demander en quoi les différentes stratégies militantes contestent l'ordre social cisnormatif. En effet, plusieurs stratégies marquent une opposition claire à la régulation du changement d'identité de genre dans une visée de changement social, comme la remise en cause du pouvoir des expert-es et de l'existence de la mention de sexe sur les papiers d'identité. D'autres stratégies, comme les luttes politiques ou juridiques pour faciliter le changement de prénom sans traitements médicaux s'inscrivent elles aussi dans un cadre de contestation.

Les autres stratégies sont centrées sur l'éducation et l'entraide, comme les rapprochements individuels et collectifs avec des professionnel·les afin de les sensibiliser et de développer une liste d'allié·es, la production de guides et de dépliants d'informations, ainsi que l'offre de services de santé par des organismes trans. Ces stratégies semblent s'inscrire dans une volonté d'améliorer concrètement l'accès au changement d'identité de genre, sans forcément contester les politiques qui régulent ce processus. Toutefois, à la lumière du concept de cisnormativité, ces stratégies peuvent elles aussi être s'interpréter dans un cadre de contestation. En effet, toute action permettant de faciliter le changement d'identité de genre s'avère contester dans les faits l'obligation de demeurer dans le genre assigné à la naissance, et ainsi remet en cause les normes de genre, sexe et sexualité.

6.2.2 La reconnaissance des personnes trans

La lutte contre la cisnormativité ne se situe pas uniquement sur le plan de la régulation du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques. Plusieurs autres espaces ont été ciblés par la littérature et par les participant·es à la recherche. Il s'agit ici de faire connaître l'existence des personnes trans au sein de ces espaces et d'obtenir pour elles une reconnaissance sociale. À ce propos, Marie a

évoqué l'idée de « travailler à ce que la société soit ouverte à la transsexualité », par l'intermédiaire de la visibilité. J'aborderai d'abord l'espace médiatique, puis les milieux scolaire, de travail et familial.

Les médias représentent le premier espace où une reconnaissance des personnes trans semble importante. Selon certains auteur-es, la couverture médiatique à l'échelle internationale des deux femmes trans, Christine Jorgensen et Coccinelle, a joué un rôle clé sur l'acceptation du désir de changer de sexe chez plusieurs personnes trans (Namaste, 2005a, p.72) et sur la manière dont le public les perçoit (Foerster, 2006, p 71; Califia, 2003, p. 28). Espineira (2008) explique que l'émergence d'une visibilité trans au sein de l'espace médiatique a permis un accès à l'espace public. À ce propos, les trois répondantes pionnières qui ont participé à ma recherche, Dominique, Monique et Hélène, ont évoqué l'importance d'être visible au sein de l'espace médiatique afin de changer l'image des transidentités. Par contre, d'autres militant-es rencontrés ont souligné comment la cisnormativité était reconduite dans les médias, par l'utilisation de stéréotypes concernant les personnes trans selon Johnny, et par l'usage des pronoms associés au genre assigné à la naissance selon Julie. Johnny et Julie ont tous deux insisté sur la rôle de banalisation des transidentités que pourraient endosser les médias, notamment en rendant visible une diversité de personnes trans dans les films et séries télévisées.

Le milieu scolaire représente un autre espace de reconnaissance important, au sein duquel s'exercent diverses formes de discrimination, de harcèlement et de violence contre les personnes trans selon une recherche québécoise (Chamberland et Duchesne, 2010, p 40). À ce propos, deux organismes trans, le *Centre 2110* et l'*Union for Gender Empowerment*, sont localisés dans des campus universitaires anglophones. Ils représentent un lieu d'accueil et d'entraide pour personnes trans et organisent diverses activités afin de combattre la transphobie au sein de leur université respective. Par ailleurs, plusieurs participant-es ont évoqué l'importance de sensibiliser les élèves et les professeur-es aux niveaux secondaire et collégial afin de faciliter la transition des étudiant-es. Des actions peuvent ainsi être menées afin de contester la cisnormativité en milieu scolaire. D'autres militant-es rencontrés considèrent l'école comme un lieu important pour apprendre le respect des différences en

discutant dès le plus jeune âge du genre, du sexe et de la sexualité. Pour Mike, sans éducation aux réalités trans à tous les niveaux scolaires, les élèves vont avoir tendance à reproduire des comportements transphobes. Ainsi, pour combattre efficacement la cisnormativité, ces activistes semblent chercher une reconnaissance et une visibilité des réalités trans au sein du milieu scolaire.

Le milieu de travail est également un espace où la transphobie est présente aussi bien selon la littérature (Krikorian, 2003, p. 408) que selon certains militant-es rencontrés, comme Hélène ou Johnny. Deux stratégies ont été identifiées par ceux-ci : se rendre visible en tant que personne trans afin de faire connaître les transidentités à leurs collègues et travailler au sein des structures comme les syndicats et les services de ressources humaines des entreprises, afin qu'ils sensibilisent à leur tour l'ensemble des employé-es.

Un dernier espace identifié lors des entrevues est le milieu familial où se trouve un double enjeu : celui des parents trans (Pyne, 2012) et celui des enfants trans (CTYS). À ce propos, Monique a affirmé qu'une famille qui apporte du soutien pouvait jouer un rôle important dans l'acceptation du désir de changer de sexe. Dans le milieu familial, la visibilité est également une stratégie importante; cependant celle-ci peut difficilement faire l'objet d'un choix, étant donné que les membres de la famille d'une personne trans l'ont connue avant qu'elle n'ait fait sa transition.

L'implication des militant-es trans afin de faire connaître les transidentités et d'obtenir une reconnaissance sociale dans ces différents espaces passe principalement par des actions de visibilité et de sensibilisation. La volonté de reconnaissance s'inscrit dans une contestation de la cisnormativité, en rendant intelligible l'existence de personnes qui franchissent la frontière du genre, remettant ainsi en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité.

6.2.3 La remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité

La cisnormativité s'exprime par une marginalisation des personnes qui franchissent la frontière des catégories de genre, laquelle est érigée de manière à ce que chacun demeure dans le genre qui lui a été assigné à sa naissance, et que l'alignement entre genre, sexe et sexualité soit maintenu. Comme le mentionne Davidson (2007) dans une citation particulièrement pertinente :

Normative constructions of sexed bodies, gender identities, and sexualities frame trans identities and embodiments as unnatural and unintelligible such that the category transgender and a trans social movement are necessary. (p. 278)

Ainsi il peut s'avérer intéressant de considérer certaines conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes et en études trans afin de jeter un nouvel éclairage sur la lutte contre la cisnormativité et voir en quoi le mouvement trans est susceptible de remettre en cause les normes de sexe, genre et sexualité. À ce propos, quand François a été interrogé sur les changements qu'il souhaitait à long terme, il a répondu « un monde où tout est possible en matière de genre, de sexe et de sexualité ».

Nicole-Claude Mathieu (1991) et Judith Butler (2005), deux théoriciennes féministes, la première matérialiste, la seconde post-structuraliste, s'accordent sur le fait que le genre et le sexe sont construits, le premier précédant le second, et que les normes poussent à un alignement entre genre, sexe et sexualité. En revanche, elles ne conçoivent pas les transgressions de la même manière : alors que la première pense que les transgressions ne remettent pas nécessairement en cause un fonctionnement asymétrique du genre (Mathieu, 1991, p. 260), la seconde les appréhende comme ayant un potentiel de déstabilisation des catégories de genre (Butler, 2005, p. 84). Par ailleurs, un débat sur le potentiel de transgression des normes de genre par les transidentités a également cours au sein des études trans. En effet, les théoricien-nes se référant à un paradigme constructivisme et ceux se référant à un paradigme essentialiste ont tendance à s'affronter à ce sujet. Le débat s'engage ici autour de la notion d'(in)visibilité, qui serait au cœur d'une hiérarchisation politique entre deux catégories de trans d'après Alexandre Baril.

Les personnes transgenres sont subversives puisqu'elles sont *visibles*⁷⁵ car elles ne modifient pas leur corps et exposent un sexe/genre discordant, alors que les personnes transsexuelles, au moyen de la médecine, peuvent demeurer *invisibles*, «passer» pour des hommes/femmes cis, contribuant à reconduire l'idée qu'il n'existe que deux sexes/genres. (Baril, 2011c, p. 12)

Ainsi, si plusieurs théoricien-nes considèrent la visibilité individuelle comme un instrument politique, d'autres voient l'invisibilité comme un besoin et une nécessité vitale. Ce débat renvoie à la notion de *passing*, qui permettrait aux personnes qui « passent » comme hommes ou femmes de subir moins de violence transphobe, mais en même temps les isolerait de la communauté trans (Baril, 2009, p. 281-282).

Dans ma recherche, ces enjeux ont émergé et ne semblent pas en réalité se limiter à une opposition entre personnes transgenres et transsexuelles. Tout d'abord, la construction d'une identité collective trans se trouve traversée par ce que je nomme des tensions transidentitaires. Comme mentionné précédemment, celles-ci semblent plus s'articuler autour de la conception de l'identité trans : certains défendent qu'il y a une seule manière d'être trans, alors que d'autres veulent élargir cette catégorie. Ainsi, l'opposition ne semble pas se dessiner autour de la visibilité individuelle d'un genre qui serait discordant ou binaire, mais se situe plutôt dans le discours des militant-es, selon leur conception de ce que signifie être trans. Le débat agitant les études féministes et les études trans se déroulent autrement au sein de la militance trans. En effet, en construisant une identité trans collective, la question de la visibilité ne se pose plus uniquement de manière individuelle, mais également sur le plan collectif.

Toutefois, la question de la visibilité individuelle semble elle aussi occuper une place au sein de la militance. Plusieurs participant-es ont souligné que la visibilité de la transidentité fait courir des risques plus importants de subir des violences transphobes. À ce propos, François a expliqué que la visibilité dépasse la tension entre transsexuel-les et transgenres : « si t'es identifiable en tant que personne trans, il est là ton problème ». Marie, quant à elle, a affirmé que quand la transidentité d'une personne est découverte par d'autres, il est possible de ne plus être considéré comme un homme ou une femme, mais plutôt comme

⁷⁵ Souligné dans le texte.

une personne trans. À ce propos, Hébert *et al.* (à paraître) insistent sur les difficultés que peuvent rencontrer les personnes qui sont « visiblement trans », si leur apparence ou leur anatomie sont non conformes aux normes de genre, ou si leurs papiers d'identité révèlent un prénom ou un genre ne correspondant pas à leur genre d'identification. Cela confirme que la visibilité de la non-conformité aux normes de genre et le franchissement de la frontière des catégories de genre sont au cœur de l'oppression que vivent les personnes trans.

La dimension conflictuelle du mouvement trans participe ainsi d'une contestation de la cisnormativité, à la fois au plan de la régulation du changement d'identité de genre et dans la recherche de reconnaissance des personnes trans. Cette lutte remet en cause les normes de genre, sexe et sexualité, en rendant possible et en banalisant le changement d'identité de genre. Par ailleurs, les débats sur le caractère transgressif des transidentité en études féministes, et sur l'(in)visibilité des identités trans en études trans permettent de révéler en quoi la visibilité des militant-es trans est plus collective qu'individuelle, qu'il s'agit là davantage d'un franchissement de la frontière du genre que d'une remise en cause de la binarité. L'analyse des différentes stratégies du mouvement trans permettra également d'identifier en quoi il est influencé par l'espace des mouvements sociaux au Québec.

6.3 L'espace des mouvements sociaux au Québec

Je vais m'intéresser ici à l'influence de *l'espace des mouvements sociaux* au Québec et à son évolution sur l'organisation de la militance trans. Mathieu (2007a) définit celui-ci comme un espace autoréférentiel organisé autour de ses propres temporalités et de ses propres règles, lesquelles contraignent les stratégies et pratiques des militant-es (p. 134). Au sein de cet espace, certaines *compétences* pratiques et cognitives sont développées et partagées par les mouvements sociaux (p. 146). Afin d'appréhender l'espace des mouvements sociaux au Québec puis son évolution, je me référerai à deux sources : un ouvrage d'Henri Lamoureux sur l'action communautaire qui se situe, selon son analyse, au cœur des mouvements sociaux québécois, ainsi qu'un article de Diane Lamoureux sur le développement des services féministes.

6.3.1 Un secteur communautaire prédominant

Le secteur communautaire serait prédominant au sein des mouvements sociaux au Québec. Lamoureux (2010) place les organismes communautaires au coeur des mouvements sociaux dans l'analyse qu'il en fait (p. 78). Selon lui, l'action communautaire s'est constituée autour de quatre axes : la livraison de services, l'éducation populaire, la revendication et la mobilisation (p. 3). Le premier axe est la livraison de services non rendus ou mal rendus par l'État. Il semble s'agir de l'action la plus importante de la militance trans, l'entraide y occupant une place prédominante. En effet, plusieurs organismes comme l'*ASTT(e)Q* et l'*ATQ* organisent des groupes de discussion hebdomadaires permettant aux personnes trans d'échanger sur leurs expériences et de se soutenir dans leur processus de transition. Les soirées drop-in que *Projet 10* tient tous les jeudis ont la même fonction, en réunissant des jeunes LGBTQ et pas uniquement des jeunes trans. De plus, le groupe de personnes transsexuelles de Trois-Rivières a mis en place une maison pour accueillir les personnes en transition.

Un soutien individualisé est également fourni par les organismes, plusieurs lignes d'écoute existent, la plus connue étant celle de l'*ATQ*. Hélène explique apporter un soutien juridique à certaines personnes trans dans le besoin. La clinique d'*À Deux Mains* permet aux personnes trans de recevoir des traitements hormonaux sur le modèle du consentement éclairé. Le *Centre 2110* a mis en place un groupe de soutien par les pairs et un programme d'échange de *binders*. Par ailleurs, plusieurs organismes comme *Stella* et l'*ASTT(e)Q* font de la prévention en direction des personnes trans, particulièrement celles qui pratiquent le travail du sexe. Cette prévention liée aux pratiques sexuelles et à l'usage de drogue permet d'être en contact avec des personnes qui ne participeraient pas forcément d'elles-mêmes aux activités des organismes.

Ces diverses activités d'entraide menées par les organismes trans peuvent être vues comme du travail de première ligne permettant d'assurer des services que les institutions gouvernementales, médicales et juridiques ne rendent pas ou rendent mal. En effet, on remarque que les personnes trans ont besoin d'un soutien important lors de leur changement

d'identité de genre. Au lieu de leur apporter le soutien nécessaire, ces institutions ont plutôt tendance à compliquer la vie des personnes trans en ayant des pratiques discriminatoires et en retardant leur processus de transition. C'est pourquoi plusieurs organismes délivrent eux-mêmes des soins de santé et des services sociaux. C'est aussi pourquoi se lier avec un ou des groupes communautaires constitue une étape presque obligatoire afin de se familiariser avec les étapes du processus de transition sur le plan institutionnel, jugé long, complexe et transphobe.

Le deuxième axe de l'action communautaire est l'éducation populaire. Le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire au Québec définit cette pratique ainsi :

Ensemble des démarches d'apprentissage et de réflexion critique par lesquelles des citoyens et des citoyennes mènent collectivement des actions qui amènent une prise de conscience individuelle et collective au sujet de leurs conditions de vie ou de travail et qui visent, à court terme, une transformation sociale, économique, culturelle et politique de leur milieu.⁷⁶

L'éducation populaire poursuit deux visées : une prise de conscience et une volonté de transformation sociale. Deux niveaux d'éducation populaire existent au sein du mouvement trans : le premier se situe à l'intérieur de la communauté trans et a pour but d'outiller les personnes trans dans leur lutte individuelle ou collective contre la transphobie; le second se situe à l'extérieur de cette communauté et a pour but de sensibiliser des milieux spécifiques afin d'y faire reculer la transphobie et d'assurer une plus grande inclusion des personnes trans.

Au niveau interne à la communauté trans, plusieurs groupes organisent régulièrement des ateliers et des discussions lors des rencontres de leur groupe d'entraide. L'*ASTT(e)Q* a par exemple animé plusieurs ateliers sur la santé trans ou d'autres sujets comme la défense des droits, le logement ou encore l'accès à l'aide sociale. Des spécialistes y sont souvent conviés. La *Fierté Trans* est une journée de conférence annuelle qui réunit entre 100 et 200 personnes. *PolitiQ* a également organisé plusieurs discussions sur les transidentités. Les *Dukes of Drag* ont participé à plusieurs ateliers au sein d'autres organismes comme *Projet 10*

⁷⁶ mepacq.qc.ca

ou *À Deux Mains*, afin de donner des outils pour avoir une apparence masculine. Une autre initiative d'éducation populaire intéressante est la mise en place d'une bibliothèque par l'*Union for Gender Empowerment* à McGill qui inclut beaucoup de livres sur les enjeux de genre et les enjeux trans comme le mentionne Mike. Par ailleurs, on remarque que plusieurs de ces initiatives d'éducation populaire visent la communauté trans, mais sont ouverts aux alliés-es, et peuvent ainsi tenir un rôle de sensibilisation plus large.

Au niveau externe à la communauté trans, la citation de Catherine est très évocatrice :

Interviewer : Ok, et comment on peut travailler sur la démythification ?

Répondante : Conférences : dans les écoles, les hôpitaux, partout, le plus possible; la Fierté Trans; les articles dans les journaux; des étudiants qui font des thèses là-dessus, sur la transsexualité (rire). C'est beaucoup ça qui aide à faire avancer. (Catherine)

Elle cible ainsi plusieurs milieux devant être sensibilisés afin de combattre la transphobie. En effet, une pratique importante des activistes est la sensibilisation des professionnel·les de la santé, qui peut être individuelle, par des discussions interpersonnelles, ou collective, par des ateliers et formations. Le milieu scolaire et le milieu de travail représentent deux espaces au sein desquels la sensibilisation permet des transformations sociales, le premier en éduquant dès le plus jeune âge afin que les jeunes ne reproduisent pas de comportements cisnormatifs, le second étant un espace au sein duquel les personnes trans vivent beaucoup d'exclusion. La visibilité médiatique serait également une pratique permettant de sensibiliser le public aux enjeux trans. Pour terminer, la sensibilisation extérieure à la communauté trans s'effectue aussi au sein d'autres organismes et mouvements sociaux : ainsi le travail auprès des refuges pour femmes, des organismes de lutte contre le VIH/Sida, des organismes LGBTQ sont autant d'exemples de ce type de sensibilisation qui permet d'améliorer l'accès de divers services communautaires pour les personnes trans et l'élargissement de leur réseau d'alliés-es.

Le troisième axe de l'action communautaire, défini par Lamoureux (2010), est la revendication d'un élargissement du rôle de l'État. Cette dimension est présente par le travail de reconnaissance politique des militant·es trans, qui s'illustre par une recherche de financement public ainsi que par des discussions avec les institutions gouvernementales. Des

changements ont ainsi pu être obtenus : une amélioration du remboursement des traitements chirurgicaux et le développement d'une nouvelle clinique spécialisée en changement d'identité de genre.

Le quatrième et dernier axe est la mobilisation des personnes trans afin d'influencer les choix politiques et économiques. Les regroupements d'organismes trans, comme le *Réseau de santé trans* et le Rassemblement du 17 juin 2010 sont des bons exemples de cette orientation. En effet, plusieurs actions de pression politique ont été mises en place afin d'obtenir des changements relatifs à l'accès aux soins de santé, mais également de faciliter les procédures de changement de prénom et de mention de sexe. À ce propos, Mike explique clairement cette volonté d'influencer les changements politiques : « So some of the stuff is centered on government policy, hum, and sort of being able to influence changes that are being made, especially in the health care system ».

Par ailleurs, dans son analyse des mouvements sociaux au Québec, Lamoureux (2010) considère que les milieux universitaire, culturel et syndical y tiennent une place conséquente. En effet, le lien entre universitaires et militant-es est très visible au sein de la militance trans, au même titre que les universitaires féministes semblent avoir alimenté la militance féministe en lui donnant des outils théoriques (Lamoureux, 2010, p. 32). Plusieurs des personnes que j'ai rencontrées ont insisté sur la place de l'outillage théorique dans leur militance. Bruno, par exemple, explique que sa militance passe beaucoup par ses recherches, et que, pour lui, la théorie et la pratique se nourrissent constamment. Le milieu de la recherche universitaire occupe ainsi une place importante au sein du mouvement trans.

Sur le plan culturel, la troupe des *Dukes of Drag* permet, par ses pièces de théâtre, une visibilité trans masculine, et plusieurs films ou documentaires sur les transidentités ont été réalisés par des organismes trans. Par ailleurs, plusieurs groupes trans comme le *Centre 2110* et *Projet 10* organisent régulièrement des projections de film ou de documentaires. Cependant, le milieu culturel ne semble pas jouer un rôle significatif dans le cadre de ma recherche, contrairement au milieu universitaire.

Quant au milieu syndical, il a été mentionné en ce qui concerne la lutte contre la cisnormativité au sein du milieu de travail et les coalitions LGBT francophones. Dans l'ensemble, les participant-es ont peu mentionné le milieu syndical lors des entrevues, ce qui le rend peu significatif dans ma recherche, au même titre que le milieu culturel⁷⁷.

On vient ainsi de voir comment les organismes communautaires exercent une influence sur l'organisation de la militance trans au Québec. Il serait maintenant intéressant de se pencher sur l'évolution de ce secteur afin de voir en quoi celle-ci a également une influence sur l'émergence du mouvement trans.

6.3.2 L'évolution du secteur communautaire au Québec

Les mouvements sociaux ont connu des changements importants au Québec, qui se manifestent notamment dans le rapport aux institutions gouvernementales, le financement et à la professionnalisation qu'a connue l'action communautaire. Lamoureux (2010) constate une recherche de stabilité, voire d'intégration à l'État avec qui les organismes tentent de collaborer dans une perspective de progrès social (p.40). En effet, la volonté de reconnaissance politique de la militance trans s'inscrit dans une perspective de collaboration avec l'État et les différentes institutions gouvernementales, afin d'obtenir des changements sociaux.

La militance trans apparaît alors que l'État a déjà mis en place une reconnaissance des organismes communautaires et des mécanismes de discussion avec ceux-ci. Cependant, ce n'est pas à partir de sa spécificité unique qu'elle a pu obtenir une reconnaissance de la part du gouvernement, mais en passant dans un premier temps par les organismes orientés vers la santé afin d'obtenir du financement public. L'alliance avec les personnes séropositives et les travailleur-ses du sexe a joué un rôle important dans ce première période. Par la suite, l'ouverture d'un dialogue entre le gouvernement et les militant-es trans s'est effectuée grâce au soutien du mouvement gai et lesbien qui a intégré certains enjeux trans lors de leurs

⁷⁷ Cependant, selon mes observations, plusieurs centrales syndicales s'impliquent dans la lutte contre la cisnormativité (CTC, 2012, 2003; SCFP, 2002).

échanges avec le gouvernement dès la première moitié des années 2000. Récemment, des discussions ont pu s'ouvrir entre un représentant du ministère de la Santé et des Services sociaux et des représentant-es d'organismes trans. À ce propos, Catherine a expliqué qu'il y avait de plus en plus d'instances gouvernementales qui entraient en contact avec l'organisme où elle milite. Il est important de préciser par ailleurs que certains militant-es rencontrés remettent en cause l'existence même de l'État.

La question du financement des organismes est largement abordée au cours des entrevues. Le projet *ASTT(e)Q* est né au sein de *CACTUS* à la suite d'une recherche sur les personnes trans qui a permis de montrer leurs besoins et de recevoir du financement. On peut penser que le fait que l'*ASTT(e)Q* soit le premier projet spécifiquement trans à être subventionné a favorisé sa stabilité dans le temps. À l'inverse, le projet *Chrysalide* qui avait émergé au sein de l'organisme *Dopamine* n'est pas parvenu à obtenir un budget spécifique : les employées de *Dopamine* animaient le projet *Chrysalide* sur leur temps de travail. Pour Marie, il s'agit de la raison pour laquelle le projet ne s'est pas maintenu une fois que les employé-es de *Dopamine* qui l'animaient ont quitté l'organisme. Le financement a également joué un rôle déterminant dans l'inclusion des personnes trans au sein de *Projet 10*, qui est parvenu à recevoir une subvention pour un projet ayant une mission exclusivement orientée vers les enjeux trans, le *Projet Max*. Par ailleurs, l'*ATQ* n'avait encore jamais reçu de financement public au moment de ma recherche de terrain. Plusieurs des activistes de l'*ATQ* rencontrés ont souligné comment l'organisme travaille actuellement à sa structuration dans le but d'obtenir des subventions. Ils ont commencé depuis peu à noter les données de participation au groupe de discussion et à la ligne d'appel afin de compiler des statistiques leur donnant éventuellement accès à un financement public.

Par ailleurs, le financement de certains organismes trans a permis l'octroi d'un statut de salarié à certains militant-es, Diane Lamoureux (1990) considère qu'un tel octroi peut entraîner un fonctionnement à deux vitesses : d'un côté les employé-es permanents, de l'autre les bénévoles (p. 39). Selon Lamoureux, « [d]ans un tel contexte, les rapports entre dispensatrices de services et usagères peuvent difficilement devenir des rapports de réciprocité » (p. 40). Sur cette question, une tension existe entre l'*ATQ* et l'*ASTT(e)Q*, qui est

liée à la participation au groupe de discussion hebdomadaire de chaque organisme. En effet, l'accès au premier est restreint aux personnes ayant une recommandation d'un professionnel en santé mentale, alors que le second est ouvert à tous et oriente son intervention en direction des personnes marginalisées. Le financement est un élément justificatif de cette tension, plusieurs militant-es de l'*ATQ* expliquant que s'ils reçoivent du financement public, ils ne pourront plus restreindre l'accès au groupe et que les personnes marginalisées ont besoin d'un soutien plus conséquent que seules des personnes rémunérées peuvent leur apporter. Ainsi, avoir des salarié-es au sein d'un organisme permettrait de s'occuper davantage des personnes marginalisées comparativement à un organisme qui repose uniquement sur le travail de bénévoles qui s'y investissent en sus de leur emploi rémunéré. Cela montre que la présence de salariés peut entraîner un rapport de services au sein des organismes trans. Un décalage serait ainsi créé entre travailleur-ses permanents, bénévoles et usager-es.

Cet exemple illustre également les propos de Henri Lamoureux (2010), qui considère qu'il y a une division des tâches « en fonction d'une concurrence pour l'obtention de parts de marché dans les différents secteurs subventionnés de l'industrie des problèmes sociaux » (p. 48). Il y a ainsi des organismes s'occupant spécifiquement de populations trans marginalisées, comme l'*ASTT(e)Q*, *Chrysalide*, *Stella*. D'autres organismes travaillent uniquement avec des jeunes comme *Projet 10* ou *À Deux Mains*.

Pour terminer sur la question de l'évolution du secteur communautaire, on remarque une tendance des organismes à centrer leur action sur l'axe des services de première ligne, les trois autres axes – l'éducation, la mobilisation, la revendication – prenant une place de moins en moins importante (Lamoureux, 2010, p. 81; Lamoureux, 1990, p. 41). Il est vrai que l'entraide, en tant que service de première ligne, semble être la fonction première des organismes trans. Il est également vrai que la revendication d'un élargissement du rôle de l'État et la mobilisation collective prennent une place relativement faible, ces deux dimensions ayant tendance à s'alimenter mutuellement. En revanche, l'éducation populaire continue de tenir une place déterminante au sein du mouvement trans : il s'agit de l'action

principale des organismes trans pour combattre la cisnormativité à l'extérieur de leur communauté.

6.4 Les alliances avec d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité

Les alliances représentent un autre aspect important des mouvements sociaux. Grâce à son concept d'espace des mouvements sociaux, Mathieu explique que beaucoup de militant-es sont membres de plusieurs organismes ou défendent plusieurs causes, ce qu'il définit comme la *multipositionnalité* des acteur-rices (2004, p. 135). Par ailleurs, les alliances entre mouvements sociaux semblent porteurs d'une redéfinition de ces mouvements, car elles seraient susceptibles de renforcer la dimension collective et d'élargir la dimension conflictuelle ainsi que la visée de changement social, suscitant l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, à l'exemple des mouvements queer et LGBT qui sont issus de plusieurs militances remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité. Analyser les alliances entre le mouvement trans et d'autres mouvements permet ainsi de mettre en lumière la présence de différentes orientations dans l'émergence du mouvement trans, et la façon dont la remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité a joué un rôle important dans la création de ces alliances.

Les premières alliances des activistes trans se sont formées avec d'autres populations marginalisées, soit les travailleuses du sexe et les personnes séropositives. En effet, les femmes trans pratiquent en grand nombre le travail du sexe et plusieurs d'entre elles sont séropositives. Les lieux fréquentés par les travailleuses du sexe trans sont les seuls lieux de rassemblement communautaire jusqu'à la fin des années 1990, d'après Namaste (2005a, p. 54). La militance trans a ainsi pu émerger à partir des réseaux de travailleuses du sexe trans. Ces différents éléments peuvent expliquer pourquoi les premières alliances se sont formées au sein d'organismes de santé intervenant auprès de populations marginalisées. C'est notamment grâce à des femmes trans travailleuses du sexe et parfois également séropositives que ces liens ont été créés. Un autre élément explicatif de cette première alliance est l'accès au financement public. En effet, *CACTUS* recevait des subventions et certaines de ses

employées ont aidé à la constitution de *Stella* sur des bases inclusives des femmes trans puis de l'*ASTT(e)Q*, un projet spécifiquement trans au sein de leur structure.

On voit que le contexte social de vécu des femmes trans et la possibilité d'accéder à du financement ont eu une influence très importante dans la constitution d'alliance dès les années 1990, autour des enjeux de santé liés à la pratique du travail du sexe et au VIH/sida. Se développera par la suite une compréhension des besoins spécifiques de la population trans au sein des organismes de santé, qui permettra de créer plus tard le concept de santé trans. Il y a eu ici un partage ponctuel de ressources permettant le développement de groupes ayant des existences distinctes (Mathieu, 2009, p. 95). Ces premières alliances avec les travailleuses du sexe et les personnes séropositives touchent des populations marginalisées remettant en cause les normes de sexe, genre et sexualité.

À ce propos, plusieurs auteur-es proposent des interprétations théoriques des liens entre les oppressions liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité. Pour Baril (2009), l'enchevêtrement du sexisme et de la transphobie démontre la pertinence d'une alliance entre militances trans et féministe (p. 21). Julia Serano (2007) pense que la transphobie et l'homophobie viennent tout deux de ce qu'elle nomme le « sexisme oppositionnel » qui réprime ceux qui sortent des normes sexuelles et de genre car ils menacent l'idée que les hommes et les femmes forment deux sexes opposés (p. 13). Pour d'autres auteur-es, l'homosexualité est avant tout réprimée car elle transgresse les normes de genre (Califia, 2003, p. 351; Chamberland, 2010). Enfin, Gaëlle Krikorian (2003) parle d'une « communauté d'insultes » pour désigner les LGBT puisque les attaques transphobes et homophobes ont tendance à se confondre et à s'en prendre indifféremment aux personnes trans, gaies et lesbiennes (p. 407). Ces différents exemples illustrent les liens entre les systèmes d'oppression liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité, cela permet de comprendre l'importance des alliances entre les mouvements remettant en cause ces normes.

À ce titre, le mouvement queer états-unien aurait contribué à forger constituer une alliance entre différentes militances remettant en cause ces normes autour de la lutte contre le VIH/sida dès le début des années 1990 (Stryker, 2008, p. 134). Il n'est pas étonnant de voir

comme second lieu d'alliance au Québec deux organismes féministes (*Centre des femmes* des universités Concordia et de McGill) et un organisme gai et lesbien (*Projet 10*), tout trois anglophones, ayant opéré un tournant dans leur mandat dans la première moitié des années 2000, afin d'orienter leurs actions sur les enjeux LGB, féministes, trans et queers. Ce tournant vers une inclusion des personnes trans a été marqué par un changement de nom et de mandat pour les deux premiers groupes et par le développement d'un projet spécifique pour le dernier. Plus récemment, la création d'un organisme queer francophone, *PolitiQ* a mené à l'initiative d'une mobilisation collective trans, le Rassemblement du 17 juin. L'émergence du mouvement queer a pour cause et conséquence une alliance entre différentes militances remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, notamment les militances féministe, gaie et lesbienne, si bien qu'aujourd'hui plusieurs organismes queers peuvent être considérés comme des organismes trans.

Le mouvement gai et lesbien francophone a quant à lui commencé à intégrer des personnes trans vers la moitié des années 2000, suite aux États généraux LGBT de 2004 (TCGLQ, 2004). L'utilisation du sigle « LGBT » est considérée par certains auteur-es comme ambiguë : d'un côté, ce sigle veut symboliser une coalition importante pouvant être vue comme un élément clé du changement social pour les personnes trans, de l'autre, il est perçu comme un piège car son utilisation par un organisme ne signifie pas nécessairement que ce dernier va traiter d'enjeux liés à l'identité de genre ou accueillir les personnes trans (Davidson, 2007, p. 235, Stryker, 2008, p. 261; Stone, 2009, p. 335).

Certains militant-es que j'ai rencontrés m'ont fait part des liens fondamentaux qu'ils voyaient entre les militances trans, gaie et lesbienne comme Bobby, Johnny. Une autre participant-e a expliqué s'être opposée pendant longtemps à cette alliance car, étant hétérosexuelle, elle pense que les expériences des personnes trans et celles des personnes gaies et lesbiennes diffèrent énormément. À l'inverse, ma recherche montre que ce sont principalement des militantes trans lesbiennes qui ont porté cette alliance. Ainsi l'orientation sexuelle des activistes trans aurait une influence sur leur volonté de s'allier ou non avec les LGB.

D'un point de vue concret, Marie a expliqué que l'alliance avec les LGB a permis de belles avancées en rendant visibles les enjeux trans dans beaucoup d'espaces que les militant-es trans ne pouvaient pas atteindre et en permettant d'entamer des discussions avec les institutions gouvernementales. Par ailleurs, des militant-es trans expriment se sentir profondément marginalisés lorsqu'ils voient des organismes se nommer « LGBT » sans se préoccuper réellement de l'identité de genre. Johnny et Bobby ont constaté des résistances à l'inclusion de la militance trans au sein de la militance LGBT, allant parfois jusqu'à un refus de traiter des enjeux trans et de questionner les pratiques transphobes qui peuvent être reproduites au sein de ces organismes gaies et lesbiens devenus LGBT. On remarque que, bien qu'elle soit porteuse de changement social et que des liens cruciaux peuvent exister tant sur le plan des oppressions subies que sur celui des actions communes, l'alliance entre les militances trans, gaies et lesbiennes demeure très inégale d'un organisme à l'autre. Ma recherche a permis de dénombrer deux organismes trans appartenant au milieu LGBT francophone, trois organismes queers anglophones et un organisme queer francophone. Le mouvement queer semble ainsi beaucoup plus ouvert à rallier les populations trans que le mouvement LGBT.

L'alliance avec le mouvement féministe semble elle aussi traversée par des tendances contradictoires. D'un côté, certaines militantes féministes travaillent à l'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe (Stryker, 2008, p. 108), de l'autre on remarque beaucoup de résistance à cette inclusion, notamment par l'exclusion des personnes trans des espaces non mixtes (Namaste, 2005b, p. IX). Alexa Conradi (2004), militante féministe et actuelle présidente de la *Fédération des femmes du Québec*, introduit ainsi un article qu'elle a publié sur la question :

Le mouvement des personnes transsexuelles/transgenres interpelle le mouvement des femmes de diverses façons, tant dans ses pratiques que dans son analyse politique. tantôt en bousculant, tantôt en amenant une bouffée d'air frais, cette réalité fournit une occasion aux féministes de jeter un regard nouveau sur leurs convictions. (p. 1)

On voit ainsi les tensions qui peuvent exister autour de l'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe québécois. Au Québec, on retrouve ces mêmes tendances, certaines franges du mouvement féministe étant très inclusives des personnes trans comme celles liées au mouvement des travailleuses du sexe ou au mouvement queer, et d'autres excluant les

personnes trans de leur groupe, comme c'est le cas d'une partie des organismes appartenant aux regroupements plus anciens du mouvement des femmes francophone. Il y a ainsi une négation de l'appartenance des femmes trans à la catégorie « femme », qui peut se doubler d'une négation de l'appartenance des hommes trans à la catégorie « homme ». On assiste ainsi à une essentialisation du sujet politique du féminisme chez certains organismes (Dorlin, 2008, p. 150). Les militant-es trans rencontrés semblent également diverger quant à leur volonté d'alliance avec les militantes féministes : si certains s'affirment comme féministes, d'autres rejettent cette identité.

Chacune des dimensions d'un mouvement social est mobilisée dans la constitution des alliances. Les alliances doivent s'appréhender en tant que processus de rapprochement et d'éloignement, de convergence et de divergence. Portées principalement par des militant-es vivant plusieurs oppressions, elles permettent une évolution du caractère collectif des différents mouvements au sein desquels ils s'impliquent, c'est-à-dire le mouvement trans, mais aussi les mouvements LGBT, queer, féministe, des travailleur-ses du sexe ou encore du VIH/sida. Ensuite, la dimension conflictuelle peut être redéfinie car plusieurs oppressions peuvent être combattues simultanément. Par exemple, l'existence du mouvement LGBT pousse les activistes appartenant à ce mouvement à lutter en même temps contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie. Les alliances s'opérant principalement entre militances remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité, la perspective de changement social peut elle aussi évoluer vers une remise en cause plus globale de ces normes. Ainsi la multipositionnalité de ces militant-es et leurs repères au sein de l'espace des mouvements sociaux représenteraient autant de facteurs influents sur la création d'alliances. Ces éléments confirment que les alliances doivent être analysées de manière dynamique et qu'elles sont susceptibles de faire évoluer les mouvements sociaux jusqu'à en créer de nouveaux sur la base de ces alliances.

6.5 Conclusion

L'objectif de ce chapitre est d'analyser si un mouvement trans est présent au Québec, mais également de mettre en relief comment celui-ci émerge, à la lumière de quelques

concepts de la sociologie des mouvements sociaux, principalement ceux développés par Mathieu (2004, 2007), et des entrevues réalisées.

Tout d'abord, la dimension collective du mouvement trans a été examinée en s'intéressant à la formation d'une identité trans collective et d'une communauté trans. Plusieurs facteurs montrent la constitution d'une identité collective. Tout d'abord, l'ensemble des militant-es interrogés ont commencé à s'impliquer au sein du mouvement trans au moment de leur transition. Par ailleurs, l'analyse de Broad (2002) de l'usage de l'identité au sein du mouvement trans états-unien permet de révéler les dynamiques à l'œuvre dans la création d'une identité trans collective, soit des allers-retours entre une politique d'affirmation identitaire et une politique de déconstruction. La première revêt trois aspects. Le premier aspect est la création d'une frontière entre qui est trans et qui ne l'est pas. En effet, des tensions s'expriment entre les différentes transidentités (transsexuel-le, transgenre, genderqueer, etc.), formant ce que je nomme des tensions transidentitaires. Le second aspect est le développement d'une conscience trans visible dans la contestation de la cisnormativité. Le troisième aspect est la négociation identitaire dans la vie de tous les jours, qui s'inscrit dans une visibilité quotidienne que plusieurs participant-es ont exposé.

La politique de déconstruction est, quant à elle, caractérisée par deux aspects. Premièrement, le brouillage des frontières est pratiqué par les activistes qui s'opposent à la binarité des genres ou pensent qu'il faut inclure, au sein de cette identité collective, l'ensemble des personnes franchissant la frontière du genre, y compris celles qui ne font pas de transition médicale et juridique. Deuxièmement, l'usage de l'identité à des fins de provocation est peu visible dans ma recherche, ce qui peut s'expliquer par un facteur contextuel. En effet, les mouvements sociaux au Québec semblent peu utiliser cette stratégie. La politique de déconstruction au sein de la militance trans québécoise se jouerait plutôt autour d'un élargissement de ce qu'inclut l'identité trans collective. On voit ainsi que l'usage de l'identité au sein du mouvement trans est complexe et dynamique, mais que les différents aspects de celui-ci indiquent bien qu'une identité collective s'est formée.

La construction d'une communauté trans est un autre aspect au cœur de la dimension collective du mouvement trans. L'entraide est au centre de ce mouvement, ce qui constitue un premier indicateur de l'importance de former une communauté. Ensuite, celle-ci a une fonction de sociabilité, qui pousse les militant-es trans à s'impliquer plus en fonction des liens affectifs et amicaux qu'ils développent avec d'autres militant-es. Elle occupe également une fonction de socialisation politique, permettant aux activistes de développer de nouvelles compétences. Par ailleurs, au même titre que la formation d'une identité trans collective, la constitution d'une communauté trans est un processus complexe et dynamique. À ce propos, celle-ci est divisée en plusieurs réseaux sociaux en fonction du lieu d'habitation, du langage, de l'âge, du genre d'identification et du cumul ou non de marginalisations.

La dimension conflictuelle du mouvement trans repose sur une contestation de la cisnormativité, c'est-à-dire de l'oppression contraignant les individus à demeurer dans le genre assigné à leur naissance. Dans un premier temps, la régulation du changement d'identité de genre est combattue par plusieurs stratégies militantes, alors que d'autres stratégies permettent aux personnes trans d'accéder plus facilement aux différentes étapes de la transition, ce qui permet également de contester l'obligation de s'accommoder du genre assigné à la naissance. Dans un second temps, ce combat s'inscrit dans une lutte pour la (re)connaissance des personnes trans des personnes trans au sein de l'espace médiatique et des milieux scolaire, de travail et familial, passant par une visibilité des militant-es trans et de la sensibilisation. Il s'agit de contester la cisnormativité en rendant intelligible et légitime l'existence des personnes trans. Finalement, la lutte contre la cisnormativité remet en cause les normes de genre, sexe et sexualité en rendant possible et en banalisant le franchissement de la frontière du genre, ce qui peut constituer la perspective de changement social du mouvement trans.

Les débats au sein des études féministes sur la portée politique de la transgression du genre par les personnes trans est déplacé actuellement, au sein des études trans, vers un débat sur l'(in)visibilité. En effet, la visibilité des militant-es trans a été nommée comme une stratégie importante. Celle-ci ne semble pas se jouer d'une manière individuelle en remettant en cause la binarité du genre, mais plutôt d'une manière collective en rendant visible le

franchissement de la frontière du genre, peu importe que leur conception du genre soit binaire ou discordante.

Pour analyser l'influence de l'espace des mouvements sociaux au Québec et de son évolution sur le mouvement trans, j'ai principalement utilisé la conception des mouvements sociaux d'Henri Lamoureux (2010). Il décrit quatre axes de l'action communautaire qui sont bien présents au sein du mouvement trans. Le premier axe est la livraison de services non rendus ou mal rendus par l'État, qui serait un des axes principaux du mouvement trans en accordant à l'entraide une place prédominante. Le second axe est l'éducation populaire, laquelle est pratiquée à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté trans. Le troisième axe est la revendication d'un élargissement du rôle de l'État, qui s'exprime par un travail de reconnaissance politique du mouvement trans ainsi que par l'exercice de la pression politique. Le quatrième axe est la mobilisation des militant-es trans afin d'influencer les choix politiques et économiques, celle-ci est visible au sein des regroupements d'organismes et d'activistes trans, comme le *Réseau de santé trans* et le rassemblement du 17 juin 2010. Par ailleurs, la conception de l'espace des mouvements sociaux de Lamoureux (2010) inclut l'implication des milieux universitaire, culturel et syndical. Dans ma recherche, le premier semble très présent, le second relativement, et le dernier a été peu mentionné.

Si le mouvement trans est bien influencé par l'espace des mouvements sociaux au Québec, il l'est tout autant par son évolution. La première évolution notée est le rapport aux institutions gouvernementales, qui s'inscrit dans une recherche de stabilité voire d'intégration à l'État, visible par le travail d'ouverture de canaux de discussion avec celui-ci. La seconde évolution notée est l'accès à du financement public, qui semble effectivement occuper une place importante au sein du mouvement trans, en ayant une influence sur l'action des groupes. La troisième évolution identifiée est la professionnalisation de l'action communautaire liée à l'accès au financement. Celle-ci entraîne un décalage entre les travailleur-ses permanents, les bénévoles et les usager-es des organismes trans, et participe à la spécialisation des groupes en ciblant des populations trans spécifiques.

Enfin, on assiste à des dynamiques d'alliance entre le mouvement trans et d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité. Les rapprochements entre ces mouvements sociaux sont généralement portés par des militant-es vivant plusieurs oppressions en même temps. Il est également dû à l'enchevêtrement des systèmes d'oppression régulant le genre, le sexe et la sexualité, qui permet de voir des liens entre ces mouvements. Des alliances ont ainsi émergé entre le mouvement trans et la lutte des travailleur-ses du sexe, la lutte contre le VIH/sida, le mouvement gai et lesbien et le mouvement féministe. Ces alliances peuvent renforcer la dimension collective de ces mouvements, redéfinir leur dimension conflictuelle et leur visée de changement social, en s'inscrivant dans le combat contre plusieurs oppressions à la fois. Elles sont ainsi susceptibles de former de nouveaux mouvements sociaux comme le mouvement queer ou le mouvement LGBT. À l'inverse, les dynamiques d'éloignement entre ces mouvements sont dues à une reproduction de la cisnormativité au sein d'autres mouvements sociaux, et à la reproduction du sexisme, de l'homophobie et de la marginalisation des travailleur-ses du sexe et des personnes séropositives au sein du mouvement trans. Cela illustre que le mouvement trans peut remettre en cause les normes de genre, sexe et sexualité sous certains angles mais le reproduire sous d'autres angles. Il peut également remettre en cause l'ensemble de ces normes par le travail d'alliances.

CONCLUSION

La présente recherche s'est penchée sur les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. Ce mouvement s'est construit à travers des luttes sociales. Ainsi ce mémoire est centré sur le combat contre la cisnormativité autour duquel des militant-es s'organisent, s'entraident et s'opposent. La cisnormativité renvoie à l'oppression qui réprime les individus qui franchissent la frontière du genre et ainsi encourage la plupart des personnes à s'accommoder du genre assigné à leur naissance.

La cisnormativité s'exerce d'abord à travers la régulation institutionnelle du changement d'identité de genre, qui tend à rendre les processus de transition longs et complexes. Elle représente une violence indirecte, en obligeant notamment à recevoir un diagnostic d'un professionnel-le en santé mentale afin d'accéder au système de santé public, et à la stérilisation pour les personnes voulant obtenir le changement de leur mention de sexe sur leurs papiers d'identité. La cisnormativité s'observe également à travers les effets qu'elle produit pour les personnes qui dérogent à ses diktats, soit la marginalisation et l'exclusion des personnes trans de l'espace médiatique et des milieux de travail, scolaire, familial, de la santé et des services sociaux. Finalement, la cisnormativité peut se manifester à l'intérieur d'autres mouvements sociaux, y compris ceux combattant les normes de genre, sexe et sexualité, comme le mouvement LGBT, le mouvement queer ou le mouvement féministe, qui interrogent ces normes sans toujours questionner la présomption de l'adéquation entre le sexe biologique et le genre assigné à la naissance.

Cette recherche avait pour but d'analyser les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec en partant de l'engagement des militant-es trans, de leurs pratiques, des objectifs poursuivis et des stratégies déployées. Plus spécifiquement, mes questions de départ étaient les suivantes : comment l'identité trans collective se construit-elle ? Comment la communauté trans se forme-t-elle et s'organise-t-elle ? En quoi le mouvement trans s'inscrit-il dans l'action communautaire au Québec ? En quoi la lutte contre la cisnormativité remet-elle en cause les normes de genre, sexe et sexualité ? Quels sont les

processus d'éloignement et de rapprochement entre le mouvement trans et d'autres mouvements sociaux ?

Pour mener cette recherche sur les expériences des militant-es trans, j'ai opté pour une épistémologie féministe qualitative, sur la base du postulat selon lequel les activistes possèdent déjà un savoir réflexif sur leurs propres expériences militantes et que le travail à effectuer est de mettre en relief la connaissance située qu'ils avaient du mouvement trans. Les douze entrevues semi-dirigées réalisées ont permis de révéler les dynamiques d'émergence du mouvement trans, grâce à la richesse des informations dévoilées et à une diversité importante au sein de l'échantillon d'activistes rencontrés, en ce qui a trait à l'âge, la période d'engagement, le genre d'identification, la langue d'usage et le milieu d'implication. Ce mémoire propose une lecture des savoirs et des expériences de personnes trans ayant assumé un rôle actif en tant que militant-e et participé d'une manière ou d'une autre aux luttes collectives. Il est à souhaiter qu'une telle synthèse puisse à son tour nourrir la réflexion au sein du mouvement trans.

Les militant-es rencontrés ont été particulièrement loquaces. Ils ont tous révélé avoir commencé leur implication au sein du mouvement trans au moment de leur transition, ce qui suggère que les organismes trans offrent un espace essentiel et incontournable pour trouver du soutien et de l'information au cours du processus de transition. Au final, j'ai répertorié une douzaine d'organismes au sein desquels ces militant-es se sont investis. Une grande partie d'entre eux ont des préoccupations orientées vers la santé ou desservent les populations LGBTQ. Cependant, je les ai considérés comme des organismes trans car ils ont développé des projets ou des services s'adressant aux personnes trans, disposant d'une certaine autonomie même si le degré d'autonomie varie d'un organisme à l'autre, et au sein desquels des activistes trans se sont impliqués et peuvent continuer à le faire. Parmi les organismes répertoriés, seuls deux sont spécifiquement trans. Par ailleurs, le rapprochement entre les organismes et les militant-es trans semble constituer un défi constant, car plusieurs tensions traversent la militance trans et influencent les pratiques et les stratégies adoptées par les uns et les autres. Tout d'abord, les différentes lectures des transidentités donnent lieu à ce que j'ai nommé des tensions transidentitaires, qui consistent à délimiter l'appartenance à la catégorie

« trans ». En second lieu, certains militant-es considèrent que les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social devraient occuper le centre de la militance, d'autant qu'elle subissent souvent les effets cumulés de plusieurs formes de marginalisation, alors que d'autres privilégient la visibilité des personnes trans ayant un style de vie conforme au modèle normatif (avoir un emploi, vivre en couple, etc.), afin de défaire l'association entre transidentités et marginalités. Toutefois, les organismes et militant-es trans parviennent à se regrouper autour d'enjeux particuliers ou autour d'actions politiques ponctuelles. Le *Réseau de santé trans* et le Rassemblement du 17 juin 2010 constituent des bons exemples de regroupements⁷⁸.

Cette recherche a également permis de documenter une série d'enjeux de la lutte contre la cisnormativité que les militant-es trans rencontrés ont identifiés. Cette lutte s'oriente vers la facilitation du changement d'identité de genre, ce qui passe par une reconnaissance sociale et politique. Différentes stratégies ont été mises en place, qui remettent en cause le pouvoir des professionnel·les de la santé ainsi que les procédures régulant le changement de l'identité de genre sur les papiers d'identité, voire pour certains l'existence même de la mention de sexe sur ces papiers. Ces stratégies comprennent des activités de sensibilisation et de visibilité; l'exercice d'une pression politique; la production de guides d'information; l'utilisation de résultats de recherche et les alliances avec d'autres mouvements sociaux. À ce propos, quatre stratégies de rapprochement avec d'autres militances ont été nommées : la solidarité avec d'autres mouvements sociaux, l'ouverture d'un dialogue, la sensibilisation et la nécessité d'exercer un certain leadership dans d'autres mouvements. L'usage de ces différentes stratégies illustre à quel point la militance trans est diversifiée.

Le modèle d'analyse des mouvements sociaux proposé par Lilian Mathieu (2012, 2009, 2007, 2004) s'est révélé fructueux pour examiner le mouvement trans au Québec. Découlant de ce modèle, quatre axes d'analyse ont été privilégiés : la dimension collective, la

⁷⁸ De plus, en 2012, le *Conseil québécois LGBT* (anciennement *CQGL*) a mis en place un comité trans afin d'établir un plan de revendications présenté au ministre de la Justice (voir Appendice F). Ce comité a réuni la plupart des organismes trans ou endossant des revendications trans : l'*Astt(e)Q*, le *Centre 2110*, *Projet 10*, *PolitiQ*, *Alterhéros* et la *Coalition jeunesse montréalaise de lutte à l'homophobie*, ainsi que la *Confédération des syndicats nationaux*, une psychologue et une ancienne militante de l'*ATQ*.

dimension conflictuelle et l'orientation vers le changement social, l'espace des mouvements sociaux et les alliances avec d'autres mouvements sociaux.

Le premier axe d'analyse concerne la dimension collective du mouvement trans, qui a été examinée à partir d'observations relatives à la création d'une identité trans collective et à la formation d'une communauté trans. Sur le plan de la création d'une identité collective, j'ai remarqué des dynamiques d'allers-retours entre une politique d'affirmation identitaire et une politique de déconstruction, deux tendances qu'avait observées Broad dans son analyse du mouvement trans états-unien. Dans l'ensemble, le processus de construction identitaire au sein du mouvement trans est ainsi complexe et dynamique, il est traversé par des rapports de pouvoir entre les partisans d'une vision plus restrictive de l'identité trans et ceux qui expriment une volonté d'élargissement de ce qu'inclut l'identité trans collective. Cela révèle l'importance du processus de construction identitaire au sein d'un mouvement social de personnes marginalisées, pour qui une revalorisation de l'identité est importante. Sur le plan de formation de la communauté trans, j'ai également observé un processus complexe et dynamique, traversé par de nombreuses tensions qui peuvent rendre ardu le travail en commun des organismes et militant-es. Cependant, l'entraide est ressortie comme un aspect fondamental de la militance trans, ce qui illustre l'importance de constituer une communauté trans.

Le deuxième axe d'analyse touche la dimension conflictuelle du mouvement trans et son orientation vers le changement social, ce qui ressort à travers la contestation de la cisnormativité et la remise en cause des normes de genre, sexe et sexualité. L'utilisation du concept de cisnormativité permet de lier, dans un même cadre, des objectifs et des stratégies variées, dont certains pourraient paraître de prime abord très différents, voire opposés. Ainsi, les militant-es trans orientent leurs luttes vers une facilitation du franchissement de la frontière du genre qui découle de l'imposition d'un système catégoriel binaire présumant de l'adéquation entre sexe, genre et sexualité en fonction du genre assigné à la naissance.

Le troisième axe d'analyse aborde le mouvement trans en le situant dans l'espace des mouvements sociaux au Québec et son évolution. Tout comme pour beaucoup d'autres

mouvements sociaux, l'action communautaire du mouvement trans se déploie autour de quatre axes : la livraison de services non rendus ou mal rendus par l'État; l'éducation populaire; la revendication d'un élargissement du rôle de l'État; la mobilisation des militant-es trans. Toutefois selon les informations recueillies dans le cadre de ma recherche, le mouvement trans se différencie d'autres mouvements sociaux par une plus grande implication des milieux universitaires et une moins grande implication des milieux culturels et syndicaux. Ce résultat peut aussi découler de la composition de l'échantillon de militant-es rencontrés, lequel incluait peu de personnes trans investies dans les pratiques contreculturelles par exemple et aucune impliquée dans une organisation syndicale. Selon mes observations, le mouvement trans est également influencé par les transformations de l'action communautaire en ce qui concerne le rapport à l'État et la professionnalisation. La recherche de financement est une contrainte importante pour les organismes trans, les poussant à privilégier la livraison de services comme axe principal d'intervention. On remarque par ailleurs que la reconnaissance politique de la militance trans par le gouvernement s'est effectuée grâce au soutien d'autres mouvements sociaux, notamment le mouvement LGBT francophone.

Le dernier axe d'analyse se rapporte aux alliances du mouvement trans avec d'autres mouvements sociaux remettant en cause les normes de genre, sexe et sexualité. Les observations ont permis de documenter l'existence d'alliances avec d'autres mouvances collectives : la lutte des travailleur-ses du sexe, la lutte contre le VIH/sida, le mouvement queer, le mouvement gai et lesbien, et le mouvement féministe. L'émergence de ces alliances invite ces différents mouvements sociaux à se redéfinir, en incluant les personnes trans dans la définition de leur dimension collective et la lutte contre la cisnormativité dans leurs aspirations de changement social. De telles alliances sont ainsi susceptibles d'engendrer de nouveaux mouvements sociaux, comme le mouvement LGBTQ, qui émane d'alliances tant aux États-Unis, en France qu'au Québec. À l'inverse, selon les propos des militant-es interviewés, les dynamiques d'éloignement entre ces mouvements seraient attribuables à une reproduction de la cisnormativité au sein des autres mouvements sociaux, et à la reproduction du sexisme, de l'homophobie et de la marginalisation des travailleur-ses du sexe et des personnes séropositives au sein du mouvement trans.

Cette recherche a permis de montrer qu'on assiste actuellement à l'émergence d'un mouvement trans au Québec, selon la définition de Lilian Mathieu. Tout en étayant et en analysant divers aspects de ce mouvement, ce mémoire présente des limites, dont deux sont particulièrement à souligner. La première touche la composition de l'échantillon. Bien que des efforts aient été faits pour le diversifier à l'étape du recrutement, notamment en ce qui touche les caractéristiques sociodémographiques et la posture militante, sa petite taille et la méthode de recrutement par volontaires ne suffisent pas pour garantir qu'un éventail exhaustif d'expériences militantes trans aient été examinées. L'échantillon de militant-es rencontrés est par exemple composé de personnes fortement scolarisées. Il aurait été intéressant également d'interroger des militants des autres mouvements sociaux avec lesquels des alliances ont été nouées afin de recueillir leur vision des avantages et difficultés de telles alliances.

Une seconde limite tient à la méthodologie employée, soit la collecte des propos réflexifs que des personnes trans formulent sur leurs expériences militantes antérieures. Malgré leur richesse, ces propos sont livrés rétrospectivement. Les expériences ainsi décrites correspondent à une vision partielle du mouvement trans et offrent toujours des lectures interprétatives des événements traduisant des postures politiques et idéologiques contemporaines. Il aurait été intéressant de recourir à une pluralité de sources, incluant par exemple les archives écrites des organismes, pour comparer, voire confronter, différentes lectures possibles de l'émergence du mouvement trans. Le cadre de ce mémoire n'autorisait pas un projet si ambitieux.

Un premier apport de ce mémoire est de documenter la lutte contre la cisnormativité, laquelle implique une critique du fonctionnement de la société qui mérite selon moi une écoute plus attentive. J'espère que ce mémoire contribuera à rendre visibles les revendications portées par les militant-es trans et la diversité des stratégies qu'ils utilisent pour mener leur combat. Comme pour d'autres mouvements sociaux, la célébration des gains remportés se fait parfois aux dépens de la mémoire des luttes qui ont permis de telles avancées. A cet égard, il me semblait important de garder trace des efforts investis par les

militant-es trans pour s'organiser, s'entraider et se rassembler en vue d'amener des changements sociaux.

Un second apport de cette recherche se rattache à la conceptualisation des mouvements sociaux. En effet, la mobilisation n'est qu'une stratégie parmi de nombreuses autres mises de l'avant par le mouvement trans. Ainsi, les militant-es trans utilisent des stratégies très diversifiées, qui jouent toutes un rôle dans la lutte contre la cisnormativité. Le fait d'interroger des militant-es sur leurs pratiques et leurs objectifs de lutte a permis de mieux cerner les différentes stratégies potentiellement utilisées par un mouvement social. Autrement dit, l'analyse d'un mouvement social gagne à s'appuyer entre autres sur le regard que portent sur lui les militant-es et à prendre en compte le contexte dans lequel ce mouvement voit le jour.

Plusieurs pistes de recherches futures émergent de ce mémoire. En effet, certains aspects du mouvement trans mériteraient d'être plus approfondis. Tout d'abord, le processus de subjectivation (Lamoureux, 2001) des militant-es trans serait une dimension intéressante à approfondir. La coïncidence observée entre l'entrée dans la militance trans et le processus de transition mériterait qu'on s'y arrête pour mieux comprendre ce qui se joue à ce moment précis et les éléments qui expliquent leur simultanéité. Ensuite, compte tenu des limites mentionnées plus haut, des recherches plus poussées sur certains espaces de militances seraient enrichissantes. Ainsi, il serait intéressant de documenter les expériences des militant-es trans qui ont entrepris des luttes contre la cisnormativité tout en s'investissant dans l'action syndicale et, plus largement, les expériences des personnes trans dans leur milieu de travail et sur les stratégies de résistance à la cisnormativité qu'elles mettent en place.

Par ailleurs, les études féministes offrent des outils très pertinents pour la recherche sur les transidentités, en termes d'épistémologie et de conceptualisation des normes de genre, sexe et sexualité. Cependant, des résistances à l'inclusion des études trans au sein des études féministes existent, au même titre qu'il y a des résistances à l'inclusion des militant-es trans au sein du mouvement féministe. Tout au long de ma recherche, j'ai rencontré ce genre de résistances et je me demande pourquoi les études féministes francophones au Québec

n'accordaient pas une place plus importante à la recherche trans, qui semble pourtant avoir le potentiel d'amener un nouveau regard sur les oppressions liées aux genres, aux sexes et aux sexualités. Ce mémoire invite ainsi à développer plus de solidarité et d'alliances entre mouvements sociaux.

J'espère que cette recherche permettra de construire plus de solidarité entre les militant-es trans. L'importance de la création d'une identité collective et d'une communauté au sein du mouvement trans, pourrait inspirer les militant-es à mettre l'emphasis sur ces deux aspects, notamment en affirmant une vision inclusive de l'identité trans et en reconnaissant la diversité de la communauté trans. Ainsi, cette recherche pourra aider à renforcer le travail en commun des militant-es et faciliter l'entrée en militance.

Par ailleurs, on peut s'attendre à de nombreux changements dans les années à venir. Les règles de changement d'identité de genre sont amenées à évoluer. On peut également espérer un engagement plus fort des institutions gouvernementales, médicales et juridiques dans le combat contre la cisnormativité. Enfin, une inclusion des organismes et des militant-es trans semble être nécessaire afin d'assurer la prise en compte des besoins et des expériences de l'ensemble des personnes trans dans les processus d'élaboration de ces changements.

APPENDICE A

MANIFESTE DE REVENDICATIONS TRANS DE *POLITIQ-QUEERS SOLIDAIRES*

Charte et revendications de PolitiQ-queers solidaires Axe transidentités

Pour toutes définitions des termes employés, contextualisations des débats, explications détaillées et références, nous vous invitons à consulter le guide sur les transidentités produit par PolitiQ-queers solidaires (ici PolitiQ) et qui sera disponible, dès le printemps 2010 dans différents groupes, organismes et associations.

Compte tenu des diverses formes de discriminations, marginalisations et de violences dont sont sujettes les personnes trans dans la société en général, dans différentes institutions et à l'intérieur même de mouvements sociaux revendiquant une plus grande justice sociale globale, PolitiQ espère sensibiliser et s'adjoindre, à travers cette charte et cet ensemble de revendications, des allié-es pour mettre fin à la transphobie et toutes ses manifestations.

PolitiQ appelle à une réelle solidarité entre les mouvements féministes, queers, gais/bisexuels/lesbiens et trans et mettre ainsi fin aux diverses formes d'exclusions et de marginalisations qui persistent dans certains de ces groupes vis-à-vis des personnes trans.

PolitiQ croit, à la suite de ces mouvements, que les revendications pour les personnes trans ne sont pas des revendications spécifiques qui ne profiteront qu'à une minorité, mais plutôt des revendications qui favoriseront, si elles sont gagnées, une plus grande justice sociale globale étant donné les intersections entre les différents systèmes d'oppression que sont la transphobie, le sexisme, le gendérisme et l'hétéronormativité.

PolitiQ affirme que chaque individu doit avoir le droit de vivre dans un corps et un genre choisis (auto-identification) sans être frappé de stigmatisation et de discriminations.

PolitiQ affirme la diversité de la communauté trans, tant par la présence de différentes orientations sexuelles, différentes appartenances culturelles, différentes langues, différentes conditions physiques, différents âges, différentes perspectives théoriques.

PolitiQ revendique une dépathologisation ET une dépsychiatisation des transidentités, ce qui implique une non stigmatisation et un libre accès aux modifications genrées et/ou corporelles sans avoir besoin d'autorisations et d'évaluations psychiatriques et psychologiques autres que le suivi requis actuellement pour toute autre chirurgie majeure. Ceci ne doit d'aucune façon conduire à une diminution ou à une nondisponibilité à quelque niveau que ce soit des assurances publiques.

PolitiQ revendique l'accès pour toutes les personnes trans à des soins de santé gratuits, accessibles et adaptés aux besoins et réalités de chacun. Ces soins gratuits comprennent notamment : hormonothérapies, opérations et altérations visant à transformer les caractéristiques sexuelles primaires et secondaires (telles que vaginoplastie, phalloplastie, mastectomie et reconstruction d'une poitrine masculine, féminisation faciale).

PolitiQ revendique le respect des corps de chaque personne, notamment des personnes intersexes et dénonce toutes formes de traitements non choisis et de coercition pour normaliser les corps en fonction des catégories sexuelles dominantes.

PolitiQ revendique l'adaptation des services sociaux aux besoins et réalités des personnes trans : la formation de certaines personnes ressources et la présence de ces dernières dans plusieurs hôpitaux, cliniques, CLSC, etc., afin d'offrir aide et soutien appropriés aux personnes trans, leur permettant ainsi de bénéficier, comme le reste de la population, de services en travail social, psychologie, intervention communautaire et autres où leur identité trans sera accueillie et considérée. **Pour ce faire, nous soutenons les démarches du Réseau de Santé Trans** (construit par Projet 10, 2110 Centre for Gender Advocacy, Stella et l'ASTT(e)Q).

PolitiQ revendique la mise en place des structures de recherches nécessaires et de financement pour documenter les besoins, réalités, discriminations, etc., des personnes trans, tant au niveau de l'emploi, de la société et de ses différentes institutions, de la santé et des méthodes de réassignations sexuelles, etc.

PolitiQ revendique la possibilité, pour les jeunes trans en pré-puberté et en puberté, d'avoir accès à des bloqueurs d'hormones jusqu'au moment où le sexe et le genre seront auto-déterminés. Les jeunes trans devraient pouvoir bénéficier de traitements hormonaux et chirurgicaux dès l'âge de 14 ans.

PolitiQ revendique la facilitation des changements de nom (sur un modèle du droit civil similaire à celui des autres provinces du Canada) des personnes trans au Québec devant le Directeur de l'état civil.

PolitiQ revendique la facilitation des changements de mention de sexe (idéalement la suppression des mentions de sexe) dans les registres du Directeur de l'état civil, de même que dans les différentes institutions existantes, qui n'obligerait plus les personnes trans à prendre des hormones, effectuer des opérations ou encore être diagnostiquées avec un problème de « l'identité sexuelle » pour faire changer leur mention de sexe.

PolitiQ revendique la possibilité, pour les parents, de pouvoir inscrire le nom et le sexe de leur choix quant à leur parentalité dans les certificats de naissance de leurs enfants du Directeur de l'état civil.

APPENDICE B

TRACT DU RASSEMBLEMENT DU 17 JUIN 2010

Non aux règles STÉRILES de l'état civil : trans mobilisé-es pour leur citoyenneté !

Aujourd'hui au Québec, les personnes transidentifiées (ci-dessous trans) ne bénéficient pas des mêmes droits que les autres citoyen·nes au regard de l'état civil. Les personnes trans sont soumises à une réglementation longue, complexe, restrictive et pas accessible à toutes. Leurs droits à l'égalité et à l'intégrité physique ne sont pas respectés étant donné la stérilisation obligatoire qui leur est imposée pour l'obtention d'un changement de leur mention de sexe dans leurs actes de l'état civil.

De plus, en raison de ces situations, plusieurs personnes trans se retrouvent durant de longues périodes avec des papiers d'identité officiels (des actes d'état civil) qui ne reflètent pas leur identité réelle, ce qui peut occasionner de nombreuses discriminations lorsqu'elles veulent se trouver un emploi, un logement, se faire soigner, ouvrir un compte bancaire, etc.

Quelques exemples des conséquences de ces réglementations :

- Une personne trans qui désire modifier la mention de sexe sur son certificat de naissance doit obligatoirement subir « des traitements médicaux et des interventions chirurgicales impliquant une modification structurale des organes sexuels, et destinés à changer ses caractères sexuels apparents », impliquant une stérilité. Bien que le Directeur de l'état civil n'exige pas officiellement d'être stérile pour changer de mention de sexe, les conditions qu'il pose impliquent nécessairement une stérilisation forcée des personnes trans.
- Une personne trans qui désire modifier son nom en moins de 5 ans doit recevoir un diagnostic psychiatrique de trouble de l'identité de genre et entamer des démarches médicales pour transformer ses caractéristiques sexuelles. La personne trans qui ne veut pas entreprendre des démarches médicales est condamnée à vivre 5 ans avec son nom attribué à la naissance.
- Une personne trans qui ne veut ou ne peut pas subir ces modifications corporelles (problèmes financiers, de santé ou autres) possède une identité civile qui ne reflète pas son identité réelle.
- Une personne trans non citoyenne canadienne est condamnée à vivre une situation où son identité inscrite sur ses actes de l'état civil ne reflète pas son identité réelle. En effet, l'article 71 du Code civil du Québec pose notamment comme condition, afin d'effectuer un changement de nom et de la mention de sexe, d'avoir la citoyenneté canadienne. L'obtention d'une citoyenneté canadienne peut prendre plusieurs années selon les cas.
- Une personne trans qui a eu des enfants avant son changement de mention de sexe ne peut pas modifier sa mention de sexe sur le certificat de naissance de ses enfants.

Par exemple, Nicole, la mère de Nicolas, reste toujours son « père ». Cette règle découle d'un résidu d'homophobie au plan légal, qui ne permettait pas, jusqu'à tout récemment, qu'un enfant ait deux parents du même sexe. L'homoparentalité étant désormais acceptée, les personnes trans devraient pouvoir changer leur mention de sexe sur le certificat de naissance de leurs enfants.

Les réglementations existantes portent préjudice aux personnes transsexuelles, mais aussi à d'autres personnes : les personnes transgenres, intersexes, ambigenres, queers, etc., de même qu'à leurs enfants. Elles remettent en cause l'égalité de toutes les personnes québécoises devant la loi.

La Cour suprême s'est objectée d'ailleurs aux stérilisations pour des fins non thérapeutiques. La professeure de droit Marie-France Bureau dit : « Au Québec et au Canada, la stérilisation non thérapeutique des personnes souffrant d'une maladie mentale n'est pas permise. Les tribunaux ont conclu qu'une telle procédure est contraire aux droits fondamentaux [...] On peut alors se demander en quoi la stérilisation est, du côté d'une personne inapte à consentir, une violation de ses droits fondamentaux et de l'autre, pour la personne trans pleinement capable et apte à offrir un consentement éclairé, une exigence ».

D'autres modèles juridiques sont possibles, ici même au Canada. Dans les autres provinces canadiennes par exemple, les lois concernant le changement de nom sont très différentes et permettent de le changer sans l'exigence du respect des conditions légales québécoises actuelles.

C'est pourquoi les signataires ci-dessous demandent au Directeur de l'état civil, aux législateurs et aux instances gouvernementales concernées d'engager une réforme dans les plus brefs délais pour mettre fin à ces procédures discriminatoires. À cet effet, nous revendiquons les points suivants :

- Accessibilité à un changement de nom sans délai excessif, basée sur le modèle de la réglementation en vigueur dans toutes les autres provinces canadiennes.
- Accessibilité à un changement de la mention de sexe sans traitements médicaux obligatoires (opérations et hormonothérapie), à l'instar de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, à partir d'une recommandation d'un-e professionnel-le (une liste de ces professionnel-les pourra être déterminée en concertation avec les communautés concernées).
- Accessibilité à un changement de nom et de la mention de sexe pour les non citoyen-nés canadien-nés domicilié-es au Québec depuis un an.
- Accessibilité à un changement de la mention de sexe des personnes trans sur le certificat de naissance des enfants nés avant la transition de sexe.
- Indication claire, sur le site Internet du Directeur de l'état civil du Québec, des procédures liées à un changement de nom et de mention de sexe pour les personnes transidentifiées.

Nous sommes disposés à rencontrer le Directeur de l'état civil dans les meilleurs délais. L'action d'aujourd'hui souhaite visibiliser cette discrimination vécue par les personnes trans au regard de l'état civil et s'insère dans un ensemble de revendications pour lutter contre la transphobie.

APPENDICE C

AFFICHE DE RECRUTEMENT DE PARTICIPANT-ES

Participant-e-s recherché-e-s

Etude sur les mobilisations autour des transidentités au Québec

Vous avez participé à des actions pour combattre la transphobie ?

Vous menez des actions pour la reconnaissance des personnes trans ?

Vous êtes invités à prendre part à ce projet de maîtrise en sociologie, portant sur les mobilisations trans au Québec des années 1980 à nos jours. La recherche a pour but de cartographier et documenter l'émergence du mouvement trans. La recherche permettra ainsi de fournir une meilleure compréhension de la lutte à la transphobie. Elle nous permettra de réfléchir aux stratégies et pratiques adoptées pour combattre la stigmatisation et la marginalisation des personnes trans.

Qui peut participer :

- Être âgé de plus de 18 ans ;
- Être un homme ou une femme intersexe ou trans (transsexuel-le, transgenre, travesti-e, genderqueer, etc.) ;
- Avoir participé à des actions pour défendre les enjeux trans dans les milieux associatifs, syndicaux, universitaires ou juridiques, et ce depuis plus d'un an.

En quoi consiste la participation ?

- Il s'agit d'une entrevue individuelle de 1 heure qui ciblera votre engagement ; les différentes actions que vous avez menées ; votre perception des différentes mobilisations sociales de défense des personnes trans ; et leur impact immédiat et à plus long terme.
- La participation à ce projet est volontaire.
- La confidentialité des réponses est assurée.

Pour plus d'informations :

N'hésitez pas à communiquer avec l'étudiant-chercheur responsable de l'étude, Mickael Chacha Enriquez, étudiant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

tél. : 514-358-3042

courriel : enriquez.mickael@courrier.uqam.ca

APPENDICE D

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT ECLAIRE



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (sujet majeur)

« Les mobilisations sociales autour des transidentités au Québec :
Cartographie des dynamiques d'émergence d'une militance dépassant les frontières du genre »

IDENTIFICATION

Chercheur responsable du projet : Mickael Chacha Enriquez

Programme d'enseignement : Maîtrise de sociologie, concentration en études féministes

Adresse courriel : enriquez.mickael@courrier.uqam.ca

Téléphone : 514 358 3042

BUT GÉNÉRAL DU PROJET ET DIRECTION

Vous êtes invités à prendre part à ce projet portant sur les mobilisations trans au Québec des années 1980 à nos jours. La recherche a pour but de cartographier et documenter l'émergence du mouvement trans. Nous nous intéresserons particulièrement aux dynamiques d'émergence. La recherche permettra ainsi de fournir une meilleure compréhension de la lutte à la transphobie. Elle nous permettra de réfléchir aux stratégies et pratiques adoptées pour combattre la stigmatisation et la marginalisation des personnes trans. Ce projet est réalisé dans le cadre d'un mémoire de maîtrise sous la direction de Maria Nengeh Mensah, professeure du département de Travail social de la Faculté des sciences humaines. Elle peut être jointe au (514) 987-3000 poste 1723 ou par courriel à l'adresse : mensah.nengeh@uqam.ca@uqam.ca.

PROCÉDURE(S)

Votre participation consiste à donner une entrevue individuelle au cours de laquelle il vous sera demandé de décrire, entre autres choses, vos actions passées de défense des personnes trans, ainsi que votre participation à un ou plusieurs groupes de lutte à la transphobie. Cette entrevue est enregistrée sur cassette audio avec votre permission et prendra environ 1 heure de votre temps. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

AVANTAGES et RISQUES

Votre participation contribuera à l'avancement des connaissances par une meilleure compréhension du mouvement trans, ainsi que des dynamiques en oeuvre dans cette militance. Il n'y a pas de risque d'inconfort important associé à votre participation à cette rencontre. Vous devez cependant prendre conscience que certaines questions pourraient raviver des émotions désagréables liées à votre participation aux mobilisations trans que vous avez peut-être mal vécues. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante sans avoir à vous justifier. Une ressource d'aide appropriée pourra vous être proposée si vous souhaitez discuter de votre situation. Il est de la responsabilité du chercheur de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que les renseignements recueillis lors de l'entrevue sont confidentiels et que seuls, le responsable du projet et son directeur de recherche, Maria Nengeh Mensah, auront accès à votre enregistrement et au contenu de sa transcription. Le matériel de recherche (cassette codée et transcription) ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément sous clé par le responsable du projet pour la durée totale du projet. Les cassettes ainsi que les formulaires de consentement seront détruits 2 ans après les dernières publications.

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche. Dans ce cas les renseignements vous concernant seront détruits. Votre accord à participer implique également que vous acceptez que le responsable du projet puisse utiliser aux fins de la présente recherche (articles, conférences et communications scientifiques) les renseignements recueillis à la condition qu'aucune information permettant de vous identifier ne soit divulguée publiquement à moins d'un consentement explicite de votre part.

COMPENSATION FINANCIÈRE

Votre participation à ce projet est offerte gratuitement. Un résumé des résultats de recherche vous sera transmis au terme du projet.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter le responsable du projet au numéro (514) 358-3042 pour des questions additionnelles sur le projet. Vous pouvez également discuter avec le directeur de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que participant de recherche.

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains. Pour toute question ne pouvant être adressée au directeur de recherche ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter le Président du Comité institutionnel d'éthique de la recherche, Joseph Josy Lévy, au numéro (514) 987-3000 # 4483. Il peut être également joint au secrétariat du Comité au numéro (514) 987-3000 # 7753.

REMERCIEMENTS

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de ce projet et nous tenons à vous en remercier.

SIGNATURES :

Je, _____ reconnais avoir lu le présent formulaire de consentement et consens volontairement à participer à ce projet de recherche. Je reconnais aussi que le responsable du projet a répondu à mes questions de manière satisfaisante et que j'ai disposé suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner. Il me suffit d'en informer le responsable du projet.

Signature du participant :

Date :

Nom (lettres moulées) et coordonnées :

Signature du responsable du projet :

Date :

Veillez conserver le premier exemplaire de ce formulaire de consentement pour communication éventuelle avec l'équipe de recherche et remettre le second à l'interviewer.

APPENDICE E

CANEVAS D'ENTREVUE

Axe I : L'engagement personnel

1. Pouvez-vous me parler de votre engagement dans la militance autour des transidentités ?

1.2. Quelles activités organisez vous ?

1.3. A quelles activités participez vous ?

1.4. Quel est votre rôle ou votre place ?

1.5. Qui participe à ces activités ?

2. Vous m'avez parlé de _____ (nom d'un organisme), comment fait-on pour rejoindre cet organisme?

2.1. Parlez-moi de son histoire

2.2. Quelles sont les missions de cet organisme ?

3. Je vais nommer certains acteurs, j'aimerais savoir le rapport que vous entretenez avec eux.

3.1. Quel rapport entretenez vous avec les médecins ?

3.2. Quel rapport entretenez vous avec les psychiatres ou psychologues ?

3.3. Quel rapport entretenez vous avec les travailleurs sociaux ?

3.4. Quel rapport entretenez vous avec le gouvernement ?

3.5. Quel rapport entretenez vous avec le Directeur de l'état civil ?

3.6. Quel rapport entretenez vous avec la Régie de l'assurance maladie du Québec ?

4. Qu'est ce que votre implication vous a apporté ? Qu'y avez vous appris ?

5. Aviez-vous eu une expérience militante auparavant ? Pouvez-vous m'en parler ?

6. A vos yeux, quand a commencé votre transition ou changement d'identité de genre ?

6.1. Faites-vous un lien entre votre transition et votre militantisme ?

Axe II : Le sens de la lutte

1. Selon vous, quels sont les enjeux de la militance autour des transidentités ?

2. Que veut dire pour vous « combattre la transphobie » ?

3. Pouvez vous me décrire les différentes mobilisations qui ont existé pour combattre la transphobie et revendiquer la reconnaissance sociale des personnes trans ?

4. Pouvez vous me décrire les différents groupes ou organismes communautaires trans ?

4.1. Qu'est ce qui vous plaît dans chacun de ces groupes / organismes communautaire / mobilisations ?

4.2. Qu'est ce qui vous déplaît dans chacun de ces groupes / organismes communautaire / mobilisations ?

5. Est ce que vous avez noté des changements sociaux en ce qui concerne la reconnaissance sociale des personnes trans ?

6. Quels changements espérez-vous obtenir ? (si besoin préciser : à court, moyen et long terme)

Axe III : Liens avec les autres mouvements

1. Quels sont vos liens avec les organismes gais et lesbiennes (souvent renommées associations LGBT) ou queer ?

1.2. Quelle est leur prise en compte des enjeux trans ?

1.3. Comment faire évoluer la prise en compte des enjeux trans ?

2. Quels sont vos liens avec les caucus LGBT dans les syndicats ?

3. Quels sont vos liens avec les associations féministes ?

3.1. Quelle est leur prise en compte des enjeux trans ?

3.2. Comment faire évoluer la prise en compte des enjeux trans ?

4. Avez vous tissé des liens avec d'autres organismes liées au travail du sexe (Stella par exemple) ?

4.1. Avec des organismes de lutte contre le VIH-Sida ?

4.2. Avec des organismes qui soutiennent les usagers de drogue ?

4.3. Avez-vous tissé des liens avec d'autres organismes ou militances qui n'ont pas encore été nommés ?

IV. Données socio-démographiques:

1. Quel est votre âge ?
2. Quelle est votre profession ?
3. Quelles études avez-vous faites ?
4. Quel est votre état civil ?
5. Comment vous définissez-vous ?

APPENDICE F

PLAN DE REVENDICATIONS DU COMITE TRANS DU CQGL

1. Revendications transversales

1.1. Reconnaître les expertises développées par les groupes et organismes destinés aux personnes transsexuelles et transgenres.

1.2. Consulter les groupes et organismes destinés aux personnes transsexuelles et transgenres dans la mise sur pied de politiques qui les concernent directement.

1.3. Reconnaître et permettre l'utilisation du prénom usuel de toute personne transsexuelle ou transgenre dans toutes ses relations avec tous les ministères du gouvernement du Québec sans obligation de changement légal.

2. Justice et droits

2.1. Inclure dans l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, les termes identité sexuelle et expression de genre comme motif de discrimination prohibé.

« 10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, *l'identité sexuelle et l'expression de genre*, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. »

2.2. Revoir en profondeur les règles à l'état civil permettant un changement de prénom et un changement de sexe :

2.2.1. Faciliter le changement de prénom.

2.2.2. Réviser les normes de publications des changements apportés à l'état civil pour les personnes transsexuelles et transgenres.

2.2.3. Faciliter le changement de prénom et de sexe pour les personnes immigrantes.

2.2.4. Permettre le changement de sexe sans devoir subir d'intervention chirurgicale.

2.2.5. Faire en sorte que le changement de nom et le changement de sexe de tout document produit par l'État civil (certificat de mariage, de naissance pour les enfants, etc.) puissent être en accord avec les modifications apportées au certificat de naissance.

2.2.6. Élimination des coûts reliés aux changements de prénoms à l'état civil et dans les différents bureaux et organismes gouvernementaux.

2.3. Former le personnel de l'état civil aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux de cette clientèle.

2.4. Former le personnel de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux de cette clientèle.

3. Financement

3.1. Assurer le financement des organismes dont la mission principale est de desservir les personnes transsexuelles et transgenres.

3.2. Financer le développement d'initiatives régionales afin de desservir les personnes transsexuelles et transgenres.

4. Santé et services sociaux

4.1. Adapter les soins de santé et de services sociaux aux protocoles du Standards of Care, développé par la WPATH (World Professional Association for Transgender Health).

4.2. Former le personnel du réseau de la santé aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux envers elles.

4.3. S'assurer que les personnes transsexuelles et transgenres aient un accès défrayé par la RAMQ à tous les soins de santé nécessaires à leur transition, incluant les frais d'évaluation et de suivi psychologique obligatoires.

4.4. S'assurer que les soins spécialisés destinés aux personnes transsexuelles et transgenres puissent être dispensés dans toutes les régions du Québec.

4.5. Développer un système de formation continue des médecins, psychologues, infirmières et autres personnels de la santé pour offrir des soins adéquats aux personnes transsexuelles et transgenres.

4.6. S'assurer que l'identité de genre ne soit pas une raison de refus pour offrir des soins de santé généraux n'ayant aucun lien avec la transsexualité ou le transgenrisme.

4.7. Financer la réalisation d'études approfondies sur les effets de l'hormonothérapie sur les personnes transsexuelles.

4.8. S'assurer que les services d'accueil, de soins et d'hébergement (notamment les centres de femmes) soient en mesure d'accueillir toute personne transsexuelle ou transgenre.

demandant leurs services.

4.9. S'assurer que les centres de désintoxication soient adaptés et leur personnel formé pour accueillir les personnes transsexuelles et transgenres.

5. Éducation

5.1. Interpeller les milieux universitaires afin que les informations et la matière touchant l'identité de genre données en classe soient les plus récentes disponibles afin de mettre fin au problème éthique par lequel des professionnels de la santé qui traitent les personnes transsexuelles et transgenres à partir de données scientifiques qui ne sont pas à jour.

6. Sécurité publique

6.1. Permettre aux personnes transsexuelles et transgenres d'être fouillées par des représentants des forces de l'ordre du sexe de leur choix.

6.2. S'assurer que tous les détenus transsexuels et transgenres puissent recevoir les soins de santé que leur condition requiert durant tout leur séjour en centre de détention.

6.3. Procéder à une évaluation complète du système carcéral provincial afin de trouver des solutions qui offriraient un maximum de sécurité aux personnes transsexuelles et transgenres incarcérées.

6.4. Procéder à une évaluation similaire pour les centres de transition suivant la libération.

6.5. S'assurer que le personnel des services correctionnels obtienne la formation adéquate afin de savoir accueillir et traiter avec respect les personnes transsexuelles et transgenres.

7. Travail

7.1. Développer des ressources pour les employeurs et les syndicats qui leur permettront de faciliter les transitions en milieu de travail des personnes transsexuelles et transgenres.

7.2. Développer des ressources visant à aider les personnes transsexuelles et transgenres à effectuer leur transition en milieu de travail.

7.3. Sensibiliser les employeurs et les syndicats aux devoirs et responsabilités qu'ils ont envers les personnes transsexuelles et transgenres.

BIBLIOGRAPHIE

- American Psychiatric Association (APA). 2000. *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders DSM-IV-TR Fourth Edition (Text Revision)*. Arlington (É-U): American Psychiatric Association, 943 p.
- Angers, Maurice. 1996. *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*. Québec: Les Éditions CEC, 381 p.
- Action santé travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec (ASTT(e)Q). 2011. *Je m'engage : Un manuel pour les professionnels en santé et services sociaux qui travaillent avec les personnes trans*. Montréal: ASTT(e)Q, 66 p.
- , 2012. *Je me réfère : Un guide de survie pour les personnes trans au Québec*. Montréal: ASTT(e)Q, 133 p.
- Baril, Alexandre. 2009. « Transsexualité et privilèges masculins : fiction ou réalité ? ». dans *Diversité sexuelle et constructions de genre*, Line Chamberland et al. (dir.), p. 263-295. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- , 2011a. « L'identité de genre : essentielle ou construite? Les controverses entourant l'identité de genre en études trans ». Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 26 p.
- , 2011b. « Stratégies de revalorisation, neutralisation, révolution et subversion : les concepts de sexe et de genre sous les regards féministes et trans ». Examen de synthèse no. 1, Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 38 p.
- , 2011c. « Les théories féministes queers et trans comme terrain de disputes : véritables conflits ou faux débats? ». Examen de synthèse no. 2, Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 39 p.
- Bauer, Greta, Rebecca Hammond, Robb Travers, Matthias Kaay, Karin M. Hohenadel, Michelle Boyce. 2009. « "I Don't Think This is Theoretical: This Is Our Lives": How Erasure Impacts Health Care for Transgender People ». *Journal of the Association of Nurses in AIDS Care*, vol. 20, no 5, p. 348-361.
- Bettcher, Talia Mae. 2007. « Evil Deceivers and Make-Believers: On Transphobic Violence and the Politics of Illusion ». *Hypatia*, vol. 22, no 3, p. 43-60.
- Broad, Kendal L. 2002. « GLB+T?: Gender/Sexuality Movements and Transgender Collective Identity (De)Constructions ». *International Journal of Sexuality and Gender Studies*, vol. 7, no 4, p. 241-263.

- Bureau, Marie-France et Jean-Sébastien Sauvé. 2011. « Changement de sexe et état civil au Québec : critique d'une approche législative archaïque ». *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 41, no. 1, p. 1-50.
- Butler, Judith. 2005 (1990). *Trouble dans le genre*. Paris : Éditions La Découverte, 281 p.
- , 2006 (2004). *Défaire le genre*. Paris : Éditions Amsterdam, 331 p.
- Califia, Pat. 2003 (1997). *Le mouvement transgenre. Changer de sexe*. Traduction de P. Ythier. Paris: EPEL, coll. « Erotologie », 384 p.
- Central Toronto Youth Services (CTYS). 2008. *Families in TRANSition. A Resource Guide for Parents of Trans Youth*. Toronto: CTYS, 40 p.
- Chamberland, Line, Gilbert Émond, Michaël Bernier, Gabrielle Richard, Marie-Pier Petit, Marilynne Chevrier, Bill Ryan, Joanne Otis et Danielle Julien. 2011. *L'homophobie à l'école secondaire au Québec. Portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Rapport de recherche, Montréal: Université du Québec à Montréal, 29 p.
- Chamberland, Line, Alexandre Baril et Nathalie Duchesne. 2011. *La transphobie en milieu scolaire au Québec*. Rapport de recherche. Montréal: Université du Québec À Montréal, 39 p.
- Conradi, Alexa. 2003. « Transsexualisme et transgenre : une menace pour les groupes de femmes ? ». *La course à Relais-femmes*, no 31, p. 1-3.
- Congrès du travail du Canada (CTC). 2003. « Questions relatives aux personnes « trans » : Perspective syndicale » : 15 p. En ligne. <http://www.congresdutravail.ca/sites/default/files/pdfs/TransFR.pdf>. Consulté le 6 mars 2013.
- Congrès du travail du Canada (CTC). 2012. *Travailleuses et travailleurs en transition: Guide pratique pour les représentantes et les représentants syndicaux à l'égard de la transition sexuelle*. Ottawa: CTC, 51 p.
- Cope, Allison et Julie Darke. 1999. « chapitre 3 : Transphobia and Discrimination ». *Trans Accessibility Project*. En ligne. <http://www.queensu.ca/humanrights/tap/3discrimination.htm>. Consulté le 6 mars 2013.
- Courvant, Diana & Cook-Daniels, Loree (1998). « Trans and intersex survivors of domestic violence: Defining terms, barriers and responsibilities ». Washington: National Coalition Against Domestic Violence. En ligne. <http://www.survivorproject.org/defbarresp.html>. Consulté le 6 mars 2013.
- Davidson, Megan E. 2007. « Transgender Cultural Activism in the US : Sexed Bodies, Gender Identities, Contentious Politics, & Social Change ». Thèse de doctorat, Binghamton, Binghamton University, 287 p.

- Demczuk, Irène et Frank W. Remiggi (dir.). 1998. *Sortir de l'ombre. Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*. Montréal: VLB éditeur, 405 p.
- Descheneaux, Frédéric. 2005. « Initiation à l'analyse qualitative informatisée à l'aide du logiciel QSR NVIVO 2 ». *Les cahiers pédagogiques de l'Association pour la recherche qualitative* : 45 p. En ligne. http://www.recherche-qualitative.qc.ca/pdf/Nvivo_2.0.pdf. Consulté le 7 mars 2013.
- Dorlin, Elsa. 2008. *Sexe, genre et sexualité*. Paris: Presses Universitaires de France, 153 p.
- Dubar, Claude. 2001. *La crise des identités*. Paris: Presses Universitaires de France, 256 p.
- Duchesne, Nathalie. 2009. « Les personnes trans et l'identité civile : violence et résistance ». *Mémoire de maîtrise*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 98 p.
- Dwyer, Sonya Corbin et Jennifer L. Buckle. 2009. « The space between: On being an insider-outsider in qualitative research ». *International Journal of Qualitative Methods*, vol. 8, no 1, p. 54-63.
- Enriquez, Mickael Chacha. 2013. « La contestation des politiques de changement d'identité de genre par les militant.e.s trans québécois ». *Lien social et Politique*, vol. 69, p. 181-196.
- Espineira, Karine. 2008. *La transidentité. De l'espace médiatique à l'espace public*. Paris: L'Harmattan, 170 p.
- , 2011. « Les Trans Studies face aux résistances académiques et médico-légales ». En ligne. http://www.observatoire-des-transidentites.com/pages/Karine_Espineira_Les_Trans_Studies_face_aux_resistances_academiques-5202206.html. Consulté le 7 mars 2013.
- Filleule, Olivier. 2010. « Carrière militante ». Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 85-94. Paris: Presses de Sciences Po.
- Filleule, Olivier (dir.). 2005. *Le désengagement militant*. Paris: Belin, 319 p.
- Foerster, Maxime. 2006. *Histoire des transsexuels en France*. Saint-Martin de Londres (France): H&O Éditions, 186 p.
- Gould, Roger V. 1995. *Insurgent Identities: Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago: University of Chicago Press, 262 p.
- Grant, Jaimie M., Lisa A. Mottet, Justin Tanis, Jack Harrison, Jody L. Herman et Mara Keisling. 2011. *Injustice at Every Turn: A Report of the National transgender discrimination survey*. Washington (É-U): National Center for Transgender Equality and the National Gay and Lesbian Task Force, 220 p.

- Harding, Sandra. 2007. « Feminist Standpoints ». Dans *Handbook of Feminist Research: Theory and Praxis*, Sharlene Nagy Hesse-Biber (dir.), p. 46-64. Thousand Oaks (É-U): SAGE Publications,
- Hébert, Billy, Line Chamberland et Mickael Chacha Enriquez. À paraître. « Les aîné-es trans: Une population émergente ayant des besoins spécifiques en soins de santé, en services sociaux et en soins liés au vieillissement ». *Frontières*, vol. 25.
- Hébert, Billy, Mickael Chacha Enriquez et Line Chamberland. À paraître. *Les aîné-es trans : améliorer l'accès aux soins de santé et services sociaux d'une population émergente*. Rapport de recherche. Montréal: Université du Québec À Montréal.
- Ion, Jacques. 1997. *La fin des militants ?*. Paris: Les éditions de l'Atelier, 124 p.
- Koyama, Emi. 2003. « Transfeminist Manifesto ». Dans *Catching a Wave: Reclaiming Feminism for the 21st Century*, Rory Dicker et Alison Piepmeier (dir.), p. 244-259. Boston: Northeastern University Press.
- Krikorian, Gaëlle. 2003. « Transphobie ». Dans *Dictionnaire de l'homophobie*. Paris: Presses Universitaires de France, p. 406-408.
- L'Écuyer, René. 1990. *Méthodologie de l'analyse développementale du contenu. Méthode GPS et concept de soi*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 490 p.
- Lamoureux, Diane. 1990. « Les services féministes: de l'autonomie à l'extension de l'État-providence ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, no 2, p. 33-43.
- Lamoureux, Henri. 2010. *La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 118 p.
- Lamoureux, Jocelyne. 2001. « Marge et citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, vol. 33, no 2, p. 29-47.
- Lév, Arlène Istar. 2005. « Disordering Gender Identity ». *Journal of Psychology & Human Sexuality*, vol. 17, no 3-4, p. 35-69.
- Lombardi, Emilia. 2009. « Varieties of Transgender/Transsexual Lives and Their Relationship with Transphobia ». *Journal of Homosexuality*, vol. 56, no 8, p. 977-992.
- Macé, Éric. 2010. « Ce que les normes de genre font aux corps / Ce que les corps trans font aux normes de genre ». *Sociologie*, vol. 4, no 1, p. 496-516.
- Maddison, Sarah. 2007. « Feminist perspectives on social movement research ». Dans *Handbook of feminist research: Theory and praxis*, Sharlene Nagy Hesse-Biber (dir.), p. 391-408. Thousand Oaks: Sage Éditions.

- Mathieu, Lilian. 2004. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris: la Discorde, 206 p.
- , 2007. « L'espace des mouvements sociaux ». *Politix*, no 77, p. 131-151.
- , 2009. « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de " Nous sommes la gauche " à Occupation ». *Revue française de science politique*, vol. 59, p. 77-96.
- , 2012. *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges (France): Éditions du Croquant, 285 p.
- Mathieu, Nicole-Claude. 1991. *L'anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe*. Paris: Côté-femmes Édition, 291 p.
- Matonti, Frédéric et Frank Poupeau. 2004. « Le capital militant. Essai de définition ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 155, p. 5-11.
- Mayer, Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, et Daniel Turcotte. 2000. *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal: Gaëtan Morin. 410 p.
- McAdam, Doug. 1988. *Freedom Summer*. Oxford: Oxford University Press, 368 p.
- Ménard, Johanne. 2008. « Les gais sortent de l'ombre ». *Tout le monde en parlait*. 22 min. Montréal: Radio-Canada.
- Mongeau, Pierre. 2009. *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans & Côté Tenue de soirée*. Québec: Presses Universitaires du Québec. 145 p.
- Mouvement d’Affirmation des jeunes Gais, Lesbiennes, Bi et Trans (MAG) et Homosexualités et Socialisme (HES). 2009. « Enquête sur le vécu des jeunes populations trans en France » : 6 p. En ligne. http://www.hes-france.org/IMG/pdf/Rapport_Prelim_Enquete_JeunesTrans_Avril2009_Vfinal.pdf. Consultée le 7 mars 2013.
- Namaste, Viviane. 2005a. *C'était du spectacle*, Montreal: McGill-Queen University Press, 266 p.
- , 2005b. *Sex Change, Social Change. Reflexions on Identity, Institutions, and Imperialism*, Toronto: Women's press, 131 p.
- , 2011. « Dix choses à savoir sur les trans' et le VIH ». *Transcriptase*, no 143, p. 11-13.
- Neveu, Erik. 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La Découverte, 128 p.
- Nicol, Nancy. 2005. *La politique du cœur*. 68 min. Montréal: Groupe d'intervention vidéo.

- Ollivier, Michèle et Manon Tremblay. 2000. *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris: L'Harmattan, 257 p.
- Passy, Florence. 2003. « Social Networks Matters. But How ? ». Dans *Social Movement and Networks*, Mario Diani et Doug McAdam (dir.), p. 21-48. Oxford: Oxford University Press.
- Pires, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Jean Poupart et al. (dir.), p. 113-169. Montréal: Gaetan Morin.
- Pyne, Jake. 2012. *Transforming Family: Trans Parents and their Struggles, Strategies, and Strengths*. Toronto: LGBTQ Parenting Network, Sherbourne Health Centre, 43 p.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campenhoudt. 2006 (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris: Dunod. 256 p.
- Reucher, Tom. 2006. « Quand les trans deviennent experts. Le devenir trans de l'expertise ». *Multitudes Web*. En ligne. <http://multitudes.samizdat.net/Quand-les-trans-deviennent-experts>. Consulté le 7 mars 2013.
- Ramognino, Nicole. 1992. « L'observation, un résumé de la 'réalité' : de quelques problèmes épistémologiques du recueil et du traitement des données ». *Current Sociology*, vol. 40, no 1, p. 55-75.
- Shapiro, Eve. 2003. « Trans'cending Barriers ». *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, vol. 16, no 3, p. 165-179.
- Spade, Dean. 2011. *Normal Life: Administrative Violence, Critical Trans Politics and the Limits of Law*. Brooklyn (É-U): South End Press, 246 p.
- Serano, Julia. 2007. *Whipping Girl: A Transsexual Woman on Sexism and the Scapegoating of Femininity*. Berkeley (É-U): Seal Press. 408 p.
- Stein, Marc. 2004. « Transgender ». Dans *Encyclopedia of LGBT history in America*, p. 195-208. New York: Charles Scribner's Son.
- Stone, Sandy. 2000. « Transgender ». Dans *Routledge International Encyclopedia of Women. Global Women's Issues and Knowledge*, p. 1966-1969. New York: Routledge.
- Stone, Amy L. 2009 « More than Adding a T: American Lesbian and Gay Activists' Attitudes towards Transgender Inclusion ». *Sexualities*, vol. 12, p. 334-354.
- Stryker, Susan. 2006. « (De)subjugated knowledge: an introduction to transgender studies ». Dans *The Transgender Studies Reader*, Susan Stryker et Stephen Whittle (dir.), p. 1-17. New York: Routledge.

- , 2008. *Transgender History*, Berkeley (É-U): Seal Press, 189 p.
- Syndicat Canadien de la fonction publique (SCFP). 2002. « Transphobie : un enjeu syndical ». En ligne. <http://scfp.ca/EqualityPride/BE4190>. Consulté le 7 mars 2013.
- Table de concertation des gais et lesbiennes du Québec (TCGLQ). 2004. « De l'égalité juridique à l'égalité sociale : Actes États Généraux 2004 des communautés LGBT du Québec » : 18 p. En ligne. <http://www.cqgl.ca/uploads/files/Actes-etats-generaux-2004.pdf>. Consulté le 7 mars 2013.
- Thomas, Maude-Yeuse. 2007. « La Controverse trans ». *Dossier Trans Révolution*. En ligne. <http://www.mouvements.info/La-Controverse-trans.html>. Consulté le 7 mars 2013.
- Vidal-Ortiz, Salvador. 2008. « Transgender and Transsexual Studies: Sociology's Influence and Future Steps ». *Sociology Compass*, vol. 2, p. 433–50.
- Voegtli, Michael. 2010. « Identité collective ». Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 292-299. Paris : Presses de Sciences Po.
- Washington, Jamie, & Evans, Nancy J. (2000). « Becoming an ally ». Dans *Readings for Diversity and Social Justice: An anthology on racism, antisemitism, heterosexism, ableism, and classism*, Maurianne Adams et al. (dir.), p. 312-318. New York: Routledge.
- Wittig, Monique. 2001 (1992). *La Pensée straight*. Paris : Editions Amsterdam, 157 p.
- Young, Iris Marion. 1990. « Five Faces of Oppression ». Chap. dans *Justice and the Politics of Difference*, p. 39-65. Princeton : Princeton University Press.